

GRAPHIÈO

1997-1



**LA FRANCOPHONIE AU VANUATU**  
*Géographie d'un choc culturel*

**Maud LASSEUR**



Collection mémoires et documents de l'UMR PRODIG



# **LA FRANCOPHONIE AU VANUATU**

## *Géographie d'un choc culturel*

**Maud LASSEUR**

Mémoire de Maîtrise  
soutenu sous la direction  
de Joël BONNEMAISON  
(Professeur à l'Université de Paris IV)

AVEC LA PARTICIPATION FINANCIÈRE  
DE L'ÉQUIPE PACIFICA DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS IV SORBONNE  
ET DE L'ORSTOM CEDID (Fonds Renée Heyum)

**Pôle de Recherche pour l'Organisation**  
et la **D**iffusion de l'**I**nformation **G**éographique  
191 rue Saint-Jacques  
75005 Paris

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**

Marie-Françoise Courel

**DIRECTEUR DE LA COLLECTION**

Joël Bonnemaïson

**COMITÉ ÉDITORIAL**

Gérard Beltrando  
Joël Bonnemaïson  
Anne-Marie Briend  
Jean-Louis Chaléard  
Marie-Françoise Courel  
Gérard Joly

Photographie de couverture  
Maud Lasseur

*Un paysage hybride :  
deux foyers d'inspiration dans le Centre-Pentecôte*

**Maquette et mise en page  
Maorie Seysset**

Deuxième édition • Septembre 2000

© PRODIG. 1997  
ISBN 2 90 1560 30 X

## Préface

**L**A COLLECTION **GRAFIGÉO** a pour but d'assurer une diffusion à un certain nombre de mémoires de géographie de DEA ou de maîtrise, soutenus dans les trois Universités de Paris I, Paris IV et Paris VII, ainsi qu'éventuellement à des morceaux choisis de thèse, de « littérature grise » ou de rapport scientifique.

On peut, en particulier, considérer que la diffusion de travaux de jeunes géographes ou d'étudiants-chercheurs, qui tomberaient autrement dans l'oubli profond des placards encombrés, entre dans la mission de l'UMR Prodig (Pôle de Recherche pour l'Organisation et la Diffusion de l'Information Géographique), qui consiste à rassembler, promouvoir et diffuser les informations géographiques. **Grafigéo** vient ainsi en complément modeste d'**Intergéo**.

On doit le titre de la collection, comme d'ailleurs la réalisation de l'ensemble du document, à Mme Maorie Seysset. **Grafigéo** provient, on l'a sans doute remarqué, du terme « Géographie » à l'envers. Il s'agit bien en effet d'un « graffiti géographique », au sens noble du terme, c'est-à-dire d'une matière brute élaborée, directement issue d'une recherche, qui n'est pas encore un

livre, mais qui présente toutes les conditions d'un véritable texte scientifique. Gageons que les grafigéo se multiplieront à l'avenir, dans nos universités comme dans les universités voisines.

Encore un mot. Ce premier document résulte d'un travail réalisé dans le cadre d'un stage de maîtrise Paris-IV-Orstom, sur le thème de la « francophonie » avec l'appui de la Mission ORSTOM de Port-Vila au Vanuatu. Michel Lardy, son responsable, les chercheurs présents sur place, Annie Walter et Jean-Christophe Galipaud ainsi qu'Ange Bizet, professeur au Centre Universitaire de Port-Vila, y ont joué un rôle précieux par leur soutien, leurs conseils et surtout leur disponibilité.

Maud Lasseur, dont c'était le premier terrain, a réussi là une épreuve qui n'était pourtant pas facile, en raison même du sujet peu classique et de certains de ses aspects politiques « sensibles ». Elle s'est heurtée à une situation délicate, car dans beaucoup d'esprits, les « événements » qui ont suivi l'indépendance, en particulier dans les îles de Tanna et de Santo, restent encore vivants et la page, tant elle fut passionnée, n'est toujours pas tournée. Entre

*de multiples avis, les non-dits et des conseils pas toujours convergents, face à des acteurs «marqués», cette jeune étudiante a su trouver la justesse de ton et la sérénité d'analyse nécessaire.*

*L'auteur a donc très justement sous-titré son mémoire, « Géographie d'un choc culturel ». L'État du Vanuatu est en effet l'héritier de cette étrange colonie franco-britannique des mers du sud, qui s'appela pendant 74 ans le Condominium des Nouvelles-Hébrides et que nos livres de géographie n'évoquaient qu'en passant, un peu comme s'il s'agissait d'un pays irréel. Dans ce décor d'îles tropicales magnifiques, les deux puissances coloniales jouèrent, en vase clos, un jeu politique feutré, empreint de rivalité plus ou moins ouverte et de fausse cordialité. Un étudiant mélanésien, aujourd'hui responsable politique de la nouvelle république appela un jour devant moi, cette atmosphère conflictuelle, « la guerre des tranchées ». Les Vanuatais s'adaptèrent à cette cohabitation en jouant, souvent avec subtilité, l'un des partenaires contre l'autre. Ils y gagnèrent sans doute en liberté par rapport aux deux pouvoirs, mais le pays n'y gagna pas toujours en unité.*

*La francophonie au Vanuatu résulte aujourd'hui de cette histoire de « confrontation » politique et culturelle. Elle se compor-*

*te parfois comme une « citadelle assiégée ». Pourtant le choc de la France et de l'Angleterre, dont les relations n'ont jamais été neutres, a contribué en se répercutant au niveau des langues, à créer au Vanuatu une identité politique en partie double, complexe, mais riche. Nul doute que dans le monde de demain cette dualité culturelle, si elle est bien assumée, représentera un atout.*

*Que représente la communauté francophone du Vanuatu ? Comment est-elle perçue, vécue ? De symbole politique, le français est-il devenu une langue de culture ?*

*Maud Lasseur a su prendre du recul par rapport aux querelles politiques partisans. Elle analyse avec finesse et sans a priori une situation de « contact » culturel et politique, aux épisodes mouvementés. Elle a écrit, comme on le verra, un texte sensible et passionnant, dans un style brillant. L'équipe Pacifica se réjouit de cette première publication.*

*Joël BONNEMAISON.*

Prochaine publication :

« La géographie tropicale allemande » par Hélène Sallard, université de Paris I, équipe Equateur.



## Sommaire

<b>Introduction</b> .....	7
<b>Chapitre 1 • La francophonie au Vanuatu.</b>	
<b>Une question culturelle et politique</b> .....	11
<b>L'HÉRITAGE LINGUISTIQUE ET CULTUREL DE LA COLONISATION</b>	11
La genèse de la francophonie au Vanuatu.	
Les dualismes fondateurs .....	12
L'enseignement, médium de l'acculturation européenne .....	16
L'héritage linguistique de la colonisation.	
La « triglossie vanuataise » .....	21
<b>LA FRANCOPHONIE, UNE QUESTION POLITIQUE</b> .....	24
La politisation des dualismes .....	24
Le rôle des pressions géopolitiques dans la question linguistique et culturelle .....	30
<b>LA FRANCOPHONIE : UNE LANGUE INFÉRIORISÉE     MAIS UNE CULTURE ANCRÉE</b> .....	39
Place et usage de la langue française au Vanuatu .....	39
Le sens de la francophonie : plus qu'une langue, une culture .....	42
<b>Chapitre 2 • Les régions rurales.</b>	
<b>La francophonie enracinée</b> .....	45
<b>LA FRANCOPHONIE TRADITIONNELLE.</b>	
<b>LE MONDE DE LA MISSION</b> .....	45
Les territoires enclavés .....	45
L'identité et la culture francophones en « monde catholique » .....	51
<b>LA FRANCOPHONIE LAÏQUE</b> .....	61
Les nouvelles régions francophones, des espaces d'opposition .....	61
La francophonie politique. L'exemple de Tanna .....	66
<b>LES RÉGIONS RURALES FRANCOPHONES,     DES MONDES INTROVERTIS</b> .....	76
Les sphères d'usage du français en milieu rural.	
L'importance de l'école .....	76
Une géographie éclatée. Une culture enracinée .....	78

<b>Chapitre 3 • Le nouveau pôle urbain de l'acculturation. La francophonie nationale</b> .....	<b>83</b>
<b>PORT-VILA, LIEU DE LA FRANCITÉ</b> .....	<b>83</b>
L'élite francisée et la modernité .....	83
Les sphères d'utilisation du français à Port-Vila .....	88
L'affirmation du français comme langue de culture .....	93
<b>LE NOUVEAU PAYSAGE FRANCOPHONE :</b>	
<b>LE DILEMME ENTRE TRADITION ET NATION</b> .....	<b>101</b>
L'opacité de l'espace et la francophonie dualiste .....	101
De la francophonie réticulée au modèle national.	
De la tradition à la modernité .....	107
<b>LA FRANCOPHONIE NATIONALE.</b>	
<b>PROBLÈMES ET PERSPECTIVES</b> .....	<b>109</b>
Les problèmes de l'enseignement, menace structurelle au maintien de la francophonie .....	109
Le pluralisme francophone, un frein à l'affirmation nationale .....	118
Francophonie et nation. En finir avec la division .....	122
<b>Conclusion</b> .....	<b>127</b>
Liste des cartes, schémas et photos .....	130
Bibliographie .....	131
Résumé en français .....	133

*A* VANT TOUTE CHOSE, je tiens à adresser mes remerciements à tous ceux qui, sur le sol vanuatais ou en France, m'ont permis de réaliser ce travail. En premier lieu, à Joël Bonnemaison, dont la confiance et le soutien furent toujours appréciés, et à Ange Bizet pour ses nombreux conseils et son attention durant quatre mois de recherche.

Ma reconnaissance va aussi à l'équipe ORSTOM de Paris, Nouméa et bien sûr Port-Vila, en particulier à Annie Walter, Jean-Christophe Gallipaud et Michel Lardy pour leur accueil, leur aide et leur bienveillance quotidienne. Je remercie par ailleurs le Centre Culturel du Vanuatu de m'avoir permis de mener cette étude, ainsi que le CIRAD d'avoir contribué à cette réalisation.

Pour finir, je souhaiterais témoigner ma reconnaissance et mon amitié sincères à cet ensemble de personnes rencontrées dans les villages, les écoles ou les administrations, qui ont toujours encouragé ma démarche et pris le temps d'expliquer, de se souvenir. J'étais venue avec une pirogue ; ils m'ont appris à la manoeuvrer.



---

blanche

## Introduction

**A**U COEUR DE LA MÉLANÉSIE, le Vanuatu forme l'un de ces multiples archipels reclus de l'autre côté du monde, au-delà de l'horizon de nos connaissances. Avec ses 164 200 habitants répartis sur 12 190 km<sup>2</sup>, avec sa coutume et son économie vivrière, cette terre océanienne apparaît non seulement séparée de nous par une moitié de globe, mais aussi par un pan de l'histoire.

Pourtant, une fois franchis la frontière maritime et le gouffre de l'inconnu, le paysage vanuatais révèle une personnalité étonnamment familière.

Une petite ville – aux allures provinciales – se dresse sur le rivage d'une île égarée au milieu de dizaines d'autres. Cette zone urbaine récente, capitale d'une république elle-même jeune de seize ans, se présente comme une ville-état, au centre d'un monde où des villages dispersés sur une maille lâche semblent suspendus dans un temps figé. Apparemment, une ville mélanésienne.

L'avenue principale, colonne vertébrale de la cité littorale, déroule son ruban de petits commerces et d'administrations le long de la baie et finit par éclater vers des îlots d'habitations, dissimulés derrière des

tapis de palmiers. Des passants, Blancs, Noirs, Métis, Asiatiques, flânent le long de cette large artère et se dispersent peu à peu vers la « rue de Paris », celle « du Général de Gaulle », « Winston Churchill Avenue » ou « Kent Street ».

Au bord des allées de bitume puis de terre, campent des églises, anglicanes, catholiques, presbytériennes ou de religion « intrigante ». Le dimanche, elles se partagent la population mélanésienne. Entre ces lieux de cultes, d'autres espaces sacrés : à proximité des croix sont plantées des lanternes, pour indiquer, lorsque la nuit tombe, le chemin des *nakamals*. Là, les hommes se retrouvent le soir pour parler et boire le *kava*. Comme au village.

Sur l'esplanade qui borde le front de mer, un groupe de Mélanésiens joue parfois à la pétanque. Plus loin, quelques Vanuatais s'affairent autour d'un billard et boivent de la bière, abrités dans un *pub* digne de la terre britannique. A la poste, juste en face, l'employée parle en français, mais à la banque, le guichetier ne connaît qu'une langue européenne : l'anglais. On se promène entre deux mondes sur une terre étrangère.

Avant l'indépendance flottaient ici deux drapeaux. Pourtant, ils ne se dressaient pas

au devant du même bâtiment. La Grande-Bretagne avait planté le sien sur l'îlot d'Iririki, dans la baie, en vis-à-vis de l'avenue commerçante. La France, elle, s'était installée côté terre, au sommet d'une petite colline en arrière du front de mer. Chacun pouvait voir l'autre de ses hauteurs, chacun *observait* l'autre. C'était là la rencontre de deux Europe, la reproduction idéale d'un face à face ancestral entre cette puissance insulaire et ce pays continental qui, en Occident comme dans le Pacifique, ne se sont jamais lassés de leurs rivalités.

Aujourd'hui, le pays est souverain. Toutefois, sur le sommet du quartier « Plateau », autour de l'ancienne Résidence de France, subsistent la cathédrale, l'École Française, les bâtiments administratifs où les Mélanésiens ont juste pris la place des Français. Iririki a vu se dresser un complexe hôtelier à la mode australienne. Entre les deux, la « place de l'Indépendance » est vide, tel un ajout impuissant à se substituer aux vestiges coloniaux.

Port-Vila n'est que le creuset d'un archipel où cohabitent des cultures anglo-saxonne, française, océanienne, traditionnelle, chrétienne, moderne. La Grande-Bretagne et la France, qui s'étaient partagées les îles du Pacifique au XIX<sup>e</sup> siècle, sont bizarrement venues buter toutes deux sur le Vanuatu. A présent, les Européens sont partis. Restent seulement des anglophones et des francophones...

Littéralement, être francophone, c'est parler le français. La langue n'a apparemment aucune incidence sur la géographie. Pourtant, les aires linguistiques sont aussi des aires culturelles. La langue est un élément inhérent à la culture du groupe (ne parle-t-on pas de communauté ethnolinguistique ?) et elle est en même temps un marqueur de son identité. Elle assure sa cohésion en facilitant le resserrement des relations internes et en contribuant au cloisonnement vis à vis de l'extérieur.

Toutes les langues ont la même fonction et toutes l'assument aussi bien, mais toutes ne sont pas les vecteurs de la même culture. Chaque parler forme un crible à travers

lequel une même réalité se recompose suivant des structures propres. Le langage est le cadre de l'esprit et l'outil de la pensée. La langue est donc un élément qui détermine la manière dont les hommes voient le monde, mais qui influe également sur la façon dont ils décident de le vivre. Bref, un élément attaché à une culture.

Chaque idiome relève d'un groupe social qui a son histoire, sa philosophie, ses croyances. Partager la même langue au sein d'une même communauté, c'est assurer l'hérédité de la culture collective. Partager une langue avec des entités extérieures, c'est pouvoir diffuser et enrichir cette culture. L'élément linguistique représente ainsi le ciment d'une identité. En même temps, de la variété des parlers résulte pour une grande part l'incompréhension entre groupes distincts.

Au Vanuatu, la francophonie est une donnée linguistique allogène. Mais en s'implantant avec son cortège culturel, elle a permis l'éclosion d'une communauté qui s'identifie elle-même à travers son statut de *communauté francophone*. Ce sont donc les éléments qui composent ce complexe, « l'écologie » de la francophonie qu'il convient d'étudier.

L'apport européen n'a cependant pas fait table rase de l'univers préexistant: il s'est greffé sur un substrat mélanésien. L'archipel est un puzzle constitué de plus d'une centaine de langues vernaculaires qui correspondent à autant de personnalités ethniques différentes. Chacune d'elle avait déjà son système culturel et une vive conscience de son identité lors de l'expansion coloniale, si bien que le visage de la francophonie a pris une forme aussi multiple que le sont ces entités éparses.

Outre cela, la francophonie et l'anglophonie ont pénétré l'archipel à la même époque, introduisant sur le territoire vanuatais des éléments religieux, des conceptions sociales et morales fort divers et qui plus est concurrents. Les deux puissances impérialistes ont cherché à asseoir leur influence. Elles se sont disputées et finalement « partagées » le pays. Ceci ajoute encore à la

complexité du paysage culturel : en plus d'analyser les facteurs qui ont permis la dissémination de la francophonie et son enracinement, ceux-ci doivent être étudiés en comparaison – et même en opposition – au legs anglophone.

Cerner le fait francophone devient dès lors particulièrement délicat. L'héritage de la France s'est combiné aux cultures mélanésiennes ; la spécificité de la minorité francophone s'est construite en réaction à l'apport britannique. Au Vanuatu, la francophonie apparaît comme un phénomène diffus et pluriel, et surtout comme un élément sensible, qui touche à l'identité donc que les hommes répugnent souvent à aborder. En conséquence, notre étude n'a pas pour ambition de cataloguer tous les « cas » de francophonie, ni d'en présenter, pour chaque type, tous les caractères. Un choix est nécessaire et une orientation précise indispensable.

Parce que l'influence française s'est réalisée dans des conditions socio-politiques particulières et qu'elle s'est échelonnée sur une période relativement longue, l'analyse diachronique s'avère primordiale : les motivations qui ont entraîné la diffusion linguistique et culturelle, la nature des acteurs qui y ont participé ont donné son visage à la francophonie contemporaine.

D'un autre côté, ce travail doit permettre de comprendre quels sont les fondements actuels de la francophonie et comment celle-ci a pu se dessiner une géographie et un profil propres.

Dans les deux cas, ce fait culturel s'inscrit à trois échelles distinctes : l'une régionale, l'autre nationale, et enfin, la troisième, internationale.

Parler la même langue, c'est pouvoir communiquer, dresser un pont entre des entités dispersées. Ceci constitue la base même de la genèse d'une « planète francophone ». Les rapports entre la France et le Vanuatu sont donc déterminants. Ils le sont d'autant plus aujourd'hui où l'indépendance est acquise : le passé colonial a rendu les partenaires extranationaux pluriels et la question du partage des « forces » se pose.

La francophonie n'en est pas moins un héritage « assimilé ». Elle s'est fixée dans un univers où chaque région est un monde, et où chaque monde lui a conféré un caractère spécifique. Nous n'avons pu faire le tour de cet ensemble et avons donc choisi de porter notre attention sur trois territoires forts différents. Deux d'entre eux se situent en zone rurale, le troisième en milieu urbain. La francophonie a dans chacune de ces régions des expressions et des fondements caractéristiques. En outre, ces environnements humains sont eux-mêmes situés dans des îles aux faciès multiples.

L'analyse de la francophonie telle qu'elle existe dans le domaine rural permettra d'étudier le visage « traditionnel » de cette culture hybride. Le travail de terrain effectué dans la capitale de l'archipel nous aidera non seulement à appréhender la francophonie « moderne », mais aussi à aborder le fait culturel dans son contexte global. Avec la décolonisation, la francophonie a en effet pu s'affirmer comme une caractéristique « nationale », privilège qu'elle doit toutefois partager avec son homologue anglaise... Aujourd'hui, le Vanuatu est un État qui tente de se construire une personnalité unitaire, mais il continue également à porter la charge de son histoire.

D'un point de vue quantitatif, le rattachement du Vanuatu à la « constellation francophone » est insignifiant. En Océanie, la langue française n'est parlée que par environ 400 000 personnes – soit 0,3 % de la population francophone mondiale. Au sein de ce cinquième continent, l'archipel vanuatais ne représente en outre que 15 % des locuteurs de langue française.

Ce n'est donc pas son poids démographique qui fait du Vanuatu un espace francophone digne d'intérêt, mais plutôt cette particularité qu'il a d'être devenu, par une certaine ironie de l'histoire, anglophone, francophone et à la fois indépendant. Cette micronation insulaire, en apparence discrète et retranchée, constitue en réalité un des plus fabuleux laboratoires culturels qu'il puisse être donné d'explorer.



## Chapitre 1 • Une question culturelle et politique

« L'ère dans laquelle elle vit est moribonde. Ça sent la marée anglo-saxonne.

L'Histoire démontre qu'elle est bien arrivée, qu'elle s'est faite une place et qu'elle ne pourra plus repartir.

Elle s'est enracinée et rattachée à cette grande famille qu'est la francophonie.

Au seuil de l'an 2000, elle a pris une autre allure, elle est beaucoup plus épicée qu'au début. Elle est beaucoup plus riche que quand elle est arrivée.

Elle est pourtant bien née de Molière et de Racine.

C'est cela, la francophonie. »

Jacques GEDEON

Poète francophone du Vanouatou<sup>1</sup>

### L'HÉRITAGE LINGUISTIQUE ET CULTUREL DE LA COLONISATION

C'est au terme d'une époque où le Pacifique constituait un vaste espace de conquête et un champ d'affrontement entre les puissances britannique et française que fut découvert l'archipel qui allait devenir le Vanuatu. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Louis-

Antoine de Bougainville puis James Cook débarquèrent sur ces îles océaniques à quelques années d'intervalle, amorçant symboliquement le début d'une profonde rivalité franco-britannique qui allait elle-même marquer l'histoire du pays.

Le temps d'un bref répit, les Nouvelles-Hébrides – ainsi baptisées par Cook – restèrent pourtant à l'écart des préoccupations

1. La terminologie pour la désignation du pays et de la population du Vanuatu est objet de vives polémiques. Les autorités officielles utilisent des expressions directement traduites de l'anglais : « à Vanuatu » au lieu de « au Vanuatu », « de Vanuatu » et « Vanuatu » sans article plutôt que « du Vanuatu » et « le vanuatu ». De même, les habitants sont souvent désignés par l'appellation « Ni-vanuatu » (terme issu des langues mélanésiennes locales) tandis que la norme française impose le nom « Vanuatais ». Quelques francophones, comme Jacques Gedeon, revendiquent également l'orthographe française « Vanouatou », exprimant ainsi leur désir de voir la langue française respectée dans sa norme la plus stricte. Face à cette absence de consensus, nous avons choisi de nous conformer aux conclusions fournies par le Conseil International de la Langue Française (A. Bizet, CILF, 1994).

coloniales qui animaient l'Europe. Tout changea lorsqu'en 1825, la découverte d'un important peuplement de bois de santal fit renaître l'intérêt des Occidentaux pour l'archipel. De nouveau, Britanniques et Français se retrouvèrent alors face à face.

### **La genèse de la francophonie au Vanuatu. Les dualismes fondateurs**

Les premières années de contact entre Blancs et Mélanésiens furent ponctuées par une succession d'affrontements sauvages, qui culminèrent avec la mise en place du *blackbirding*, vaste système de traite des Néo-hébridais vers les plantations australiennes, fidjiennes et les mines de Nouvelle-Calédonie.

A cette exploitation humaine qui créait un mouvement de dépopulation des littoraux s'ajouta un second mouvement, marqué celui-ci par l'installation de colons dans l'archipel. Avec la hausse des cours du coton, relative à la guerre de sécession américaine, la plantation soulevait en effet des espoirs. Son corollaire fut l'amorce d'une colonisation effective.

Toutefois, les deux puissances européennes se trouvaient toujours en concurrence autour du même petit bout de terre océanien. Une lutte s'esquissa, qui allait se jouer sur deux fronts en même temps: d'une part entre Mélanésiens et Européens pour la conquête de la terre, d'autre part entre la France et l'Angleterre elles-mêmes pour la possession de l'archipel. Ces antagonismes marquèrent la fondation de la francophonie au Vanuatu.

### **Les âmes aux britanniques. La terre aux français**

Bien que les Nouvelles-Hébrides aient à l'origine formé un simple « réservoir » d'hommes et de richesses, un petit groupe de planteurs anglais s'y installa en 1867. Lorsque la conjoncture propice à la production cotonnière cessa, la plupart d'entre eux durent néanmoins abandonner leurs plantations. Ce fut à cette époque que la France prit le relais dans la conquête des îles néo-

hébridaises, animée d'un dessein bien plus ambitieux que ne l'était celui de sa rivale : créer une colonie de peuplement englobant la Nouvelle-Calédonie et sa voisine mélanésienne.

A la même période, l'influence britannique se manifestait pourtant sur un autre terrain, celui-ci spirituel. Des missionnaires protestants débarquèrent au Vanuatu et parvinrent progressivement à s'établir sur un certain nombre d'îles.

Ainsi, l'archipel océanien devint bientôt le carrefour d'influences variées et le siège de nombreuses rivalités.

Malgré l'échec de la *London Missionary Society* qui avait tenté, dès 1839, de s'implanter dans le sud du pays, quelques missionnaires presbytériens venus d'Australie débarquèrent neuf ans plus tard aux Nouvelles-Hébrides. Bien décidés à éradiquer le paganisme de ces contrées sauvages et dangereuses, ils parvinrent à remporter une première victoire dans l'île méridionale d'Anatom, où avait pu s'installer en 1848 le premier missionnaire européen, John Geddie. A partir de là, la « bonne parole » dispensée par des missionnaires dont le nombre allait croissant put s'étendre à loisir vers toutes les îles du sud et du centre de l'archipel. Tanna, Erromango, Vate, Tongoa, Mallicolo et Santo devinrent les principaux bastions de l'église presbytérienne.

Parallèlement, une autre mission, en provenance de Nouvelle-Zélande, abordait les rivages des Nouvelles-Hébrides. Ces anglicans n'entrèrent pas en conflit avec les presbytériens : un accord fut passé qui assurait le partage de l'archipel en deux sphères d'évangélisation distinctes. Les anglicans purent ainsi étendre leur droit sur toutes les îles du nord de l'archipel (Ambae, Pentecôte, Maewo et les Banks). Ils fondèrent la *Melanesian Mission* quelques années plus tard.

L'influence des églises sur la population néo-hébridaise s'affirmait donc dès le départ comme résolument britannique. Mais la course contre la France n'était pas gagnée: à mesure que la sphère religieuse affichait son caractère anglo-saxon, les

Français, quant à eux, étendaient leur contrôle sur les terres de l'archipel. Ils avaient déjà commencé à s'attribuer l'espace mélanésien lorsque fut créée, en 1882, la *Compagnie Calédonienne des Nouvelles-Hébrides*. John Higginson, homme d'affaires peu scrupuleux résidant en Nouvelle-Calédonie, en fut l'instigateur. Son objectif consistait à acheter un grand nombre de terrains afin d'y implanter suffisamment de colons pour justifier ensuite une annexion des Nouvelles-Hébrides par la France. Outre les plantations britanniques, les terres des Mélanésiens furent facilement acquises par le biais de transactions plus ou moins honnêtes et de contrats assez obscurs.

Par une politique énergique, Higginson parvint ainsi à instaurer une véritable mainmise de fait des Français sur le sol mélanésien : dix huit ans après la fondation de la CCNH, la plupart des 500 Occidentaux résidant dans l'archipel étaient des Français (Guiart, 1957). Les Anglo-Saxons, s'ils occupaient le terrain religieux, se trouvaient relégués à l'arrière de la scène en matière de colonisation effective.

Un certain nombre de *man sol wora*<sup>1</sup>, accoutumés au contact avec les Blancs depuis le passage des *blackbirders* et l'arrivée des missionnaires, furent ainsi recrutés pour travailler sur les plantations françaises, elles-mêmes concentrées sur les littoraux des grandes îles du centre (Vate, Santo, Mallicolo...). Ceci autorisa le développement de relations plus prolongées entre Français et Néo-Hébridais.

L'Empire britannique, et particulièrement l'Australie qui voulait favoriser l'essor de sa mission, ne voyait pas les choses du meilleur oeil. Il s'opposa à la politique d'Higginson d'autant plus vivement qu'à la même époque débarqua la mission française des pères maristes. L'implantation des

catholiques allait contribuer à rendre d'autant plus tendues les relations entre Français et Britanniques.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la société traditionnelle se trouvait profondément perturbée. Meurtrie par l'intense trafic de main-d'oeuvre qui avait eu pour conséquence une ruine partielle de la coutume et une désertion des littoraux, elle dut en peu de temps faire face à deux nouveaux courants de pénétration européenne. Le premier s'attachait à convertir les âmes des Mélanésiens restés dans les îles avec une vigueur qui n'allait avoir d'égal que la rivalité entre les différentes églises. Quant au second, il déposait les populations autochtones de leur bien le plus fondamental – la terre – et se chargeait de prendre en main le destin économique de l'archipel.

Il fallut donc peu de temps pour qu'un partage des forces ne se réalisât, mettant en place un double antagonisme: d'une part entre Mélanésiens et Occidentaux, d'autre part entre Anglo-saxons et Français.

### Les rivalités religieuses

A l'arrivée de la mission mariste aux Nouvelles-Hébrides, presbytériens et anglicans avaient déjà délimité leurs périmètres d'influence respectifs et leurs missions littorales étaient florissantes. Bien qu'un peu partout la résistance des païens bloquât leur pénétration vers l'intérieur des terres, les villages chrétiens croissaient, rassemblés autour des *skul*<sup>2</sup> où l'on formait déjà les futurs *teachers* qui devaient prendre la succession des missionnaires blancs. Il n'y avait donc pas de place pour ces catholiques qui, en 1887, accostaient les derniers sur les plages de l'archipel, presque sans aucune ressources financières ou en tout cas bien moins pourvus que leurs rivaux protestants.

1. C'est ainsi que l'on nomme en bichlamar les groupes concentrés sur le bord de mer, en opposition aux *man bus*, « hommes du bush », vivant à l'intérieur des terres.
2. La *skul* (« école » en bichlamar) désignait l'établissement « éducatif » de la mission. C'était là qu'on inculquait aux Mélanésiens les principes religieux qui allaient faire d'eux des catéchistes puis des pasteurs zélés.



Appuyés au départ par Higginson et les partisans de l'annexion française, les pères maristes furent en réalité totalement livrés à eux-mêmes. Néanmoins, leur arrivée suscita un mouvement de méfiance parmi la population britannique, qui l'interpréta comme une nouvelle tactique visant à parachever l'emprise des Français sur l'archipel. Les presbytériens se montrèrent donc farouchement hostiles aux maristes, dont l'échec parut incontournable. Ce fut cependant grâce à cette opposition que les catholiques parvinrent progressivement à s'implanter aux Nouvelles-Hébrides.

En effet, dès l'origine, catholiques et presbytériens eurent une attitude tout à fait opposée à l'égard des populations qu'ils convertissaient. Au contraire des anglicans qui consentirent à composer avec la personnalité et l'organisation sociale mélanésiennes, les presbytériens se montrèrent extrêmement sévères et rigides. Ils éduquèrent les fidèles suivant des principes rigoureux, interdisant les pratiques coutumières et mettant progressivement en place un nouvel ordre social et moral. Dans un archipel au statut indéfini et aux structures sociales démembrées, les catholiques apparurent alors souvent comme l'unique opportunité d'échapper à la contrainte protestante. Profitant de cette situation, les pères surent faire preuve d'une certaine souplesse qui leur valut l'adhésion des populations locales qu'ils soutenaient. Ainsi parvinrent-ils non seulement à s'imposer dans les quelques régions restées païennes, mais surtout à gagner du terrain sur l'église réformée.

Tout semblait donc opposer catholiques et presbytériens. Dans les faits, cet antagonisme s'actualisa sous la forme de nombreux conflits. Les maristes arrivant en « terre conquise », ils se trouvaient sans cesse face aux presbytériens et les rivalités allaient bon train sur les franges littorales des îles gagnées au protestantisme. Dans un premier temps consignés en quelques points de Vate, Santo et Mallicolo, les catholiques réussirent pourtant à asseoir leur influence dans les îles du centre-nord (Pentecôte, Ambrym, Mallicolo) puis plus tard au sud.

Ce n'était plus deux, mais dorénavant trois missions qui se partageaient l'archipel, et qui plus est, trois missions aux cultures et aux philosophies foncièrement différentes. Ces églises allaient jouer un rôle considérable dans le processus d'acculturation de la population mélanésienne.

Trois « mondes » distincts s'étaient finalement épanouis aux Nouvelles-Hébrides. Sur les littoraux, l'univers moderne et mercantile de la plantation contrastait avec la société mystique – parfois doctrinale – des villages chrétiens. Au contraire, à l'intérieur des grandes terres, le monde païen vivait plus ou moins refermé sur lui-même depuis les premiers contacts et restait méfiant à l'égard des Blancs, commerçants ou missionnaires.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les acteurs et les bases du problème socio-culturel se trouvaient en place. La population était divisée entre Européens d'un côté et Mélanésiens de l'autre, l'univers même des Européens se scindait entre un monde religieux où s'affrontaient les missions protestantes et catholique, et un monde laïc où colons britanniques et français se disputaient la possession du pays. Ces oppositions allaient se concrétiser par la mise en place d'une structure officielle, strictement respectueuse des divergences entre Britanniques, Français et Mélanésiens.

#### L'officialisation des dualismes.

##### Les « fractures » du condominium

Deux ordres de faits poussèrent l'Angleterre et la France à officialiser leur tutelle sur les Nouvelles-Hébrides : la situation chaque jour plus anarchique qui régnait dans l'archipel depuis l'arrivée des planteurs et des missionnaires, ainsi que la pression de leurs nationaux dans les colonies du Pacifique et aux Nouvelles-Hébrides.

Entre les colons qui avaient accaparé les terres mélanésiennes et les missionnaires qui cherchaient à imposer leurs croyances et leurs pratiques aux « diables païens », la présence européenne, à la fin du siècle, n'était pas sans susciter un certain nombre

de heurts. La situation devenait même profondément dangereuse dans les îles, où les affrontements entre Européens et Mélanésien se multipliaient, faisant de plus en plus de victimes dans les deux camps. Les commerçants, planteurs ou religieux, se sentant de plus en plus menacés par cette situation explosive, réclamaient une protection efficace de la part de leurs nations respectives, ce qui revenait en fait à exiger l'annexion pure et simple de l'archipel. Ils étaient soutenus dans leurs revendications par l'église presbytérienne d'Australie d'une part et le lobby patronné par Higginson en Nouvelle-Calédonie d'autre part.

Par sa situation géographique, l'Australie estimait qu'elle avait un rôle légitime à jouer dans le Pacifique : éviter l'expansion française qui avait déjà gagné en 1853 la Grande Terre voisine. De leur côté, Higginson et ses compatriotes désiraient officialiser les droits des Français sur les terres mélanésiennes, fondant leur campagne sur l'acte d'annexion de la Nouvelle-Calédonie, à laquelle ils voulaient rattacher « *ses dépendances* ». Ce fut donc sur des arguments géopolitiques opposés que s'appuyèrent les deux groupes favorables à la colonisation européenne.

La France et l'Angleterre, quant à elles, restaient sur leur garde et signaient même, en 1878, une déclaration conjointe assurant qu'elles ne porteraient pas atteinte à « *l'indépendance* » du pays. Toutefois, face aux tensions qui ne cessaient de s'aggraver dans l'archipel, les deux puissances finirent par accepter de composer, aucune ne voulant céder face à sa rivale. Cette conciliation aboutit en 1906 à la signature d'un accord, complété par le Protocole de 1914, mettant en place une organisation coloniale unique au monde : le *Condominium des Nouvelles-Hébrides*.

Face à l'inflexibilité des forces en présence, l'instauration d'un régime condominial semblait constituer l'unique compromis possible entre la France et l'Angleterre au début du XX<sup>e</sup> siècle. En réalité, il s'agissait uniquement d'un pis-aller qui, dans l'urgence, visait moins à satisfaire les deux

nations européennes qu'à n'en mécontenter aucune. Dans le but de préserver un « juste » équilibre, l'administration du territoire fut divisée en trois secteurs :

- *Deux administrations nationales*, l'une française, l'autre britannique, étaient chargées d'exercer les compétences des métropoles sur leurs ressortissants respectifs. Chacune d'elles se trouvait placée sous l'autorité d'un Commissaire-Résident, l'un français, l'autre anglais, et regroupait un certain nombre de services dont ceux de l'Enseignement et de la Santé.

- Une troisième administration, dite *conjointe*, assurait un pouvoir des *deux* puissances sur le territoire ainsi que sur la population mélanésienne.

L'élaboration d'une telle organisation assurait non seulement la souveraineté des États européens sur leurs nationaux, mais aussi une direction mutuelle des Nouvelles-Hébrides. Tout le monde aurait dû être satisfait, pourtant, dans les faits, ce système déboucha sur une situation qui s'avéra, à terme, intolérable.

Le premier des fossés qui se creusa sous l'administration coloniale fut celui qui existait entre Européens et Mélanésien. L'autorité et les règlements conjoints se trouvaient définis comme étant « *applicables à tous les habitants de l'archipel sans aucune exception* » (Benoist, 1972), c'est-à-dire aussi bien aux Français et Anglais qu'aux Mélanésien. D'un autre côté, seules étaient reconnues les citoyennetés française et anglaise, les Mélanésien se voyant accorder le statut de « *sujets* » des deux métropoles européennes. Finalement, la population autochtone, dont on s'était accaparé la terre et disputé la possession du pays, avait des devoirs sans bénéficier de droits réels...

Ce point juridique apparemment formel est tout à fait essentiel, l'ignorance de l'identité et des droits mélanésien – en particulier fonciers – expliquant en partie le mouvement qui éclata dans les années 1970 et conduisit à l'indépendance.

Après 1906, on assista par ailleurs à une aggravation des tensions entre les Mélané-

siens rassemblés autour des Britanniques et ceux d'« allégeance » française.

L'ensemble de la population convertie se trouvait fractionné suivant l'affiliation religieuse ; la mise en place d'une co-administration vint renforcer et donner un cadre institutionnel à cette division. La coexistence de services nationaux fonctionnant en parallèle, selon des conceptions et des principes foncièrement différents et sans concertation aucune, aboutit d'abord à alimenter la concurrence entre les compétences anglaise et française. Mais par dessus tout, le dédoublement symptomatique de tous les services, la coexistence de deux drapeaux, de deux hymnes nationaux, de deux cultures et de deux langues européennes, contribuèrent à scinder la population entre une frange qui choisit plutôt l'option anglo-saxonne, et une autre qui suivit le modèle proposé par la France.

L'étrange organisation politique du condominium ne fit ainsi que confirmer la constitution d'une étrange société. La colonie bicéphale, produit d'une lutte entre puissances étrangères, fut logiquement le siège d'une acculturation bipolaire qui assura l'émergence d'une scission entre anglophones et francophones.

### **L'enseignement, médium de l'acculturation européenne**

En vivant aux côtés des Mélanésiens, en imposant de nouvelles valeurs et même de nouvelles langues par le biais du culte et de l'enseignement, les missionnaires mirent progressivement en place un nouveau cadre social, marqué par le clivage entre catholiques francophones et protestants anglophones (*cf. carte 1*).

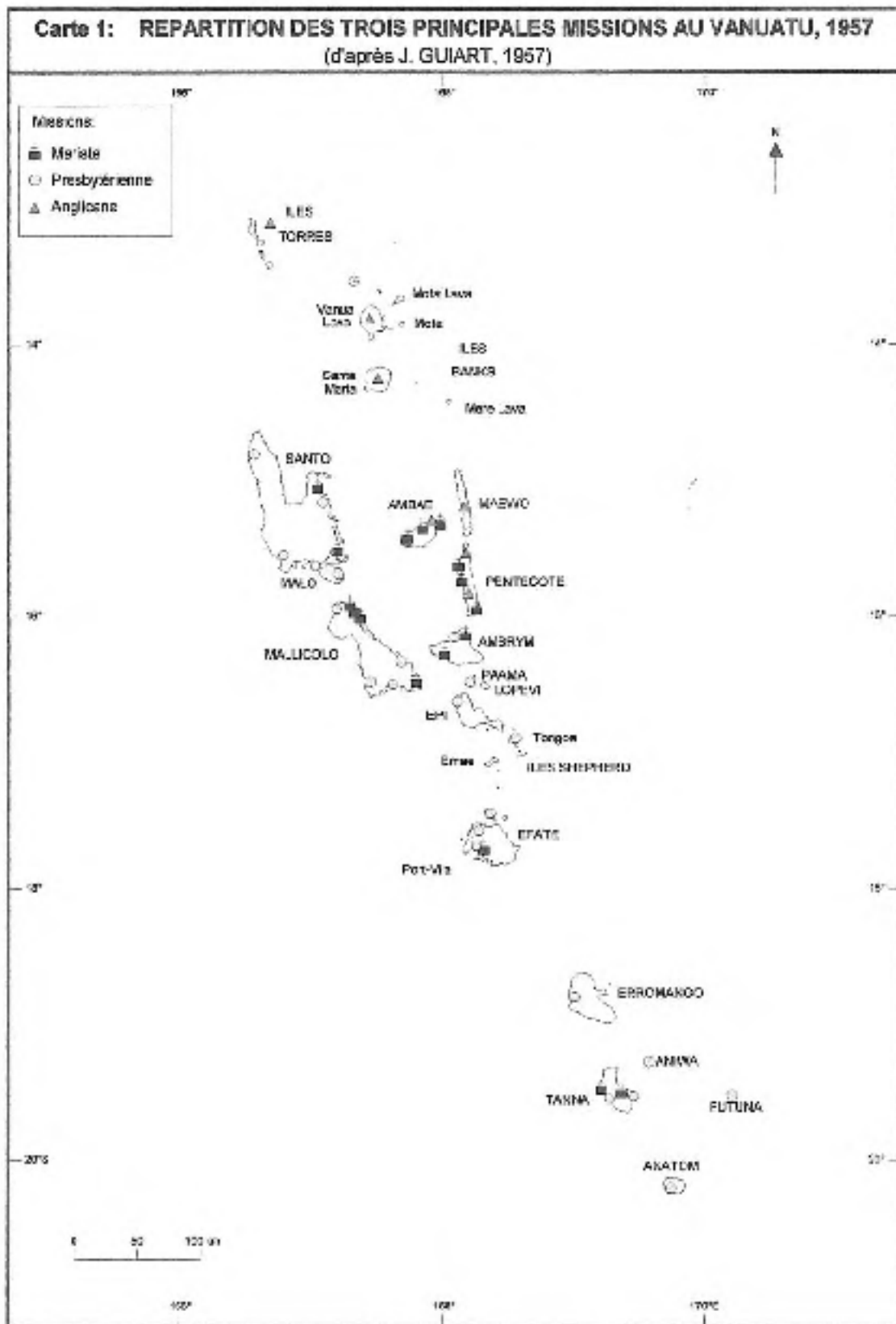
Une fois ce processus lancé, ce fut au tour des puissances condominiales de créer un système d'enseignement dual où, là encore, les philosophies distinctes des deux Résidences européennes eurent un impact direct sur la population.

### **L'âge des missionnaires : instruire ou convertir ?**

Aucune des deux puissances condominiales ne sembla se préoccuper de la scolarisation des Mélanésiens avant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle. En fait, jusqu'aux années 1960, l'enseignement fut presque entièrement laissé à la seule charge des Églises. Le plus important mouvement d'acculturation se fit donc par le biais de la religion durant toute cette période. Pour cette raison, l'importance des deux communautés linguistiques – anglophone et francophone – fut à la mesure du succès qu'avaient les différentes missions dans l'archipel. Les maristes, qui s'étaient implantés tardivement aux Nouvelles-Hébrides, ne réussirent jamais à rassembler plus d'*un quart de la population* scolarisée avant les années 1980.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les missions se partageaient l'archipel si bien que chacune avait mis en place, là où elle se trouvait, un système d'éducation qui lui était propre et répondait à ses préoccupations. Les presbytériens, installés depuis longtemps, désiraient former un nombre suffisant de *teachers* locaux aptes à les remplacer après leur départ et avaient développé un système hiérarchisé de *skul*, où ils inculquaient leur éthique puritaine et stricte aux plus convaincus. Quant aux pères maristes, ils continuaient à cette époque d'avoir pour préoccupation essentielle la conversion des âmes, cherchant avant tout à attirer un maximum d'enfants au sein de leurs établissements. De part et d'autre, le but de l'enseignement avait donc un fondement entièrement religieux, mais déjà, des divergences apparaissaient entre l'organisation élitiste des protestants et le caractère plus « démocratique » de l'école catholique.

La diffusion de croyances n'impliquant pas une large compréhension, la question de la langue s'avérait à l'origine accessoire. Avant d'introduire au sein du culte les idiomes locaux, les maristes ont utilisé le latin pour les offices et même à certains



endroits la langue fidjienne des premiers missionnaires mélanésiens, pour laquelle on possédait des textes liturgiques (com. pers., père Du Romain). Toutefois, l'une des missions de l'Église étant de « civiliser », la préoccupation éducative est progressivement devenue plus importante. Le latin, incompris par les Mélanésiens, ou les langues vernaculaires, imparfaitement acquises par les missionnaires et extrêmement diverses, se sont avérés inadaptés. L'introduction de la langue française a alors conféré à la tâche des maristes sa double vocation, éducative et religieuse. En outre, elle « socialisait » la communauté sur de nouvelles bases en rassemblant tous les fidèles dans une même communion de langage.

Jusqu'au début des années 1970, la mission mariste est restée tout à fait dénuée de ressources financières<sup>1</sup>. La tradition laïque de la République française empêchait l'administration de soutenir ouvertement les écoles confessionnelles, mais d'un autre côté, l'enseignement public ne se développait guère<sup>2</sup>. En conséquence, les prêcheurs catholiques ont dû s'assurer l'aide et la confiance des populations locales pour bâtir avec elles, pierre par pierre, les églises, les bâtiments scolaires et les routes des missions littorales. Avec la multiplication des conversions, les habitants des régions où s'étaient implantés les maristes arrivaient de plus en plus nombreux à l'école. Les pères durent généralement mettre en place de petites plantations permettant de répondre aux besoins alimentaires des centaines d'enfants qui, venus de villages souvent fort éloignés, passaient la semaine à l'internat. Chacun participait au bon fonctionnement du village chrétien et on n'hésitait pas à mettre la « main à la pâte ». Pour attirer les fidèles et s'assurer leur soutien, il

fallait donc persuader plutôt qu'obliger, ce qui valut à l'église catholique une réputation de « bonne *skul* », certes pauvre mais conciliante.

Pourtant la scolarisation, très liée aux impératifs de l'évangélisation et en butte aux forces de résistance des païens, eut quelque mal à s'imposer. Par suite, la langue française elle-même se diffusa difficilement. Elle n'était en outre d'aucune utilité en dehors de l'environnement missionnaire et était souvent oubliée plus vite qu'elle n'avait été apprise. Seule une poignée d'élèves put parfaire sa maîtrise du français après quelques années d'enseignement primaire. Les jeunes mélanésiens les plus doués étaient dirigés vers l'école de *Montmartre*, à Port-Vila, unique institution catholique où l'on pouvait poursuivre son cycle scolaire jusqu'au certificat d'étude. Un petit nombre d'entre eux furent ensuite envoyés dans les séminaires de Nouvelle-Calédonie afin de continuer leur apprentissage.

Les écoles religieuses francophones, si elles assuraient à un grand nombre une instruction minimale, n'avaient pas pour objectif de former une élite susceptible, par la suite, de prendre en main le pays. La plupart de ceux ayant « réussi » avant les années 1960 sont eux-mêmes devenus enseignants dans les missions, avec souvent un niveau de fin de primaire. Au contraire, plus pragmatiques et surtout mieux dotées financièrement, les missions protestantes, qui dispensaient un enseignement en langue anglaise, étaient alors parvenues à mettre en place tout un réseau d'établissements scolaires, dont les écoles de circonscriptions accueillait les meilleurs éléments des *skul* villageoises. C'est grâce à ce système élitiste qu'on put former les pasteurs mélanésiens, mais surtout les futurs cadres et dirigeants du pays...

1. Durant ses douze années d'exercice à Pentecôte (1964-1976), le père Du Romain a écrit ses sermons au verso des bulletins qu'envoyait la Résidence de France afin d'économiser le papier... Alors que les maristes étaient globalement laissés à eux-mêmes par la France et très peu soutenus par leur diocèse, les missions protestantes, elles, se trouvaient vivement encouragées par les églises australienne et néo-zélandaise, bénéficiant de moyens pécuniaires conséquents.
2. La première école de langue française publique ne fut créée qu'en 1916, à Port-Vila. Quarante ans plus tard, les établissements de la Résidence de France n'étaient qu'au nombre de quatre ou cinq.

Malgré ces débuts quelque peu hésitants, il reste que l'éducation dispensée par les missions allait marquer de manière indélébile le destin de l'archipel. Plus encore que les effets de l'annexion, l'influence religieuse est apparue essentielle pour avoir touché de près les communautés villageoises et imposé des modes de pensée, des structures sociales profondément différents. L'acculturation qui en résulta fut profonde, mais surtout, elle se trouva dès l'origine marquée par une opposition entre deux franges de la population, l'une anglophone et protestante, l'autre francophone et catholique.

#### La concurrence franco-britannique et le développement d'un enseignement francophone laïc

Il fallut attendre 53 années de condominium pour que la France et l'Angleterre se décident enfin à mettre en place des systèmes éducatifs relevant de leurs compétences. Toutefois, ceux-ci entraient dans la catégorie des « services nationaux » si bien que chaque puissance condominiumale organisa son propre type d'enseignement, les Mélanésiens choisissant à quel « camp » ils désiraient se rallier. Dès le début, les deux filières d'instruction évoluèrent donc en parallèle et de manière totalement autonome. Cette distinction ne cessa de se renforcer par la suite.

La participation des puissances condominiumales à la scolarisation des Mélanésiens découlait d'un contexte social nouveau. La population s'étant formidablement accrue depuis la fin du *blackbirding*, les deux métropoles réalisèrent à cette époque qu'elles ne pouvaient espérer maintenir leur ascendant sur l'archipel sans l'assentiment et le soutien des habitants. Bien que leurs motivations ne fussent pas les mêmes, la rivalité qui les opposait cessa donc d'être un simple duel pour le contrôle de l'appareil étatique et se transforma en une réelle concurrence au sein de laquelle la population devenait l'enjeu essentiel.

La Grande-Bretagne désirait quitter les Nouvelles-Hébrides et donc préparer le

pays à se prendre seul en main. En revanche, elle ne voulait pas que l'indépendance fût au bénéfice de la France. Elle se contenta donc d'encourager les missionnaires anglo-saxons à former le maximum de cadres compétents en un minimum de temps, cela afin de « créer des structures unitaires pouvant être aisément transférées à la « nation » néo-hébridaise, mais en même temps [...] freiner l'expansion française, notable dans le secteur social » (Synthèse mensuelle de la Résidence de France, in Van Trease, 1995).

La France, de son côté, se trouvait sous l'influence du gaullisme et proclamait haut et fort la grandeur de la culture française et la nécessité d'affirmer la présence de la République dans le Pacifique. Non seulement elle refusait de se défaire des Nouvelles-Hébrides, mais elle souhaitait en outre parvenir à enraciner la culture et la langue françaises dans l'archipel. Elle adopta donc une stratégie d'élargissement de la scolarisation par le développement de l'école laïque gratuite.

Ces philosophies distinctes se matérialisèrent par la création, en 1959, de deux systèmes d'enseignement spécifiques. La France choisit de développer une instruction égalitaire destinée à former le maximum d'enfants possible et à rattraper l'avance prise par les missions anglo-saxonnes en matière de scolarisation. Par ailleurs, elle calqua ses ambitions éducatives sur les exigences du système français, mettant ainsi en place une politique sur le long terme qui prévoyait la diffusion d'une formation de haut niveau dans l'ensemble de la population. Dans les faits, cette orientation tendait à maintenir une dépendance prolongée du pays vis-à-vis des compétences et des moyens de la métropole. A cette organisation s'opposait le système élitiste, entièrement confessionnel et payant de la Grande-Bretagne. Le cloisonnement entre les deux types d'enseignement, aussi bien au niveau pédagogique qu'à travers les buts qu'ils s'étaient respectivement assignés, était donc total.

L'introduction d'un enseignement laïc eut pour conséquence une importante

*hausse de l'effectif d'enfants scolarisés en langue française.* En effet, la multiplication des établissements scolaires permit d'accueillir un certain nombre de jeunes jusqu'à restés en marge du système éducatif. En quelques années, tout un réseau d'établissements primaires francophones fut construit : de 5 en 1956, les écoles publiques passèrent au nombre de 64 en 1965. L'année suivante fut créé le lycée Louis-Antoine de Bougainville à Port-Vila, puis sa filière technique.

Le fait que l'enseignement ne soit pas payant était un avantage certain. Si la gratuité tendait parfois à faire apparaître l'instruction francophone peu crédible, la modernité des bâtiments nouvellement construits, la quantité de matériel fourni par la France, la présence de nombreux Européens parmi les enseignants démentaient cette idée et, au contraire, rendaient les écoles publiques attractives. La gratuité devenait une assurance d'abondance et un avantage pour ceux qui ne pouvaient pas payer l'école à tous leurs enfants. Certains élèves désertaient les établissements anglophones pour cette raison.

D'autre part, le caractère laïc des écoles françaises permettait d'attirer une masse non négligeable d'enfants dont les parents appartenaient à des religions anglo-saxonnes minoritaires<sup>1</sup> (cf. schéma 1) ou qui désiraient bénéficier des apports de la connaissance occidentale – celle-ci même qui fondait la puissance matérielle des Blancs – sans remettre en cause leurs croyances et leur mode de vie traditionnels.

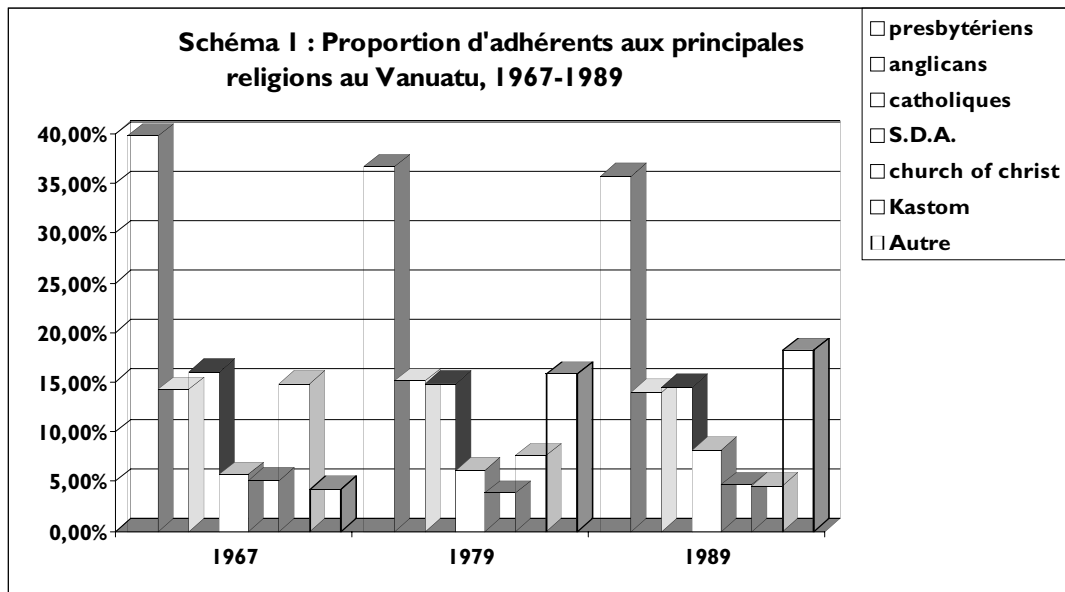
La contrepartie du système d'éducation « à la française » fut pourtant de ne former que très peu de cadres locaux dans les années 1970-1980. Ceux-ci se trouvèrent donc presque tous issus de l'enseignement anglophone.

De fait, il n'y eut pendant longtemps qu'un seul lycée francophone (avec son annexe de Santo) pour tout l'archipel et encore accueillait-il très peu de Mélanésiens. Si plus de 1 300 d'entre eux avaient pu entrer au collège entre 1968 et 1978, une trentaine seulement en dix ans avait accédé au lycée. Par suite, une infime proportion de francophones était parvenue à obtenir un diplôme : le BEPC fut accordé pour la première fois à un Mélanésien en 1970 et le premier baccalauréat ne fut délivré aux Nouvelles-Hébrides qu'en 1977 (Sanchez, 1979). Les examens organisés dans la filière anglophone étaient certes plus simples d'accès, mais ils permettaient d'assurer aux locuteurs de langue anglaise des titres que ne possédaient pas les francophones. La France n'avait définitivement pas pour objectif la création d'un système éducatif rapidement « productif ».

D'un point de vue strictement quantitatif, l'école française était toutefois parvenue à rattraper sa rivale à la fin des années 1970. Bien que les adultes du pays fussent à majorité anglophone (on estime que les anglophones représentaient plus de 60 % de la population totale à cette époque), les progrès réalisés en matière de scolarisation en langue française avaient été impressionnants : sur un total de 26 000 enfants inscrits dans les écoles de l'archipel en 1977, la moitié l'était dans le système anglais et l'autre dans la filière française. Par ailleurs, l'instruction laïque constitua un apport nouveau dans un paysage éducatif jusqu'à dominé par les institutions missionnaires.

Alors que le développement de la francophonie s'amorçait dans l'archipel, le pays accéda à l'indépendance. Toutefois, l'héritage linguistique issu de la colonisation était en place et avait permis de marquer la société vanuataise d'un double sceau.

1. Un certain nombre d'églises et de sectes s'étaient en effet installées depuis les débuts de l'époque missionnaire, dont la plupart étaient d'origine anglo-saxonne : les Church of Christ, les Seventh Day Adventists (SDA), l'Assembly of God, mais aussi la mission protestante de Nouvelle-Calédonie, les témoins de Jéovah...



### L'héritage linguistique de la colonisation. La « triglossie vanuataise »<sup>1</sup>

Parce que les influences historiques ont été diverses au Vanuatu, le paysage linguistique apparaît lui-même extrêmement complexe. Les Vanuatais sont des polyglottes qui peuvent souvent user de trois ou quatre langues, chacune d'elles étant réservée à un univers micro-géographique particulier et jouissant d'une vocation socio-culturelle propre.

#### Les différentes langues présentes dans l'archipel

Trois types de parlers sont utilisés au Vanuatu : les langues vernaculaires, les idiomes européens introduits par les missionnaires et les colons, enfin, le *bichlamar* (ou *bislama*), langue véhiculaire nationale.

• Les langues vernaculaires, attachées à des communautés ethniques d'extension variable, sont extrêmement nombreuses sur le sol national. On en recense une centaine

– et même 120 parlers si l'on inclut les dialectes – pour une population estimée à 164 200 habitants en 1994. Chaque île du Vanuatu englobe ainsi plusieurs langues, parfois plus d'une dizaine, qui correspondent à autant de groupes locaux différents.

Malgré les chaînes d'intelligibilité qui permettent les contacts entre ces multiples unités de peuplement, chaque *langage* – comme on a coutume de les appeler depuis la période coloniale – est une langue au sens strict, c'est à dire un idiome fixé et accepté comme tel par l'ensemble de la communauté.

Ces langues sont les *parlers maternels* de quasiment tous les individus mélanésiens du pays, c'est à dire qu'elles constituent à la fois la première forme d'appréhension de la réalité par l'esprit et les marqueurs de l'identité du groupe. Elles occupent donc une place de choix dans le paysage culturel du Vanuatu.

• Le bichlamar joue le rôle de langue véhiculaire nationale. Ce pidgin à base anglaise est né sur les plantations au moment du *blackbirding*, ce qui en fait un idiome d'usage relativement récent. Il forme une

1. Cette expression est empruntée à J.-M. Charpentier qui définit, en 1979, la situation linguistique des Nouvelles-Hébrides de la façon suivante : « La situation de 'diglossie' est celle d'un bilinguisme où chaque langue a un domaine d'utilisation qui lui est propre. Aux Nouvelles-Hébrides, le multilinguisme présente trois grands types de langues [...], à chacune de ces catégories correspond un domaine. » (p.224)



*lingua franca* que l'on retrouve, avec de nombreuses nuances, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux îles Salomon.

Le bichlamar constitue un *parler exogène* – c'est-à-dire né au contact de populations déplacées – si bien qu'il n'a pas, à l'origine, de fondement identitaire propre. Il offre cependant un moyen pour les différents groupes linguistiques du pays de communiquer entre eux, et cela à échelle nationale. Ainsi, le pidgin se présente en règle générale comme une langue « seconde », acquise par certains individus en plus de leur idiome maternel (néanmoins, tous les Mélanésiens – en particulier ceux des régions les plus traditionnelles – ne connaissent pas le bichlamar. Inversement, l'amorce d'un regroupement urbain tend progressivement à faire du pidgin la langue maternelle des plus jeunes citadins).

Le bichlamar a une vocation utilitaire primordiale, mais ne se trouve ni fixé, ni normalisé. Ceci ne l'empêche pas d'être couramment écrit, raison pour laquelle il est régulièrement question de le « standardiser », voire de l'introduire dans l'enseignement.

• Les langues européennes, anglaise et française, jouent un rôle assez particulier qui dérive de l'histoire même de leur implantation au Vanuatu. Elles ne sont ni les langues maternelles des habitants, ni celles qui permettent, à l'instar du bichlamar, de favoriser l'intercommunication à échelle nationale.

En réalité, elles semblent uniquement devoir leur importance à la fonction éducative qu'elles ont hérité de l'époque missionnaire puis condominiale. La double colonisation a en effet débouché sur le maintien, après l'indépendance, d'un enseignement national utilisant ces idiomes comme médium. Toutefois, les deux parlars européens ne se trouvent toujours pas associés au sein du cycle scolaire. La conservation depuis près d'un siècle d'un système d'instruction dual consacre ainsi la fragmentation de la population entre une frange ayant suivi un enseignement en langue anglaise, et une autre en langue française.

La seconde caractéristique des langues européennes réside dans leur prétention à « l'universalité ». Aucun de ces deux parlars n'a pour berceau originel la région Pacifique et tous deux jouissent d'un rayonnement international. L'anglais et le français appartiennent en outre à des civilisations à écriture ; à ce titre, ils peuvent servir par ailleurs d'idiomes de travail et de langues à usage scientifique et technique.

Finalement, la variété des langues présentes sur le sol vanuatais tient autant à la multiplicité de leur origine qu'à la diversité de leurs fonctions. Dans les faits, le Vanuatu est l'un des pays au monde où le nombre de langues par habitant est le plus élevé.

### Langues et locuteurs. La démographie linguistique

Des sondages et études statistiques sont régulièrement publiés au Vanuatu, mais ils ne sont pas sans poser un certain nombre de problèmes.

Hormis les incertitudes liées au manque de transparence, l'une des ambiguïtés afférentes à l'étude du phénomène linguistique réside dans la classification même des enquêtés: les sondages se réfèrent presque toujours à la nationalité dans ce domaine. Or cette classification n'apporte aucun renseignement sur l'origine ethnique des locuteurs: la population, en très grande majorité d'origine locale, comprend néanmoins des Asiatiques, des migrants venus d'autres régions océaniques et surtout des Européens de nationalité vanuataise. Ceux-ci emploient donc leur langue maternelle lorsqu'ils utilisent l'un des parlars européens, tandis que les Mélanésiens, eux, se servent d'un idiome qu'ils ont intégré comme langue étrangère. Cela n'a guère le même sens lorsque l'on cherche à étudier le degré d'enracinement des parlars européens.

Le second problème qui se pose réside dans la définition même du terme « locuteur ». Certaines personnes déclarent parler le français car elles ont été à l'école francophone dans leur enfance, mais ceci ne signifie pas (loin s'en faut...) qu'elles maîtrisent effectivement cette langue. D'autres, au

contraire, affirment ne pas connaître la langue française parce qu'elles la dominent mal et se montrent réservées à l'égard de l'oreille extérieure. En conséquence, les statistiques qui suivent doivent uniquement servir à « prendre la température ».

Le dernier recensement effectué au Vanuatu remonte à 1989. On estimait alors la population totale de l'archipel à 142 944 habitants (sur ce total, on ne prend en compte pour l'étude statistique que la population des plus de 6 ans, soit la portion d'individus suffisamment âgés pour avoir pu apprendre un autre idiome que leur langue maternelle).

L'analyse des données portant sur les caractères linguistiques permet de constater les points suivants (*cf. schéma 2*) :

- Au sein de la population vanuataise, les langues les plus parlées sont les langues locales et le bichlamar. La proportion de locuteurs des langues vernaculaires avoisine ainsi les 95 %, preuve que la déculturation linguistique est loin d'être accomplie dans l'archipel... La maîtrise du pidgin est un peu moins répandue, mais en raison de la multiplicité des langues locales, le bichlamar constitue l'unique idiome compris par la majeure partie de la population (près de 82 % de celle-ci).
- *Les locuteurs de langue française sont environ moitié moins nombreux que ceux de langue anglaise* : les premiers ne représenteraient que 21,38 % de la population (soit 24 388 personnes), tandis que l'anglophonie toucherait 40,5 % de celle-ci (46 211).
- On constate également une nette différence entre le monde rural et le monde *urbain*<sup>1</sup> en matière linguistique. Le pidgin est l'idiome dominant dans les zones urbaines: 92,7% de la population des villes le parlent, pourcentage qui excède celui des locuteurs de langues vernaculaires (82,21%). Au contraire, cette proportion est largement à l'avantage des langues locales dans les régions rurales (97,14% des ruraux parlent leur langue maternelle alors que 79,54% connaissent le bichlamar). Surtout, les langues européennes sont proportionnellement, plus représentées en zone urbaine que dans la sphère rurale : près de deux fois plus pour le français et environ une fois et demi plus pour l'anglais.
- Enfin, ces statistiques donnent un aperçu de la *triglossie vanuataise*. Il apparaît ici que la proportion de personnes ne parlant que leur langue locale est faible. Beaucoup de Vanuatais, en plus de leur parler maternel, maîtrisent une (souvent

1. La sphère citadine, au Vanuatu, est limitée à l'existence de deux villes : Port-Vila, la capitale (17 % de la population en 1989) et Luganville sur l'île de Santo (5,6 %).

le bichlamar), deux (bichlamar et langue européenne), voire trois langues pour les bilingues anglais/français.

Ces données n'étant pas récentes, il est possible que des changements se soient opérés, mais nous estimons que sur sept années, ils ne peuvent guère être en mesure de bouleverser ces constatations générales. Plusieurs points concernant la langue française ressortent de cette étude, qu'il conviendra d'expliquer :

- d'abord, la proportion de locuteurs de langue française s'avère nettement inférieure à celle de langue anglaise, même si les francophones constituent une importante « minorité » au sein de la société insulaire.
- d'autre part, les Vanuatais ne parlent jamais exclusivement le français – remarque qui vaut également pour l'anglais – et on peut s'interroger sur la manière dont cette langue cohabite avec les autres parlers utilisés par les multilingues.
- enfin, une nette différence existe entre univers rural et urbain en matière linguistique.

La colonisation par deux puissances européennes distinctes a donc façonné un paysage linguistique complexe et abouti à la division de la population entre une portion culturellement anglophone et une autre francophone. Dans un contexte où l'éclatement ethnolinguistique domine traditionnellement, cet apport n'a fait que compliquer un peu plus la réalisation de l'unité nationale.

## LA FRANCOPHONIE, UNE QUESTION POLITIQUE

Durant la période condominiale, les divergences entre la Grande-Bretagne et la France eurent un écho direct sur la population, amenant les deux métropoles à dessiner leurs sphères d'influence respectives au sein de la société mélanésienne.

Aussi, lorsque le problème de l'indépendance se posa, les dualismes sociaux étaient en place ainsi que les affinités symétriques. Chaque communauté confessionnelle et lin-

guistique se distinguait par son caractère et se trouvait liée à la puissance européenne qui lui avait donné corps. Face à la question nationale, qui relevait dorénavant des orientations prises par les Mélanésiens, les réseaux d'alliance et les factions rivales se reconstituèrent, cette fois au sein de la sphère politique.

## La politisation des dualismes

Parce que la population était déjà divisée au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la naissance de partis politiques fondés sur des traits linguistiques communs a paru couler de source : l'appartenance linguistique reflétait en fait des divergences idéologiques et culturelles profondes. Des mutations substantielles s'étaient produites au sein de la société néo-hébridaise, et le dédoublement linguistique put dès lors s'enrichir d'une dimension politique.

## Le dualisme politique et l'émergence des « partis linguistiques »

Durant ses 74 ans d'existence, le condominium a toujours joui d'un équilibre fragile en raison même des oppositions qu'il a renforcées. Les deux puissances se querelaient sans cesse et étaient incapables de mener une quelconque action commune. De leur côté, les Mélanésiens revendiquaient des droits sur leurs terres coutumières annexées et l'agitation sociale grandissait au début des années 1970.

Sous la pression des affrontements qui allaient croissants, les deux métropoles se déclarèrent *officiellement* prêtes à régler le problème du statut de l'archipel et à organiser des élections générales. Des organisations politiques s'étaient déjà constituées.

- Le premier et le plus unitaire des partis créés à cette époque, le NHNP (Parti National des Nouvelles-Hébrides) émergea en 1971 sous l'impulsion d'un instituteur anglophone, *Donald Kalpokas*, et du pasteur anglican *Walter Lini*, futur chef de file du **Vanua'aku Pati** (VAP)<sup>1</sup>.

1. Vanua'aku Pati fut le nom donné au NHNP en 1977.

L'idéologie du VAP incarnait la volonté d'émancipation à l'égard des Blancs et l'idéologie nationaliste qu'avaient fait émerger les années de condominium. Le « Pati » réclamait non seulement l'indépendance du pays, mais il prônait en outre une *centralisation* extrême du pouvoir, une nation unifiée et donc une seule langue d'enseignement.

Cette prise de position reprenait en fait les grandes lignes des dualismes originels. Le VAP était le produit direct du modèle d'éducation développé par la mission protestante anglo-saxonne, élitiste et clairement anti-francophone depuis les querelles religieuses fondatrices. Il incarnait également la tendance mélanésienne radicale, attachée à obtenir coûte que coûte l'indépendance. Ce parti rassemblait donc la faction « britannisée » de la population, doublement « francophobe », par son éducation et en raison de la politique d'annexion foncière qu'avait menée la France dans l'archipel. Il jouissait d'ailleurs du soutien de l'Angleterre, cette dernière cherchant un moyen de se retirer des Nouvelles-Hébrides où l'agitation sociale s'amplifiait. A une époque où presbytériens et anglicans formaient le groupe linguistico-culturel le plus conséquent de l'archipel – en raison même de l'avance prise par les missions anglophones – la majorité de la population se trouvait ralliée à cette faction politique à la fin des années 1970.

• Le mouvement d'opposition, né au cours de la même décennie, était au contraire composé de divers petits partis qui, pour diverses raisons, tombèrent d'accord sur la nécessité de faire bloc face à l'idéologie du VAP. Ces groupes, dits « modérés », s'unirent pour former le **Tan-Union** en 1977.

Cette fédération rassemblait des francophones mais aussi un grand nombre de coutumiers et même quelques anglophones. Toutes ces communautés avaient pour point commun de représenter les minorités

linguistiques et religieuses de l'archipel et de se trouver plus ou moins attachées politiquement à la France.

- L'UCNH (Union des Communautés des Nouvelles-Hébrides) réunissait la plupart des francophones catholiques. Ceux-ci représentaient la « minorité » la plus conséquente du pays (environ un quart de la population) et défendaient clairement le maintien de la francophonie dans l'archipel, menacée par la tendance « centralisatrice » du parti nationaliste.

- Parmi les membres du Tan-Union, se trouvaient également un certain nombre de coutumiers et néo-coutumiers, défenseurs des valeurs traditionnelles dénigrées par le VAP, à savoir le pluralisme et le consensus social. Bien que ces groupes fussent composés des païens et *man bus* du pays, ils avaient en général noué des relations privilégiées avec la France, soit parce qu'ils avaient subi la politique coercitive des presbytériens et s'étaient liés aux catholiques (mouvements coutumier « Kapiel » et néo-coutumier « John Frum » à Tanna), soit parce qu'ils avaient travaillé sur les plantations des colons français (comme beaucoup de membres du mouvement « Nagriamel » à Santo).

- S'étaient en outre associées à cette fédération quelques communautés d'adhérents aux religions minoritaires, tel le *Fren Melanesian Parti*, faction composée des protestants francophones de l'église calédonienne.

- Enfin, certains groupes très conservateurs avaient intégré le Tan-Union parce qu'ils refusaient l'indépendance du pays<sup>1</sup> et souhaitaient le maintien de la France aux Nouvelles-Hébrides.

La seule raison qui paraissait rapprocher ces divers groupes était finalement la volonté de résistance au Vanua'aku Pati et à son projet centralisateur. D'un autre côté, face à l'émergence du nationalisme, la France et certains cercles politiques de Nouvelle-Calédonie semblent avoir activement soutenu le Tan-Union.

1. C'était le cas du MANH (Mouvement Autonomiste des Nouvelles-Hébrides), dont les partisans étaient des colons français et des métis francophones de l'île de Santo.

C'était donc sur une base culturelle et linguistique que s'était organisée la vie politique. A un parti anglophone s'opposait un parti qu'on qualifia de « francophone » bien qu'il ne fût pas constitué exclusivement de locuteurs de langue française.

Par ailleurs, à une tendance nationaliste et imprégnée d'éthique protestante se heurtait une conception plus modérée et plus conservatrice, mélange de philosophie catholique et de culture païenne.

Langue, religion et idéologie politique devenaient en conséquence étroitement liées.

#### De la division à la cassure sociale : la crise de l'indépendance

Dans les îles où les partis modérés étaient majoritaires, la perspective d'une victoire nationale du VAP paraissait extrêmement injuste. A Santo, une *Fédération des Indépendants* s'était créée autour du mouvement Nagriamel, du MANH et du Fren Melanesian Parti, et des rumeurs de sécession commençaient à se faire jour. L'île prévoyait de se détacher du Vanuatu si l'indépendance était proclamée, voire de se rallier au territoire calédonien (ce que la Grande Terre soutenait vivement...). Face aux oppositions de ces « francophones », les deux métropoles s'inclinèrent : les élections qui devaient décider du sort de l'archipel furent repoussées à novembre 1977.

Toutefois, un curieux retournement de situation vint accélérer le court des évé-

nements. Le VAP, qui voyait s'éterniser le problème de l'accession à l'indépendance, déclara aussitôt fondé un *Gouvernement Populaire Provisoire*. Celui-ci se maintint jusqu'en mai 1978, donnant lieu à de vives contestations et à une flambée de violence dans certaines îles. Finalement, « francophones » et anglophones durent s'accorder sur le fait qu'il fallait travailler *ensemble* pour trouver une solution apte à rétablir la paix dans l'archipel. Les pourparlers aboutirent à la création d'un *Gouvernement d'Unité Nationale*, les ministres furent choisis parmi les anglophones et les francophones et la Constitution du pays, encore d'usage aujourd'hui, put ainsi être établie.

Le 14 novembre 1979 eurent lieu de nouvelles élections, où le Vanua'aku Pati obtint un soutien électoral à la mesure de l'ampleur de la frange linguistique et religieuse qu'il représentait (*cf. schémas 1 et 3*).

A Santo et à Tanna, où les groupes modérés représentaient une partie importante – voire la majorité – de la population, le cycle des violences s'accéléra. Durant un mois, partisans et adversaires du VAP s'affrontèrent sur l'île de Tanna, et malgré l'intervention de la force mobile britannique, les conflits ne prirent fin que lorsque l'un des députés modérés de l'île, le jeune catholique *Alexis Yolou*, mourut tragiquement (11 juin 1980). Pendant ce temps, à Santo, la Fédération des Indépendants était parvenue à prendre possession de la majeure partie des postes stratégiques du centre régional du

nord de l'archipel, Luganville. Dans bon nombre d'autres îles septentrionales, où le mouvement Nagriamel avait acquis une certaine audience, des rixes éclataient également entre Modérés et VAP. Le gouvernement Lini déclara alors le blocus de Santo, mais dut pour un temps laisser le champ libre aux rebelles, qui venaient de fonder leur *Gouvernement Provisoire* indépendant.

Le 30 juillet 1980 – jour de l'indépendance – on hissait ainsi le drapeau de la République du Vanuatu à Port-Vila, alors que d'autres trônaient, de couleurs diverses, sur certaines îles voisines.

Une fois l'indépendance acquise, Walter Lini, en sa qualité de chef des ministres, fit appel aux deux pays du Pacifique qui avaient proposé leur aide pour écraser la tentative de sécession à Santo : l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le 18 août débarqua dans l'île le premier contingent des forces Kumul de Papouasie. Une succession d'arrestations commença parmi ceux que l'on nommait désormais « les rebelles », et le fils du leader Nagriamel fut tué. Lorsque les troupes Kumul quittèrent le Vanuatu, le gouvernement ordonna qu'on continuât de pourchasser toute personne ayant participé de près ou de loin à des « actions » contre le VAP. La force mobile du Vanuatu entama alors une tournée dans tout l'archipel, dont le souvenir reste gravé pour longtemps dans les esprits des francophones du Vanuatu.

Le bateau qui conduisit la force mobile s'arrêta dans de nombreuses îles du centre et du nord (Mallicolo, Ambrym, Pentecôte, Maewo et Ambae) afin d'y arrêter les « opposants ». Au cours de ce « grand nettoyage », des débordements eurent lieu, alors que dans la majorité des cas, les modérés ne montraient aucune résistance face aux forces de l'ordre.

« Les policiers sont arrivés dans les villages. Ils avaient des listes et savaient qui ils venaient chercher. Même les vieux, ils ont été emmenés.

« Ils ont passé deux ans en prison ! Mais surtout, quand les policiers sont venus, ils ont traité les gens très mal : ils forçaient des vieux à monter aux arbres, ils les obligeaient à se mettre tout nus

devant tout le village ou à se battre entre eux. C'était pour les humilier. » (com. pers., Pentecôte)

Avec les arrestations qui avaient eu lieu à Santo et Tanna, on estime entre 2 500 et 3 600 le nombre de ceux qui furent pourchassés et emprisonnés – sur une population totale d'environ 112 000 habitants... (Bonnemaison, 1996 ; Van Trease, 1995). Quant aux 2 000 Français et Calédoniens, beaucoup, en particulier ceux qui résidaient à Santo, furent expulsés pour avoir « encouragé la rébellion ».

Les alliances mises en place dans les années 1970 s'étaient dessinées en fonction de critères linguistiques et culturels. Finalement, ce fut le VAP qui sortit victorieux de la dernière crise néo-hébridaise : le Vanuatu allait être indépendant, mais surtout, il allait être anglophone.

#### Les onze ans de domination anglophone. « L'ère Lini »

La population francophone – dont la majorité n'avait pourtant pas participé à la tentative de rébellion – dut en fait payer le prix de son opposition idéologique à la portion dominante. Les onze ans de gouvernement Lini qui suivirent la proclamation de l'indépendance ne firent une place que très relative à cette frange de la population, par ailleurs minée par l'humiliation qu'elle avait subie.

Non seulement cette décennie fut marquée par une politique ouvertement francophobe, mais la population de langue française souffrit du fait que la métropole ne s'était guère préoccupée, sous le condominium, de former les francophones à la gestion de leur pays, soucieuse qu'elle était de conserver son ascendant sur le Vanuatu. Etant donné qu'à cela s'ajoutait la méfiance et souvent le mépris des anglophones à l'égard de ceux qu'ils accusaient d'avoir soutenu la France, bon nombre de Mélanésiens francophones avaient du mal à obtenir un emploi.

Il s'ensuivit qu'au cours des années, le fossé entre anglophones et francophones se creusa : les uns dédaignaient la « minorité »

francophone, les autres se voyaient injustement exclus de la vie politique, économique, voire sociale du Vanuatu et en conservaient un ressentiment de plus en plus lourd. En fait, la plupart des anglophones faisait l'amalgame entre les francophones qui s'étaient opposés à l'indépendance parce qu'ils ne voulaient pas l'indépendance du tout, et ceux qui avaient simplement souhaité contrer le VAP et préparer un état indépendant dont leur frange linguistique ne serait pas exclue. Un processus de *ségrégation sociale* se mit donc en place. Beaucoup de francophones perdirent toute confiance en eux-mêmes, n'osant même plus parler le français dans les lieux publics (com. pers., Port-Vila), d'autres, un petit nombre certes, continuèrent à se battre comme ils le pouvaient, au niveau national et souvent local, pour faire valoir les droits de leur communauté.

Finalement, les petits partis de l'opposition décidèrent, malgré leurs divergences, de rester rassemblés au sein de l'*Union des Partis Modérés (UPM)* afin de défendre d'une même voix la « cause francophone ». Dans la sphère politique comme dans la société, le clivage entre anglophones, regroupés autour du Vanua'aku Pati, et francophones de l'UPM se maintenait.

La popularité du V.A.P. avait toutefois tendance à s'affaiblir, cela en raison même de la politique de la majorité. Un certain nombre d'anglophones, qui n'appartenaient pas aux deux églises dominantes, s'inquiétaient de voir la place privilégiée faite aux anglicans et aux presbytériens à la tête de l'État. Ils rejoignirent le rang des « minorités » de l'UPM aux élections de 1983 et 1987 (cf. schéma 3).

Cependant, ce fut l'année 1988 qui marqua un réel tournant dans la vie politique de l'archipel. A cette époque, il s'amorça en effet un certain nombre de querelles et de divisions au sein du VAP, qui aboutirent à l'éclatement de la majorité en trois factions opposées et à une crise constitutionnelle profonde.

Une dissension concernant le problème des terres opposa Lini au Secrétaire général du parti national, *Barak Sope*, qui eut pour conséquence le limogeage de ce dernier et une importante manifestation dans la capi-

itale, le 16 mai, réunissant environ 1 500 opposants à la politique du gouvernement, parmi lesquels une grande partie de francophones. La police et la force mobile écrasèrent l'émeute de façon si vigoureuse que l'événement sema quelque peu le trouble parmi les habitants de Port-Vila (com. pers., A. Watt, francophone originaire de la région de Port-Vila et fondateur en 1991 du *Parti Indépendant Francophone*).

Peu de temps après, Sope ainsi que quatre autres députés VAP « dissidents » annoncèrent leur intention de demander au Parlement une motion de censure contre Walter Lini. Finalement, celle-ci ne fut pas votée mais le nombre de députés VAP à l'Assemblée se trouva réduit à 21 sièges sur 46. L'opposition, associée au « groupe des cinq », avait désormais le pouvoir de renverser le gouvernement. Le Premier ministre, inquiet, se décida alors à employer les grands moyens : sous prétexte de fautes graves, il annonça le renvoi des cinq dissidents et des 18 députés UPM du Parlement. Le gouvernement « national » commençait à prendre une tournure autoritaire qui se confirma peu à peu.

Dans la perspective des élections partielles du 12 décembre, destinées à remplacer les députés exclus du Parlement, l'UPM et le MPP (le *Parti Progressiste Mélanésien*, nouvellement fondé par Barak Sope) s'allièrent et firent connaître leur intention de boycotter si le Parlement n'était pas dissous et si l'on n'organisait pas de nouvelles élections générales. Ils étaient soutenus par le Président de la République *Sokomanu* lui-même. Bien que membre du VAP, celui-ci s'opposait de plus en plus au pouvoir grandissant que s'appropriait Lini, à son propre désavantage.

Les élections partielles – auxquelles l'opposition ne participa pas – aboutirent naturellement à la victoire du parti « majoritaire », mais face à ce succès artificiel, Sokomanu tenta alors de former un gouvernement provisoire. La police et la force mobile, fidèles au Premier Ministre, vinrent arrêter les membres du nouveau gouvernement et le Président de la République, accusé de sédition, fut emprisonné. De nouveau, un certain nombre de politiciens francophones prirent le chemin du cachot.

Lini avait recouvré ses pouvoirs, mais la situation était particulièrement tendue à Port-Vila, où les actes de violence se multipliaient. Par ailleurs, la répartition des sièges au Parlement n'était absolument plus représentative de l'opinion de l'ensemble de la population du Vanuatu, et une majorité de celle-ci commençait à s'agiter et venait grossir les rangs des membres de l'UPM ou du MPP. Pourtant, suite aux événements qui avaient marqué les mois précédents, Walter Lini apparaissait de nouveau imperturbable. Fort de sa nouvelle victoire mais néanmoins méfiant, il commença donc à mener une politique visant à écarter systématiquement tous ceux qui, au sein du gouvernement, osaient s'opposer à sa politique.

#### L'éclatement des partis et la « victoire francophone »

A mesure que Walter Lini évinçait ses anciens alliés, ceux-ci venaient allonger la liste des mécontents du VAP. Cette faction se regroupa peu à peu autour de *Donald Kalpokas* – l'un des ministres exclus par Lini – et réussit finalement à faire éliminer le chef du gouvernement de son poste de président du parti.

Toutefois, les opposants au Premier Ministre ne détenaient pas la majorité au Parlement. Pour l'obtenir, ils durent s'allier au parti nouvellement créé par Vincent Boulekone<sup>1</sup>. Ils purent alors exiger que se tienne une séance extraordinaire au Parlement (27 août 1990) et une pétition demandant une motion de censure contre le chef de l'État fut présentée. Une large fraction d'anglophones et de francophones s'unissaient donc, pour la seconde fois, afin de faire tomber l'homme fort du gouvernement.

Jusqu'au dernier moment, Walter Lini lutta pour conserver le pouvoir. Mais ce fut en vain car la motion passa. Le poste de premier ministre fut attribué à Kalpokas et la cassure entre Lini et les dissidents du VAP s'avéra totale lorsque la Cour suprême interdit au « Père de la nation » et à son groupe

d'utiliser l'appellation de « Vanua'aku Pati ». Ils durent former une nouvelle faction politique : *le Parti National Unifié (NUP)*. Le gouvernement Vanua'aku, que l'alliance « francophone » n'avait pu entamer dix ans plus tôt, s'était finalement écroulé de l'intérieur. Ce fait traduisait de profonds changements dans le paysage politique.

A la veille des élections de décembre 1991, le plus gros parti politique du pays avait « éclaté » en trois formations distinctes et par ailleurs farouchement opposées : le VAP, le MPP et le NUP. L'union francophone elle-même n'avait pas survécu aux forces centrifuges des diverses entités qui la composaient jusque-là. Face à un bloc anglophone émietté, les petits partis de l'opposition agissent comme si, désormais, ils n'étaient plus obligés de mettre à l'écart leurs personnalités respectives dans le dessein de faire le poids face au « géant » anglophone. Aussi de nombreuses petites factions apparurent-elles sur la scène politique à cette période.

Les élections eurent lieu comme prévu et les résultats furent à la mesure de cette atomisation du paysage politique. La victoire de l'UPM – qui n'englobait plus qu'une frange de l'ancienne union francophone, dont la majeure partie des catholiques – fut toutefois consacrée. Ce parti put dorénavant s'affirmer comme le plus important regroupement politique de l'archipel.

Néanmoins, dans le contexte « d'éclatement » qui régnait alors, l'idée d'une coalition s'imposait. Pour être majoritaires, les francophones devaient s'allier à l'un des trois partis anglophones. L'UPM tenta d'abord de négocier avec le VAP de Donald Kalpokas – qui avait renversé Lini quelques mois plus tôt – mais en raison des exigences qu'imposaient le « Pati », les pourparlers avortèrent. Avec le MPP, on ne parvint pas non plus à un accord, et ce fut finalement avec le NUP, c'est à dire avec l'ancien ennemi, que l'UPM dut s'associer. Le poste de premier ministre fut accordé à *Maxime Carlot Korman*, francophone de l'UPM et chef de l'opposition avant 1988.

1. V. Boukelone, francophone du Centre-Pentecôte, avait quitté l'UPM en 1988 et formé son propre parti, le *Tan Union*, en hommage à l'ancienne faction modérée.



Pour la première fois, un gouvernement pluraliste dirigeait le Vanuatu, et pour beaucoup, ceci constituait le symbole même d'une possible réunification de la population vanuataise, au-delà des clivages linguistiques, culturels et religieux qui avaient pesé jusque-là sur la politique du pays. Restait à savoir si anglophones et francophones parviendraient effectivement à gouverner ensemble...

Dans le contexte actuel de coalition<sup>1</sup>, parler de « victoire francophone » ne consiste donc pas à sous-entendre que le traditionnel parti francophone tient effectivement les rênes de l'état, mais plutôt que le pays a atteint le but principal que s'était fixé le groupe des modérés à la veille de l'indépendance : former un gouvernement pluraliste où toutes les minorités auraient leur rôle à jouer et leur mot à dire. Mais bien que la nation pluraliste soit officiellement en place, la conscience francophone perdure. Pour tous, le gouvernement actuel est défini comme un « gouvernement francophone » et non comme un gouvernement « bilingue ».

La situation politique du pays a finalement évolué suivant une dialectique opposant parti(s) anglophone(s) d'une part et groupe(s) francophone(s) de l'autre. Les influences coloniales directes ont disparu, mais l'anglophonie et la francophonie subsistent, tel un héritage difficile à gérer.

### **Le rôle des pressions géopolitiques dans la question linguistique et culturelle**

Le Pacifique s'ouvrit aux Européens en même temps qu'il devenait un espace stratégique. Dès le départ, la France et la Grande-Bretagne y virent l'espoir insoupçonné de leur nouvelle grandeur. Dans la course qui s'engagea entre les deux puissances, chacune tenta d'y placer ses pions, l'Angleterre annexant l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi qu'une myriade d'îles et d'îlots, la France parvenant elle

aussi à tisser son réseau d'îles-colonies, dont le pôle mélanésien fut la Nouvelle-Calédonie. Au cours de cette fantastique joute, le Vanuatu constitua la seule terre émergée où les deux adversaires ne parvinrent jamais à se mettre d'accord.

Aujourd'hui, au sein de l'ensemble océanien, la grande particularité du Vanuatu est de se trouver à la fois lié aux mondes anglophones et francophones, et qui plus est indépendant. S'il reste attaché aux anciennes métropoles par l'histoire et l'héritage culturel qui en découle – la langue entre autre – l'archipel est également lié géographiquement à des voisins, anglophones et francophones, qui constituent à la fois des associés et des altérités vis à vis desquels il faut prendre parti et s'affirmer. Multiples et divers, les partenaires du Vanuatu sont donc autant de soutiens économiques potentiels, mais aussi autant de foyers de pression politique qui rendent l'indépendance incertaine.

### **Les intérêts géopolitiques de l'Australie et de la France au Vanuatu**

La question linguistique ne s'explique pas uniquement par la référence à une histoire interne à l'archipel. Elle est également soumise à des forces extérieures, contemporaines, et d'autant plus pesantes qu'elles sont multiples et contradictoires. Étudier la géopolitique du Vanuatu revient en fait à décomposer tout un système, constitué d'ensembles et de réseaux qui se nouent autour d'un espace insulaire et font de lui une véritable région-carrefour.

#### **• *Le Vanuatu dans le bassin océanien : solidarité politique ou hégémonie australienne ?***

Bien que l'on emploie communément le terme de « civilisation » océanienne, il y a sans doute plus de différences que de points communs entre les sociétés atomisées et formidablement variées du Pacifique. Néanmoins, la présence de l'Océan, avec ses

1. A la suite des élections du 30 novembre 1995, l'UPM s'est scindée en deux formations distinctes et le groupe de Maxime Carlot s'est associé au « Front de l'Unité » (Tan-Union, MPP et VAP) au sein du gouvernement. La seconde faction UPM, dirigée par Serge Vohor, est ainsi passée à l'opposition, amorçant une rivalité aiguë entre les anciens alliés francophones.

routes et ses champs de bataille, ses poussières d'îles et ses morceaux de continent, constitue un dénominateur commun essentiel à toutes ces entités.

Prises en étau entre l'Eurasie et l'Amérique, les îles océaniques se sont en effet trouvées, à divers moments de l'histoire, au centre d'un lac stratégique qui leur a donné le sentiment d'être vouées à un destin commun. Soumises au bon vouloir des « empires » d'Occident, elles ont ainsi réalisé combien leur existence et leur identité culturelle étaient fragiles. Aussi, pour sauvegarder ce qui leur reste d'authenticité, la seule solution pour les sociétés océaniques est de faire bloc, de s'allier et de poser des principes communs sur lesquels une politique régionale est susceptible de s'instituer. La puissance de cette alliance est dans la force du nombre et surtout la grandeur de quelques pays, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en tête, qui ont suffisamment d'envergure pour pouvoir peser sur la politique internationale.

De cette nécessaire alliance politique est né le Forum du Pacifique Sud, qui réunit une quinzaine d'États membres, parmi lesquels le Vanuatu. Cet organisme n'est constitué que de petits espaces insulaires, hormis les trois grands que sont la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. En fait, le Forum a « lais-

sé de côté » jusqu'à une date récente certaines entités océaniques, en particulier toutes les îles-colonies sous domination française (Depuis le 4 septembre 1996, les territoires français du Pacifique ont été admis comme membres « observateurs » au Forum). A ce jour, la seule langue de travail au sein de cette institution est donc l'anglais, tandis que les deux pays anglosaxons, Australie et Nouvelle-Zélande, y exercent une influence primordiale. Parce que ce regroupement politique permet de donner aux États du Pacifique le poids qu'ils n'auraient pas s'ils restaient atomisés, il en ressort que ceux qui « font le poids » montrent également la voie à suivre...

Après avoir été les « sentinelles » de l'Angleterre dans le Pacifique, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont dû apprendre – souvent à leurs dépens – à affirmer leur personnalité. Elles sont actuellement dans une phase de quête identitaire, et comme l'affirmation personnelle s'accompagne souvent d'un désir de conquête, elles cherchent à « s'ancrer » dans leur région, à se faire les centres de l'Océanie pour en garantir la paix et l'intégrité, mais aussi y imposer une part de leur culture. Alors que la Nouvelle-Zélande est géographiquement et sentimentalement polynésienne, l'Australie, elle, est la voisine de la Mélanésie et s'estime toujours en être la gardienne.

L'archipel vanuatais, qui est un « grain de poussière » au milieu de l'espace océanien, a besoin de se reposer sur une instance politique solide. Mais en faisant partie du Forum du Pacifique, il a conscience de tomber également sous l'influence du « Big Brother ». Les liens historiques qui se sont noués entre le Vanuatu et l'Australie avec la venue des missionnaires et des colons britanniques viennent se doubler d'attaches géographiques et politiques susceptibles de remettre en cause l'indépendance de l'archipel.

En effet, avec les îles Salomon, l'archipel Fidjien, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Vanuatu au sein du Forum, l'Australie a tissé son « réseau-toile » autour de la Mélanésie (Bonnemaison, dir. Brunet, 1995), que ne vient perturber que la Nouvelle-Calédonie française, enclavée au sein de ce bassin australo-mélanésien (*cf. schéma 4*).

• *Du réseau britannique au lac anglophone*

Le premier lien qui se créa entre le Vanuatu et un pays anglo-saxon fut de nature politique puisqu'il se tissa avec la colonisation. Il entraîna par la suite un flux d'hommes, de produits, d'idées qui contribuèrent à amarrer l'archipel à la Grande-Bretagne, pourtant située à l'autre extrémité de la planète.

Néanmoins, ce lien passa dès le début par l'intermédiaire de l'Australie, qui faisait office de « grande soeur » des Nouvelles-Hébrides, tandis que la « mère-patrie », lointaine et peu motivée par cette petite terre au potentiel économique limité, se préoccupait de moins en moins de sa colonie mélanésienne. Après 1980, les relations avec l'Angleterre s'estompèrent encore davantage, se bornant à une aide financière propre à « expier » la colonisation passée. En revanche, en s'assurant des points d'ancrage nombreux et en faisant de la Mélanésie un lac anglophone lié au Commonwealth, la Grande-Bretagne laissait derrière elle tout un réseau de solidarités religieuses, culturelles et linguistiques dont le Vanuatu fait partie intégrante.

Le grand réseau anglophone, transocéanique, qui débutait en Grande-Bretagne et

s'étendait sur tout le Pacifique Sud, a finalement changé de forme et de centralité. Ce réseau est devenu un lac anglophone car son cœur, son foyer culturel s'est recentré sur l'Océanie au bénéfice de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

De fait, l'Australie s'est toujours sentie « responsable » du petit archipel mélanésien, qu'elle considère comme relevant de son domaine d'influence. Elle a voulu s'y implanter par influence religieuse interposée, elle a combattu l'annexion française, enfin, elle a cherché à se faire l'alliée du mouvement indépendantiste lorsque l'Angleterre, à la différence de sa co-métropole, décidait de se retirer des Nouvelles-Hébrides. En outre, elle forme le pilier d'une « unité anglophone » qui peut aujourd'hui s'affirmer politiquement par l'association au sein du Forum.

Finalement, la solidarité culturelle héritée de l'histoire, induite par la proximité géographique et entérinée par la constitution du Forum, trouve en outre son vecteur d'échange dans la langue anglaise, véritable pont dressé entre les anciennes colonies britanniques du Pacifique Sud. Bien que ce triple lien qui unit le Vanuatu à l'Australie constitue la marque d'une affinité certaine, il incarne aussi une menace. A l'hégémonie anglo-saxonne, le Vanuatu peut toutefois opposer la présence d'une influence française en Océanie, d'un réseau francophone qui le traverse et ramène une sorte d'« équilibre » des forces.

• *Le Vanuatu : la « maille fragile » du réseau francophone*

Le Vanuatu, en tant que pays francophone, se situe au sein du vaste réseau que constitue la « civilisation » francophone. Lors du condominium, l'archipel se trouva lié politiquement à la France. A l'heure actuelle, ce lien n'est plus en théorie que culturel et sentimental.

A la différence du Commonwealth, la francophonie est plus une alliance virtuelle qu'une institution: il existe des pays francophones qui ne font pas partie de l'ACCT ou ne se rendent pas aux sommets francophones. Bien que ce ne soit pas le cas du

Vanuatu, l'appartenance au réseau francophone est une appartenance de fait et ce réseau ne répond pas, par définition, au modèle centre-périphérie. Il constitue avant tout une solidarité multilatérale et multiculturelle fondée sur la langue. Les structures de « l'union francophone » sont donc souples, et en même temps solides car l'affinité culturelle en est le fondement. Ceci ne signifie pas que des échanges de nature politique ne puissent avoir lieu, mais ils restent bien sûr officieux et ne bénéficient d'aucun cadre légal. L'archipel vanuatais ne s'en trouve pas moins uni à la France et aux divers territoires francophones du Pacifique : la Polynésie Française, Wallis et Futuna, et surtout la Nouvelle-Calédonie, voisine géographique avec qui il partage son identité mélanésienne.

Le réseau francophone n'englobe ainsi que quelques pays du Pacifique Sud, mais il traverse l'espace océanien d'est en ouest, laissant apparaître des « fenêtres » au sein d'une pléiade insulaire. C'est un *espace réticulé* qui s'étire au milieu d'un lac anglo-saxon (Antheaume, Bonnemaïson, 1988). De là réside d'ailleurs la fragilité du lien.

La faiblesse de l'espace franco-océanien vient de ce que la colonisation française ne s'est pas vue prolongée par la mise en place de puissants pôles de rayonnement régionaux, à l'instar de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande pour la Grande-Bretagne. La Nouvelle-Calédonie et la Polynésie Française pourraient faire office de « centres francophones océaniques » mais elles n'apparaissent pas aussi puissantes que leurs « rivales » anglophones. Surtout, elles forment des espaces français avant de constituer des territoires francophones.

La fragilité du réseau francophone tient en effet aux courants contradictoires qui le traversent: le lien qui existe entre les pays francophones du Pacifique – exception faite du Vanuatu – est à la fois fondé sur l'héritage culturel de la colonisation et sur le désir d'émancipation des populations autochtones à l'égard de la France. Le Vanuatu étant l'unique territoire indépendant de ce réseau, il constitue un exemple dont beaucoup souhaiteraient s'inspirer et un soutien éventuel.

D'un autre côté, si la francophonie a du mal à s'affirmer comme une option culturelle dans cette région océanienne où elle est surtout et d'abord une « tutelle », *le Vanuatu est le seul État où la francophonie soit un choix*. La contrepartie de cette indépendance politique est que le maintien des liens avec la France *dépend* directement, au Vanuatu, des orientations de la politique intérieure. Dès lors, les pressions exercées par les territoires anglophones voisins s'en trouvent renforcées.

Le Vanuatu constitue donc la maille fragile d'un réseau qui lui-même apparaît fragile parce qu'il n'est pas un espace consensuel. Il est ce point où les volontés indépendantistes peuvent trouver les soutiens qu'elles espèrent. En même temps, le Vanuatu est un partenaire et non un espace aliéné, si bien qu'il est un gage de force et de crédibilité pour la France dans le Pacifique. Les tendances les plus conservatrices de Nouvelle-Calédonie cherchent d'ailleurs à maintenir des relations avec les éléments « réactionnaires » du pays, tandis que le mouvement kanak en appelle à l'appui de son voisin indépendant. Ainsi, le Vanuatu se trouve doublement attaché à sa voisine calédonienne, et chaque tendance politique interne a su se constituer son réseau d'alliés, les uns pour maintenir – voire renforcer – la présence française sur le territoire, les autres pour discréditer la politique de la France dans le Pacifique.

Tout l'art du Vanuatu est de savoir jouer sur ce point sensible. Tout l'art de l'Australie – tout au moins jusqu'aux changements politiques de ces toutes dernières années – consiste à faire « craquer » le réseau francophone à l'endroit où il apparaît le plus faillible.

La Nouvelle-Zélande et surtout l'Australie jouent un rôle ambigu car elles sont à la fois des puissances alliées et des représentantes de l'hégémonie culturelle et politique anglophone. Le réseau francophone apparaît pour le Vanuatu comme une autre opportunité mais il soulève en même temps le problème de la souveraineté des territoires-frères voisins. En outre, ce réseau, d'ampleur planétaire, souffre

paradoxalement de son étendue. Bien que la Nouvelle-Calédonie constitue un pôle secondaire indéniable, les influences qu'elle exerce sur le Vanuatu ne semblent pas être l'émanation pure et simple de la politique de la métropole. L'alliance francophone reste apparemment ce qu'elle fut dès le début de son histoire, une influence à double visage...

La France, quant à elle, a besoin de pallier la distance géographique et l'absence d'association politique avec le Vanuatu en maintenant d'autant plus vigoureusement les liens culturels qui l'attachent à ce pays francophone.

### Les stratégies pour la domination culturelle. La concurrence franco-anglaise

Dans le contexte géopolitique que nous venons de décrire, il apparaît évident que le Vanuatu n'est pas sans manquer de partenaires culturels, politiques et économiques. En contrepartie, la lutte que mènent les grandes puissances autour de la Mélanésie fait de l'espace vanuatais plus qu'un carrefour, un véritable enjeu.

#### • *L'enjeu francophone*

Au Vanuatu, le facteur géographique est essentiel puisque l'on se trouve d'emblée dans un environnement insulaire qui pousse au cloisonnement et constitue une contrainte. Dès lors, les attaches avec l'extérieur subsistent parce que d'autres facteurs sont assez puissants pour réduire les distances et annihiler la rupture océanique. Le lien culturel est à la base de ce rapprochement. De ce point de vue, les deux puissances, anglophone et francophone, jouissent du même privilège d'avoir vécu à travers l'histoire du condominium une rencontre géographique avec la population vanuataise.

La langue constitue un outil essentiel dans le renforcement des solidarités culturelles : parler le même langage, c'est se comprendre (avoir les mêmes schèmes mentaux) mais c'est aussi être en mesure d'échanger, de *diffuser* des idées. La France a tout à gagner de l'alliance avec le Vanuatu, qui

affirme sa crédibilité dans le Pacifique. Sa « stratégie » consiste finalement à consolider l'affinité linguistique qui l'attache à ce pays – en développant le secteur éducatif entre autre – tout en mettant en place les structures qui favorisent la diffusion. En créant le support de l'échange (l'école, le journal, la télévision, la radio...) et en favorisant le maintien de l'outil de communication (la langue), elle espère conserver des relations privilégiées avec l'archipel mélanésien.

La question linguistique, qui n'a pourtant jamais été essentielle pour les pays anglo-saxons, s'est définitivement placée au cœur de la rivalité. La France y voit désormais le meilleur moyen de sceller ses attaches traditionnelles. Comme la question de la francophonie avait été une question-clé de la politique nationale, la solidarité linguistique est devenue, dans un Vanuatu indépendant, l'enjeu même de l'ascendant politique. Chaque puissance use donc de stratégies qui lui sont propres et qui placent le Vanuatu au carrefour d'une lutte pour l'hégémonie culturelle.

#### • *La rivalité et la stratégie française en matière de soutien financier*

Bien que le Vanuatu soit devenu indépendant en 1980, il demeure incapable d'assurer son autonomie financière. En dépit des tentatives menées par Lini pour réunifier l'administration et redresser le pays, l'absence de reconversion économique efficace a abouti à la mise en place d'une lourde dépendance de l'archipel vis à vis des pays extérieurs. Au début des années 1990, l'aide au développement fournissait toujours plus de la moitié des revenus du pays (*Troisième Plan National de Développement, 1992-1996*). Grâce à son passé et à sa situation géopolitique, l'archipel a pris l'habitude de bénéficier d'une certaine « aisance » financière, mais cet avantage contribue en retour à exacerber les tensions et à soumettre le pays aux « chantages » des voisins.

À la fin du condominium, lorsque Walter Lini avait négocié l'aide financière de la Grande-Bretagne et de la France au Vanuatu, il était aisé de jouer sur les rivalités entre ces deux pays pour obtenir un

soutien accru. Avec le temps, l'aide budgétaire liée à « l'obligation post-coloniale » a toutefois diminué de manière substantielle, d'autant plus que les relations entre la France et le gouvernement anglophone déclinaient au fil des années. A la suite du renvoi de trois ambassadeurs français successifs<sup>1</sup>, l'aide budgétaire française avait été coupée en 1986, tandis que celle de la Grande-Bretagne se maintenait jusqu'en 1988.

La concurrence financière semble avoir retrouvé une nouvelle jeunesse avec la venue au pouvoir de Maxime Carlot en 1991. La France a vu là l'occasion de réaffirmer ses alliances et son intérêt pour ce Vanuatu qu'elle avait dû abandonner aux anglophones.

La comparaison de l'aide au développement que distribuent les uns et les autres est complexe car elle se fait sous diverses formes – en argent ou en nature – et provient autant de donateurs bilatéraux que d'agences multilatérales. Quoi qu'il en soit, la France peut difficilement rivaliser avec les pays anglophones, dorénavant au nombre de trois pour l'attribution de l'aide : la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Apparemment, elle fait de gros efforts pour acquérir une place privilégiée parmi les partenaires financiers du Vanuatu : selon l'attaché culturel à l'Ambassade de France, D. Viart, « *elle s'efforce de donner autant que les trois puissances anglo-saxonnes réunies* ». L'aide totale de la France<sup>2</sup> se chiffrerait en effet à plus de 56 millions de francs pour la seule année 1995...

Si la participation de la France augmente de nouveau, elle semble en même temps s'orienter vers des domaines stratégiques, voués à relancer la francophonie dans l'archipel.

Le *secteur éducatif* a été le premier visé par le biais de constructions d'écoles, d'en-

voi de matériel éducatif, de bourses universitaires, d'assistance technique... Les chiffres parlent ici d'eux-mêmes : en 1995, sur les 22,2 millions de francs alloués par la France au Vanuatu (coopération bilatérale), 13 millions étaient destinés à l'éducation, soit près de 60 % de cette aide. En outre, sur les 9,2 millions FF restant, 1,4 million était consacré à la communication (télévision, radio) et 294 000 FF à la culture (livres, expositions, cinéma...). Finalement, plus des deux tiers de l'aide bilatérale française allaient directement au secteur culturel et linguistique en 1995.

De la même façon, la coopération régionale avec la Nouvelle-Calédonie, ouverte par la signature de la première convention de coopération le 25 mars 1994, touche les domaines de « *l'éducation et la formation, la santé, la jeunesse et les sports, les échanges commerciaux et l'agriculture* » et représente un total de 3 millions FF en 1995 (une seconde convention a été signée le 29 janvier 1996). Cela sans parler des 35 millions de vatu (environ 1,5 million FF) offerts par l'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie au Vanuatu après la victoire de l'UPM aux élections de 1991, « cadeau », selon le Président de l'Union Modérée, qui a plutôt été perçu par les anglophones comme un moyen de « *développer un état de dépendance [...] permettant d'imposer une certaine politique* » (J. Natuman, in van Trease, 1995).

La France cherche également à développer sa présence humaine dans l'archipel en favorisant l'envoi de coopérants qui vont travailler dans les secteurs de l'éducation, les médias, la santé..., parfois au sein des ministères où ils jouent un rôle de conseil important. Là encore, l'enseignement apparaît favorisé puisque sur 91 coopérants et expatriés de statuts divers travaillant dans l'archipel en 1996, 64 exercent une activité dans le domaine éducatif.

1. Ces ambassadeurs avaient en effet été déclarés « *persona non grata* » au Vanuatu, en 1981, 1984 et 1986.

2. Cette aide comprend l'assistance dans le domaine de la coopération bilatérale et régionale, mais aussi celle du Fonds de Coopération Sociale, Culturelle et Technique pour le Pacifique Sud, des organismes de recherche scientifique – ORTOM et CIRAD – et de la Caisse Française de Développement.

Certains organismes et bailleurs de fonds soutiennent eux aussi la relance de la francophonie au Vanuatu : l'ACCT, rebaptisée depuis peu « Agence de la Francophonie », et la Caisse Française de Développement sont toutes deux implantées à Port-Vila, l'Union Européenne (24% des crédits communautaires sont alloués par la France) agit aussi dans ce sens en subventionnant divers projets.

Bien qu'il s'agisse seulement d'un impérialisme « doux », la France et l'Australie, en aidant le Vanuatu, le rendent en contrepartie dépendant. Les États anglo-saxons n'ont guère de mal à maintenir une aide supérieure à celle dispensée par la France, toutefois, celle-ci s'attache désormais à regagner la confiance du pays. En 1992, elle a entre autre annulé un prêt d'un montant de deux milliards de vatu (près de cent millions de francs !) que l'archipel avait accumulé en onze ans. C'était là une manière exemplaire de ressouder les anciennes sympathies...

• *La mainmise des anglophones sur la sphère économique*

Depuis l'indépendance, un processus d'anglicisation est apparu au sein de la vie économique nationale. Alors que les Français avaient au départ fondé leur colonisation sur la domination commerciale, les entreprises et organismes privés sont devenus en grande majorité anglophones après 1980, ce qui a eu des répercussions certaines en matière d'emploi sous le gouvernement Lini. Aujourd'hui, la suprématie anglo-saxonne semble se maintenir, et dans un contexte régional tel qu'il apparaît à l'heure actuelle, l'anglais joue un rôle essentiel.

Cette récente orientation de la vie économique est en partie issue de la formation d'un paradis fiscal dans l'archipel en 1971, initiative qui a eu pour corollaire l'afflux de nombreuses entreprises étrangères. L'expulsion des Français du Vanuatu, après les évé-

nements de 1980, a ainsi favorisé le « repeuplement » de la vie économique en faveur du monde anglo-saxon. À l'époque où l'économie du pays s'internationalisait, elle s'anglicisait en même temps. D'ailleurs, parmi les revendications des francophones durant les années 1980, on trouve de manière récurrente des allusions faites à cette exclusion des entreprises françaises<sup>1</sup>. Cette situation s'est trouvée d'autant plus néfaste à l'installation de nos nationaux qu'à la même époque, il leur était quasiment impossible d'acquérir la citoyenneté vanuataise: le service de l'immigration était étroitement « contrôlé » et on lui reprochait ses expulsions arbitraires.

Aujourd'hui, si l'on en croit le directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Vanuatu, 80 % des entreprises nationales (en terme de chiffre d'affaires) sont dirigées par des étrangers. Si le secteur commercial et alimentaire est souvent aux mains de la population Chinoise et Vietnamienne, une large proportion des entreprises de négoce et de finance est britannique ou australienne. C'est le cas du secteur bancaire – sur les quatre institutions monétaires majeures du pays, on compte la Banque d'Hawaï (successeur de la banque Indo-Suez...), l'ANZ, la Westpac Bank et la National Bank of Vanuatu – c'est également celui du tourisme, particulièrement important pour l'avenir de l'économie vanuataise, ou de l'activité pétrolière.

Hormis quelques imposantes entreprises françaises semi-publiques comme l'UNELCO (d'ailleurs éclaboussée récemment par une vague de scandales impliquant le Premier Ministre), la plupart des institutions importantes semblent dirigées par des entrepreneurs d'origine anglo-saxonne.

Cette tutelle n'est pas sans conséquences : sans parler de la dépendance économique qu'elle entraîne, elle permet en outre l'introduction de la culture anglo-saxonne dans l'archipel, les produits vendus

1. En 1987, dans sa « *plate-forme pour redresser le Vanuatu* », l'UPM faisait allusion à une loi promulguée en 1986, qui aurait cherché à faire disparaître les sociétés françaises de l'archipel : «... il faut signaler que la loi du 27 octobre 1986 est inacceptable car il y a discrimination des sociétés. Pourquoi faire disparaître les sociétés sous législation française alors qu'elles fonctionnaient si bien dans le pays ? »

étant en majorité australiens. Surtout, ce sont ces grandes compagnies qui offrent des opportunités d'emplois...

Apparemment, le climat des années 1980 a donc découragé bon nombre d'entrepreneurs français ou calédoniens, et encore aujourd'hui, les Français ont sans doute plus de mal à s'affirmer que les Anglo-saxons dans une « économie internationalisée » telle qu'elle apparaît au Vanuatu. Placée à l'arrière de la scène économique, la France cherche d'autant plus à s'affirmer dans la sphère culturelle.

### Les réactions vanuataises : « le camp anglophone » et « le camp francophone »

Le Vanuatu est actuellement tributaire de sa dépendance économique. Toutefois, il conçoit son autonomie relative de deux manières qui ont été développées successivement par les gouvernements anglophone puis « francophone ».

#### • *La réaction anglophone : promouvoir « l'alliance mélanésienne »*

Avant de se trouver au centre de multiples « courroies » géopolitiques, le Vanuatu fait partie d'une aire culturelle, celle de la Mélanésie. Dans le contexte nationaliste qui prévalait sous le gouvernement anglophone, celui-ci a réagi aux pressions internationales par le resserrement des liens régionaux reposant sur des fondements culturels anciens.

Situé au sein d'un ensemble de terres au sud-ouest du Pacifique, le Vanuatu constitue l'une des entités de *l'aire culturelle mélanésienne*. Dans l'archipel, on se sent tout aussi « kanak » que les voisins de la Grande Terre parce que ce n'est plus le Pacifique qui sert de lien avec l'étranger australien ou polynésien, mais la terre qui a donné naissance aux mêmes hommes. Les

Vanuatais n'emploient pas beaucoup l'expression « civilisation océanienne », mais par contre, ils parlent volontiers de « civilisation mélanésienne » car si les Océaniens sont bien des alliés, les Mélanésiens, eux, sont des frères.

C'est sans doute dans le but d'officialiser leur union, de la rendre plus solide et par là même de protéger leur identité culturelle que les pays de la Mélanésie ont fondé le *Groupe Fer de Lance*.

Ce groupe fut officiellement créé en 1988, associant alors la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon et le Vanuatu. Walter Lini, leader de l'organisation à cette époque, insistait sur la nécessité d'établir une fédération mélanésienne, susceptible de s'allier dans les domaines économique, politique et culturel, en vue d'assurer à la région l'*indépendance* et l'*unité* face aux puissances occidentales, jugées impérialistes et dangereuses. Le « socialisme mélanésien » était né, fruit des conceptions nationalistes du fondateur Lini et de la théorie « tiers-mondiste » du non-alignement.

Dès le début, le critère linguistique parut essentiel. Dans un contexte où le Vanuatu se trouvait « envahi » par les langues européennes, étrangères à la *Kastom*<sup>1</sup>, le chef du gouvernement vanuatais encourageait les trois pays à uniformiser leurs pidgins respectifs, afin de créer une vaste aire « bichlamophone », plus résistante aux influences culturelles externes. Le bichlamar acquit ainsi son statut de langue « libératrice ».

Dans un même but d'émancipation, les pays membres se mirent d'accord sur les objectifs à atteindre en matière d'éducation. Se trouvant tous trois intégrés au lac anglophone et aucun n'étant francophone hormis le Vanuatu, ces états conçurent l'unification à l'exclusion du français.

D'un autre côté, le GFL a adopté une attitude particulièrement claire et résolue à

1. *Kastom* (coutume). Ce terme bichlamar désigne ce que l'on appellerait en français la « culture ». Il définit à la fois les connaissances et les croyances, les magies, l'art et les rituels, mais aussi les savoir-faire et l'ensemble des éléments propres au mode de vie traditionnel, parmi lesquels la langue. Quoique la coutume constitue une caractéristique d'échelle locale aux inflexions multiples et variées, le parti anglophone lui a donné une personnalité nationale depuis les années 1970, la plaçant ainsi comme symbole de la revendication nationaliste.



l'égard des puissances occidentales, qui reflétait bien la conception du VAP à cette époque. La forteresse qui compromettait l'unité mélanésienne était d'abord la Nouvelle-Calédonie, et les critiques se portèrent en premier lieu vers la France. Bien qu'il fût au départ question de rassembler tous les pays mélanésiens au sein du Groupe Fer de Lance, celui-ci n'accepta finalement de dialoguer qu'avec le FLNKS (qui devint d'ailleurs membre officiel en 1990). A partir de là, des liens de plus en plus importants se mirent en place entre Kanaks, tandis que le VAP au GFL restait fermement opposé aux partis politiques conservateurs de la Grande Terre. D'un autre côté, le Vanuatu et les autres pays de la « toile » anglophone ont également cherché à proclamer leur indépendance vis à vis de l'Australie.

Depuis le départ de Lini de la scène politique et la nomination de Maxime Carlot Korman à la Présidence de cette organisation (*Vanuatu Weekly Hebdomadaire*, n° 596, 25-05-96), le groupe Fer de Lance semble un peu moins revendicateur qu'à ses débuts. Il insiste davantage sur la collaboration économique régionale et l'aspect culturel de l'union, tandis que celle-ci perd de sa substance politique. Néanmoins, les partis anglophones restent pro-kanaks, dans la tradition même du socialisme mélanésien. Depuis l'adhésion de Fidji à l'instance régionale (*Vanuatu Weekly Hebdomadaire*, n° 599, 15-06-96), les anglophones n'hésitent d'ailleurs pas à rappeler que l'unité mélanésienne n'est pas encore réalisée...

• *La nouvelle stratégie « francophone »*

En tant que puissance régionale, l'Australie s'efforce de récupérer le mouvement mélanésien à son profit. Parce qu'elle ne peut guère se permettre d'attaquer la France sur la question de l'impérialisme économique, elle trouve son champ d'action dans le domaine politique. Ainsi, les polémiques autour de la question calédonienne apparaissent continuelles. Il n'est pas une semaine qui passe sans que le journal anglophone du Vanuatu – dirigé par un

Australien – ne condamne l'attitude française. A la radio, les nouvelles australiennes sont aussi là pour rappeler les événements récents de Mururoa. Le discours de W. Lini, le 21 avril 1996, qui faisait suite à sa tournée en Polynésie-Française et en Nouvelle-Calédonie et à sa rencontre avec les leaders indépendantistes, a fait également grand bruit dans l'opinion publique.

Bien que le Vanuatu reste sensible à la question calédonienne et que les anglophones du pays se sentent relativement proches des prises de position du « Big Brother », la récupération australienne apparaît hypocrite. Elle l'est d'autant plus aujourd'hui où le gouvernement francophone semble bien plus modéré que son prédécesseur. En fait, la nouvelle stratégie vanuataise consiste plus à tirer partie de la « colonisation culturelle » qu'à s'y opposer.

Le plus grand problème du Vanuatu reste son impossibilité à accéder à l'indépendance économique à laquelle il aspire. Même si certains francophones regrettent toujours la présence française dans l'archipel, « le temps où l'on avait de l'argent », il semble que le gouvernement « francophone » tente au contraire de mettre en place un tout nouveau type d'indépendance, qui passerait plus par l'équilibre des forces que par une opposition politique incapable de régler, quoi qu'il en soit, la question économique. Pour ce faire, le Vanuatu élargit l'éventail de ses pays créanciers tout en se montrant modéré et conciliant vis à vis de chacun.

Les accusations à l'égard de la politique de Maxime Carlot et de ses relations avec la France s'en trouvent avivées, certains francophones se voient même soupçonnés d'entretenir des liens privilégiés avec les groupes extrémistes calédoniens afin de concevoir une stratégie visant à rattacher le Vanuatu à la Grande terre voisine... Pourtant, il est clair que les liens économiques s'avèrent aujourd'hui prioritaires par rapport aux projets politiques.

La polémique n'en repose pas moins sur l'attitude francophile du Premier Ministre, jugée parfois douteuse. La reprise des relations avec la France, et surtout, l'annulation de la dette accumulée par le Vanuatu

avaient relancé les critiques, amenant M. Carlo Korman à déclarer :

« ... il est d'autres puissances qui s'efforcent d'influencer la politique du Vanuatu dans le domaine du Traité pour un Pacifique Sud non-nucléaire ou sur la question du Groupe Fer de Lance Mélanésien, mais aucune de ces puissances ne songe, comme la France, elle, l'a fait, à annuler une dette... La question est de savoir qui veut vraiment aider Vanuatu et qui veut nous exploiter à ses propres fins, boire notre sang et se sauver. »

La France, malgré sa présence très controversée en Nouvelle-Calédonie, a donc les grâces du nouveau gouvernement.

On ne peut nier que les puissances anglophones et francophone tentent toujours d'affirmer, par le mécanisme de l'aide, leur hégémonie dans le pays. D'un autre côté, le Vanuatu n'hésite guère à tirer partie de cette situation : en décidant de rester bilingue, il s'assure le maintien d'un partenariat diversifié et une aide économique accrue. Le secrétaire particulier du ministre de l'éducation, bien que « francophone non francophile » comme il se définit lui-même, est le premier à reconnaître que « *l'avenir, c'est le bilinguisme. Le Vanuatu est au centre de deux regroupements linguistiques, et avoir deux langues, c'est avoir deux portes ouvertes vers l'extérieur* » (com. pers., R. M. Lienmal).

Tirailé entre indépendance et dépendance, situé au centre d'un champ de forces et d'influences multiples, le Vanuatu doit donc éviter de s'isoler tout en ne se laissant pas envahir. Néanmoins, anglophones et francophones n'ont pas la même conception du jeu politique qui doit leur permettre d'y parvenir.

### **LA FRANCOPHONIE : UNE LANGUE INFÉRIORISÉE MAIS UNE CULTURE ANCRÉE**

Face à la multiplicité des facteurs qui ont encouragé le développement et le maintien de la francophonie au Vanuatu, la définition même de la notion de francophonie apparaît complexe. Un état francophone se caractérise-t-il par le statut qu'il

a conféré à la langue française ? L'usage qui est effectivement fait de cet idiome ne compte-t-il pas davantage ? De même, doit-on considérer le degré de maîtrise qu'ont les locuteurs de la langue française comme un critère d'identification de la communauté francophone ? Ces questions se posent à l'égard de tous les états francophones, mais dans le cas du Vanuatu, les contradictions apparaissent extrêmement accusées.

### **Place et usage de la langue française au Vanuatu**

La langue apparaît comme un élément d'identification culturelle fondamental. En conséquence, la place qu'occupe un idiome dans la sphère publique est particulièrement importante: elle prouve la reconnaissance d'une communauté tout en lui conférant un rôle social.

### **Le statut des langues et la division officielle des usages**

Dans l'article 3, la Constitution de la République du Vanuatu donne un cadre officiel à la « triglossie vanuataise » :

- « 1. La langue véhiculaire nationale de la République est le bichlamar. Les langues officielles sont l'anglais, le bichlamar, le français. Les langues principales d'éducation sont l'anglais et le français.
- « 2. La République protège les différentes langues locales qui font partie de l'héritage national, et peut déclarer l'une d'elles langue nationale. »

Ces instructions montrent la complexité de la situation linguistique. En fait, elles sont à replacer dans leur contexte historique et politique.

• Les langues officielles ont été déclarées au nombre de trois en 1979.

Dans les faits, le choix de la langue officielle devait répondre à deux préoccupations majeures : la première était d'ordre fonctionnel, la seconde de nature « affective ». Il convenait en effet de déterminer quel pouvait être l'idiome le plus utilisé dans le pays, celui qui permettrait à tous

d'avoir accès aux informations diffusées par les institutions. D'un autre côté, le statut de langue officielle était également une marque de reconnaissance fondamentale.

Par suite, l'option du bichlamar semblait s'imposer : le pidgin est la langue véhiculaire nationale, et par ailleurs, dans ce climat d'indépendance, il devait s'affirmer comme *la* langue mélanésienne. Attribuer au bichlamar un statut officiel constituait dès lors un acte symbolique essentiel.

Toutefois, n'étant un langage ni fixé ni normalisé, la langue véhiculaire n'aurait pu assumer seule ce rôle de langue officielle, en particulier la charge d'idiome de travail des institutions publiques. Ajouter un seul des deux parlars européens aurait été suffisant d'un point de vue strictement pratique – c'était d'ailleurs la solution prônée par le VAP – mais une telle décision serait apparue comme un acte de discrimination à l'égard de la frange de la population ne maîtrisant pas cette langue. Le Gouvernement d'Unité Nationale, qui dirigeait l'État à cette époque, était pluraliste et souhaitait établir un certain consensus. Finalement, en instituant trois langues officielles, on espérait contenter chacune des communautés linguistiques et culturelles en présence, mélanésienne, anglophone et francophone.

- En revanche, l'unique langue nationale du Vanuatu est le bichlamar, ce qui s'explique non seulement par les raisons politiques susdites, mais également par le fait qu'il est l'idiome le mieux connu à l'échelle de la nation.

- La vocation éducative attribuée aux deux langues européennes semble plus ambiguë. Le choix de l'anglais et du français comme médium d'enseignement découlait d'une situation de fait puisqu'en 1979, la seule forme d'instruction en place au Vanuatu était celle développée par l'administration condominiale. Néanmoins, la mention « Les langues *principales* d'éducation sont l'anglais et le français » prouve qu'on n'excluait pas, à terme, l'introduction du bichlamar dans le système éducatif.

Ce statut attribué aux langues coloniales leur a également conféré un rôle de langue

de travail, compte tenu de l'utilisation technique et scientifique que l'on peut en faire (vocabulaire étendu et spécialisé) et de leur amplitude internationale.

- Les langues vernaculaires sont les seules à ne pas avoir de statut bien défini. On leur reconnaît une place primordiale dans la société vanuataise car elles constituent les modes d'expression et les fondements culturels des identités séculaires, mais leur nombre considérable fait qu'elles s'adaptent mal au contexte national.

On a donc là un système linguistique très original, qui découle à la fois des qualités propres aux différentes langues et d'un contexte historique particulier.

Langues vernaculaires, bichlamar et langues européennes jouent en réalité un rôle *complémentaire*. Chaque type d'idiome a sa place au sein de la société vanuataise, qui ne remet pas en cause la fonction des autres parlars. La Constitution a ainsi défini le statut des langues de l'archipel suivant les usages qui étaient faits de chacune.

- Le pidgin a une importance majeure puisque c'est l'unique langue qui permet à tous les acteurs, du nord ou du sud, citadins ou ruraux, francophones ou anglophones, de communiquer entre eux. Lui seul a une portée nationale et exprime l'identité nationale.

- L'anglais et le français ont également une place de choix dont ne peut bénéficier le bichlamar, idiome récent et pas encore « langue de culture » à proprement parler.

Il faut toutefois apporter une nuance à cette remarque: si la « triglossie vanuataise » est le reflet d'une certaine complémentarité des parlars, entre l'anglais et le français, la complémentarité disparaît au bénéfice de la *concurrence*.

A partir de là, la complexité linguistique s'explique également par un choix politique. Le maintien de deux langues européennes n'était pas une nécessité absolue. Seule la diversité ethnolinguistique du Vanuatu l'imposait, mais dans un autre contexte, on aurait aussi bien pu ne pas en tenir compte. A l'époque où la Constitution a été élaborée, la langue était une question politique majeure et un élément à manipu-

ler avec prudence : le clivage entre anglophones et francophones s'intensifiait, et les protagonistes ayant participé à l'élaboration de la Constitution ne devaient pas être tout à fait d'accord quant au statut à accorder aux diverses langues<sup>1</sup>. Finalement, il semblerait qu'une sorte de compromis entre les deux conceptions politiques alors en place se soit institué. L'introduction de certains termes équivoques au sein des articles officiels confirme d'ailleurs cette thèse: on laissait ainsi une certaine liberté pour pratiquer par la suite d'éventuelles modifications...

Grâce à son implantation historique et à son statut officiel, la langue française bénéficie d'une certaine importance dans la sphère publique, mais elle n'est pas seule à en jouir puisque l'anglais s'avère être son homologue. En fait, on se trouve dans une situation où *les mêmes fonctions sont attribuées à deux langues différentes*. Il est alors évident que l'équilibre entre l'anglais et le français est une question de choix plus que d'obligation, choix essentiel pourtant puisqu'il détermine leur maintien respectif dans la sphère publique, avec toutes les conséquences que cela peut avoir.

#### Du statut officiel à l'usage effectif. Le français, « langue inutile »

« Tout citoyen du Vanuatu peut obtenir dans celle des langues qu'il pratique, les services qu'il est en droit d'attendre de l'Administration de la République » (§1, Article 62 de la Constitution).

Le statut de langue officielle n'est pas un titre honorifique. A partir du moment où il est attribué à trois idiomes, les autorités publiques ont le devoir de s'adresser *systématiquement* à la population dans ces trois langues. Cela signifie que toutes les allocutions, tous les décrets et tous les textes officiels doivent être dits ou écrits en anglais, en bichlamar *et* en français. De même, dans n'importe quel établissement administratif ou institution publique, tout individu doit

pouvoir user et exiger qu'on use de la langue de son choix.

Or dans un pays où rares sont les personnes trilingues, la démultiplication linguistique s'exprime en terme de coût (prix de la traduction ou de l'interprétariat, nécessité de multiplier le nombre des employés de l'administration) et de talent (capacité à fournir des écrits ou des traductions fidèles à la version originelle). En général, tout produire en triple exemplaire s'avère impossible, si bien que la priorité va toujours à l'idiome le plus adapté. A ce titre, l'utilisation des langues dépend de leurs qualités respectives. Si la langue véhiculaire a une fonction propre, dans le cas de l'anglais et du français, nous avons vu que leurs qualités sont analogues. Dès lors, l'utilisation effective témoigne des choix anciens et contemporains de la politique nationale.

La situation de fait montre l'ampleur du décalage entre statut officiel et utilisation réelle.

- Le bichlamar apparaît aujourd'hui comme la langue de communication orale, d'une part entre les autorités publiques et la population (lors des campagnes d'information ou électorales, des discours officiels...), d'autre part entre les membres du gouvernement eux-mêmes, une partie de ceux-ci étant anglophone et l'autre francophone (durant les sessions parlementaires par exemple, mais également entre les employés des différents services administratifs).

- Là où travaillent des expatriés, l'emploi du pidgin peut s'avérer moins naturel : la plupart du temps, c'est alors l'anglais qui joue le rôle d'instrument de transmission orale. La langue anglaise domine par ailleurs nettement la communication écrite. Son vocabulaire technique et scientifique élaboré par rapport au champ sémantique du bichlamar en fait une langue de travail indispensable, d'autant plus que c'est également le parler utilisé

1. Le congrès du Vanua'aku Pati, qui s'est tenu à Tanna le 11 juin 1977, prônait la suppression des deux langues européennes du système d'enseignement, et leur remplacement par le bichlamar. Cette résolution a donné lieu à une vive manifestation dans les rues de Port-Vila une semaine plus tard...

dans bon nombre d'institutions internationales, dont la participation aux formations et à l'équipement du domaine public est importante. Si la langue anglaise jouit ici de son statut de « langue universelle », elle est néanmoins souvent favorisée dans des domaines qui n'ont aucune vocation internationale, ne serait-ce que pour la communication avec la population vanuataise sous la forme écrite.

- En conséquence, le français a une place secondaire dans la sphère publique. Ainsi, la quasi-totalité des produits gouvernementaux destinés à la population sont diffusés – hormis ceux produits dans plusieurs langues – soit exclusivement en anglais, soit exclusivement en bichlamar, mais jamais exclusivement en français (com. pers., service linguistique national et imprimeries travaillant pour le secteur public).

Les deux langues européennes bénéficient de qualités similaires. Rien ne justifie à partir de là que le français n'ait pas été choisi comme langue écrite ou langue de travail.

L'anglais s'est apparemment affirmé parce qu'il a été favorisé au sein des institutions publiques durant onze ans. Par la suite, son utilisation s'est avérée *suffisante* à l'exercice de l'ensemble des fonctions qui n'incombaient pas au bichlamar, si bien que la marginalisation de la langue française s'est maintenue. En fait, sous le gouvernement anglophone, les membres francophones de la haute fonction publique ont dû s'habituer à un système anglicisé (l'organisation institutionnelle est d'ailleurs fortement inspirée du modèle anglo-saxon au Vanuatu). Ils continuent à l'heure actuelle de rédiger leurs rapports et leurs lettres en anglais, et sont familiarisés à cette langue de travail: en l'absence de documents en langue française, le vocabulaire technique anglais s'enracine et s'enrichit de plus en plus.

Depuis peu, le gouvernement bilingue oeuvre pour le *rééquilibrage*. La politique

des francophones a permis la mise en place d'un personnel trilingue au sein de tous les ministères et établissements administratifs, mais cette démarche souffre de ce qu'elle est perçue comme un « luxe » par la plupart des responsables anglophones. Les services linguistiques, chargés de la traduction de tous les documents destinés au domaine public, manquent en effet de moyens matériels, techniques et humains pour répondre à la demande énorme qui leur est faite. Pour des raisons financières, on estime que la seule langue dont on puisse se passer est celle qui n'a pas été « utile » jusque-là, c'est-à-dire le français<sup>1</sup>... Non seulement l'évolution historique a déterminé une certaine hégémonie anglophone, mais en outre, le problème linguistique n'apparaît pas comme une impérieuse nécessité : il ne pose pas de difficultés fonctionnelles majeures et permet d'éviter des coûts de fonctionnement fort lourds. Qui plus est, pourquoi changer les choses alors que les francophones ont désormais l'habitude d'utiliser l'anglais comme langue de travail ?

Si le gouvernement « mixte » a cherché, en 1979, à établir une Constitution qui assure le respect du pluralisme, il semble que les faits actuels traduisent des déviances politiques ultérieures. Dans le domaine public, les francophones ne bénéficient toujours pas des services et de la reconnaissance auxquels ils ont droit. Le Vanuatu est un État officiellement francophone, mais ce n'est sûrement pas l'utilisation du français dans la sphère publique qui fonde le maintien de la francophonie dans le pays.

### **Le sens de la francophonie : plus qu'une langue, une culture**

L'importance d'une langue, au sein d'une communauté, n'est pas seulement liée à son statut; l'enracinement d'un idiome n'est pas non plus entièrement subor-

1. Dans ce domaine, la plus grande lacune semble concerner la sphère juridique. Au Vanuatu, il n'existe pas de Code des lois rédigé en français, et aucun service public d'assistance juridique n'est accessible aux francophones. Au contraire, au sein de ce service, les juristes et avocats parlent tous l'anglais et le bichlamar. En matière de justice, où tous les citoyens sont égaux si l'on en croit la Constitution, certains sont dans les faits plus égaux que d'autres...

donné à l'utilité qu'il est susceptible de présenter. Comme l'exprimait un ministre tunisien francophone, « *l'anglais, c'est le téléphone, le français, c'est un système culturel de référence* ». En tant qu'élément rattaché à tout un ensemble fait de connaissances, d'idées, de croyances, une langue a effectivement un fondement culturel qui lui confère, plus que toute autre chose, sa valeur et explique l'attachement qu'on lui porte. Au Vanuatu, la francophonie apparaît autant comme un fait linguistique que comme un fait culturel.

L'une des attributions officielles de la langue française est son rôle éducatif, ce qui d'emblée place celle-ci dans la sphère du culturel. L'école est en effet le fondement même de l'existence du français dans l'archipel, mais la langue, si elle est le « médium » d'éducation, n'est pas un simple outil d'échange. Elle est aussi un véhicule d'idées.

Aucune langue ne s'avère neutre. La langue maternelle « modèle » l'environnement, dans l'esprit de celui qui l'acquiert, suivant des cadres qui lui sont propres. Elle apporte une vision particulière du réel. Sans être aussi structurant, un parler intégré comme langue seconde ne peut s'imposer sans processus d'acculturation. Toute langue est accompagnée de son « cortège culturel », d'autant plus quand elle est enseignée, c'est à dire quand elle devient le vecteur de diffusion d'idées étrangères auxquelles elle s'agrège.

En outre, au Vanuatu, la genèse de la francophonie (et de l'anglophonie) apparaît inséparable des bouleversements socio-culturels qui lui sont contemporains. L'arrivée des missionnaires dans un archipel entamé par la traite mélanésienne a créé une modification du paysage humain et culturel. Les Européens étaient des Blancs venus d'ailleurs; ils apportaient des objets qu'on ne connaissait pas, un mode de vie et une organisation de l'espace différents, et surtout, des idées, une façon de penser particulières. Par ailleurs, l'enseignement missionnaire n'était pas directement fondé sur le désir d'inculquer une langue étrangère – à Fidji ou aux Salomons, les missionnaires

français ont dispensé un enseignement en anglais. Son but était d'évangéliser, de « civiliser », soit de remodeler l'organisation sociale et le système culturel préexistants. La langue française n'a donc été qu'un outil visant à satisfaire un objectif précis : permettre l'acquisition de croyances et de valeurs nouvelles.

Tout au long de son histoire, la diffusion du français a transcendé la simple dimension linguistique. Lors des luttes franco-britanniques, on est passé à un conflit franco-anglophone parce que les Mélanésiens ont dû choisir leur camp par le rattachement à l'un ou l'autre système d'encadrement social, c'est-à-dire à l'un ou l'autre complexe culturel. Plus tard, l'anglophonie et la francophonie sont devenues l'expression de deux idéologies politiques dominantes, auxquelles se sont naturellement ralliés les Mélanésiens. Finalement, la langue française a pu se répandre grâce à l'éducation, mais la francophonie est devenue, à mesure qu'elle s'enracinait, une culture « d'adhésion » et non pas uniquement une langue étrangère *utile*.

Malgré les pourcentages « scientifiques » que nous avons exposés au sein de notre analyse statistique, la notion de francophonie dépasse la simple acception linguistique. Lorsque l'on utilise le terme « francophone » au Vanuatu, on ne parle pas forcément d'un locuteur de langue française, mais plutôt d'une personne qui, par sa religion, son idéologie, son histoire, est attachée au complexe culturel de la francophonie.

Dans les villages, il est courant qu'on vous désigne un individu par ces mots : « *tiens, lui, c'est un francophone* ». Or, en voulant échanger quelques mots avec celui-ci en langue française, on se trouve assez souvent face à quelqu'un qui sait uniquement dire « bonjour » en français. En fait, une personne se trouve qualifiée de francophone dès qu'elle a suivi quelques années d'enseignement à l'école de langue française, qu'elle fait elle-même partie d'un village francophone ou s'est assimilée à cette communauté en même temps qu'elle acquérait ses représentations. Ainsi, les *francophones se distinguent moins par l'utilisation effecti-*

*ve qu'ils font du français que par leur personnalité culturelle ou politique.*

L'enracinement de la francophonie s'est toujours exprimé par la création d'une école de langue française. Pour cette raison, il est plus juste de considérer qu'il existe 40 % de francophones au Vanuatu contre 60 % d'anglophones, ce qui correspond à la proportion de Vanuatais ayant été ou se trouvant actuellement scolarisés dans l'un ou l'autre système d'enseignement (en 1995, si l'on exclut les quelques écoles « bilingues », 38,45 % des jeunes se trouvaient dans des écoles francophones et 61,55 % dans la filière rivale, ce qui permet en outre d'affirmer que les francophones envoient globalement leurs enfants dans les écoles francophones...). On voit là que cette proportion 40% / 60% n'est en rien comparable à la part de locuteurs effectifs de langue française notée plus haut (cf. schéma 2).

Bien que l'école constitue un indicateur de l'ampleur de la population francophone, reste que la francophonie a des fondements variés, religieux, culturels, politiques. Ce sont ces éléments qui permettent à la francophonie de se maintenir dans l'archipel. Cette dimension culturelle du fait francophone ne signifie pas pour autant que la langue puisse être marginalisée sans conséquence. Si l'utilité de la langue française n'est pas le facteur essentiel du maintien de cet idiome, la reconnaissance de l'existence d'une communauté francophone est indispensable. Pour cette

raison, la préoccupation attachée à la sous-représentation de ce parler dans la sphère publique est réelle depuis la venue au pouvoir de Maxime Carlot<sup>1</sup>.

La langue française n'est qu'un des éléments constitutifs de la culture francophone. La religion a été l'un des premiers facteurs de rattachement à la francophonie, la politique a par la suite soudé et élargi la communauté francophone. Mais déjà, les puissances coloniales n'étaient plus présentes: la francophonie s'est maintenue parce qu'elle était une culture hybride. Les Vanuatais ont appris leur langue maternelle avant de connaître le français. Ils se servent de deux idiomes tout comme leur identité relève de deux systèmes culturels distincts qui se sont « rencontrés », affrontés puis adaptés l'un à l'autre pour engranger une culture originale.

Cette culture n'est pas donnée une fois pour toute, elle continue de se nourrir des fruits offerts par ceux qui l'ont fait naître. Les apports français et les inventions mélanésiennes permettent à l'identité francophone de s'épanouir, d'évoluer et d'acquérir une maturité, un visage spécifique. C'est l'analyse des « mondes » francophones, des espaces où les éléments étrangers sont venus s'enraciner dans la terre mélanésienne, qui doit permettre d'observer ce visage et de comprendre de quelle manière il s'est dessiné.



1. Il a fallu attendre que soit nommé un médiateur de la république pour que la question de l'équilibre linguistique dans le domaine public soit soulevée. Bien que la Constitution définisse déjà le rôle du médiateur en 1979, celui-ci ne fut nommé qu'en 1994. Sans doute son pouvoir étendu et le rôle dont il jouit en matière linguistique n'ont-ils pas tellement motivé les autorités nationales à la création de ce poste par le passé...

## Chapitre 2 • Les régions rurales

### La francophonie enracinée

**A**U VANUATU, la diffusion de la francophonie s'est réalisée par étapes successives. Elle a été le fait d'acteurs multiples et a touché des régions « éclatées » sur l'ensemble du territoire national. Pour des raisons à la fois historiques et géographiques, la francophonie n'a pu s'approprier un vaste territoire continu ou même une simple aire d'influence homogène. Aussi les milieux francophones ont-ils émergé suivant des fondements distincts et acquis des personnalités originales.

Nous ne saurions fournir une étude exhaustive des régions francophones. Notre travail de terrain s'est en effet borné à l'étude de trois îles de l'archipel, Efate, Pentecôte et Tanna. Par ailleurs, chaque espace insulaire a son caractère propre et chaque monde francophone semble relever d'une histoire spécifique. Un certain nombre de points communs sont remarquables, liés à une évolution nationale rythmée par les mêmes événements, mais les particularités l'emportent sans aucun doute.

Nous tenterons finalement de présenter les grandes similitudes et généralités qui peuvent exister, en les distinguant chaque fois des exemples concrets, observés au cours de notre recherche.

#### LA FRANCOPHONIE TRADITIONNELLE. LE MONDE DE LA MISSION

La traite mélanésienne et le développement de la plantation coloniale avaient déjà banalisé les relations entre Français et Néo-Hébridais avant l'arrivée des maristes. Toutefois, ce fut l'activité évangélique qui permit à la francophonie de s'ancrer dans un certain nombre d'îles et de se diffuser vers l'intérieur des terres, où résistaient encore les derniers groupes de la coutume. Ainsi, la mission catholique a constitué le berceau originel des grandes régions francophones.

#### Les territoires enclavés

L'organisation spatiale des différentes communautés linguistiques reflète les conditions suivant lesquelles la langue et son cortège culturel se sont implantés.

Au moment de l'arrivée des missionnaires francophones, l'intérieur des grandes îles était resté à l'écart des bouleversements liés au « contact », et bien que les catholiques se soient installés sur des littoraux dépeuplés, ils ne purent faire table rase de l'organisation sociale préexistante. D'un autre côté, les maristes débarquaient dans un pays investi



par les missions rivales. Finalement, leur établissement fut irrégulier et localisé dans certains lieux de l'archipel uniquement. Cet enclavement originel ne cessa par la suite de constituer une entrave au développement des régions francophones.

### Les conditions d'implantation de la francophonie religieuse

Le « substrat » culturel influença sans doute énormément la manière dont se distribuèrent dans l'archipel les influences religieuses, et par suite linguistiques.

Étant donné l'organisation de la société mélanésienne, qui veut que le peuplement se disperse en petits groupes différenciés et plus ou moins indépendants les uns des autres, l'ensemble du territoire vanuatais présente une *organisation spatiale en mosaïque*. Chaque « maille » est formée d'un certain nombre de communautés villageoises qui ont adopté une langue similaire et acquis des traits culturels voisins. Les entités ethnolinguistiques traditionnelles sont donc marquées par un certain degré de fermeture, la langue de chaque région n'étant utilisée que pour communiquer à l'intérieur de cette région même. Elles ne sont pourtant pas cloisonnées. En réalité, il n'existe pas de coupure nette entre chaque langue locale, ni de frontière imperméable entre chaque entité culturelle: l'intercompréhension est possible de proche en proche et la mise en place de larges réseaux d'alliances autorise les relations.

Cette structure sociale, fondée sur le consensus et les liens inter-ethniques, a eu des effets directs sur le mouvement missionnaire. En fait, la conversion d'un ou deux villages par les pères et les catéchistes a souvent eu la particularité d'entraîner l'afflux subit de l'ensemble d'une région. Réciproquement, il est arrivé que les missionnaires voient du jour au lendemain leur église se vider totalement parce qu'ils avaient eu un conflit avec un village ou une personne en particulier. Il semblerait que le ralliement à une Église se soit donc fait à peu près suivant les systèmes d'alliances préexistants. Les groupes alliés se diri-

geaient vers la même Église, tandis que les rivaux choisissaient une autre confession (Bonnemaison, 1996).

Les problèmes que connurent les maristes les opposèrent donc en premier lieu aux « chefs » païens, vis-à-vis desquels il fallait s'affirmer pour espérer convertir un certain nombre de villages de l'intérieur. En effet, dès que le *big man* d'une région avait un heurt avec la mission, les changements d'attitude de toute la population pouvaient être lourds. Les chefs constituaient ainsi la principale force de résistance à l'évangélisation.

Toutefois, en prenant sous sa coupe ceux qui avaient enfreint la loi coutumière, la mission catholique s'assurait un certain nombre d'alliés parmi les habitants des groupes villageois. En retour, elle entraînait en constante rivalité avec l'autorité traditionnelle. Les gens venaient en général à la mission du littoral par peur, pour échapper au pouvoir des chefs, et ils en repartaient également par peur, pour échapper aux menaces des chefs (père Jamond). Partout, les prêcheurs subirent ainsi des déboires analogues à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Il fallait en effet attirer et séduire la population tout en évitant les débordements avec les païens.

Dès l'origine, tous les villages missionnaires étaient localisés sur les côtes dont la désertion offrait un site tranquille et un mouillage accessible. Quelques *kanakas*, qui avaient déjà eu des contacts avec les Européens pour avoir travaillé sur les plantations ou dans les mines calédoniennes, pouvaient en outre soutenir les Blancs dans leur travail d'évangélisation. Pourtant, parvenir à attirer les communautés de l'intérieur des terres était chose complexe. Littoral et *bus* se sont donc affrontés de nombreuses années, quelle que fût l'Église concernée.

La situation était toutefois doublement difficile pour les catholiques. En plus d'affronter les coutumiers, ils entraient en rivalité constante avec les protestants déjà en place, qui étaient parvenus à « grignoter » l'espace littoral de l'archipel et à attirer un certain nombre de villages de l'intérieur. En se montrant souples et conciliants, les maristes purent s'installer dans certaines

régions acquises jusqu'ici aux presbytériens. La mission devenait alors doublement un « monde paisible » : on se situait là à l'abri des querelles intestines et des *black-birders*, relativement tenus à l'écart par les pères qui souhaitaient voir grossir leurs villages chrétiens, on pouvait également, dans certains cas, échapper à l'ordre autoritaire des presbytériens en se ralliant à l'Église catholique.

Finalement, l'organisation disséminée des territoires catholiques est le résultat de ce *double cloisonnement originel* de l'espace. Toutes les missions se sont concentrées sur les littoraux, les maristes se sont en outre trouvés enclavés sur certaines portions côtières des îles. A la différence des protestants, qui parvinrent à imposer leur suprématie sur plusieurs îles, les catholiques, arrivés au terme de la conquête spirituelle, ne furent les maîtres d'aucun monde insulaire (*cf. carte 1*).

### Des régions-forteresses

La particularité de l'enseignement tel qu'il fut développé par les missions – et tel qu'il exista jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle – fut de se trouver entièrement lié aux besoins de la conversion et déconnecté des réalités locales. L'école était un foyer de langue française dont le rayonnement ne dépassait guère les limites du territoire chrétien. Même une fois sorti des murs de l'établissement scolaire – à l'intérieur desquels le « langage » était banni – la langue française semblait devenir anachronique. Le français était utilisé à l'église, mais on y favorisait également l'emploi des langues locales et du bichlamar ; il ne l'était par contre plus du tout par les Mélanésiens qui, entre eux, parlaient tous leur langue maternelle.

Au village, les enfants avaient donc radicalement changé de « monde culturel » et l'idiome européen devenait étranger. De fait, la quasi totalité des jeunes qui retournaient « faire le jardin » après quelques années de primaire oubliaient tout ce qu'ils avaient appris et qui ne leur était plus d'aucun usage. Une vieille de Tansip (village du Centre-Pentecôte), élève à l'école catho-

lique de Melsisi à cette époque, a retracé pour nous quelques souvenirs en langue locale :

« Quand j'étais à l'école, moi, on enseignait seulement la catéchèse et il n'y avait même pas de classes. C'étaient les catéchistes qui faisaient les cours. On arrivait à l'école vers neuf ans et on en ressortait quand on était marié. Tout ce temps là, dans le périmètre de l'école, on ne devait pas prononcer un seul mot de langage. Si l'on parlait dans une autre langue que le français, on était puni. Et bien j'ai beau avoir fait l'effort de parler toutes ces années en français, j'ai presque tout oublié une fois rentrée au village... »

Finalement, le français, circonscrit à l'école, ne se diffusait pas vers les villages alentour. Église et francophonie furent alors profondément imbriquées, la séduction qu'exerçait la religion étant seule capable d'éveiller l'intérêt, de scolariser et de répandre l'usage du français.

Si le village catholique apparaissait comme un « monde protégé », l'école jouissait en outre du fait qu'elle constituait une porte ouverte sur la modernité et le savoir des Blancs. Sur les territoires religieux se trouvaient les richesses qu'amenaient le bateau de la mission parcourant les îles, et par l'instruction, on espérait découvrir la clé de ce qui faisait la puissance matérielle des Occidentaux. En outre, les enfants des établissements catholiques étaient logés, vêtus, nourris et on les éduquait. Tout cela allégeait le travail des parents. Le succès de la conversion dépendait en conséquence du pouvoir de persuasion des missionnaires, et surtout de ce qu'ils avaient à offrir.

« Le catéchiste passait dans les villages où certains n'étaient pas encore baptisés. Les païens, dès qu'ils entendaient le discours, ils avaient envie. Ils demandaient eux-mêmes à aller à Melsisi pour se faire baptiser. » (*idem*)

En attirant des groupes de plus en plus éloignés, l'établissement éducatif de la mission a pu dessiner *une région francophone*. L'école était un centre vers lequel convergeaient des enfants originaires des villages voisins, qui venaient durant la semaine dans les internats pour n'en repartir que le

week-end. La langue française ne se diffusait pas en soi, mais en éduquant suivant un esprit imprégné de religieux, l'école permettait l'expansion de certaines valeurs.

Néanmoins, l'aire de rayonnement de l'institution catholique ne pouvait dépasser un certain seuil. Les difficultés de déplacement et l'absence de transport, le morcellement des communautés villageoises et leur localisation littorale diminuaient d'autant l'attraction du village chrétien vers l'intérieur des terres. Ainsi, les frontières de la région francophone correspondaient en gros à la limite au-delà de laquelle le trajet à pied n'était plus possible, ni pour les catéchistes qui partaient convertir les villages de la région, ni pour les élèves qui devaient se rendre chaque semaine en classe. A cette époque, la construction de routes apparut toujours comme le corollaire du développement de la mission.

Chaque site mariste était donc un *centre francophone* auquel était ralliée toute une constellation périphérique, faite de multiples villages traditionnels. Cet ensemble constituait une région francophone, enclavée au milieu de territoires païens ou protestants.

Ce modèle fut en partie remis en cause dans les années 1960-1970, où les pères réalisèrent que seule une « délocalisation » pourrait leur permettre d'étendre leur influence. Ils créèrent ainsi de petites structures scolaires vers l'intérieur des terres. Toutefois, la région francophone restait soumise à la répartition des villages « rivaux ». Dans le cas de la mission de Melsisi, la scolarisation se diffusa à partir de la côte ouest du pays Apma, où se trouvait la communauté chrétienne, vers le plateau central et la côte est, mais plus au nord et au sud, les villages anglicans et ceux acquis à la mission Church of Christ bloquaient le rayonnement du catholicisme en dehors de son foyer central (com. pers., père Du Rumain).

Quelques régions francophones restèrent

donc disséminées sur le sol national. Chacune avait son centre missionnaire et éducatif, sa périphérie villageoise, mais toutes semblaient entourées d'une frontière et condamnées à une certaine introversion. Non seulement la conquête d'autres territoires de l'archipel était difficile – chaque mission s'étant implantée sur son territoire-forteresse – mais la région francophone elle-même était condamnée à une relative stagnation géographique et démographique.

### L'expansion récente de l'enseignement catholique

Jusqu'à l'indépendance, cet enclavement des régions catholiques a apparemment dominé. Toutefois, certains changements se sont amorcés après 1980.

En 1979, à la suite des premières élections nationales qui avaient vu la victoire du VAP et dans la perspective de l'indépendance, une *réunification* du système éducatif fut entreprise. A une époque où le nationalisme était exacerbé, le maintien de plusieurs langues – qui plus est des langues « impérialistes » – constituait un facteur de division qui compromettait l'unité du pays. De la même façon qu'on n'avait plus qu'un seul drapeau, un seul hymne national et un gouvernement unique, on aurait aimé n'avoir qu'une seule langue et sans doute qu'une seule religion.

Bien que les termes « unité » et « unification » aient été présents dans toutes les bouches des membres de la majorité au moment de la naissance du Vanuatu, la société dualiste du condominium, elle, restait toujours présente. Etant donné l'importance de la « minorité » francophone et surtout le soutien financier de la France en matière d'éducation<sup>1</sup>, le gouvernement dut finalement se résoudre à maintenir les deux langues européennes et les deux types d'école qui existaient déjà, la filière anglophone et la filière francophone. Les établis-

1. En 1981, la France versait une aide budgétaire de 430 millions de vatu (soit environ 21,5 millions FF) au gouvernement indépendant. Sur ce total, plus de 85 % n'étaient attribués que sous condition d'être directement affectés à l'enseignement francophone. De son côté, la Grande-Bretagne offrait une aide à peu près équivalente, mais qui n'était soumise à aucune condition.

sements laïcs, créés depuis peu, et les institutions confessionnelles de langue anglaise furent placés sous l'autorité du Ministère de l'Éducation. Seules les écoles catholiques restèrent indépendantes. Grâce à la signature d'un accord avec le gouvernement, la DEC<sup>1</sup> conservait la liberté de gérer elle-même son système d'enseignement. En même temps, les anglophones au pouvoir se voyaient ainsi déchargés du poids de l'administration des écoles « rivales ». Malgré l'équilibre linguistique apparemment respecté, la politique éducative qui domina durant onze ans favorisa nettement la filière anglophone et nia les besoins de l'enseignement de langue française. L'existence d'écoles catholiques, en marge du système public, s'avéra alors décisive.

En matière d'éducation, la conséquence flagrante des bouleversements politiques fut la fermeture d'un certain nombre de classes et d'écoles laïques francophones. Dans chaque province, les responsables du secteur éducatif étaient affiliés au VAP, donc peu conscients – ou soucieux – de la question francophone. Ils avaient la charge de distribuer les fonds alloués aux diverses écoles régionales si bien que certains établissements de langue française n'étaient plus entretenus et tombaient en ruine. Cette dégradation fut justifiée par le fait que « *la France ne donnait plus assez d'argent pour l'enseignement francophone* » (R.M. Lienmal)<sup>2</sup>.

De leur côté, les enseignants du cycle francophone voyaient leurs effectifs diminuer. Les Français avaient dû quitter le Vanuatu après 1980 et les expatriés arrivaient en nombre trop limité pour assurer la formation d'instituteurs locaux. En outre, les parents hésitaient à inscrire leurs

enfants dans une filière qui ne paraissait pas « politiquement correcte ». La chute du nombre des professeurs associée à celle des écoliers favorisèrent d'autant plus le mouvement de fermeture des écoles.

Parallèlement, les institutions anglophones, elles, se multipliaient, ce qui créait un effet « boule de neige ». En ouvrant des écoles primaires de langue anglaise, le gouvernement attirait les francophones dont l'école de village avait disparu. Il encourageait ainsi le développement de l'instruction primaire anglophone, donc, par suite, dynamisait également son cycle secondaire (M.B.)<sup>3</sup>.

Au sein du débat éducatif, il est extrêmement difficile de prendre objectivement position. La thèse du gouvernement de l'époque et des anglophones consiste à dire que la fermeture des écoles francophones s'est trouvée directement liée à l'insuffisant effectif de professeurs et d'élèves. Au contraire, les francophones ont tendance à penser qu'en fermant les écoles, on cherchait délibérément à détourner les jeunes de la filière francophone et, à terme, à la faire disparaître. Quoi qu'il en soit, restent en tout cas les faits: après 1980, l'enseignement laïc de langue française est passé d'une phase de développement bien amorcé à une réelle situation de déclin.

Néanmoins, il semble que le coup porté à l'éducation francophone ait redonné vigueur à l'enseignement catholique, devenu moins attractif depuis l'essor des institutions gratuites de la Résidence de France. La fermeture des écoles laïques laissait en fait derrière elle des élèves dépourvus d'établissements. La DEC, en choisissant de rester détachée du Ministère de l'Éducation, put dès lors accueillir les « laissés pour

1. La DEC, Direction de l'Enseignement Catholique, a été créée en 1963. Blaise Tao, un ancien instituteur originaire de l'île de Santo, en est le directeur depuis 1992.

2. Au milieu des années 1980, l'aide financière de la France fut effectivement coupée suite au renvoi de ses ambassadeurs. L'argent versé par l'Australie, la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande ne fut apparemment pas redistribué pour l'ensemble de l'enseignement, mais attribué par le gouvernement à la filière anglophone, tandis que l'enseignement francophone, lui, s'appauvissait.

3. A plusieurs reprises, nous avons choisi – parfois, on nous l'a demandé – de substituer aux noms de nos interlocuteurs des initiales. La question francophone nous semble trop « sensible » pour risquer de compromettre des personnes qui nous ont généreusement accordé leur confiance.

compte » : elle se trouvait libre de multiplier ses classes ou de créer de nouvelles écoles.

Selon B. Tao, directeur de la DEC, il s'est en effet produit simultanément une évolution inverse dans l'enseignement laïc francophone et dans les institutions catholiques.

« A mesure que les écoles publiques fermaient, les écoles catholiques, elles, se multipliaient. On a occupé les locaux des écoles supprimées et d'autres établissements ont aussi été ouverts. Il fallait pouvoir assurer des places à un effectif d'élèves francophones resté important. » (com. pers.).

Cette évolution fut essentielle puisqu'elle permit en partie le maintien de la francophonie dans certaines régions. Si l'on en croit les statistiques de l'institution catholique, il n'y avait qu'une douzaine d'établissements de cette confession en 1963. Au début des années 1990, le nombre d'écoles catholiques était passé à une cinquantaine, dont deux écoles techniques et trois collèges !

#### Les régions catholiques. Une francophonie traditionnelle

Malgré la multiplication des établissements catholiques dans l'archipel, ce développement fut circonscrit aux zones déjà affiliées à cette église. Après 1980, les missions avaient *leurs* territoires respectifs, et ce découpage religieux de l'espace s'est globalement maintenu.

Par suite, l'établissement de petites écoles – qui parfois ne comprennent qu'une ou deux classes et une trentaine d'élèves – n'a pas entraîné de remise en cause réelle de l'ordre traditionnel. Ces institutions sont appelées à juste titre des « annexes » et ce ne sont que de petites structures établies au sein même de la région francophone, c'est à dire près des villages qui s'égrainent autour du centre missionnaire. Actuellement, elles sont conservées parce qu'elles permettent d'éviter un déracinement prolongé pour les plus jeunes et surtout parce qu'elles constituent une source d'économies, compte tenu des lourds frais occasionnés par le système

de l'internat. Les enfants vont néanmoins à la mission pour poursuivre leur enseignement primaire ou secondaire et l'école missionnaire reste le centre de la région francophone.

Localiser les différents territoires francophones de l'archipel et estimer le poids démographique de chacun n'est pas sans poser un certain nombre de difficultés. En effet, il n'existe pas, au Vanuatu, de statistiques portant sur la répartition des types de locuteurs par village. A partir de là, l'agencement des régions francophones peut essentiellement être appréhendé par le biais de la localisation géographique des établissements scolaires.

Rappelons que nous ne considérons pas le degré de maîtrise qu'ont les locuteurs de la langue française comme un critère rigoureux. Par contre, l'existence d'une école francophone est un *marqueur géographique* de la francophonie car c'est par elle que s'est fait, sinon l'apprentissage de la langue, du moins l'acculturation francophone. Or, toute personne désireuse d'obtenir des informations sur la répartition éducative au Vanuatu se voit face à des problèmes substantiels. A ce jour, aucune carte scolaire n'a été réalisée par les autorités du pays. Par ailleurs, les informations qui nous ont permis d'établir ce document doivent être prises avec prudence.

Pour commencer, nous avons choisi de nous baser uniquement sur la répartition des établissements primaires. Les maternelles ont toujours une existence fragile. Elles sont entièrement à la charge de la collectivité villageoise si bien que certaines sont enregistrées alors qu'elles ne fonctionnent pas, démunies de ressource humaine ou financière. Quant au site des établissements secondaires, il n'est guère représentatif de la multiplicité des régions francophones, ni même de l'environnement culturel local. Eu égard à leur nombre limité, les collèges sont implantés dans des lieux centraux et les jeunes qui s'y trouvent scolarisés viennent des quatre coins de l'archipel et sont presque tous internes.

Les données statistiques portant sur les effectifs doivent également être relativisées.

Rien ne nous assure en effet que les informations fournies par les diverses provinces soient justes. Le délégué à l'enseignement provincial fait peu souvent le tour des écoles disséminées dans les îles. Il reçoit des statistiques par le biais des directeurs d'écoles eux-mêmes, mais le manque de transparence ne permet guère la vérification.

En l'absence de chiffres plus fiables, nous devons nous en tenir à ceux-ci. Les cartes qui suivent sont par suite le reflet du paysage *global* de la francophonie, mais un certain nombre de points de détail sont à considérer en tant qu'ordres de grandeur.

La comparaison entre l'emplacement des sites missionnaires implantés il y a un siècle et la répartition actuelle de la francophonie religieuse (*cf. carte 2*) permet de constater une première évidence : les régions catholiques contemporaines sont restées circonscrites à leurs bastions originaux, dans certaines zones du centre et de l'extrême sud de l'archipel. Elles se répartissent comme suit :

- le centre de Pentecôte (ainsi que deux petits fiefs au nord et au sud)
- toute la région nord de Mallicolo
- le nord-est et le sud-est de Santo
- quelques zones d'Ambae et d'Ambrym
- l'ouest d'Efate
- une maigre partie d'Anatom et une région plus vaste dans la moitié méridionale de Tanna, au sud du Vanuatu.

Ces régions existent donc depuis la fin du XIX<sup>e</sup> ou le début du XX<sup>e</sup> siècles et sont *les sites de la francophonie traditionnelle*, parce qu'à la fois anciennes et issues du mouvement d'acculturation induit par les maristes.

En dépit du fait que tout individu d'une région catholique ne soit pas obligatoirement catholique, une majeure partie de la population francophone de ces zones entre dans cette catégorie. Surtout, la francophonie a ici son histoire, son faciès culturel et son paysage distinctif.

### **L'identité et la culture francophones en monde catholique**

Les régions catholiques sont des « mondes » particuliers. Leurs racines reli-

gieuses et leur enclavement prolongé en ont fait des lieux originaux de la francophonie.

Bien que nous ayons un aperçu partiel de ces territoires francophones (les missions de Melsisi et de Tsingbwege dans le Centre-Pentecôte, celle de Loanatom à Tanna), un certain nombre de traits culturels, qui trouvent leur fondement dans une langue, des croyances et une philosophie similaires, pourraient sans doute être généralisés. Reste que la plupart d'entre eux sont rapportés ici à titre d'exemple et ne prétendent pas à la « globalisation ».

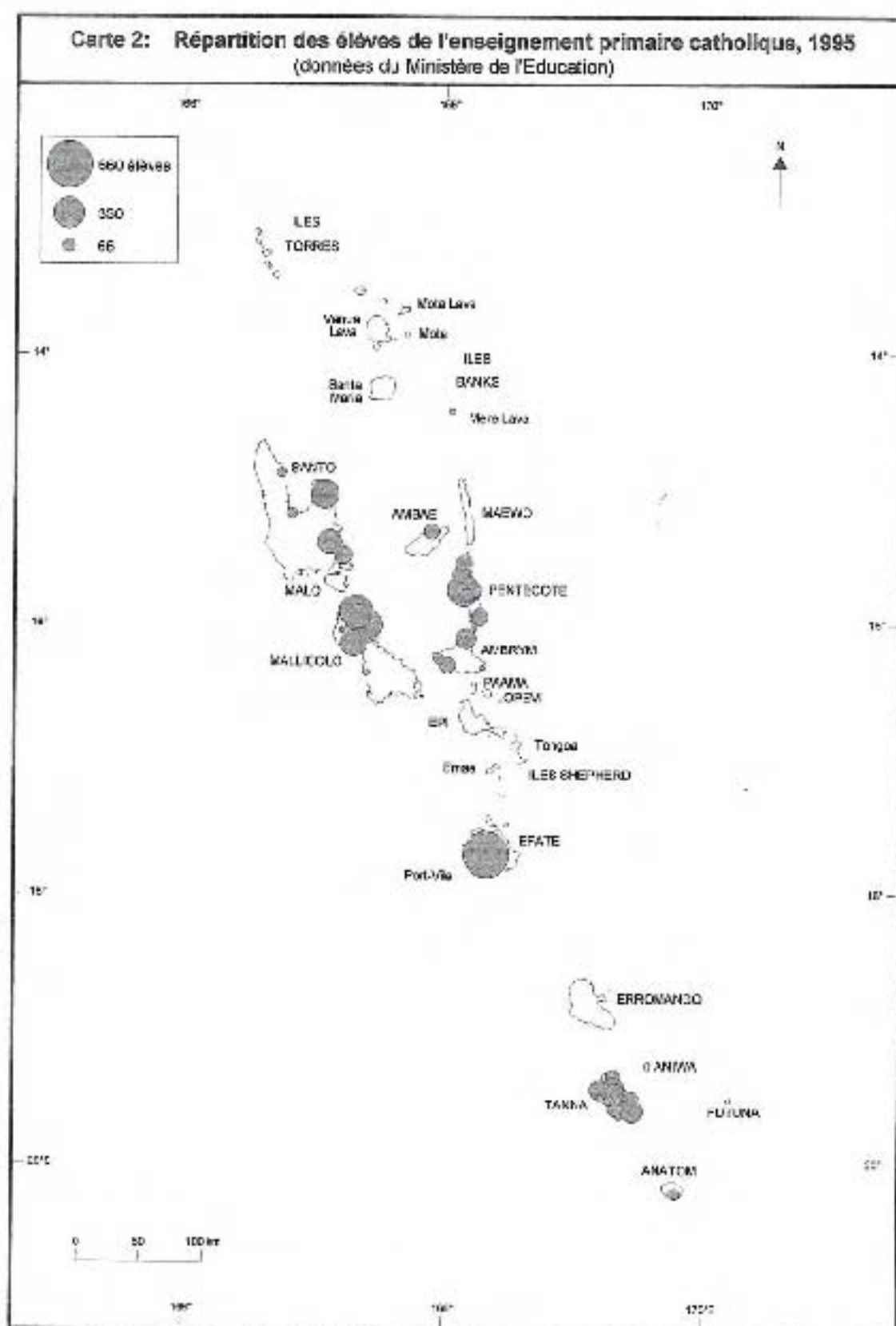
### **Le fondement religieux et l'acculturation spirituelle**

L'enseignement missionnaire fut la première tentative de scolarisation en langue française. Il a résulté de ce trait fondamental que la première esquisse d'identité francophone eut pour unique souche l'adhésion au catholicisme.

- *L'acculturation francophone : confusion entre évangélisation et éducation, imbrication entre religion et tradition*

L'enseignement fondé sur la religion a longtemps entretenu le dualisme entre anglophones protestants et francophones catholiques. Ainsi, la rivalité quotidienne et les préjugés inculqués à l'égard de « l'autre » ont permis le maintien de la représentation selon laquelle francophonie et catholicisme seraient naturellement liés. Pour les Mélanésiens des régions catholiques, aller à l'école francophone et suivre les rites religieux se conçoit encore comme un tout. Cette imbrication entre francophonie et religion s'est d'autant mieux maintenue que dès le départ, les maristes avaient dû s'adapter à la culture mélanésienne. Les pères s'implantaient non seulement dans un univers totalement imprégné de coutumier, mais également souvent marqué de l'hégémonie protestante. Ils se montrèrent donc conciliants à l'égard des communautés qu'ils cherchaient à convertir.

A l'heure actuelle, le complexe culturel des régions catholiques se caractérise par la coexistence d'éléments issus de l'influence



européenne et d'éléments traditionnels qui peuvent coexister, soit parce qu'ils ont été adaptés, soit parce qu'ils sont cantonnés dans des sphères distinctes de l'existence.

Les seules langues qui sont utilisées dans ces mondes locaux sont la langue vernaculaire et le français. Elles peuvent *cohabiter* et n'entrent pas en concurrence car chacune a son rôle et son champ d'utilisation, son « territoire ». L'une est employée de manière habituelle, l'autre est la langue éducative et l'idiome du culte (non exclusif mais fondateur)<sup>1</sup>. Les deux fonctions restent bien différenciées, ainsi que les sphères d'utilisation: le langage s'affirme au sein de la vie familiale et villageoise, le français est l'idiome dont on se sert à l'école et à l'église. Cette dichotomie reflète celle qui a toujours existé entre univers traditionnel et centre missionnaire, entre *bus* et littoral.

D'un autre côté, la cohabitation de certains éléments va parfois jusqu'à *l'intégration*. Si la langue n'est guère parvenue à se diffuser, la religion, elle, a été totalement incorporée à la culture mélanésienne. En fait, l'assiduité aux offices et la place que prennent les chants et les prières ont eux-mêmes leur fondement traditionnel. L'aspect divertissant, l'importance de l'oralité, l'attrance pour le domaine du sacré et les rituels sont à la base même de l'intégration du catholicisme dans la sphère quotidienne. Plus un élément étranger se trouve proche des préoccupations culturelles pré-existantes, plus il semble être assimilé. En même temps, le succès de l'élément étranger tient en partie à son caractère « étrange », à l'aptitude qu'il a de promettre quelque chose de nouveau. L'attente de la parousie, le sort destiné à tous les non-



**Une procession à Tanna (photo 1)**

Le père, devancé par ses fidèles, fait le tour des villages voisins.  
Les nattes au pied de l'autel sont des éléments traditionnels.

1. Le bichlamar est souvent connu des habitants du monde rural, mais dans la vie courante, son usage s'avère limité. Les migrants qui résident en dehors de leur région natale ont souvent appris la langue locale, et le pidgin reste essentiellement réservé aux contacts épisodiques avec les « étrangers ».



croissants sont autant de mystères qui entretiennent la force de la foi.

Si l'élément linguistique reste « accessoire », la dimension religieuse qui en constitue l'assise est tout à fait essentielle. A un point tel que les pères reprochent parfois aux fidèles leur excès de dévotion. « *Certains pourraient rester là toute la journée à prier si on ne leur disait pas que la messe est finie. D'autres viennent tous les jours pour la confession. Il faut les freiner un peu car tout cela est très excessif* » (com. pers., père Verbraeken, mission de Melsisi).

L'incorporation de pratiques traditionnelles au sein des célébrations religieuses témoigne également d'une acculturation profonde. La messe mêle aujourd'hui des éléments coutumiers (offrandes de taros, d'ignames, de pieds de kava<sup>1</sup> sur fonds de « gospel ») à des rites proprement catholiques (cf. photo 1).

L'organisation sociale elle-même s'entend à deux niveaux, celui des traditions locales et celui des préceptes religieux. On se marie par exemple en deux temps, une fête coutumière est organisée puis un office religieux. Dans les régions où les pères maristes se sont trouvés être les plus souples, comme à Melsisi, on a même été jusqu'à acculturer la cérémonie chrétienne du mariage.

« Lors de la cérémonie traditionnelle du mariage, la femme arrive sur la place du village, ceinte de sa petite natte coutumière et, comme un parapluie, ses tantes portent au-dessus d'elle une grande natte tendue. Là, on amène les nattes et tout ce qui peut servir à l'échange, alors que de l'autre côté de la place, le garçon attend avec les cochons. Il y a ensuite les échanges de discours et de biens. On en a parlé avec le grand chef, pour qu'il comprenne bien qu'on ne voulait pas subtiliser la coutume et la mettre à notre profit, et on a commencé à introduire des éléments coutumiers dans nos cérémonies propres. L'entrée de la femme à l'église s'est alors faite avec la natte au-dessus d'elle. Par ailleurs, l'igname que le garçon devait donner à la fille pour qu'elle la

fasse cuire, on la recevait à l'église et on la bénissait. Cela, on l'a fait entrer dans le culte. D'autres choses encore » (com. pers., père Du Romain).

En fait, les pères maristes, qui vécurent longtemps seuls au sein de leur mission, ont progressivement compris le sens de la coutume et la personnalité mélanésienne. Beaucoup ont été séduits, et surtout, ils ont su respecter un certain nombre de traits culturels qu'ils ont adaptés, assurant ainsi l'efficacité de l'acculturation. Cette « rencontre culturelle » les a amenés à adopter eux-mêmes certaines pratiques, dont celle de la cérémonie du kava qui s'ouvre parfois par une prière...

Au total, la « formation » dispensée par les missions a été à la base de l'identité fortement acculturée de nombreux francophones. En devenant des catholiques zélés, ils semblent parfois avoir oublié que leur culture est également faite d'un système de croyances et la regardent aujourd'hui comme un simple mode de vie. « *La religion n'est pas du tout incompatible avec la coutume. Ce sont deux choses différentes. La coutume, c'est dans la vie courante, et puis même s'il y a des chefs, Jésus a dit que nous sommes tous égaux, alors...* » (com. pers., M. Virelala, enseignante à l'école primaire de Melsisi).

• *Un savoir et une existence toujours imprégnés de religieux*

Les régions catholiques actuelles, bien qu'elles aient multiplié leurs foyers de diffusion avec le développement des écoles-annexes, sont restées au cœur des bastions missionnaires traditionnels. D'un point de vue culturel, elles n'ont fait que croître sur le sol religieux qui les avait vu naître.

La catéchèse reste omniprésente au sein de l'enseignement. Elle a même constitué le pilier de l'instruction jusqu'en 1973, date à laquelle l'administration française a décidé d'unifier les programmes entre écoles laïques et confessionnelles. Il en ressort que

1. Les racines du kava, poivrier sauvage qu'on trouve en Océanie, permettent de préparer un breuvage narcotique très apprécié en Mélanésie. Avant tout, le kava est l'un des éléments central de la coutume en raison de ses vertus « conviviales » propres à resserrer les liens de la communauté, et des rites et croyances qui lui sont attachés.

la population éduquée au sein des missions avant ces vingt dernières années – dont l'élite se compose souvent d'enseignants ou d'ecclésiastiques – continue aujourd'hui de diffuser un savoir fortement imprégné de religieux.

L'école mariste tend pourtant à se rénover à mesure que les jeunes formés après 1973 parviennent eux-mêmes aux postes d'instituteurs. Cette nouvelle génération de catholiques semble plus consciente des réalités et des besoins de son pays, de la vocation éducative de l'école et du rôle qui lui incombe dans le « développement » de l'archipel. Toutefois, les cadres de l'enseignement religieux ont été « modelés » suivant des principes qu'ils jugent essentiels, et leur ambition reste la formation d'enseignants et de catéchistes, « *pour former des gens qui pourront assurer le maintien de l'école et de la religion catholiques au Vanuatu* » (com. pers., un enseignant de Loanatom).

Actuellement, malgré la dissociation entre scolarisation et évangélisation, la catéchèse continue finalement d'occuper une place centrale. On diffuse cet héritage culturel aux plus jeunes qui apprennent à l'intégrer totalement à leur savoir.

Le suivi du cycle primaire est par exemple organisé de telle manière qu'il correspond en même temps à une évolution au sein de l'église. Des rites religieux accompagnent ainsi les passages de classe : la communion au CE2, la confirmation au CM2. La contrepartie est qu'arrêter l'école avant la classe de CM2 s'assimile en même temps à un désengagement vis à vis de la religion catholique (com. pers., F. Tabimeme, directeur de l'école primaire de Melsisi). Les adultes ayant eux-mêmes été formés suivant cette éthique envoient presque systématiquement leurs enfants dans les écoles catholiques, qu'ils estiment aptes à dispenser une instruction solide et des principes moraux fondamentaux.

L'acquisition de la langue continue donc d'aller de pair avec l'intégration de croyances, la pratique de certaines cérémonies, l'adhésion également à certains préjugés. Dans le collège de Melsisi, on peut voir inscrit sur un panneau, dans le bureau du

directeur : « *Punir les élèves qui ne viennent pas à la messe* »...

Le programme soutenu que les enfants doivent suivre à l'école primaire de Melsisi, l'organisation du temps suivant des principes stricts et la collaboration de tous les acteurs de la communauté aux travaux de la mission sont des traits caractéristiques de l'enseignement catholique. Plus qu'un savoir et un ensemble de croyances, les institutions religieuses dispensent des valeurs sociales et morales, un mode de vie qui leur sont propres. L'exemple qui suit en fournit un aperçu.

**GUIDE DE TRAVAIL POUR  
LE SURVEILLANT DE L'INTERNAT  
(Melsisi, Pentecôte)**

• **Le matin**

1. Habituer les élèves à se lever en silence, au signal et à bien faire leur lit.
2. Au lever, prière matinale.
3. Après la toilette, prière communautaire à l'église, préparée à tour de rôle par les surveillants de l'internat.

• **Pendant la journée**

4. Les surveillants sont des employés de l'école. Ils sont à l'école pour aider l'ouvrier de l'école dans des petits travaux qui seront demandés par le Directeur.
5. Ils pourront, en cas de nécessité, aider les maîtres de surveillance à surveiller la cour pendant les récréations et les interclasses.
6. A partir du mercredi soir, les surveillants doivent passer obligatoirement dans les réfectoires pour s'assurer que :
  - a. Les enfants mangent en silence et proprement.
  - b. Il n'y ait pas de gaspillage de nourriture.
  - c. Les cuisinières font sérieusement leur travail.

• **Le soir**

7. A 17h30, sonner la cloche pour la prière du soir à l'église (prière préparée à tour de rôle par les enseignants ou par groupes d'élèves).
8. Réfectoire.
9. 19h15, sonner la cloche pour l'étude du soir.
10. A 20h00, fin de l'étude. Les enfants s'alignent sur la véranda pour monter au dortoir.
11. Faire monter les élèves en ligne et en silence.
12. Après les signes de croix et un refrain pour clôturer la journée, toujours dans le calme, les enfants vont au lit.

Cette existence, toute baignée de religieux, n'est pas seulement cantonnée au monde de la mission. Même dans les écoles maternelles, pourtant disséminées au sein des villages, l'une des premières choses que l'on enseigne aux enfants de trois ou quatre ans est le signe de la croix. Les valeurs catholiques pénètrent ainsi l'univers traditionnel.

Dans le petit village de Tansip, au centre de l'île de Pentecôte, une chapelle de ciment a été construite (cf. photo 2). On s'y rend deux fois par jour, vers 5h30 du matin et vers 17 heures. La cloche appelle l'ensemble du village (qui n'est par ailleurs jamais au complet lors de la prière) avant l'heure du kava. Pendant une demi-heure, on chante, on prie. Un fidèle récite des passages de l'Évangile en langage mais les chants sont en français. Tout le monde connaît ces chansons par cœur : il n'y a qu'un livre pour l'ensemble de la communauté villageoise...

Au lieu de voir la force des contraintes religieuses s'amenuiser au fil du temps, les croyances et l'attachement au catholicis-

me semblent au contraire s'enraciner. Aujourd'hui, les examens – même ceux destinés aux institutions laïques – présentent des épreuves de « culture générale » portant sur la religion. Pour la communauté francophone, le catholicisme constitue le pilier d'un héritage culturel dont elle a la propriété.

Le développement des écoles catholiques dans les années 1980 a d'ailleurs permis de favoriser ce rapprochement des francophones vers l'Église. Il n'a pas seulement eu pour conséquence la décentralisation des établissements scolaires, mais a également entraîné un retour « aux sources de la francophonie » que l'expansion de l'enseignement laïc avait quelque peu compromis. La composante catholique de l'identité francophone s'en voit d'autant plus fortifiée. Ainsi, pour de nombreuses personnes, la religion est à la fois ce qui a fait éclore la francophonie et ce qui l'a fait renaître : « *Sans elle, c'en était fini de la francophonie...* » (com. pers., M. Kapalu, secrétaire général à l'administration de la province de TAFEFA).



**La chapelle du village de Tansip, Pentecôte (photo 2)**  
Le tambour (à droite de l'entrée), objet de la coutume par excellence, remplace parfois la cloche pour l'annonce de la prière.

### La rencontre des cultures ou le territoire dualiste

Malgré l'importance de la religion dans la vie quotidienne, le territoire missionnaire n'apparaît pas pour autant comme un lieu de vie. C'est un *second territoire* qui appartient aux hommes de l'île ou de la région, mais qui forme en même temps un lieu déconnecté de la sphère existentielle. On y passe au cours de sa vie – les enfants y viennent chaque semaine, les enseignants y sont logés au cours de l'année, les fidèles s'y rassemblent le dimanche pour la messe – mais on n'est pas d'ici. Les habitants de l'île s'identifient en premier lieu à un village, où ils retournent pour les vacances, le week-end, quelquefois chaque soir.

L'espace de la mission se présente donc comme un lieu « à part ». De fait, il ne ressemble pas aux villages et il est séparé d'eux. Parfois, il ne l'est que de quelques dizaines de mètres, mais la frontière s'exprime autant par la morphologie distincte des deux territoires que par le sens à donner à cette distinction. D'un côté le village est un espace de vie et un monde mélanésien, d'un

autre la mission est un lieu structuré à l'euro-péenne, au sein duquel l'église et l'école se présentent comme des pôles de la connaissance occidentale. D'un côté on parle le langage, d'un autre on emploie le français.

Le « village missionnaire » est donc à la fois un territoire intégré à l'espace mélanésien et un espace sacralisé. C'est le berceau fondateur d'une identité francophone qui est une *seconde identité*, c'est également le lieu qui assure le passage vers un univers magique, celui de Dieu et celui du savoir des Blancs.

Sur le littoral occidental du pays Apma, la mission de Melsisi (*cf. photo 3*) s'étage sur les retombées du plateau central de l'île. Une série de replats, larges de quelques dizaines de mètres et séparés par de légers dénivelés, s'allongent du nord au sud, parallèlement à la côte, formant des gradins qui, doucement, déclinent pour finalement venir s'écrouler dans les flots transparents et calmes de la « Méditerranée » vanuataise (expression employée par J. Bonnemaïson pour décrire l'étendue marine encadrée par les îles centrales de l'archipel vanuataï).



**La mission de Melsisi, Centre-Pentecôte (photo 3)**  
Un géosymbole de la francophonie.

Malgré ce paysage morcelé, la mission a un centre. Le plus long et le plus large espace plane, étendue de pelouse impeccable, qui domine l'ensemble de la baie. Sur cette place trône la cloche, garante de l'organisation d'un temps sauvage qui, comme la nature exubérante, s'est trouvé scrupuleusement apprivoisé. L'église, les salles de classes en dur et les espaces de récréation encadrent ce carré de pelouse, lieu d'appel et de rassemblement des fidèles, des enfants et des quelques voitures qui amènent les chrétiens des régions éloignées.

C'est autour de cette place que se déploie *l'espace de la francophonie*.

Les chants qui montent de l'église, les tables de multiplication qui s'échappent des fenêtres grandes ouvertes, les comptines des élèves croisés au moment où l'appel de la cloche entraîne en quelques secondes un déferlement de petites têtes brunes et de feuilles bariolées, toute cette effervescence culturelle rappellerait presque un paysage de nos campagnes françaises. La « nature » alentour est particulièrement ordonnée, les bâtiments de ciment disposés à la périphérie abritent les enseignants, le médecin, le père. La maison en dur constitue la limite au-delà de laquelle la langue française, l'ordre géométrique, l'agencement autoritaire du minéral et du végétal se dissipent peu à peu. Le ciment est le dernier géosymbole de la francophonie.

Plus loin, sur les hauteurs du versant missionnaire, les habitations traditionnelles et encore quelques tôles ondulées se disputent l'espace des étroits replats, serrées et séparées par des chemins tortueux de boue et de fumées qui grimpent jusqu'à la brousse. Des « cases de passage » montent des rires et des injonctions en langage, on y cuisine, presque dehors. Les murs de ciment ne dissimulent plus les mystères d'un savoir et de croyances « étrangers ». De l'espace sacralisé où trônent l'église et l'école, on passe à un milieu vivant.

Ces petits quartiers ne sont pourtant pas encore des « territoires ». Ce n'est pas là que depuis toujours le groupe s'enracine et

fonde son identité propre. Ils constituent seulement des lieux de passage où l'on vient parfois le week-end. Ils sont néanmoins organisés par village, chaque communauté a le sien, chacune possède aussi son *nakamal*<sup>1</sup> : Gun, Lewawa, Embok..., chaque famille y retrouve sa case.

Les vrais territoires, eux, sont invisibles. Ils sont là-haut, sur le plateau. Le premier est à une demi-heure de marche, derrière le mur de la forêt, frontière sur laquelle la langue française vient se briser mais que les hommes, eux, peuvent traverser, emmenant leurs nouvelles croyances et leur savoir occidentalisé jusque dans les îlots traditionnels.

La semaine, les enfants sont intégrés au monde de la mission, logés dans les internats, toute la journée dans les classes, le soir à l'église. Lorsque les vacances débutent, chacun retourne au village. La mission s'éteint. Plus d'hommes, plus de chants, plus de récitations. Sur le plateau, par contre, la vie reprend ses droits et le langage s'affirme définitivement. Seules marques d'une acculturation vivante dans les villages d'en haut, une petite chapelle, une cloche parfois, une école maternelle de tôle et de pandamus, quelques maisons en dur dans lesquelles on pourra toujours trouver quelqu'un qui connaît notre langue. Ceux qui vivent « à l'européenne » sont dans la politique ou dans l'enseignement, ce sont les Mélanésiens plus occidentalisés qui « ont réussi ».

Bien que les petites écoles annexes tendent à se rapprocher des villages, elles sont toujours situées à l'écart des lieux d'habitation et restent des structures « déterritorialisées ». Certaines seulement s'érigent au centre, ce qui est le cas des écoles maternelles. Dans ce cas, c'est le village qui a décidé de construire et de prendre en charge ce petit établissement. Le géosymbole de l'école maternelle devient alors un réel marqueur de l'acculturation francophone.

La mission offre en fait un aperçu stéréotypé de l'ensemble des espaces qui ont pu se constituer autour des écoles. Les mai-

1. Maison des hommes où l'on boit tous les soirs le kava.

sons des instituteurs, les cantines et internats s'y pressent lorsque les villages sont trop éloignés ; à leur proximité sont disposés les plus gros magasins, l'éventuel dispensaire, le « confort » européen et les voies majeures de communication de la région. Les petits hameaux traditionnels se trouvent toujours à l'écart et conservent leur spécificité bien que quelques éléments « étrangers » témoignent d'une acculturation ancienne (les maisons en dur, la chapelle, le magasin, l'herbe coupée avec soin...).

L'identité francophone constitue une « seconde identité », tout comme le français est une langue seconde. Au même titre, le territoire scolaire forme un second territoire, qui ne remet pas en cause la conception qu'on a de l'espace.

Il y a 25 ans, la cantine de l'école missionnaire de Melsisi était divisée en plusieurs « compartiments », dont les limites étaient symboliquement matérialisées par des bambous. Chaque compartiment représentait un village, dont le groupe d'enfants apportait ses tubercules chaque semaine et préparait lui-même sa cuisine, « en compagnie » (com. pers., M. Virelala). Aujourd'hui, le nombre d'enfants scolarisés a considérablement augmenté, mais les jeunes ne sont pas pour autant répartis, à l'heure du déjeuner, par membres d'une même classe ou par ordre alphabétique: la logique établissant l'ordonnance des élèves par bâtiment reste proprement mélanésienne. Les cantines sont nommées « cantine de Lalwori » ou « cantine d'Illa », et les enfants s'y trouvent toujours rassemblés par groupes villageois, preuve que l'individu continue de s'identifier en premier lieu en fonction de son appartenance à un territoire et à un groupe. Ceci tient au fait que c'est l'univers de la francité qui a dû s'organiser autour d'une structure traditionnelle et non l'inverse.

### La dialectique de l'ouverture et de la fermeture

La francophonie s'est toujours inscrite à échelle régionale ou locale. Ceci lui a permis de s'enraciner, mais en même temps, le cloi-

sonnement de l'espace s'en est trouvé accru.

#### • *Les nouvelles frontières. L'espace fragmenté*

Il n'existe pas une seule île du Vanuatu où les communautés catholiques n'aient été en contact avec d'autres groupes religieux. L'acculturation induite par les missionnaires et les catéchistes locaux s'est donc trouvée rythmée d'altercations, et l'identité francophone s'est façonnée en opposition à la présence protestante.

La cohabitation fut relativement sereine avec les anglicans : « *ils ont la même religion, c'est juste qu'ils la disent en anglais* » (com. pers., une habitante de Tansip). En revanche, les relations avec les presbytériens – les plus présents dans les îles où se sont implantés les maristes – se sont avérées particulièrement conflictuelles. Les missionnaires presbytériens, beaucoup moins souples, ont imposé leur philosophie et leur rigueur doctrinale, façonnant ainsi une génération de Vanuatais très radicaux et farouchement opposés à la présence catholique. Les rivalités se sont donc multipliées au niveau local.

« Quand je suis allé à l'ouest d'Ambrym, c'était difficile. Dans le sud, on avait l'hostilité des presbytériens. Cela s'était assez bien passé à Pentecôte, avec les anglicans, mais les relations entre catholiques et presbytériens, c'était autre chose : on ne concevait pas la religion de la même manière et eux n'étaient pas bien contents de nous voir arriver... » (com. pers., père Du Romain).

L'établissement tardif des missionnaires catholiques dans des régions dispersées avait entraîné une fragmentation de l'espace en unités d'extension régionale. Si la francophonie s'était imposée dans une île entière ou dans tout un groupe d'îles, le cloisonnement traditionnel se serait sans doute estompé progressivement. Mais ici, le fait que les missionnaires se soient peu à peu trouvés presque partout au « coude à coude » a contribué à mettre en place de nouvelles divisions.

A certains endroits, où une seule religion s'était installée, le monopole qu'exerçaient les Européens les a poussés à vouloir façonner un ordre nouveau, plus aisément

« contrôlable ». En réaction, les Mélanésiens eux-mêmes ont encouragé la venue d'autres églises, afin d'annihiler la tentation « unitaire » des Blancs. De même, il est possible que dans les zones où plusieurs missions se faisaient face, le ralliement à l'une ou l'autre Église ait coïncidé avec la répartition des villages traditionnels alliés.

Quoi qu'il en soit, les groupes sont caractérisés par un certain degré de fermeture. Leur cloisonnement *relatif* s'est donc vu doublé d'une barrière religieuse et linguistique cette fois bien *réelle*, et la *différenciation* traditionnelle a pu devenir un *dualisme*. Dans le Centre-Pentecôte, on a par exemple des relations constantes avec les anglicans anglophones des villages voisins car la langue vernaculaire est la même; par contre, avec les communautés de l'extrême nord (groupe ethnolinguistique différent et bastion anglican), les relations sont moins fréquentes.

Aujourd'hui, la frontière entre les deux communautés linguistiques n'est sans doute plus aussi rigide qu'elle le fut avant ces dernières années de « détente » politique. Mais elle n'en apparaît pas moins réelle. Des langues, des systèmes d'éducation et des croyances distincts n'ont pu que renforcer les particularismes locaux qui existaient déjà auparavant. En outre, cette différenciation vis à vis de l'extérieur vient contraster avec la cohésion interne des « nouvelles » entités linguistiques et religieuses. Un ensemble de relations fondées sur les opportunités de rencontre (réunions lors des messes, mariages, fêtes religieuses, contacts entre les enfants...) a alimenté ce sentiment de faire partie d'une région propre, en opposition au territoire voisin.

• *Les nouvelles alliances. L'organisation réticulaire*

En même temps que certaines divisions se sont accentuées ou mises en place avec l'émergence du dualisme européen, des alliances anciennes se sont approfondies et d'autres se sont constituées.

Au sein d'une même région, les échanges entre groupes villageois dissemblables ont eu un caractère plus systématique qu'il n'en

était traditionnellement. Le territoire missionnaire reste au centre de la région francophone: il n'est qu'un site de passage mais il donne lieu à des allers et venues incessants. Les villages francophones se trouvent ainsi davantage en contact.

Même à l'échelle nationale, il semble que les relations soient importantes entre régions catholiques éparses. Ces liens entre entités francophones éclatées aux quatre coins de l'archipel paraissent déjà nécessaires au temps des missionnaires. Les biens matériels étaient alors régulièrement échangés par bateau, chaque Église en possédait un ou plusieurs qui faisait le voyage entre les différentes implantations côtières de la mission. En acquérant les facilités de transport que permettent le monde moderne, il s'est tissé de plus fréquents et de plus amples échanges entre les membres d'une même religion et les locuteurs d'une même langue. Les enseignants ou les prêcheurs sont amenés à voyager au cours de leur exercice, à se rencontrer pour organiser leur enseignement, échanger des points de vue et du matériel. Les élèves se déplacent eux aussi, lorsqu'ils sont en âge d'aller au collège d'un grand centre missionnaire par exemple, ou même à l'institution centrale de Montmartre, à Port-Vila.

Finalement, les anciens systèmes de relations se sont complexifiés en même temps que les communications étaient plus aisées. Un réseau s'est créé qui apparaît aujourd'hui double : il se compose de deux « toiles » s'étendant sur des espaces d'échelles différentes. L'une est d'ampleur nationale, l'autre régionale.

- Les pôles du réseau national sont constitués par les centres missionnaires. Aujourd'hui, les communications peuvent se faire d'autant mieux que par ces points passent non plus seulement le bateau, mais aussi le téléphone, les routes et l'avion, dont la piste n'est jamais bien éloignée. Elles permettent ainsi d'assurer la jonction entre les diverses régions francophones de l'archipel. Traditionnellement, les centres régionaux étaient implantés le long des rivages. Ils s'y sont maintenus par la suite en raison des liai-

sons exclusivement maritimes pendant longtemps. Malgré la présence de l'avion qui n'a pas les mêmes exigences en terme d'implantation, les anciens villages missionnaires côtiers restent des points nodaux.

- D'un autre côté, chaque noeud de ce tissu national constitue le pôle d'un réseau régional. C'est une grande école, une église plus importante à partir de laquelle s'étendent les éléments culturels vers les écoles-annexes et les villages plus excentrés, à l'intérieur des terres. Pour ce faire, l'échange est directement déterminé par le vecteur humain – la marche ou la voiture – car même le téléphone n'est guère présent en dehors des centres missionnaires majeurs. Il est dès lors moins rapide, moins efficace, mais reste essentiel pour éviter le cloisonnement des régions du *bus*.

Dans le domaine éducatif, il est nécessaire d'entretenir des relations régulières et de mettre en place des politiques communes. Bien que des rencontres de professeurs soient organisées dans certains centres régionaux, il semble impossible de faire systématiquement venir tous les maîtres de l'archipel dans l'un d'eux. L'éclatement géographique a donc poussé la DEC à instituer un système adapté à l'environnement mélanésien, c'est-à-dire un système en réseau.

Chaque grande aire francophone a ainsi un Directeur Régional, chargé de gérer l'établissement de la mission et en même temps de superviser l'ensemble des écoles de sa région. A Tanna, par exemple, on trouve deux grandes missions – Loanatom à l'Ouest et Loono à l'Est – et par suite, deux directeurs régionaux : l'un s'occupe de tous les établissements scolaires du secteur Nord, Centre Brousse et Ouest, le second des zones Est et Sud de l'île. Ces directeurs peuvent facilement se rencontrer, puis diffuser les informations vers leurs régions respectives. Ils jouent un rôle essentiel en cela qu'ils constituent un lien entre les gros centres, régulièrement en contact avec l'extérieur, et les petits, plus introvertis.

La solidarité entre les diffuseurs de la

francophonie – missionnaires puis enseignants – détermine depuis longtemps la force de leur action. Attachés à un territoire réduit et à un ensemble éclaté, l'unique moyen pour eux de maintenir des échanges passe par le développement d'une structure d'alliance en réseau. La géographie de la francophonie, au départ nécessairement adaptée à l'agencement des territoires traditionnels, a pu trouver là un type d'organisation efficace tout en favorisant son enracinement local.

## LA FRANCOPHONIE LAÏQUE

Alors que la francophonie traditionnelle se caractérise par son fondement religieux et son ancienneté, la francophonie laïque a une origine plus récente et des racines variées. Ce fut la mise en place, dans les années 1960, d'une instruction laïque, qui permit à certaines régions non catholiques d'*affirmer* ou d'*adopter* leur caractère francophone. Dans certains cas, l'usage de la langue française ne constituait que le corollaire de liens établis depuis longtemps avec la France, parfois, au contraire, ce fut l'installation d'une école qui amorça un processus de différenciation culturelle.

## Les nouvelles régions francophones, des espaces d'opposition

Par une politique volontaire et grâce à des moyens humains et matériels substantiels, la France était parvenue, au milieu des années 1970, à occuper le devant de la scène en matière de scolarisation, dépassant largement en ce domaine les institutions confessionnelles francophones et celles de langue anglaise. A partir de là, il fut permis à la francophonie de pénétrer des régions auxquelles elle n'avait pu avoir accès auparavant.

## La « colonisation » francophone de l'espace protestant

En 1974, on enregistra pour la première



fois davantage d'élèves dans l'enseignement public français que dans les écoles religieuses de cette filière. Quatre ans plus tard seulement, près de 8 000 élèves étaient inscrits dans les écoles primaires publiques contre à peine plus de 5 000 dans l'enseignement confessionnel de langue française (Sanchez, 1979). Ce fut le temps glorieux de « l'école française ».

La laïcisation de l'enseignement francophone eut diverses conséquences. D'abord, le nombre des établissements scolaires augmenta considérablement et leur répartition elle-même se modifia. En outre, la nature même des centres éducatifs se voyait bouleversée puisque le catholicisme n'était plus le pôle fondateur de l'acculturation.

- D'un point de vue quantitatif, le nombre d'enfants scolarisés en langue française égala, pour la première fois, celui de la filière anglophone. Alors que les maristes n'avaient jamais pu réunir plus d'un quart de la population scolarisée de l'archipel, c'était à présent la moitié des jeunes élèves néo-hébridais qui se trouvait dans le système francophone.

- Pour des raisons structurelles mais également stratégiques, une politique de multiplication des établissements scolaires semble avoir été menée. La création de quelques gros centres aurait en effet posé des problèmes de communication et de déplacement; d'un autre côté, l'installation d'écoles francophones au milieu des territoires locaux paraissait sans doute plus à même de propager une influence linguistique et culturelle efficace. L'école devait être sur le terrain, c'est à dire à la fois accessible et proche de l'environnement quotidien. Son rôle de centre attractif pouvait ainsi être assuré. Au niveau géographique, la multiplication des établissements de langue française allait permettre le désenclavement et l'extension de la francophonie en dehors des bastions missionnaires traditionnels.

- La *nature* des centres francophones s'était en effet modifiée. L'école n'était plus liée à la mission catholique si bien que la conversion religieuse ne constituait plus une nécessité. L'option francophone apparut

alors comme une opportunité aux *man bus*, désireux d'accéder au savoir des Blancs mais toujours hostiles à l'évangélisation. Par ailleurs, la francophonie put également s'étendre vers des régions acquises à d'autres confessions. La poussée du « front francophone » vers les bastions protestants s'est réellement amorcée à cette époque: la francophonie cherchait systématiquement à gagner du terrain dans les régions que la colonisation protestante lui avait interdites durant plus d'un siècle. Elle offrait un enseignement gratuit, permissif en matière de religion et constituait par ailleurs une « nouveauté », que la richesse des établissements ne rendait que plus attractive. Au sein de la terrible lutte d'influence que menaient les deux administrations coloniales dans les années 1960-1970, la Résidence de France avait trouvé là une « arme » efficace.

L'histoire de la « conquête » des îles Banks, au nord de l'archipel, constitue une remarquable illustration de cette avancée de l'école francophone vers les régions traditionnellement intégrées au monde anglophone.

Le groupe des îles Banks a toujours constitué le principal bastion de l'église anglicane, cela d'autant plus qu'il ne fut jamais pénétré par les missionnaires maristes, dont les efforts s'étaient concentrés sur le centre et le sud du Vanuatu. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, cette région comprenait donc une population exclusivement anglophone, et qui plus est une unique religion à laquelle s'étaient ralliés 98,6 % de la population (C.P.S., 1989).

P. Gardissat arriva aux Nouvelles-Hébrides à la période charnière où la France commençait à créer son réseau d'écoles laïques. Il fut parmi les premiers directeurs d'établissements publics, dans l'île d'Ambae.

« Pendant six ans où j'ai occupé ce poste, je me suis pris au jeu de la 'guerre' avec les Anglais. Aujourd'hui, je trouve cela un peu ridicule, mais en y repensant bien, je me dis qu'on ne fait la guerre que lorsqu'il y a un ennemi pour l'entretenir, et à cette époque, la France et l'Angleterre combattaient vraiment ! On passait notre temps à se voler

les enfants, les Français construisaient des écoles là où il y avait déjà des écoles anglophones et la concurrence était rude. Concernant la langue, on était également très strict – trop même – car on obligeait les enfants à parler en français, même quand ils jouaient dans la cour.» (com. pers.)

C'est dans ce contexte que P. Gardissat gagna les îles Banks à la fin des années 1960.

« Au départ, pour grossir les effectifs de l'école d'Ambae, je suis parti afin de 'ramasser' de nouveaux élèves. En arrivant là-bas, je me suis aperçu qu'il y avait au nord un potentiel permettant l'installation d'une école primaire francophone. Les *fathers* n'ont accepté l'implantation de l'école d'Arep [Vanua Lava] que parce que ceci ne compromettait pas la religion anglicane. J'ai été jusqu'à contrer la loi de l'école laïque en engageant un prêtre anglican comme surveillant d'internat, qui enseignait en outre la religion et organisait des offices. Il a même traduit les textes anglicans du culte en français ! A partir de là, les enfants pouvaient pratiquer leur religion en français. C'était une bonne stratégie pour implanter la langue française dans cette région anglophone. L'école d'Arep a été un vrai succès (nous avions alors environ 250 élèves) si bien qu'à partir de celle-ci, nous avons ensuite créé deux autres écoles, plus petites, dans les îles voisines de Mota Lava et Mere Lava. Auparavant, il n'y avait aucune école francophone au nord de l'archipel, et pas un seul enfant de l'ensemble des îles Banks et Torès ne parlait le français. Finalement, la francophonie avait pu 'conquérir' l'un des grands foyers de l'anglophonie. » (com. Pers.)

Cette avancée vers le nord aurait été inimaginable à l'époque où religion catholique et francophonie allaient systématiquement de pair. La mise en place d'un enseignement laïc, respectueux des options religieuses de la population, a donc permis à la francophonie d'étendre son champ de diffusion. P. Gardissat nous a néanmoins appris qu'aux lendemains de l'indépendance, l'école d'Arep avait été transformée en établissement secondaire anglophone...

Quoi qu'il en soit, la géographie de la francophonie avait fini par « éclater ». Jusque-là, elle se calquait sur la répartition du catholicisme car l'école était autant un

centre francophone qu'un centre religieux. Par suite, les territoires francophones formaient des enclaves au milieu d'îles, de régions coutumières ou protestantes. Après les nombreuses années d'enseignement missionnaire, la francophonie a acquis un autre fondement et a enfin eu les moyens d'amorcer un processus d'expansion, une sorte de *colonisation laïque de l'espace protestant*.

Les centres scolaires francophones, à la fin des années 1970, avaient gagné des régions jusque-là exemptes de toute présence française prolongée. A Tongoa par exemple (îles Shepherds), espace traditionnellement presbytérien, la première école francophone fut construite en 1960 à Itakuma, profitant de la rivalité traditionnelle entre plusieurs chefs coutumiers; à Erromango, il en fut de même, ainsi que dans de nombreuses autres îles au nord et au sud de l'archipel.

Les habitants furent attirés par ces écoles françaises pour des raisons détachées du consentement religieux, souvent par simple curiosité, par soucis d'économies – les institutions confessionnelles anglophones étant payantes –, pour se démarquer d'un groupe rival ou pour bénéficier d'un savoir occidental nouveau. Très vite pourtant, le choix de l'école francophone acquit un fondement politique : dans les années 1970, le ralliement à la francophonie ou à l'anglophonie avait pris un sens nouveau avec la politisation des dualismes sociaux.

### Les régions laïques: des espaces sensibles

Ce qui avait fait l'attraction des écoles françaises allait toutefois tourner à leur désavantage à partir des années 1980. En tant qu'établissements laïcs, ces institutions ne conservèrent pas l'indépendance dont put bénéficier l'enseignement catholique. Elles souffrirent donc particulièrement de la politique éducative du gouvernement Lini.

A partir de 1980, l'école française est apparue moins séduisante aux yeux des

1. Le gouvernement indépendant ne disposait pas de ressources suffisantes pour instituer un enseignement gratuit pour tous.

populations locales en devenant *payante*<sup>1</sup>. Au contraire des parents d'élèves anglophones, qui avaient été accoutumés aux frais de scolarité des écoles protestantes, les francophones se trouvèrent face à un problème pécuniaire qu'ils méconnaissaient jusque-là. Comme le fit constater l'un de nos informateurs :

« La grande erreur de la France a été de mettre en place un enseignement gratuit dans un pays qui n'a quasiment pas de ressources propres. Résultat : les francophones se sont habitués et ont cultivé un esprit d'assistanat. Mais d'un autre côté, le gouvernement anglophone a profité de cette impossibilité pour beaucoup de parents de payer les frais de scolarité pour amputer la francophonie » (com. pers., M.B.).

Selon les argumentations officielles, ce changement expliquerait en partie la baisse de fréquentation des écoles francophones au cours des années 1980. Il semble pourtant que ce phénomène ait eu des répercussions limitées, tout au moins ne toucha-t-il que la portion de la population qui avait uniquement été attirée par cette filière pour des questions financières. En effet, les établissements anglophones étant eux-mêmes payants, il n'est pas sûr que cette mesure ait profondément modifié les choix des Mélanésiens en matière linguistique. Le dualisme politique était alors en place, et « l'adhésion » à la francophonie ou à l'anglophonie commençait à reposer sur des motivations bien plus profondes.

Parallèlement, il se produisit néanmoins un certain nombre de changements au niveau local qui, eux, affectèrent sans aucun doute plus profondément les centres de langue française.

Avant l'indépendance, le système français avait négligé la formation d'enseignants mélanésiens, la métropole se trouvant alors animée de préoccupations fort différentes de celles des Britanniques, lancés quant à eux dans un processus de « localisation » des cadres. Une carence en professeurs titularisés apparut donc à cette époque :

« Dans les années 1980, on a dû ramasser dans les villages autour des écoles des gens qui avaient

suivi un cycle primaire en français pour venir enseigner. Ils avaient été jusqu'au CM2 à peu près, mais c'était les seuls qui pouvaient venir enseigner parce que de nouveaux titulaires, il n'y en avait plus vraiment qui arrivaient. » (com. pers., H. Lesines, directeur du collège de Launakariang, Tanna).

Bien qu'on tentât de s'adapter à ce nouveau contexte, quelques classes et écoles durent fermer, nous l'avons vu, par manque de professeurs. Paradoxalement, dans d'autres régions, il semble que certains enseignants n'aient pu obtenir leur affectation par manque d'effectifs d'élèves suffisants (com. pers., A. Walter, chercheur à l'ORSTOM de Port-Vila)...

Tout ceci provoqua un affaiblissement réel de l'enseignement public francophone. Certaines écoles disparurent, d'autres parvinrent à se maintenir, mais le manque de moyens matériels, financiers et humains accusa une chute importante de la « grande école française ».

Que ce soit de manière délibérée et consciente ou non, l'ère Lini s'est donc accompagnée d'un mouvement propre à affaiblir les écoles de langue française. En minant le cœur vivant des territoires francophones, on affaiblissait l'ensemble de ces régions linguistiques et culturelles. L'école avait toujours été un enjeu dont on connaissait la valeur, mais c'est sans doute à cette époque qu'on perçut le mieux combien elle avait un impact important sur le paysage linguistique de l'archipel.

Les leaders anglophones n'ont peut-être pas « attaqué » ouvertement le système francophone, mais tout au moins peut-on leur reprocher de l'avoir négligé : « *Walter Lini n'a pas particulièrement cherché à encourager la francophonie, mais il ne l'a pas non plus combattue* » (R.M. Lienmal, membre du VAP à cette époque). Si on ne peut pas être sûr de ce qui a été fait, on sait au moins ce qui n'a pas été fait. En 1985, l'enseignement primaire comptait 9 500 élèves dans la filière francophone, alors que celle-ci en avait englobé 13 000 huit ans plus tôt. Quant au nombre d'écoles qui furent fermées, il est impossible d'en avoir une trace précise.

Quoi qu'il en soit, ce phénomène toucha en premier lieu les régions où la francophonie avait un caractère récent. Ailleurs, les francophones purent se tourner vers les institutions catholiques.

Les partis francophones avaient donc le projet de relancer l'école de langue française car l'illustration avait été donnée que celle-ci se trouvait être le foyer de la francophonie. Le programme du nouveau gouvernement a finalement abouti à redonner un centre aux régions francophones qui se disloquaient et elle a redynamisé la francophonie. Entre 1991 et 1995, la population scolarisée en langue française a augmenté de 68 %, passant de 9 400 à 13 838 élèves en quatre ans. Le prétexte d'une baisse des demandes de scolarisation dans les écoles françaises, invoqué par le VAP, n'était apparemment pas un argument solide.

Les établissements laïcs ont donc eu une existence particulièrement chaotique. Leur richesse, sous le gouvernement français, a de plus en plus décliné au fil du temps, et bien que l'enseignement (anglophone et francophone) soit devenu gratuit dans le cycle primaire en 1991, les moyens continuent généralement de manquer.

Toutefois, au lieu d'affaiblir la francophonie dans les régions laïques, cette évolution a au contraire alimenté l'opposition, au

niveau local, entre la frange anglophone et la portion francophone de la population. On n'avait pas détruit la francophonie, mais on l'avait suffisamment attaqué pour qu'elle se retourne contre son « ennemi ».

### L'émergence du pluralisme et les nouvelles divisions

Ce fut à l'époque du développement des écoles laïques que la francophonie adopta ce trait fondamental, qui l'a toujours différenciée par la suite du groupe social anglophone : d'un point de vue qualitatif, la population formée dans le système français s'est trouvée enrichie d'un grand pluralisme religieux. C'en était fini de la simple querelle missionnaire passée, la participation à tel ou tel enseignement ne répondait plus à l'unique opposition catholiques/protestants. A celle-ci s'ajoutait dorénavant l'opposition minorités/majorité.

La francophonie s'installait en effet dans des îles dont le passé et la personnalité religieuse étaient extrêmement variés (*cf. schéma 5*). Pour cette raison, elle eut elle-même un visage pluraliste.

- A certains endroits, elle attira simplement les curieux et ceux qui voyaient dans la présence d'une école gratuite une opportunité.

- Ailleurs, ce furent les coutumiers et les

groupes néo-coutumiers qui, pour s'opposer à une présence religieuse anglophone dans leur île et néanmoins accéder à l'instruction, choisirent de rallier le « camp français ».

- Dans de nombreux cas, les membres de religions minoritaires qui ne disposaient pas d'écoles de leur confession mais refusaient d'intégrer les écoles confessionnelles « dominantes » adoptèrent également cet enseignement.

Ceci conféra une personnalité propre à la « francophonie laïque ».

L'espace de « conquête » de la francophonie étant profondément élargi, la mise en place de petites structures scolaires dans des régions aux personnalités diverses compliqua donc le schéma mis en place par les missions.

L'observation de la géographie actuelle des établissements scolaires laïcs et la comparaison avec la répartition religieuse dans l'archipel en témoignent (*cf. carte 3*). La francophonie laïque se trouve mieux répartie que ne l'est la francophonie catholique. Des écoles de ce type sont implantées *dans l'ensemble des îles*, exception faite de l'extrême nord (îles Torrès) et de l'extrême sud (où des écoles laïques ont semble-t-il été créées mais fermées quelques années plus tard. A Futuna, par exemple, l'école française aurait disparu en 1988).

Au contraire de la francophonie religieuse, la francophonie laïque se trouve donc localisée dans certaines îles où aucune présence religieuse francophone n'existe. C'est le cas des îles Banks, d'Emae, Epi, Erromango, Maewo, Malo, Paama, ou Tongoa. Même dans les îles où les catholiques étaient implantés depuis longtemps, l'école laïque semble s'être installée en priorité en dehors des régions traditionnellement francophones. Elle a donc pénétré des territoires « rivaux », anglicans dans le nord et presbytériens dans le sud.

Ce phénomène fut lourd de conséquence. Là où la religion et la langue anglo-saxonnes avaient jusqu'ici rassemblé la quasi totalité de la population, la cohésion se détériora et aboutit au dédoublement de la population sur un critère non plus reli-

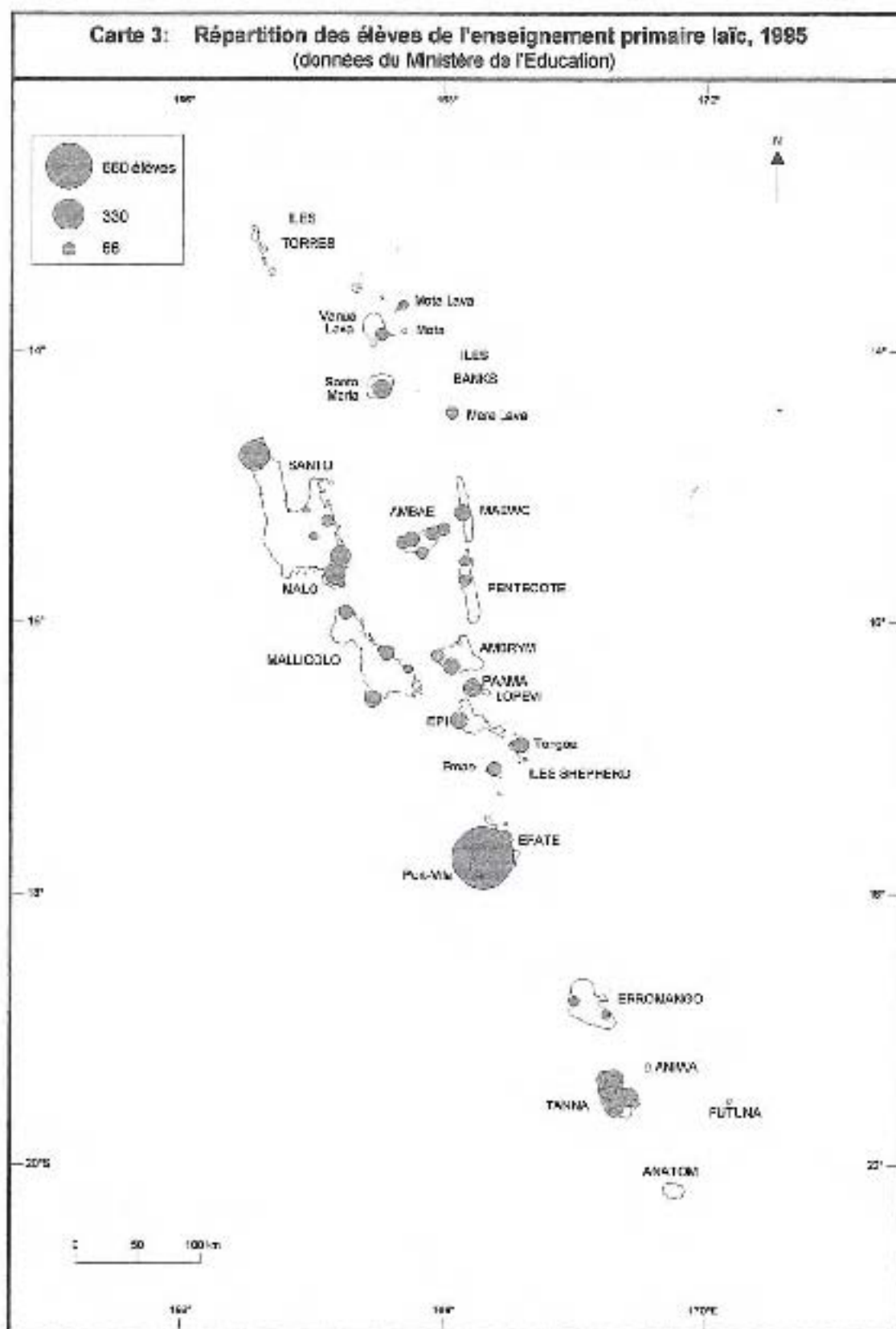
gieux, mais essentiellement linguistique, puis politique. A Paama par exemple, où environ 90 % de la population avait rejoint l'église presbytérienne dans les années 1970, la construction d'une école laïque dans le sud de l'île contribua à introduire de nouveaux clivages – ou à accuser d'anciennes rivalités – au sein de la société insulaire. Les conflits qui agitaient la scène politique tendirent alors à se localiser. Aux élections de 1979, la région Nord vota à 89,1 % pour le candidat VAP, dans le sud, par contre, le VAP n'obtint que 41,2 % des voix contre 54,8 % pour le Parti Fédéral Francophone. Les francophones s'étaient ici ralliés au Nagriamel contre les anglophones, et la petite île, largement homogène d'un point de vue religieux, se trouvait éclatée en deux camps rivaux.

Là encore, la francophonie avait donc adopté un caractère local, permis par la multiplication des centres scolaires et les nouvelles divisions qu'elle avait suscitées.

La fragmentation régionale continua généralement à s'accroître sous le gouvernement anglophone, et la politique éducative actuelle tend également à favoriser cette atomisation sociale. Non seulement on cherche à développer les écoles primaires des îles, mais on en construit également de nouvelles (il existe actuellement 140 écoles primaires francophones disséminées sur le sol national). Par ailleurs, dans un certain nombre de ces établissements, on crée progressivement des classes post-primaire: une classe de 7<sup>e</sup> la première année (équivalent 6<sup>e</sup>), puis une 8<sup>e</sup> (5<sup>e</sup>) l'année suivante et ainsi de suite. Ceci évite à un trop grand nombre d'élèves d'être dispersés dans des régions « étrangères ». Le caractère extrêmement varié des entités francophones, leur amplitude d'échelle locale en sont d'autant mieux préservés.

### **La francophonie politique. L'exemple de Tanna**

L'île de Tanna, au sud de l'archipel, n'est pas seulement l'une des plus grandes entités insulaires du Vanuatu, elle constitue aussi le cœur d'une région méridionale où les



populations, quoique diverses, ont maintenu des liens ancestraux importants. De fait, les cinq îles du sud forment actuellement une région administrative, TAFEA<sup>1</sup>, dont l'existence a une racine culturelle mais également une origine politique.

Tanna est connue pour la tentative de sécession de 1980, elle est également réputée pour la *kastom*, qui s'y trouve empreinte d'une force de résistance particulière. La francophonie est venue s'inscrire au centre de l'histoire de cette île car les Européens ont creusé ici des déchirures profondes que le condominium a scellées. La francophonie y est l'acteur d'une lutte. Elle ne se trouve pas enracinée sur les mêmes bases que la francophonie religieuse mais a acquis son identité au fil d'un combat.

#### La francophonie politique, l'identité de contestation

Tanna forme une île « unie ». On y parle cinq langues apparentées qui permettent une intercompréhension d'échelle insulaire. Mais surtout, les distinctions ethniques ont pu être pacifiées grâce à l'organisation sociale traditionnelle, des systèmes d'alliances complexes rendant les relations constantes entre les divers groupes tribaux de l'île (com. pers., chef de la région de Wäisisi). Si l'unité relative permet de dépasser la diversité et le cloisonnement originels, le fondement de cette unité, la coutume, se trouva profondément menacée à la suite des premiers contacts avec les Blancs.

La mission presbytérienne était installée à Tanna depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. De nombreux catéchistes avaient été formés afin de prendre la relève des missionnaires européens et, au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'église anglo-saxonne était parvenue à acquérir une large audience au sein de la population.

Pourtant, forte de cette hégémonie religieuse, la seconde génération de catéchistes mélanésiens, tout frais sortis des *skuls*, décida qu'il était temps que l'ordre religieux se substitue enfin à l'organisation sociale coutumière. Alors que les habitants s'étaient en grande majorité ralliés à la mission, l'instauration de la *Tanna Law*<sup>2</sup> allait peu à peu semer le trouble au sein de la population convertie.

Lorsque l'apogée du radicalisme fut atteint, dans les années 1930, les catholiques débarquèrent sur l'île et une partie de la population se tourna vers ces religieux qui apparaissaient aptes à enrayer le débordement protestant.

« Les presbytériens qui étaient là avaient mis en place un système tellement dur par rapport à la coutume que beaucoup de gens ont quitté l'église et ont vu dans l'arrivée des catholiques un moyen de se sortir de la *Tanna Law*. C'était une affaire de religion et seuls d'autres missionnaires pouvaient faire face à cela. » (com. pers., M. Kapalu)

Les coutumiers ne soutinrent donc pas la venue des catholiques dans le dessein de rejoindre une nouvelle religion. A la même période, les Adventistes avaient également débarqué sur l'île et les deux nouvelles Églises parvinrent à se faire de nombreux adeptes auprès de ceux qui se désolidarisèrent du protestantisme, mais les trois communautés minoritaires – païens, catholiques et une partie des SDA – se trouvaient en fait solidaires en raison de leur opposition aux presbytériens.

Face à la situation conflictuelle, la France elle-même se posa bientôt comme soutien par rapport aux groupes minoritaires qui s'étaient constitués, envoyant sur leur demande des *capman* (c'est ainsi qu'on nommait les membres de l'administration condominiale) pour rétablir l'ordre dans

1. Le sigle TAFEA est constitué des premières lettres des noms attribués aux cinq îles du Sud (Tanna, Aniwa, Futuna, Erromango, Anatom).
2. La constitution de la *Tanna law* fut la conséquence de l'organisation théocratique mise en place par les presbytériens. Ce cadre juridique permit de pourchasser et de condamner tous ceux qui continuaient de vivre suivant les habitudes ancestrales et de pratiquer les rites et coutumes traditionnels. La consommation du kava, la polygamie, la participation aux fêtes, les danses devinrent des délits.

l'île. Dès les années 1950-1960, la Résidence de France profita des liens établis avec une partie de la population pour implanter ses écoles.

L'affirmation de la francophonie dans l'île naquit de la politisation d'un dualisme qui avait jusque-là été à base religieuse. Dans les années 1970, le Tan-Union rassembla tous les groupes minoritaires qui retrouvaient dans l'idéologie des anglophones du VAP la volonté uniformisatrice des presbytériens. Les coutumiers du mouvement *Kapiel* et les néo-coutumiers *John Frum*, les catholiques et un certain nombre de SDA firent de la francophonie un symbole de résistance à l'égard des anglophones. Ils formèrent le groupe des modérés pour déclarer la sécession de l'île. Dès lors, la francophonie avait adopté son visage ambigu : *on était francophone parce qu'on refusait le pouvoir politique des anglophones.*

En conséquence, la francophonie politique doit être considérée avec prudence pour deux raisons :

1. Cette identité s'exprime davantage en terme *négatif* que positif. Le seul lien existant entre les groupes modérés fut la réaction par rapport aux presbytériens puis au Vanua'aku Pati.

D'ailleurs, depuis l'éclatement des deux grands partis politiques à fondement linguistique et l'amélioration de la situation sociale à Tanna, la proportion de votes attribués aux petites factions, « francophones » d'une part et « anglophones » d'autre part, s'est modifiée (*cf. schéma 6*). L'ensemble des voix accordées aux trois partis anglophones (VAP, MPP et NUP) est supérieure au total des votes attribués aux factions francophones (59 % contre 41 % en 1991). Auparavant, le VAP n'avait jamais remporté un tel score.

2. C'était en outre pour assurer la victoire de la *coutume* que certains groupes s'étaient rapprochés de la France dans les années précédant l'indépendance. Or pour beaucoup, retrouver la coutume revenait en fait à se débarrasser des Blancs...

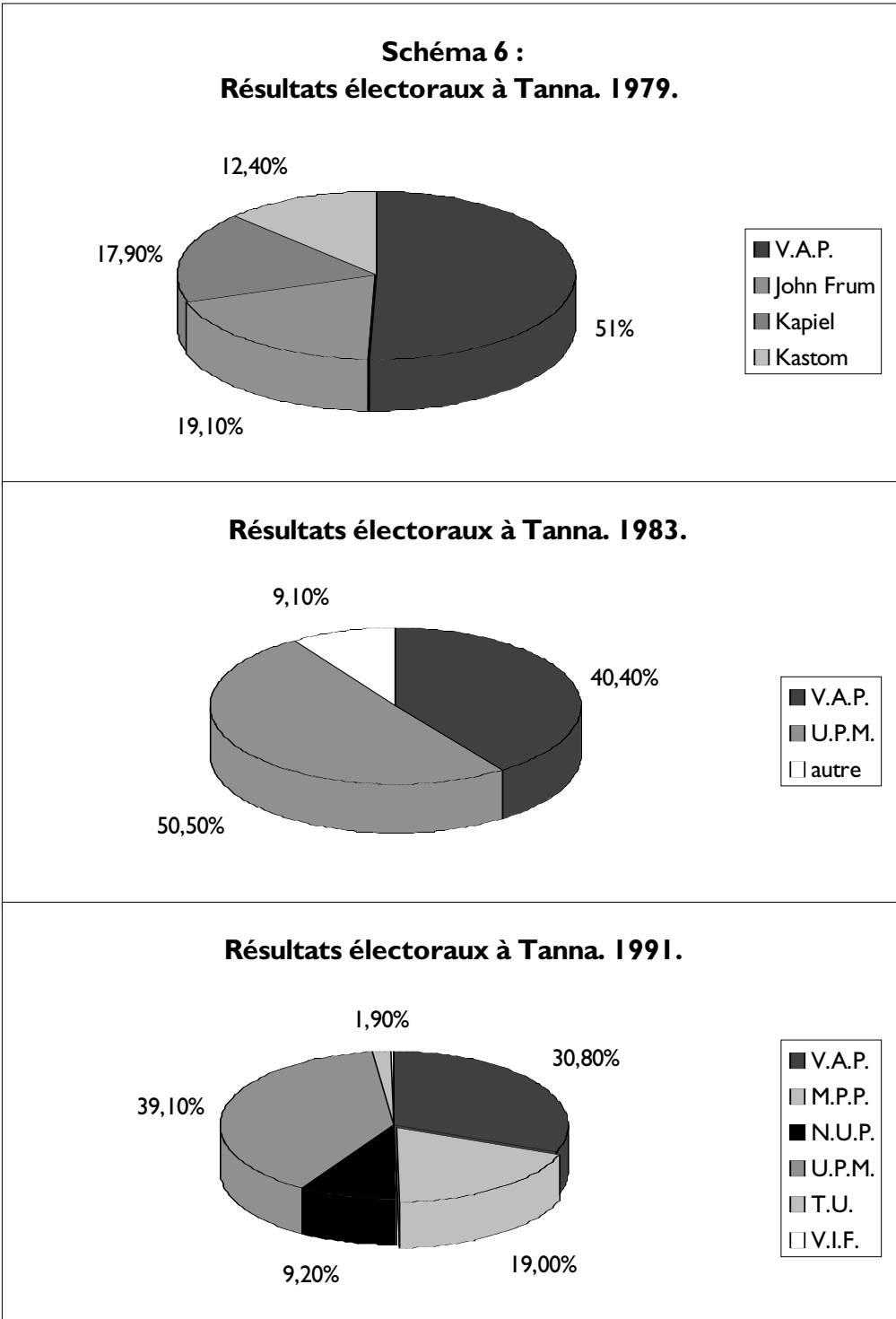
Une proportion importante de coutumiers n'ont jamais été à l'école francopho-

ne et ne savent même pas prononcer un mot de français. Le lien politique ne s'est pas forcément doublé d'un rapprochement linguistique, ni même culturel. Il est vrai que les coutumiers étaient intéressés par ce qui faisait le pouvoir des Européens, mais ils ne voulaient s'en saisir que pour mieux s'émanciper à l'égard des colons. Finalement, le lien politique, parce qu'il ne reposait pas toujours sur des fondements culturels profonds, s'est parfois distendu.

Le groupe néo-coutumier *John Frum* est constitué d'un grand nombre de personnes qui n'ont jamais été à l'école de langue française. Les membres de ce mouvement à base « religieuse » plus que politique, né à la fin des années 1930, se sont pendant longtemps refusés à suivre l'éducation des Blancs. Par ailleurs, ce groupe s'est rallié aux modérés contre le VAP à la veille de l'indépendance mais ne forme plus un parti à l'heure actuelle, la menace anglophone ne l'impose plus. Aussi ses membres se trouvent-ils divisés quant à leurs options politiques, de même qu'ils le sont en matière linguistique (certains sont anglophones, d'autres francophones, d'autres encore ni l'un ni l'autre). A première vue, tout invite à penser que ces coutumiers ont observé un certain repli vis à vis des influences européennes, et qu'ils ne se rattachent guère à la communauté francophone. Pourtant, lors d'une visite à Sulphur Bay – fief du mouvement John Frum – il nous est apparu que certains villages étaient restés très attachés au mouvement politique francophone. A l'occasion de la veillée nocturne du vendredi, animée de chants, de danses et peuplée d'un grand nombre de groupes villageois, nous avons pu noter quelques paroles métaphoriques dans les chants d'un des villages qui confirment cette idée. Nous les rapportons selon la traduction qui nous en a été faite :

« L'UPM veut un siège. Le MPP veut un siège. Mais une lumière venue de l'ouest éclaire notre maison. »





Ce chant a sans doute été écrit à la veille des élections de 1991. En effet, depuis la scission du parti anglophone en trois factions rivales, un grand nombre de *man-Tanna* adeptes de l'ancien VAP se sont ralliés au Mouvement Progressiste Mélanésien. De là vient la conception selon laquelle l'UPM, ancien parti des modérés, et le MPP, assimilé au Vanua'aku Pati des années 1970-1980, seraient les deux partis logiquement opposés.

La troisième phrase est une métaphore qu'il convient d'expliquer. Le personnage de John Frum, héros mythique, esprit ou homme vivant selon les versions, est apparu plusieurs fois à Sulphur Bay depuis la fin des années 1930. A la veille de la seconde guerre mondiale, au cours de l'une de ses prédictions, il aurait demandé aux habitants de guetter un signe en provenance de l'ouest. Quelque temps plus tard surgissait un navire américain, venu afin de recruter des hommes pour travailler sur la base militaire de Port-Vila. Les Américains apportaient avec eux des marchandises innombrables, si bien que les gens ont perçu leur arrivée comme le signe d'une grande profusion à venir et d'une alliance avec l'Amérique<sup>1</sup>. Celles-ci devaient consacrer l'indépendance de la coutume, en accord avec le message délivré par John Frum. Pour les John Frum, la vie politique – tout comme l'ensemble des événements présents et futurs – n'est que l'expression des prophéties du héros. Celui-ci avait promis le retour de la coutume et l'UPM est venue soutenir cette victoire. Dès lors, le parti francophone se devait d'être victorieux en 1991. « L'homme à la canne lumineuse » – c'est ainsi qu'on vit apparaître John Frum – ne s'était pas trompé puisque l'UPM a obtenu la majorité des votes de Tanna en 1991...

Lors de cette soirée, un autre chant avait pour refrain :

« Franis. America. TAFEA. Tanna. »

Le mouvement de sécession s'étant fait dans le but d'accorder l'indépendance à la province de TAFEA – terme d'ailleurs créé par le mouvement des Modérés à cette époque – il s'ensuit que les notions de liberté (TAFEA), de victoire de la coutume (Tanna), d'alliance avec la France et avec l'Amérique sont restées étroitement liées.

La francophonie a donc un fondement totalement politique à Tanna. Lors des années 1970-80, parler français et être à l'UPM allait de soi. Sawia Kalanga, un francophone de l'île, s'était rallié au VAP à cette époque :

« J'étais le seul francophone du VAP au parlement dans les années 1980. J'ai été très critiqué par mes amis: quand on est francophone, on ne peut pas être dans ce parti ! » (com. pers.).

D'un autre côté, faire partie de l'UPM ne signifiait pas forcément parler le français...

Finalement, à Tanna, la culture francophone semble s'exprimer à travers le respect de la coutume, soit un certain « conservatisme » politique, une volonté d'assurer la pérennité et le développement des structures mélanésiennes. Au contraire de la francophonie catholique, elle n'intègre pas forcément l'adhésion à une religion ou l'utilisation même de la langue française. Dans les faits, l'usage de cette langue a pour beaucoup suivi plus qu'il n'a précédé l'alliance politique.

### L'école francophone, symbole identitaire

L'école laïque a progressivement attiré tous ceux qui s'opposaient au VAP et aux presbytériens. Les institutions catholiques regroupaient bien sûr les habitants de Tanna qui avaient rallié cette religion dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, mais lorsque la France créa ses écoles dans les années 1950-1960, l'ensemble des minorités – à l'exception de quelques coutumiers réfractaires – put venir remplir les bancs

1. Depuis ce jour, le drapeau américain trône d'ailleurs à l'entrée du village, comme un emblème de l'eldorado prochain.

des écoles françaises. L'école laïque apparaissait comme un moyen de conserver une certaine liberté de pensée tout en s'appropriant la connaissance des Blancs et en s'alliant avec un pays puissant, susceptible de soutenir la rébellion.

Ce qu'on a coutume d'appeler la population « francophone » est donc restée un groupe particulièrement hétérogène, autant en terme d'alliance religieuse que d'usage linguistique. D'une certaine manière, cette variété reflète elle-même la multiplicité des groupes gagnés à la francophonie dans l'archipel au cours de l'histoire.

Non seulement tous les « francophones » ne sont pas des locuteurs de langue française, mais même si l'on analyse la composition de la population scolarisée, la diversité apparaît extrême. Sur 6 376 jeunes de Tanna scolarisés en 1995, 54,5 % le sont dans des écoles francophones. Parmi eux, près de 58 % se trouvent dans des institutions laïques. La première spécificité de la population francophone par rapport aux régions traditionnelles réside donc dans la place qu'occupe l'école laïque au sein du paysage éducatif francophone.

Grâce à une enquête au sein de deux établissements scolaires laïcs de Tanna, nous avons pu relever la « religion » de 62 jeunes éduqués en langue française :

- 25 se sont affirmés catholiques
- 13 adventistes du septième jour
- 9 protestants (églises calédonienne ou presbytérienne)
- 8 John Frum ou partisans de la coutume
- 3 de l'Assemblée de Dieu
- 2 baptistes
- 1 témoin de Jeovah
- 1 apostolique.

Ceci donne un aperçu de la variété de la population francophone de l'île... (lorsque nous avons réalisé une enquête similaire dans une institution catholique de Pentecôte, 34 enfants sur 35 se déclaraient de religion catholique. L'exception était un anglican).

A la différence de la situation qui prévaut sur l'île de Pentecôte, mettre son enfant dans une école francophone n'est pas forcément un geste religieux à Tanna. En fait, il semble que l'école ait peu à peu joui d'un certain

succès auprès des minorités parce qu'elle symbolisait leur identité politique. Dans les années 1980, les institutions catholiques elles-mêmes ont apparemment attiré beaucoup de francophones non catholiques, qui n'avaient plus d'établissement scolaire. Ceux-ci se sont tournés vers les centres confessionnels comme ils s'étaient tournés vers les catholiques lors de la *Tanna Law*, sans que cela remette en cause leurs convictions spirituelles. M. Kapalu nous a expliqué le succès de l'école catholique dans l'île de Tanna comme suit : « *Pour les non catholiques, l'important était de conserver leur identité francophone* » (com. pers.).

En fait, dans les années 1980, la fermeture des « écoles françaises » – comme on les appelle encore dans un Vanuatu indépendant – a été perçue comme une véritable stratégie politique des anglophones à l'égard des « francophones », en vue de les affaiblir. A Tanna, cet acte a entraîné une mobilisation très forte de la part de la population. Les témoignages qui suivent en témoignent :

« A cette époque, le conseiller provincial en place était un anglophone. La politique en matière d'éducation était ici orientée dans le sens de la politique anti-francophone globale. Il y a eu toute une stratégie ici pour faire tomber la francophonie dans le but que tout le monde devienne anglophone. » (com. pers., M.B.)

« D'abord, ça a été la stratégie des écoles maternelles. Après l'indépendance, le service de l'éducation a encouragé la construction de nombreuses écoles maternelles anglophones, mais il n'y a pas eu de construction de maternelles francophones. Dans ces années-là, il fallait avoir été à la maternelle pour entrer dans les écoles primaires. La conséquence de cette politique c'est que comme il n'existait pas de maternelles francophones, tous les enfants allaient dans celles des anglophones donc après dans leurs écoles primaires. Les effectifs des écoles francophones ont donc baissé peu à peu et les classes se vidaient. Suite à cela, tous les professeurs francophones se sont réunis et ont fondé une association. Nous avons eu l'idée de faire comme eux, de multiplier les écoles maternelles francophones. Alors, on a pris des bouts de tôle et on les a construites nous-mêmes ces écoles! » (com. pers., D.R.).

« A cette époque il y a eu la stratégie de l'école bilingue. Le gouvernement disait qu'il fallait regrouper les anglophones et les francophones

dans les mêmes établissements pour qu'ils soient éduqués ensemble. En fait, ce n'étaient pas des écoles bilingues parce que chacun était de son côté, il y avait des classes en français et d'autres en anglais. En plus, les écoles bilingues, on les installait bien sûr dans les écoles françaises. A l'école d'Isangel, qui est la première école publique de l'île, on a vu des anglophones qui s'installaient. Plus bas, à Lenakel, il y avait déjà l'école anglophone, mais il fallait en plus qu'ils viennent ici. Peu à peu, ils grignotaient: plus on installait des classes anglaises, plus on enlevait des classes françaises. Cette école bilingue s'est maintenue un certain temps, et elle n'a pas été la seule... » (com. pers., Y.B.)

« Tout ça, ce n'était pas officiel mais dans toutes les régions cela s'est passé ainsi. C'est volontairement que le gouvernement a essayé de détruire la francophonie, tout ça pour imposer l'anglophonie pour tout le monde. » (com. pers., D.R.)



**Les vestiges de l'abondance** (photo 4)

Les uniformes du temps de l'école française sont soigneusement conservés (école publique d'Isangel, Tanna)

L'identité francophone se matérialise par la présence d'une école. En conséquence, la puissance de la communauté francophone s'exprime elle-même par la bonne santé de l'institution scolaire. La richesse des établissements de la Résidence de France avait témoigné de la « supériorité » francophone, et par là-même, de leur pouvoir de résistance à l'égard de ceux qu'on continue de nommer « les VAP ». Au contraire, sous le gouvernement anglophone, l'école est devenue un signe visible, quotidien et douloureux du déclin de la francophonie, une sorte de géosymbole de la défaite (cf. photo 4). Dès lors, elle a mobilisé : le seul moyen d'agir contre la politique uniformisatrice de la majorité était la redynamisation de cet enseignement et l'union autour de ce pôle identitaire. A cette période, l'école a rassemblé, elle a affirmé l'union d'une population pourtant diverse du point de vue religieux. Le même processus était apparu quelques années plus tôt au sein de la vie politique.

Aujourd'hui, les gens de Tanna ont le sentiment d'avoir sauvé leur île de « l'hégémonie anglophone ». La victoire politique remportée sur « les presbytériens » est le garant de cette réussite, et la meilleure santé de l'école de langue française en est le symbole. Finalement, ici aussi, la francophonie a représenté plus qu'une simple langue : elle s'est agrégée à un ensemble culturel fait de revendications politiques, de conceptions sociales proprement mélanésiennes et même de mythes néo-coutumiers. Elle s'est peu à peu enracinée et modelée autour d'une personnalité insulaire qui l'a faite autant – sinon plus – que l'apport français n'a lui-même construit la communauté francophone.

### L'enracinement des divisions et le resserrement des solidarités

A Tanna, la dissension politique a profondément divisé la population. A la veille de l'indépendance, certains villages se sont trouvés affiliés au Vanua'aku, d'autres à l'UPM. La lutte qui en a résulté s'est elle-même développée à l'échelle villageoise, opposant d'anciens alliés, voire des membres d'une même famille, et aboutissant à la désunion régionale dont l'expression tragique fut la mort du leader francophone, Alexis Yolou (*cf. photo 5*).

reliaient les divers villages, se sont dissouts. La distinction entre anglophones et francophones a eu ici pour corollaire le combat puis le cloisonnement de l'espace.

Déjà, à l'arrivée des missionnaires catholiques, il semble que l'espace se soit trouvé marqué de nouvelles barrières.

« Les presbytériens s'étaient installés à Lenakel où il y avait une terre sur laquelle on ne pouvait pas passer. C'était le mouillage de la mission où arrivaient les bateaux et seuls les presbytériens pouvaient accoster sur ces terres-là. Que ce soient les anglicans ou les catholiques, il n'était pas question de passer par Lenakel. Il fallait



**Les blessures de la francophonie** (*photo 5*).

Le 11 janvier 1996 était célébré le seizième anniversaire de la mort d'Alexis Yolou (Loanatom, Tanna).

Cet éclatement s'exprime parfaitement à travers la répartition originale des établissements scolaires dans l'île. Avec 51 écoles francophones réparties sur 561 km<sup>2</sup>, c'est comme si chaque groupe opposé aux anglophones avait réclamé sa propre école française pour mieux marquer son individualité par rapport au voisin. En fait, le conflit régional a fait que les alliances et les échanges qui maintenaient une certaine cohésion insulaire, les « routes » qui

donc arriver par une autre voie. Ce sont les coutumiers opposés à la *Tanna Law* qui sont allés à Vila pour chercher les catholiques. Le premier missionnaire catholique n'est pas arrivé à Lenakel mais à Loanatom [où se trouve actuellement l'une des principales missions catholiques de l'île] puis ensuite d'autres missionnaires sont venus, mais toujours par d'autres voies d'entrée que Lenakel » (com. pers., M. Kapalu).

Aujourd'hui, malgré la victoire de l'UPM, les divisions sont inscrites dans la

mémoire collective. Elles sont partie intégrante de l'histoire de la communauté francophone :

« Les coutumiers qui avaient demandé l'arrivée des catholiques ne se sont pas forcément convertis à la religion catholique: à la différence des presbytériens qui convertissaient de force, avec les armes, les catholiques n'imposaient rien. Il ont été modérés, ont admis un certain nombre de choses de la coutume. A leur arrivée, ils ont introduit cette résistance qui s'est maintenue longtemps et qui fait qu'aujourd'hui on a une véritable division entre anglophones et francophones. Elle s'atténue mais est encore bien réelle. Cette division, c'est parce que les anglophones sont extrémistes. Ils ne veulent pas d'équilibre, ils veulent dominer. » (com. pers., D.R.)

Finalement, Tanna est restée prise en étau entre la division et la nécessaire réunion. Des villages parfois voisins semblent toujours séparés par la barrière du souvenir, par la trace du sang versé. D'un autre côté, la tradition de l'échange entre unités de peuplement distinctes se maintient par le biais de la coutume. Sawia Kalanga a usé d'une métaphore pour nous décrire cette dialectique de division/réunion. Faisant référence aux groupes tribaux divers qui se retrouvent régulièrement au sein des *nakamals* pour réactiver les alliances passées, il a décrit les relations entre les anglophones et les francophones de la façon suivante :

« Dans un village, il y a un nakamal. Sur cette place, il y a deux banians. Il y en a un pour un groupe et un autre pour l'autre groupe. Chacun a le sien. Chacun est de son côté. Mais c'est là qu'on vient pour se voir et pour parler. » (com. pers.)

Ici encore, la tradition de l'enclavement a pu subsister, cela malgré le désir de conserver de larges systèmes relationnels.

Parallèlement, entre les francophones de villages, d'îles et même de pays différents, de nouvelles alliances se sont formées. On a été solidaire au niveau politique: certains sont partis pour Vila afin de régler par la voie politique la question de l'indépendance, d'autres ont eu des rapports avec le mouvement Nagriamel et se sont rendus à Santo (com. pers., M. Iawinam, village d'Itunga).

Cette solidarité s'est maintenue dans les années 1980-1990 lorsqu'il a fallu soutenir l'éducation de langue française. On a même vu se créer une association d'ampleur régionale (son siège est à Nouméa), le *Comité pour la Francophonie dans le Pacifique*, qui conserve des contacts à Tanna et dans un certain nombre d'îles du Vanuatu.

L'influence européenne et les événements politiques ont donc accusé un certain repli tout en développant une conscience nationale et internationale plus grande. La francophonie est une identité partagée, au sein de l'archipel mais aussi avec des territoires lointains. Le succès de l'école francophone ne fut d'ailleurs pas uniquement une réaction à l'égard des anglophones. Si l'on ne voulait pas que cela se fit au détriment de la coutume, on souhaitait néanmoins accéder à l'enseignement et nouer des alliances avec l'extérieur.

L'histoire de l'école laïque francophone à Tanna, qui nous fut racontée par Sawia Kalanga, montre combien le désir d'accéder à l'extérieur était fort et motivait les gens à s'inscrire dans les établissements francophones.

« J'ai commencé à connaître la langue française en 1951 avec un délégué installé ici qui s'appelle Demarbre. A cette époque là, il y avait seulement des écoles de la religion. Par exemple, si tu es presbytérien, tu vas à l'école presbytérienne, si tu es catholique, à l'école catholique. Demarbre a essayé de faire savoir à Tanna que même sans passer par la religion, on peut apprendre à lire et à écrire. En 1951, on est 4 pour commencer à apprendre le français. J'avais 13 ou 14 ans. C'était la première fois que quelqu'un mettait en place des cours qui n'étaient pas religieux. Après, il nous envoie à Vila. A cette époque, il y avait juste une seule école publique au Vanuatu, qui était dans la capitale. Moi, j'étais à Vila en 1952. Je ne sais pas comment cela se fait mais ils ont dit : ' on va t'envoyer à Nouméa pour continuer '. Je suis resté 4 ans à Nouméa, jusqu'en 1956. Alors, à Tanna, tout le monde a vu que si on envoie les enfants à l'école française, ils peuvent aller à l'extérieur. A ce moment-là les gens commencent à réagir : quand je suis retourné à Tanna, en 1956, je vois des gens qui envoient leurs enfants à l'école publique qu'ils ont construite. Ils m'ont envoyé à Nouméa pour montrer aux gens que si moi, j'y vais, eux aussi ils vont voyager. C'est une politique pour attirer

du monde. » (com. pers.)

A Tanna, l'apport de la francophonie a été *contradictoire*. En réaction à la tendance nationaliste, l'identité francophone se conçoit comme un retour à la coutume, à la cohésion régionale. Mais en contrepartie, la francophonie a accéléré le mouvement d'extraversion tandis que le choc avec les anglophones a compromis l'unité. Les hommes ont participé plus activement à la politique, ce qui les a amené à voyager, à nouer des contacts avec l'extérieur. Les gens ont également eu d'autres ambitions : la France devait son prestige à ce qu'elle apportait; en s'alliant à elle, on espérait développer la région et accéder à un savoir nouveau. Aussi la francophonie s'est-elle vue marquée d'un double sceau. Elle a redonné force à la coutume mais elle a également bouleversé certaines valeurs ancestrales, ou tout au moins entraîné une évolution accélérée de ces valeurs...

### **LES RÉGIONS RURALES FRANCO-PHONES. DES MONDES INTROVERTIS**

Au Vanuatu, la francophonie peut à la fois se définir par une langue, un ensemble de croyances, une idéologie politique, une alliance, un espace. Néanmoins, cette définition reste toute théorique: parler de *la* francophonie semble erroné au regard de l'extrême variété des régions francophones. Chacune se présente finalement comme un « monde », dont l'histoire, le territoire, l'identité sont uniques et conservés jalousement dans une sorte de cocon acculturé.

Pourtant, la spécificité de l'ensemble des régions francophones réside dans la *rencontre*, rencontre des langues, des cultures, des conceptions sociales et politiques. Or la manière dont cette cohabitation s'exprime révèle certaines analogies.

### **Les sphères d'usage du français en milieu rural. l'importance de l'école**

L'école est le seul centre d'apprentissage de la langue française. Plus encore, elle constitue l'unique lieu où l'on utilise presque exclusivement cet idiome. Parmi toutes les autres sphères de la vie quotidienne (église, commerces, foyer, vie sociale...) le « langage » et parfois le bichlamar lui sont préférés.

Grâce à une enquête sous forme de questionnaires, réalisée dans des établissements scolaires francophones – catholiques et laïcs – de Pentecôte et Tanna, nous avons pu interroger 97 enfants ayant entre 12 et 15 ans sur les sphères d'usage de la langue française. Bien que le nombre relativement faible d'enquêtés ne puisse pas permettre de généraliser à l'ensemble des individus, les réponses s'avèrent suffisamment pertinentes pour donner une idée de l'importance de l'école en matière d'utilisation et de diffusion de la langue française au sein de l'environnement local. Une simple observation sur le terrain permet par ailleurs de confirmer cette conclusion.

À la question « *à quel moment parles-tu en français ?* », deux réponses étaient possibles (à l'école/à la maison) et même trois puisque l'on peut éventuellement utiliser cet idiome à la fois dans la sphère familiale et au sein de l'établissement scolaire. Si 8 personnes sur 97 ont prétendu se servir de la langue européenne dans l'univers du foyer, 89 en revanche ont admis ne pas utiliser le français chez elles. Au contraire, 97 jeunes – c'est-à-dire la totalité – ont répondu qu'ils parlaient le français à l'école.

L'institution éducative est donc le lieu où l'on acquiert et où l'on pratique la langue française, tandis que le cadre domestique est réservé à l'apprentissage et à l'usage de la langue maternelle.

Les questions : « *avec qui parles-tu dans ta langue maternelle ?* », « *avec qui parles-tu en bichlamar ?* » et « *avec qui parles-tu en français ?* » permettaient d'affiner cette première constatation. Toutes les sphères de la vie courante étaient visées puisque les jeunes devaient faire leurs choix parmi les catégories suivantes: aux parents (père/mère), aux frères et soeurs, aux enseignants, aux commerçants, à l'église/au culte, aux inconnus. À ces différentes propositions, les

réponses relatives à l'usage du français se sont réparties comme suit :

- La seule majorité qui s'est dégagée concerne l'échange avec les enseignants. 87 jeunes sur 97 ont affirmé utiliser la langue européenne pour communiquer avec ceux-ci, soit 90 % des enquêtés. L'usage du français reste souvent imposé au sein de l'école. Sans doute ceci favorise-t-il son emploi, même en dehors de la sphère scolaire, auprès des professeurs.

- En seconde place venait l'usage du français avec les frères et soeurs. 36 réponses affirmatives (plus du tiers des élèves interrogés), ce qui correspond probablement à la proportion de jeunes ayant un frère ou une soeur à l'école francophone avec lesquels ils parlent *parfois* en français (mais pas de manière exclusive ni systématique puisque 79 jeunes ont dit communiquer en langue vernaculaire avec leurs frères et soeurs).

- Cette réponse n'est d'ailleurs pas révélatrice d'un usage du français au sein du foyer. 85 enfants sur 97 ont affirmé user de leur langue maternelle pour communiquer avec leurs parents, tandis que seulement 11 ont prétendu parler français avec ceux-ci.

L'utilisation du bichlamar apparaît même plus courante dans la sphère familiale (33 réponses affirmatives) que celle de l'idiome européen : lorsque les parents viennent de régions aux langues vernaculaires différentes, il se peut qu'on parle le bichlamar à la maison, mais fort rarement le français, langue qui reste imparfaitement dominée donc peu « naturelle ».

- A l'église ou au culte, seulement 34 jeunes sur 97 se serviraient du français.

En fait, de nombreux francophones font partie de religions minoritaires d'origine anglo-saxonne (leur affinité religieuse avait fait l'objet d'une question). Là, le culte se déroule en anglais. Ce sont donc essentiellement les catholiques qui ont déclaré utiliser le français à l'église, mais les autres langues ont également été mentionnées. De nombreux textes sacrés sont effectivement traduits en bichlamar et en langue vernaculaire par les catéchistes et les pères. Le pidgin

et les langues locales sont de plus en plus utilisées car ces idiomes permettent de toucher une plus grande proportion de fidèles. Finalement, la langue française n'est pas forcément axée sur le domaine religieux, malgré son fondement catholique dans les régions traditionnelles.

- Les catégories restantes ont toutes enregistré une petite proportion de réponses en faveur du français: 28 sur 97 pour les inconnus – avec qui l'on parle plus naturellement en bichlamar – et 13 pour les commerçants, en général originaires de la région.

L'unique sphère de la vie courante où s'affirme l'usage de la langue française est de nouveau ici celle de l'enseignement – ce qui explique pourquoi un grand nombre d'adultes peu de temps scolarisés ont oublié la langue européenne. De fait, les enseignants et directeurs d'école semblent être les seules personnes à faire « l'effort » de parler le français chez elles et entre elles.

Cette centralisation de la langue française autour de l'établissement scolaire s'avère également perceptible dans le champ des représentations. Nous avons interrogé les jeunes sur les raisons permettant d'expliquer l'ignorance du français chez de nombreux individus du Vanuatu (« *Les gens qui ne savent pas parler le français, c'est parce que. 1. ils préfèrent parler seulement leur langue maternelle ; 2. ils parlent l'anglais ; 3. ils n'ont pas été à l'école ; 4. leur religion n'est pas en français.* »). Or pour 83 enfants, les personnes qui ne savent pas parler cette langue n'ont tout simplement pas été à l'école. Ceci démontre combien le français se perçoit par la référence éducative: on ne parle français que si l'on a accès au foyer de la francophonie.

Si l'on en croit nos enquêtés, la religion intervient peu (2 réponses affirmatives), certainement en raison de la multiplicité des églises et sectes d'origines diverses et de langues variées. En outre, le fait de ne pas connaître le français apparaît pour eux comme une fatalité: on n'a pas *pu* aller à l'école, mais ce n'était pas parce qu'on *préférerait* utiliser uniquement la langue maternelle.



Les jeunes ont donc conscience que la francophonie parvient à se diffuser grâce à l'enseignement. Mais d'un autre côté, l'école ne se perçoit pas sans la francophonie : seulement 10 enfants sur 97 ont répondu qu'on ne connaissait pas le français parce qu'on avait tout simplement appris l'anglais à l'école...

Cette vision prouve que les contacts entre anglophones et francophones restent relativement peu développés, tout au moins dans la sphère scolaire où chaque établissement a son « territoire » propre.

Au sein des régions rurales, l'école apparaît finalement comme le foyer de la langue française (*cf. photo 6*). Ceci explique dans une certaine mesure pourquoi elle s'est affirmée comme un pôle identitaire. Elle constituait l'axe autour duquel la francophonie pouvait s'épanouir et se diffuser, ou au contraire, se désagréger. L'institution éducative est donc un centre autour duquel vient se réunir la communauté. Elle permet le maintien de la cohésion régionale en assurant la pérennité de la francophonie. Mais en retour, elle favorise une certaine introversion.

Les établissements de langue française permettent l'acquisition d'une langue seconde et forment le « ciment » des régions francophones, mais parce qu'ils sont les uniques berceaux de la langue française, le dynamisme de la francophonie semble relativement limité dans les régions rurales.

### Une géographie éclatée. Une culture enracinée

L'observation de la carte scolaire (*cf. carte 4*) permet deux remarques fondamentales. D'une part, la francophonie ne dessine pas de régions continues et s'avère profondément éclatée, d'autre part, la personnalité des régions francophones varie. Il est en effet possible de distinguer quatre types principaux de régions francophones: des enclaves catholiques et des régions laïques, mais aussi une zone urbaine centrale et des sites protestants.

- La zone urbaine qui s'inscrit autour de la capitale, Port-Vila, présente la particularité d'être une région multiculturelle,



**L'école, royaume de la langue française** (*photo 6*)  
(bureau du directeur de l'école d'Isangel).



regroupant tous les types d'établissements, anglophones et francophones, religieux et laïcs. En outre, elle condense une large partie de la population francophone (et anglophone) du pays, et se trouve être le centre décisionnel du Vanuatu. L'analyse de la place qu'y joue la francophonie est par suite indispensable.

- La « francophonie protestante », plus marginale, forme une région et un type un peu « à part ». Elle ne constitue qu'une maigre proportion du paysage francophone, qui semble par ailleurs localisé en un foyer unique, sur la côte sud-sud-ouest de Santo et l'extrême nord de Mallicolo (ainsi qu'un petit point au nord de Santo).

L'église réformée de Nouvelle-Calédonie (église Charlemagne) a en fait pénétré fort tardivement l'archipel des Nouvelles-Hébrides, si bien que la mission a dû occuper les endroits laissés « vacants » par les différents flots de prêcheurs successifs. Elle reste très secondaire au Vanuatu et la région qu'elle forme sur la frange occidentale de l'archipel ne constitue qu'une enclave vanuataise de l'église calédonienne. Faute de temps, nous n'avons pu étudier sur le terrain cette région.

Comme nous l'avons vu, cette diversité francophone, tout aussi caractéristique d'un point de vue linguistique (tous les locuteurs n'ont pas la même maîtrise de la langue) que religieux ou politique, s'explique en partie par l'histoire. La « colonisation » francophone ne s'est pas faite partout au même moment et ne s'est donc pas réalisée suivant les mêmes desseins. D'un autre côté, elle a touché des îles qui n'avaient ni la même personnalité, ni le même passé. L'acculturation qui en a résulté reflète à la fois l'influence française, exercée dans un contexte socio-politique particulier, et la manière dont cette influence a été perçue et assimilée. Cet ensemble d'interactions a fait émerger une francophonie à la fois diffuse et localisée, composite mais enracinée.

Il semble que cet assemblage géographique et culturel ait certaines similitudes avec l'agencement traditionnel des groupes ethnolinguistiques. La mosaïque et la relati-

ve introversion d'un côté, la mise en place d'alliances et l'organisation de vastes systèmes d'échange de l'autre ne sont pas sans rappeler des traits propres aux régions francophones. La force de l'enracinement de la langue et de la culture françaises ont peut-être résidé dans le fait qu'elles ont fait corps avec le système préexistant, s'inscrivant elles aussi à une échelle locale et s'imposant en même temps qu'elles devaient s'adapter aux volontés et aux nécessités locales.

Malgré le développement progressif des transports, la dialectique entre fermeture et ouverture a pu se maintenir, la région francophone devenant à la fois un nouveau territoire distinct des entités voisines, mais aussi la base d'échanges avec des territoires « alliés ».

Déjà à l'origine, les petits groupes régionaux ayant une langue et une culture plus ou moins similaires, occupant un territoire organisé et délimité, avaient tendance à vivre relativement refermés sur eux-mêmes, malgré l'existence de « routes d'alliance ».

Plus tard, les régions missionnaires ont elles aussi vécu de manière totalement autonome et introvertie. Le père Du Romain, qui a prêché durant 22 ans au Vanuatu, nous déclara un jour en souriant : « *j'ai passé mes deux premières années sur un morceau d'île, sans sortir une seule fois de la mission !* » (com. pers.). En effet, aucune administration ni aucun ordre étatique n'étaient en place, les transports étaient d'autant moins développés que l'espace extérieur semblait inconnu et « dangereux ». Le fait que chaque mission ait créé sa propre école maintenait en outre ce degré de fermeture: la langue française était une *réalité locale*. De sa localisation dépendait d'ailleurs son enracinement. C'est ce qui fit en partie sa force.

La francophonie est parvenue à devenir un élément *interne* à la culture et au territoire, si bien que la région qui est issue de cette rencontre est restée elle aussi un univers à échelle locale et « conservateur ». Le fait que chaque école constitue un petit centre francophone tend à maintenir cette structure éclatée. En outre, les chefs eux-mêmes poussent à cette localisation. A l'heure actuelle, il est étonnant de constater

que certains *big man* de régions jusque-là plutôt anglophones demandent leur école francophone, soucieux sans doute de bénéficier de certains avantages dont la francophonie est le vecteur (surtout depuis le changement de gouvernement) mais attachés néanmoins à ce que les jeunes du village restent ancrés à la terre dont il sont issus.

Vis à vis de l'extérieur, les régions francophones semblent donc introverties. Elles ont leur vie propre, leur économie vivrière, leur organisation autour de la coutume ou de l'église, leur foyer culturel régional au sein de l'école. Une fois passées les limites d'une région francophone commence en

général une aire anglophone, ce qui contribue à maintenir un certain degré de fermeture. Pourtant, ces régions francophones ne vivent pas en monde clos. Des échanges sont possibles et des réseaux se sont formés, religieux, éducatifs, politiques.

En conclusion, au-delà de leurs faciès variés, les enclaves francophones présentent un certain nombre de traits communs. Dans leur mode d'agencement spatial, elles dessinent une structure en réseau qui se rapproche des conceptions d'organisation sociale ancestrales ; en revanche, dans leur configuration interne, une sphère scolaire « européenne » s'oppose à un univers de

#### LE SYSTÈME TERRITORIAL : substrat mélanésien et influence française

vie mélanésien.

La France et le monde mélanésien se sont d'abord rencontrés sur des territoires. Mais les missionnaires, les planteurs, les *cap-man* et les enseignants étaient des acteurs aux personnalités et aux intentions fort différentes. Les sociétés qu'ils abordaient étaient elles-mêmes plus ou moins préparées à cela, tantôt rebelles, tantôt demandeuses. L'époque avait elle aussi changé, l'aventure missionnaire ou la colonisation laïque n'ont pas eu une portée similaire.

La ruse, la force, la séduction ont permis cette implantation. Toutefois, les Mélanésiens l'ont contrôlée. Il fallait avant tout avoir leur accord, respecter leurs moeurs et répondre à

leurs désirs. De cette souplesse nécessaire est née au cours du temps une sorte de symbiose. De cette symbiose a émergé une francophonie multiple, mais profondément intégrée à l'identité du groupe.

Au fil des affrontements religieux et politiques, les communautés francophones ont appris à se protéger de « l'autre » et à se rapprocher entre elles. Ce mouvement a peu à peu contribué à faire jaillir une conscience francophone plus dense et élargie. Ce n'est donc pas uniquement à l'échelle régionale qu'il convient d'étudier la francophonie. Le Vanuatu est aujourd'hui une nation, avec une capitale en croissance rapide, et plus seulement une mosaïque dont chaque entité semble plus ou moins



### Chapitre 3 • Le nouveau pôle urbain de l'acculturation. La francophonie nationale

SITUÉE AU SUD-OUEST DE L'ÎLE D'EFATE, Port-Vila se présenta longtemps comme une petite ville coloniale où se groupaient la population blanche ainsi que l'administration condominiale et les commerces. Bâtie suivant un urbanisme proprement européen et issue de préoccupations administratives et économiques étrangères aux systèmes traditionnels d'organisation, elle a donc par la suite évolué sous une forme et à un rythme très différents du « monde des îles ».

Dans un Vanuatu indépendant, Port-Vila a toutefois hérité du statut de capitale et s'est transformée en un centre « mélanésien ». Sur moins d'une dizaine de kilomètres carrés, elle regroupe aujourd'hui les principaux sièges de l'administration ainsi que la quasi totalité des institutions économiques et culturelles modernes.

Ce pôle urbain, voie de pénétration des influences extranationales et noyau d'une gigantesque constellation insulaire, constitue donc le lieu où se forge la nouvelle nation vanuataise. La place qu'y occupe la francophonie est dès lors essentielle.

#### PORT-VILA, LIEU DE LA FRANCITÉ

Au regard de la francophonie fortement « vanuatisée » et profondément enracinée du monde rural, l'empreinte de la culture française apparaît bien plus « authentique » à Port-Vila.

La capitale est en fait une porte ouverte sur l'Occident, un centre culturel novateur où l'idiome français acquiert ses qualités de langue de la modernité et où le processus d'acculturation semble en conséquence plus puissant.

#### L'élite francisée et la modernité

La ville est un produit européen. Elle englobe à la fois la population française et l'élite la plus occidentalisée du pays. Les structures scolaires qui s'y concentrent sont davantage calquées sur le modèle d'instruction français et permettent d'avoir accès à la « réussite », aux professions modernes les plus prestigieuses, elles-mêmes globalement circonscrites aux zones urbaines.

### Population française et élite francophone

Port-Vila – et de la même façon Luganville – a grandi au rythme de l'expansion coloniale. Ceci l'a amenée à regrouper la majeure partie de la population occidentale du pays. Neuf ans après l'indépendance, les résidents d'origine européenne ne comptaient plus que pour 1% de la population totale du Vanuatu (1 474 personnes sur 142 419 habitants), mais sur cet ensemble, 79% restaient concentrés dans la capitale, le cinquième résiduel se trouvant réparti entre Luganville (6,3%) et l'ensemble des zones rurales (14,7%). Sur 18 905 âmes, Port-Vila possédait ainsi une population à plus de 6% d'origine européenne (Recensement national, 1989). Ceci explique en partie – mais non totalement – la forte proportion de locuteurs de langue française en zone urbaine (*cf. schéma 2*).

Aujourd'hui, la capitale regroupe toujours la quasi totalité du peuplement blanc, amassé dans un « petit Occident » qui tend à devenir de plus en plus la zone urbaine d'un « État en voie de développement ».

Au sein de cette frange allochtone, la part prise par les Français a néanmoins évolué au fil du temps. Jusqu'à l'indépendance, la cité urbaine était largement occupée par les colons français, qui contrôlaient alors une partie de la vie économique. Cette tendance fut totalement inversée à partir des années 1970-1980, ce qui eut pour corollaire d'attirer un grand nombre de Mélanésiens anglophones dans la capitale, venus travailler au sein des entreprises anglo-saxonnes. Ainsi, en 1989, les résidents de nationalité française séjournant à Port-Vila représentaient seulement 531 personnes (29 % de la population citadine étrangère) contre 763 Anglo-Saxons (Australiens, Britanniques et Néo-Zélandais) et même 841 « étrangers » anglophones en incluant la population fidjienne (soit près de 46% des étrangers de Port-Vila). A une époque où les Français avaient été expulsés en grand nombre et où les relations étaient encore difficiles avec le gouvernement – notamment avec le service de l'immigration

– nos compatriotes n'étaient guère les bienvenus au Vanuatu...

Port-Vila s'affirma alors comme la ville anglophone de l'archipel, état de fait qui tend à être corrigé depuis le début des années 1990. Le changement de gouvernement a en effet relancé l'arrivée de nos nationaux en même temps que la coopération française se développait. La main-d'oeuvre francophone trouve ainsi de nouveau des débouchés tandis que l'influence culturelle française s'accroît.

A Port-Vila, la population blanche s'avère d'autant plus importante qu'elle détient le contrôle d'un grand nombre de postes-clés de la sphère moderne. Les emplois hautement qualifiés (directeurs d'entreprises, sphère juridique et diplomatique) étaient pour 41,5 % occupés par des personnes d'origine européenne en 1989 (et pour seulement 39,3 % par des Vanuatais). Plus ou moins en marge de la vie économique, les Français ont sans doute essentiellement joué un rôle par le truchement de leurs conseillers et coopérants, résidant quelques années au Vanuatu et travaillant dans les secteurs éducatifs ou la recherche. Ceci reste d'autant plus vrai à l'heure actuelle, où la France investit beaucoup au niveau humain pour l'enseignement et le dynamisme de la francophonie. Port-Vila continue donc de s'afficher comme la ville occidentalisée du pays. Résultat : la capitale, centre décisionnel et innovant, est largement aux mains des « étrangers », anglophones et francophones. Depuis 1991, les Français sont plus largement présents au sein du gouvernement par le biais de conseillers auprès de certains ministres, notamment celui de l'Éducation, ou d'experts techniques dans les branches comme celle de la santé. Ils ont également une place de poids, avec leurs homologues anglo-saxons, dans de nombreux secteurs de la vie publique et de la sphère culturelle. Ceci permet à Port-Vila de se placer peu à peu au centre du réseau francophone, dont la capitale forme un noeud qui rayonne au niveau national. A ce titre, elle apparaît comme le pôle de l'ascension sociale et de la « francisation ».

L'élite vanuataise travaillant dans la haute administration ou les secteurs de la

vie sociale et économique moderne se trouve d'ailleurs fortement occidentalisée. Beaucoup, parmi les francophones, ont reçu une éducation dans les institutions de la capitale, parfois à Nouméa ou en France. Cette élite urbaine est largement influencée par les schémas et la philosophie françaises en raison de son éducation – qui date de la période coloniale – de ses responsabilités professionnelles, et de l'influence française qui s'exerce sur la capitale.

À Port-Vila, l'influence occidentale s'exprime par l'urbanité et la modernité, mais celles-ci ont vu le jour en s'inspirant de deux modèles différents, l'un britannique, l'autre français. Un francophone exerçant d'importantes responsabilités au gouvernement parlait de son frère anglophone en ces termes.

« Lui, à dix-sept heures, il prend le thé. Moi, je bois du vin à l'heure du dîner. Lui, il a son volant à droite. Moi, je conduis à gauche. Voilà en raccourci ce qui nous différencie... » (com. pers., J. Gedeon).

En tant que capitale et foyer de la population française et de l'élite vanuataise, Port-Vila s'affirme donc comme un *centre de la francité*, d'autant plus qu'elle a pu développer des structures éducatives dynamiques et performantes, calquées sur les exigences du « monde moderne ».

#### Port-Vila, le passage obligé pour l'éducation qualifiée

La capitale du Vanuatu constitue le plus gros centre éducatif de l'archipel.

Elle abrite les organes décisionnels – le Ministère de l'Éducation nationale et les centres de formation des enseignants – mais surtout, une grande majorité de la population scolarisée et enseignante y est également cantonnée.

Sur 16 422 élèves vanuatais inscrits dans la filière francophone en 1995, 3 342 se trouvent dans des établissements de Port-Vila, soit plus de 20% des élèves sur seulement 0,07% du territoire national ! 19 % des professeurs francophones du Vanuatu y sont par suite concentrés, qui

plus est les professeurs les plus qualifiés (presque toute la main-d'œuvre expatriée et les enseignants français effectuant la coopération).

Port-Vila se présente en fait comme le lieu de la formation de haut niveau.

Sur les onze collèges francophones de l'archipel, cinq seulement offrent un cycle complet jusqu'à la 10<sup>e</sup> (équivalent 3<sup>e</sup>) ; parmi eux, les deux plus conséquents se situent à Port-Vila. Surtout, c'est uniquement au sein de la capitale qu'il est possible d'accéder au lycée, aucun établissement des îles ne dépassant le niveau de la 3<sup>e</sup> française. Finalement, Port-Vila regroupe à elle seule 55 % de la population scolarisée dans le cycle secondaire. Elle englobe par ailleurs l'ensemble des étudiants francophones, attendu qu'aucune formation supérieure ou professionnelle (à l'exception de quelques petits établissements techniques de niveau collège) n'est accessible dans le monde rural.

En conséquence, un grand nombre de jeunes désirant effectuer un travail, c'est à dire une activité autre que la culture du « jardin », sont obligés de passer par Port-Vila, pôle de la formation qualifiée. En fait, les jeunes qui réussissent correctement leur examen de fin de primaire sont presque systématiquement envoyés dans les écoles de Port-Vila. L'annonce des résultats à la radio est un moment solennel où l'accès aux institutions urbaines telles que Montmartre et le Lycée Louis-Antoine de Bougainville est un privilège certain.

Quoi qu'il en soit, au niveau du secondaire, presque tous les élèves doivent « voyager ». Le problème du déracinement est donc profond, et ce malgré la multiplication des classes post-primaire dans les îles. Cette amorce de décentralisation permet depuis un an ou deux des déplacements à un âge plus tardif, mais ceux-ci concernent en revanche beaucoup plus de jeunes que par le passé.

Ce mouvement tend à faire perdre à un nombre croissant de jeunes l'habitude de travailler et de vivre dans leur environnement natal. Le « jardin » devient pour eux l'affaire des *manbus*, terme de plus en plus



connoté de manière péjorative. Surtout, arrachés à leur univers rural et coutumier, ils sont d'autant plus à même d'intégrer les nouvelles valeurs et la culture francisée dispensées au sein des institutions urbaines. La francophonie n'est plus alors une simple dimension du système culturel traditionnel. Elle devient le pilier d'une culture nouvelle, certes étrangère, mais à laquelle on aspire de plus en plus.

#### La modernité et le prestige des langues européennes

Les institutions de la capitale offrent la possibilité d'accéder au cycle universitaire puis aux carrières salariées les plus valorisantes. Port-Vila constitue en ce sens un trait d'union entre le monde rural plus ou moins acculturé et l'occidentalisation, l'accession à une place de choix dans la nouvelle hiérarchie sociale.

L'argent et le confort moderne semblent de plus en plus attractifs, pour les adultes et encore davantage pour les jeunes. Un jour où nous demandions à un garçon d'une

quinzaine d'années de Tanna où il désirerait vivre plus tard, il nous rétorqua : « *Dans une maison propre et il y a tout dedans, comme l'eau du robinet, la lumière...* ». C'est que ces éléments de la modernité sont en même temps les marqueurs d'une certaine réussite, qui s'exprime autant en terme de prestige social que de richesse effective (cf. photo 7).

La langue française fait figure de voie d'accès à ce luxe désiré et la zone urbaine semble perçue comme le site d'une vie nouvelle souvent trop idéalisée.

La puissance matérielle des premiers Blancs qui ont débarqué aux Nouvelles-Hébrides a été la base du succès de leur implantation et de l'intégration de leurs religions et de leurs écoles par les Mélanésiens. A présent, la puissance financière se trouve également concentrée dans les mains des Vanuatais qui ont étudié, sont partis vivre en ville et se sont faits une place dans la hiérarchie sociale de la nation contemporaine. Pour cette raison, richesse, langue européenne et ville sont des notions étroitement imbriquées dans



**Coutume et modernité** (photo 7).

Rituel coutumier, habitation et vêtements traditionnels côtoient les éléments « européens ». Le ciment constitue bien ici le géosymbole de la francophonie et de la modernité.

les consciences vanuataises. La modernité et l'urbanisation sont des éléments venus d'Occident. Rien d'étonnant donc que les langues européennes s'y trouvent liées. Au cours d'une promenade dans le *bus* de Tanna, une femme est venue faire un morceau de chemin à mes côtés. Alors que nous échangeons quelques mots, elle m'a demandé s'il y avait des arbres en France : cette personne se représentait notre pays telle une gigantesque ville où tout le monde vivait dans la profusion de biens et dans un univers entièrement fait de technologie.

Les parlers vernaculaires, pourtant attachés aux diverses entités culturelles, ne sont pas toujours perçus par les habitants comme des langues de culture. Elles sont les outils de la communication orale et apparaissent « naturelles ». Le bichlamar, lui, relie les divers groupes ethnolinguistiques entre eux et permet de rassembler tous les Vanuatais à une échelle nationale. Pour cela, il est conçu comme une langue stratégique et utile, qui autorise les échanges et les contacts de large envergure. Mais ce sont surtout les langues européennes qui jouissent d'un certain prestige : elles sont les langues des Blancs, de l'Occident, de la modernité; elles sont les idiomes issus d'un pays mystérieux qui fait jaillir les rêves, les envies et les espoirs. Maîtriser un parler européen, c'est non seulement accéder au monde moderne de Port-Vila, mais c'est aussi se lier à un peuple venu d'ailleurs et ouvrir une route d'échange vers un pays puissant.

Au cours de notre enquête dans les établissements scolaires, les questions « *est-ce plus agréable de parler dans ta langue maternelle ou en bichlamar ?* », « *est-ce plus agréable de parler en bichlamar ou en français ?* » et « *est-ce mieux, dans la vie, de savoir parler le bichlamar ou le français ?* » ont permis de donner une idée des représentations que se faisaient les jeunes à propos des différentes langues présentes dans leur environnement quotidien. Les réponses ont été très instructives, d'autant plus que le degré de facilité des différents parlers n'est apparemment guère entré en

ligne de compte lors du choix des enquêtés : la langue maternelle, idiome le plus accessible et le plus spontané, n'a pas remporté de grande majorité.

A la première question, 56 enfants contre 39 (2 sans réponse) ont bien affirmé qu'il était plus agréable de parler la langue maternelle que le bichlamar. Néanmoins, 81 jeunes contre 13 (3 sans réponse), soit plus des 4/5<sup>e</sup>, ont dit qu'ils préféraient le français au pidgin, qu'ils maîtrisent pourtant mieux. En fait, il semble que l'idiome européen, pourtant peu utilisé hors de l'école, soit jugé agréable parce qu'il est étranger et propre à éveiller l'imagination. Le bichlamar est plus facile d'emploi mais est un idiome du quotidien, jugés banal et sans grande valeur.

A la troisième question, la suprématie du français par rapport au bichlamar était réaffirmée, bien qu'elle le fût en proportion moindre : 60 personnes (3 jeunes sur 5) pensaient qu'il était mieux de savoir parler français et 28 optaient pour le bichlamar (9 sans réponse). Dans la vie courante, il est effectivement plus utile de connaître le pidgin, mais la langue européenne apparaît davantage profitable pour « l'avenir » : les réponses ayant favorisé le français comme langue la plus utile étaient systématiquement le fait d'individus ayant affirmé par ailleurs qu'ils désiraient avoir une profession qualifiée dans l'avenir (réponses à la question « *quel travail voudrais-tu faire quand tu auras fini l'école ?* »). La langue européenne est donc celle de l'ascension sociale (en terme de société « moderne »...). Les jeunes savent que pour « réussir », c'est à dire pénétrer un univers social où le prestige est de plus en plus fondé sur l'intégration au monde urbain et l'occidentalisation, l'apprentissage de l'idiome européen est indispensable.

Dans ce contexte, l'école joue un rôle central : en zone rurale, elle est l'unique centre d'apprentissage de la langue française. En outre, elle s'inscrit dans un micro-espace européenisé. Cl. Macfeat, conseillère auprès du directeur de l'éducation, a affirmé qu'il était extrêmement difficile d'orga-

niser des stages durant l'année pour les enseignants du Vanuatu :

« On a beau expliquer aux gens des villages que c'est pour que leurs enfants aient une meilleure formation, eux, s'ils voient une classe fermer pour un jour ou deux, ils croient que ce sont les enseignants qui ne font plus leur travail et ils s'inquiètent, commencent à adresser des réclamations » (com. pers.).

Ce rôle de levier vers la modernité attribué à l'école fait que les parents ambitieux ont tendance à placer leurs enfants dans la filière qui présente le plus de débouchés. On ne réfléchit plus uniquement en terme d'affiliation politique ou religieuse, mais plutôt d'une manière stratégique. Certains parents pensent que le bilinguisme est la sécurité, d'autres inscrivent une moitié de leurs enfants dans la filière anglophone et l'autre dans le cycle francophone.

La plupart des membres de l'élite francophone – même parfois anglophone – résidant à Port-Vila envoie même un ou deux enfants à l'*École Française*. Cet établissement privé aux droits d'inscription fort coûteux était à l'origine destiné aux enfants d'expatriés français. Il constitue à l'heure actuelle l'école la plus prestigieuse et la plus exigeante du pays, mais surtout, la seule qui organise un baccalauréat et dispense un enseignement aux normes françaises, c'est à dire ouvrant la voie à l'université occidentale. Certaines familles de milieu modeste, qui se ruinent pour assumer les lourds frais d'inscription, essaient quelquefois d'y placer un de leurs enfants. Finalement, plus de 20 % des élèves (sur un effectif total de 571 élèves) sont cette année de nationalité vanuataise au sein de l'établissement français. La moitié peut-être se trouve être d'origine mélanésienne.

Les représentations à l'égard de la langue française ont de la même façon motivé son maintien dans la sphère institutionnelle (ce qui est également le cas pour l'anglais). Au Vanuatu, le choix de préserver la francophonie ne peut pas s'entendre sans la référence à la France. La langue française n'est pas uniquement l'élément linguistique d'une culture propre, elle

représente aussi une volonté d'alliance avec un pays puissant et moderne, qui regroupe autour de lui une « *grande famille* » (cf. *texte de Gedeon Jacques*). Dans la tradition même de l'archipel, avoir un allié est une garantie d'échange et de force. La France peut apporter quelque chose au Vanuatu. Elle l'aide de manière effective et l'élite politique du pays insiste sur la nécessité de maintenir des liens avec un maximum de pays étrangers.

La route qui lie le Vanuatu à la France est de toute façon un chemin d'échange ; quand on passe quelque temps auprès des Vanuatais, ils vous disent toujours : « *toi, tu viens ici, et moi, plus tard, j'irai en France* ». La francophonie est donc une manière d'accéder au monde moderne et par suite à la France. Beaucoup d'enfants qui ont étudié le français à l'école espèrent pouvoir partir en France, aller là où tout est plus facile, où tout le monde est riche. Le chemin qui mène à la France passe par le monde urbain et débouche sur la puissance.

Finalement, la capitale du pays s'affirme comme le lieu de la modernité. Elle est un passage obligé et c'est ici que la francophonie prend la forme la moins acculturée, ce qui fonde en retour son prestige. Mais au contraire de la zone rurale où la langue française pouvait s'affirmer dans certains secteurs où elle n'entraîne en rivalité avec aucun autre idiome, les différentes sphères de la vie urbaine sont en partie dominées par l'anglais et le bichlamar, qui jouissent de certaines qualités et de « privilèges » les plaçant directement en concurrence avec le français.

### Les sphères d'utilisation du français à Port-Vila

Au sein des régions rurales traditionnelles, le bichlamar est essentiellement utilisé dans des conditions de contact avec l'extérieur. Les langues européennes, quant à elles, sont peu en relation l'une avec l'autre. Dans les zones francophones, la langue locale et le français se partagent donc l'ensemble des sphères de la vie quotidienne, l'une faisant plutôt office de langue

orale, l'autre de médium éducatif, mais aucun des deux ne voyant ses fonctions concurrencées par un autre parler. En contrepartie, le français n'occupe une place importante que dans le champ scolaire.

Au contraire, en ville, le bichlamar s'impose par rapport aux idiomes vernaculaires. En outre, la langue française est présente au sein d'un grand nombre de domaines différents, tout en entrant en rivalité directe avec l'anglais au sein de ces multiples sphères.

### Le paysage occidentalisé et les territoires linguistiques

Le paysage urbain est d'emblée un environnement occidentalisé, attendu qu'il n'existe aucune tradition urbaine dans la civilisation mélanésienne. A partir de là, les deux langues européennes y jouent un rôle essentiel, mais le bichlamar y acquiert également son importance en raison du caractère multi-ethnique de la population.

#### • *Port-Vila, monde-carrefour et monde dualiste*

Les zones urbaines constituent des lieux à part dans le paysage vanuatais car ce sont des domaines « hors-territoire ». Officiellement, elles s'opposent d'ailleurs aux secteurs péri-urbains définis comme zones rurales, c'est à dire soumises au droit de propriété coutumier. Dans la sphère citadine, la terre n'est plus qu'un support d'implantation : les hommes qui y vivent sont des « propriétaires » au sens occidental du terme, mais plus des éléments issus de la terre, des groupes qui s'identifient par leur autochtonie. Une grande partie des habitants de Port-Vila est ainsi « étrangère ». Outre la frange européenne, les Vanuatais venus d'autres îles ont migré il y a peu de temps et restent donc attachés à une famille ou à un village éloignés<sup>1</sup>.

A Port-Vila même, un centre commerçant et administratif s'est entouré, à la mode occidentale, d'une périphérie de

quartiers où la population est tout à fait composite. Diverses origines, religions et communautés linguistiques sont représentées et cohabitent. Toutefois, il existe une nette opposition entre des quartiers riches, européens et occupés par la population non mélanésienne ainsi que par l'élite vanuataise, et des faubourgs populaires, où viennent se grouper les habitants déracinés des îles voisines, en quête d'une existence nouvelle.

Les quartiers de l'élite aux villas fleuries, devant lesquelles trône l'automobile reluisante, tel un trophée, offrent donc au regard un contraste extrême par rapport aux zones plus « pauvres », où un savant mélange de vie coutumière multi-ethnique et d'éléments modernes étale son paysage hybride. Certains appellent ces quartiers des bidonvilles, mais ils constituent plutôt une sorte de milieu de transition, où le jardin d'ignames et de taros peut vivre aux côtés du débit de boissons et le *kava-bar* avec la télévision.

La langue vernaculaire n'est plus ici une langue de communication à l'échelle du village. Seul le pidgin permet à ces communautés diverses de coexister. Les groupes ne sont plus alors des entités ethnolinguistiques cloisonnées qui s'enracinent dans une terre et s'épanouissent sur un substrat culturel multi-séculaire. Ce sont d'abord des Vanuatais qui ont hérité d'une identité nationale, symbolisée par le pidgin. La ville est le lieu du brassage et par suite le foyer du bichlamar. Celui-ci y acquiert un statut de langue populaire et permet à tous, Blancs ou Noirs, *man-Tongoa* ou *man-Santo*, anglophones ou francophones de se réunir.

D'un autre côté, la langue européenne est l'idiome de travail de l'environnement occidentalisé, à savoir la sphère administrative, économique et les centres culturels et éducatifs. Il est aussi utilisé par certains Vanuatais « francisés » comme langue de communication orale. Le français est donc

1. Entre 1967 et 1979, la population de Port-Vila a doublé, passant de 7 738 habitants à 14 598 en douze ans. Aussi, en 1979, la moitié des habitants de port-Vila n'y étaient pas nés... et 2 000 Mélanésiens devaient y débarquer de nouveau entre 1980 et 1989 (CPS, 1989).

globalement cantonné au centre ville et aux quartiers « chics ». Ici, les deux idiomes européens s'affirment en tant que langues de culture écrites, c'est-à-dire *langues de l'élite*.

Mais dans la zone urbaine, anglophones et francophones se trouvent dans une situation de contact, si bien que les langues anglaise et française sont mêlées sur le même territoire et ont des fonctions similaires qu'elles se disputent sans relâche...

• *La toponymie, reflet de l'occidentalisation et de la « guerre culturelle »*

La différence la plus frappante entre les zones rurales et urbaines en terme de représentation des langues dans le paysage, réside dans l'expression de la toponymie: les panneaux et enseignes, les noms de rue et le balisage de l'espace selon un code écrit européen viennent contraster avec l'environnement des îles. En monde rural, les indications des toponymes sont strictement cantonnées aux sphères occidentalisées (écoles, églises, aéroports et bâtiments administratifs) tandis que partout ailleurs, les noms sont connus, les limites symboli-

sées et les chemins enregistrés dans la tradition orale.

En outre, en matière de toponymie, l'environnement multiculturel de la ville permet de faire apparaître la rivalité entre présence anglophone et francophone, mais aussi entre Mélanésiens et Européens.

La concurrence anglo-francophone est surtout visible dans le centre ville où des commerces se côtoient, aux noms divers et contrastés. Les enseignes « *Boulangerie La Parisienne* », « *L'Agence Saint-Michel* », « *Au Bon Marché* » ou « *Le Café de Paris* » témoignent de la présence française. D'un autre côté, les entreprises anglo-saxonnes affichent elles aussi leur nationalité sur leur devanture (« *Center Place* », « *Better Price* », « *City video* »...).

Si très peu de Mélanésiens montent leur entreprise, quand ils le font, il semble qu'ils aient la volonté d'affirmer leur identité linguistique. « *Le Saint-Louis* » est « un kava-bar français », comme le définit son patron francophone. C'est d'ailleurs là que viennent les francophones et les Français de la ville. Le « *Rony's* », lui, est un kava-bar où vont les anglophones et les Australiens.



Port-Vila, les rues « françaises » (photo 8).

Cette dualité devient parfois caricaturale: dans la rue centrale et commerçante de Port-Vila, une « Pharmacie » arborant sa croix verte, son style classique et sobre, fait ainsi face au « Drugstore » australien, aux allures de supermarché.

Les noms de quartiers et de rues eux-mêmes montrent la multiplicité des influences : certains secteurs se nomment « Champagne » ou « Montmartre », un autre « Seaside » ; d'autres encore portent des toponymes en bichlamar : « Nambatu », « Fres Wata » ; enfin, quelques districts ont conservé leur appellation en langue locale: « Malapoa », « Anabrou », « Tagabe »...

Les noms de rues sont des indicateurs des anciens quartiers français et anglais de la période du condominium (*cf. photo 8*). A Nambatu, on trouve les rues « de Bretagne » et « d'Anjou », à Seaside, derrière l'ancien « British Paddock », passent celles « de Gloucester », « de Wales ».

Les successions d'affrontements qui ont marqué l'histoire du pays sont elles-mêmes racontées au fil des panneaux: les rues « de Queiros », « de Bougainville » et « de Cook » rappellent les premières rivalités, la « rue du Condominium » et le « Parc de l'indépendance » témoignent de l'évolution nationale; d'un autre côté, « Kumul way » s'est substitué au « boulevard Higginson », marque d'une victoire anglophone et pour beaucoup, symbole d'une humiliation passée...

La complexité linguistique se voit reflétée sur les enseignes de l'ensemble des bâtiments administratifs, dont l'appellation est donnée dans les trois langues. Même les panneaux des diverses artères urbaines présentent tous une inscription duale : « rue d'Auvergne Street » ou « rue d'York Street », manière originale d'éviter toute rivalité.

La langue européenne s'expose donc dans le centre urbain, où elle bénéficie pleinement des influences occidentales qui font d'elle une langue écrite et culturelle de référence. Au contraire, le bichlamar, idiome de la communication orale, est peu présent dans la matérialisation de la toponymie, bien qu'il reste la première langue parlée

dans les quartiers populaires et dans l'ensemble de la zone urbaine.

Bichlamar et langues européennes se partagent donc le territoire urbain, mais c'est aussi au sein de la ville que s'exprime le mieux l'affrontement direct entre l'anglais et le français: chaque langue n'est plus cantonnée dans sa région propre. Le dualisme est ici inscrit au sein du même espace.

### La place du français dans le centre moderne

Si anglais, bichlamar et français constituent les parlers citadins, toutes ces langues n'ont pas la même importance au sein de la vie moderne. La langue véhiculaire a un rôle particulier dans le contexte multi-ethnique, qui explique sa sur-représentation comme idiome de l'oralité, alors que le décalage entre l'utilisation de l'anglais et du français a essentiellement des fondements historiques et politiques. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'anglais a un rôle plus important au sein de l'administration, et les Anglo-saxons – Australiens, Néo-Zélandais et Britanniques – dominant largement la vie économique depuis l'indépendance.

La conséquence directe de l'hégémonie de la langue anglaise dans l'administration se situe au niveau des opportunités d'emplois. Sous l'ère Lini, les francophones étaient pour ainsi dire systématiquement écartés des postes administratifs et davantage encore des cabinets ministériels. Aujourd'hui, les francophones accèdent à la haute fonction publique. Ils sont devenus politiquement majoritaires. Le changement de gouvernement s'est accompagné d'une recrudescence des secrétaires de cabinet, directeurs de service et employés francophones. Tout changement de gouvernement entraîne de profonds remaniements du personnel administratif... Mais la suprématie de l'anglais paraît acquise, et même la volonté politique semble impuissante face à ce déséquilibre.

Globalement, le personnel peu qualifié de la fonction publique – surtout celui chargé de l'accueil de la clientèle – englobe

autant de francophones que d'anglophones puisqu'il est important, depuis la venue au pouvoir d'un gouvernement bilingue, que les deux langues européennes soient également accessibles dans tout service public. Toutefois, concernant les postes plus qualifiés, les anglophones restent favorisés, maîtrisant à la fois la langue de communication et l'idiome de travail.

Pour éviter le dédoublement de personnel et pallier aux problèmes de traduction, on embauche en revanche de plus en plus de personnes bilingues anglais/français aux postes à responsabilité. Celles-ci sont peu nombreuses mais presque exclusivement francophones – l'anglais restant plus facile à assimiler au bout de quelques années pour un francophone que le français pour un anglophone. Par suite, un bilingue a aujourd'hui plus de chances d'accéder à la fonction publique, tandis que parmi un groupe de personnes unilingues, un anglophone reste avantagé.

Cette évolution de l'administration depuis l'indépendance, outre ses répercussions en matière d'emploi, a d'importantes conséquences sur la représentation de la langue française dans le centre urbain :

- D'une part, la qualité de la langue française est généralement négligée sur les pancartes, affiches ou annonces des administrations rédigées sous l'ère Lini, et le manque de fonds n'a pas permis le redressement de cette situation (A. Noël, maire de Port-Vila). Par suite, l'exposition linguistique du français – quand elle a été réalisée – n'est pas toujours à son avantage et alimente un certain déclin qualitatif de la langue française parlée au Vanuatu.
- Surtout, l'anglais est beaucoup plus représenté au sein du personnel, les francophones étant souvent plus ou moins bilingues et les anglophones presque systématiquement unilingues.
- Enfin, on continue de favoriser l'anglais et le bichlamar pour des raisons financières, attendu qu'on estime que tout un chacun est susceptible de comprendre au moins l'une des deux langues. L'idiome véhiculaire reste la langue parlée des citoyens, l'anglais jouit de son statut de langue internationale.

Dans la sphère économique, il semblerait que l'anglicisation soit encore plus poussée. Au sein de toutes les entreprises anglo-saxonnes, on peut estimer qu'il existe un employé francophone pour deux ou trois anglophones. La francophonie est bien présente par le biais de diverses petites et moyennes entreprises du secteur commercial, touristique ou de la restauration, mais il faut noter que dans ces petites structures, le personnel semble plus équilibré au niveau linguistique. Pour toucher une clientèle en grande partie expatriée et à majorité anglo-saxonne, il est indispensable d'engager des employés anglophones (la sphère économique, si elle est en grande partie dirigée par des étrangers, est également fréquentée quasi exclusivement par eux). Quant aux secteurs fréquentés par la population mélanésienne – banques, bars, boîtes de nuit et petit commerce asiatique – ils sont souvent anglophones.

Bien que la mainmise des Anglo-Saxons sur la sphère économique et financière ne soit pas sans conséquences culturelles (les brochures, affiches et publicités sont rédigées en anglais et les produits distribués d'origine anglo-saxonne), l'impact de l'hégémonie de la langue anglaise s'exprime essentiellement à trois niveaux :

1. Les *représentations* des Vanuatais à l'égard de telle ou telle langue découlent en partie de sa présence visuelle par le biais de la publicité ou des enseignes à la devanture des organismes de prestige (banques, grosses compagnies, etc.).

2. D'autre part, les *opportunités en matière d'emplois* ne sont guère égalitaires. Non seulement certaines communautés linguistiques sont favorisées suivant les secteurs de la vie économique, mais en outre, les anglophones sont globalement plus représentés que les francophones dans le domaine privé. Ce décalage linguistique n'est pas sans influencer sur les opinions que les Vanuatais francophones peuvent se faire de leur place dans la nation moderne. Par ailleurs, les professions dans la sphère publique sont plus inconfortables en raison des restructurations d'ampleur qui succèdent à tout changement de gouvernement.

3. Enfin, si l'équité oblige à reconnaître que dans les entreprises privées, le « patron » est presque systématiquement un Blanc, ce sont toutefois les emplois d'accueil, de secrétariat ou d'information, ouverts aux Mélanésiens, qui se situent sur le terrain et seraient propres à *diffuser* la francophonie. En employant un grand nombre d'anglophones, on entretient une situation où même un Français utilise spontanément l'anglais pour s'adresser au personnel des commerces et entreprises.

Finalement, la domination de l'anglais a des conséquences en matière culturelle mais également des répercussions sociales, les opportunités d'emplois se trouvant concentrées dans la zone urbaine. Une personne qui maîtrise bien l'anglais se trouve avantagée sur le marché du travail – par « solidarité » anglophone, mais surtout parce que la demande linguistique l'impose – et même si des changements se sont amorcés au sein du secteur public, ils paraissent artificiels et menacent sans cesse de n'être que conjoncturels. Néanmoins, un Vanuatais bilingue a définitivement plus de chances d'accéder aux emplois qualifiés qu'un anglophone. Il semblerait que pour être crédible, un francophone ait le devoir de connaître l'anglais ! Quoi qu'il en soit, on constate que les francophones ayant fait leur place dans le secteur privé ont en général de solides formations...

### L'affirmation du français comme langue de culture

Bien que le français ne soit pas particulièrement favorisé dans le champ économique, il l'est par contre dans le domaine culturel, où Port-Vila apparaît relativement dynamique. En fait, la langue anglaise enseignée au Vanuatu ne s'est jamais avérée de très bonne qualité, et ce en raison des interférences avec le bichlamar, des ambitions limitées du système scolaire anglophone et de l'affirmation d'un anglais régional appauvri. Par suite, l'élite francophone se

représente souvent sa langue d'éducation comme un parler plus noble, un idiome de culture.

Peu utilisée dans la vie courante, la langue française a d'ailleurs, si elle espère se maintenir, un devoir de production, d'innovation et de diffusion culturelles. Or c'est au sein de la capitale vanuataise que la production culturelle s'avère la plus foisonnante et que les vecteurs de diffusion sont les mieux développés. C'est aussi là que l'élite francophone commence à adopter le français comme langue littéraire.

### Francophonie et médias. Organes de production et vecteurs de diffusion

Les organismes médiatiques, tous concentrés dans le quartier central de Port-Vila, sont relativement variés : pour cet espace insulaire faiblement peuplé, il existe à ce jour une télévision nationale, deux radios, ainsi que plusieurs journaux. En grande partie publics, ces médias sont soumis aux exigences de l'équilibre linguistique si bien qu'ils diffusent des produits conçus dans les trois langues officielles.

Plus ou moins anciens et organisés, leur rôle apparaît essentiel puisqu'ils constituent à la fois des lieux de création et des supports de diffusion vers un univers où la francophonie reste globalement cantonnée à la sphère éducative. Eux seuls sont donc susceptibles de faire pénétrer la langue française dans les « chaumières ».

#### • La « *Television Blong Vanuatu* »

La *Television Blong Vanuatu* relève du secteur public et se trouve être le plus jeune média de l'archipel. Installée en 1992 grâce à une prise en charge française<sup>1</sup>, la TBV ne diffuse pour l'instant que quatre heures de programmes par jour (18h00-22h00) qui étaient, jusqu'à ces derniers mois, exclusivement constitués de retransmissions de programmes français et néo-zélandais. La France a dû payer un million de vatu par

1. Huit millions de francs ont été accordés par la France, destinés aussi bien au matériel qu'à la formation des journalistes et techniciens.



mois durant les trois premières années de son existence, afin d'acheter les émissions de TVNZ. Le gouvernement avait en effet posé comme condition à la réalisation de ce projet une égale représentation des langues française et anglaise<sup>1</sup>... Depuis quelques temps, des accords ont été passés avec la chaîne australienne ABC pour l'exploitation gratuite de ses programmes.

Du côté francophone, c'est RFO qui fournit sa production télévisée, mais on pense de plus en plus passer des accords avec Canal+, qu'il est aisé de capter au Vanuatu. Il faut cependant insister sur le fait que, dans le lac anglo-saxon, la plupart des chaînes émises par satellite sont anglophones (com. pers., G. Le Dantec, conseiller et chargé de la formation à la TBV). Là encore, l'option linguistique dépend moins des conditions d'accessibilité que de la teneur de la politique nationale.

Jusqu'alors, l'équilibre linguistique reste scrupuleusement respecté au sein de la TBV. Sur une semaine, le temps de diffusion est divisé, à la minute près, entre les programmes francophones et anglophones. En juillet 1995 a toutefois été mis en place un studio de production, destiné à substituer peu à peu aux émissions étrangères des documents élaborés sur le sol national. Ce fut donc un grand événement d'assister, le 03 juin 1996, à la présentation du premier journal télévisé vanuatais, lui-même divisé en trois tranches – trilinguisme oblige – de deux fois un quart d'heure (anglais puis français) et d'une demi-heure pour le bichlamar. Pour une fois, la langue anglaise ne s'y trouvait pas à son avantage : les reportages, délivrés par des chaînes françaises, étaient commentés par nos habitués du petit écran, alors que le doublage vocal surajouté apparaissait moins « professionnel » pour le quart d'heure anglophone.

Le point très positif du journal – et de la

télévision d'une façon générale – réside dans la place qu'il consacre au sport. Il convient de reconnaître que le football est l'un des points « focal » de la culture francophone au Vanuatu ; peu de petits Français pourraient se targuer de connaître aussi bien les noms des joueurs français que les jeunes gens du Vanuatu ! Avec une équipe aussi métissée que celle qui représentait la France ce jour-là, il n'y avait sans doute guère de meilleur moyen pour tisser un trait d'union entre *waet man* et *man blong Vanuatu*...<sup>2</sup>

Le déséquilibre en matière de représentation francophone au sein de la TBV est en revanche marqué dans le domaine de la publicité. La compagnie qui conserve le monopole (inexplicable) de la production publicitaire depuis trois ans est théoriquement chargée de fournir des spots conçus localement. Dans les faits, ceux-ci sont élaborés dans les îles anglophones du Pacifique. Ils sont donc généralement présentés en langue anglaise et font la promotion des produits australiens.

Pourtant, globalement, la TBV assume bien son rôle de producteur « trilingue ». Il est prévu de répartir prochainement le temps de diffusion entre 45 % d'émissions en anglais, 45 % en français et 10 % d'émissions locales. On peut constater ici que ce qui prime, c'est l'équilibre entre les deux langues européennes, seules susceptibles de « diviser ».

#### • *La radio*

L'actuelle *Radio Vanuatu* est un héritage du condominium. Créée en 1966, l'unique radio publique de l'archipel émet environ seize heures par jour, dans les trois langues, avec toutefois une place d'honneur accordée au bichlamar.

Les programmes sont pourtant largement alimentés par l'étranger : le bulletin d'informations de radio Australie est diffusé

1. L'appellation donnée à la télévision vanuataise a également cherché à faire régner un certain consensus : « télévision » n'est pas un terme bichlamar (qui serait « televisen »), mais est utilisable à la fois en anglais et en français. Seul « blong » (« de », possessif) appartient strictement au vocabulaire du bichlamar.
2. Les *waet man*, « les Blancs » en bichlamar, s'opposent aux *man blong Vanuatu*, c'est-à-dire littéralement aux « hommes du Vanuatu », aux Mélanésiens.

chaque matin, suivi des nouvelles de RFI. A midi, les actualités locales sont elles aussi en trois parties, 15mn en bichlamar, 5mn en français et 5mn en anglais. Un certain nombre d'émissions en français sont théoriquement envoyées par le biais de l'Ambassade de France, bien que rien ne semble faire le poids face aux nombreux programmes religieux diffusés plusieurs fois par jour<sup>1</sup>. En fait, l'antenne semble appartenir à celui susceptible d'être le plus gros pourvoyeur d'émissions. Produire localement dans une autre langue que le pidgin reste encore assez limité. Pourtant, le directeur des programmes francophones F. Aïssav essaie, comme il le dit lui-même de « multiplier les émissions locales en français... pour leur montrer, à ces pokens<sup>2</sup>, que les francophones sont capables de faire des choses ! »

Néanmoins, la radio reste encore très tributaire de ce qui lui est fourni par ses alliés étrangers. Il semble d'ailleurs qu'il existe davantage de programmes éducatifs en anglais qu'en français, malgré les projets d'une radio éducative francophone il y a quelques années.

Il existe une autre radio, *Nambawan*, qui diffuse essentiellement des programmes musicaux : musique française, mais surtout anglo-saxonne et océanienne. Depuis quelques temps, on capte également *France-Inter*, mais uniquement à Port-Vila .

#### • La presse

La presse vanuataise est certainement le vecteur médiatique le plus dense de l'archipel: il existe plusieurs journaux, hebdomadaires et mensuels, parmi lesquels un seul est lié au secteur public, les autres étant du domaine privé.

Le premier de ces périodiques est le

*Vanuatu Weekly Hebdomadaire*, journal officiel actuellement le plus vendu de l'archipel (il coûte en outre assez peu cher : 100 VT, soit environ 5 FF). Cet hebdomadaire d'une quinzaine de pages fut créé l'année même de l'indépendance. En tant que média officiel, il utilise les trois langues, là encore de manière fort équilibrée: même la première page doit veiller à présenter un article dans chaque langue, ou tout au moins un en anglais et un en français. Le titre donné au journal est également symbolique de ce souci d'équilibre. En outre, le nombre de pages destinées aux articles en anglais est approximativement le même que celui des pages en français. Toutefois, on notera que les publicités et annonces, destinées à la compréhension du plus grand nombre, sont souvent éditées en bichlamar ou en anglais (y compris les offres d'emploi, où l'on demande pourtant très souvent un personnel bilingue ...). Les seuls avis et appels d'offre systématiquement publiés dans les trois langues sont ceux lancés par le gouvernement.

Le problème majeur du journal officiel réside dans la qualité de la langue qui y est employée et dans celle de l'information traitée. Peu d'enquêtes sont effectuées par les journalistes et ceux-ci publient surtout des communiqués et des dépêches tels quels, d'ailleurs souvent mal traduits. Pour cette raison, un professeur s'est vu chargé de la formation des journalistes francophones (radio et presse) deux heures par semaine, ce qui semble à l'heure actuelle indispensable.

Il existe d'autres journaux au Vanuatu, dont le plus important après le *Vanuatu Weekly Hebdomadaire* est le *Trading Post*. Dirigé par un Australien, ce bi-hebdoma-

1. Chaque matin et chaque soir, l'antenne est ouverte puis close par l'hymne national, immédiatement suivi du « Morning devotion » ou de l'« Evening devotion ». En outre, les églises majoritaires de l'archipel se partagent un temps d'antenne important. La messe célébrée à Port-Vila est diffusée régulièrement, des magazines catholiques passent aussi chaque semaine... La communauté mariste dispose même depuis quelques temps d'un « Katolic Komunikesen Senta » situé à Port-Vila, centre de production particulièrement bien équipé où la sœur R. Heraud et quelques bénévoles enregistrent leurs émissions de radio, et maintenant de télévision !
2. *Poken* est un terme péjoratif (issu de l'anglais *spoke*) qui désigne les Anglo-Saxons et, plus généralement, les anglophones. Dans l'archipel, il représente l'équivalent de *frog*, par lequel on nomme les français.

daire fait concurrence au journal officiel, bien qu'il s'avère d'une qualité moindre et vise plus le sensationnel que l'information. Mais en tant que journal indépendant, il peut s'autoriser le luxe de la contestation et la divulgation des scandales, ce qui lui vaut un certain succès.

Durant quelques temps une « Section française » fut éditée au sein de cet hebdomadaire entièrement rédigé en anglais et en bichlamar. L'Ambassade de France devait néanmoins assumer une partie du coût de ces deux pages en langue française dans le journal indépendant. Il semble que cette section ait disparu depuis peu (D. Viart). Il faut dire que le *Trading Post* n'est apparemment guère francophile : au sein des dépêches internationales, la politique impérialiste de la France dans le Pacifique y est souvent condamnée. Rien ne sert d'ajouter que la presse libre ne s'embarrasse guère du problème de l'équilibre linguistique...

Les revues religieuses apparaissent elles aussi importantes. Du côté francophone, le journal *Eklesia* de la communauté catholique, lancé en 1978, fait une dizaine de pages et sort tous les deux mois. Chaque exemplaire est vendu 50 VT, mais le journal qui emploie uniquement des bénévoles a dû mal à s'en sortir financièrement (il avait dû cesser son activité entre 1990 et 1991 pour cette raison). Les articles y sont parfois publiés en bichlamar mais le plus généralement en français :

« Ce sont les catéchistes et les catholiques des îles et d'ici qui écrivent les articles dans la langue qu'ils désirent. Bien sûr, nous ne recevons jamais d'écrits en anglais, mais même le bichlamar reste moins représenté que le français parmi les articles qui nous parviennent. » (com. pers., soeur R. Heraud, rédactrice en chef du journal)

Les Vanuatais catholiques préféreraient-ils utiliser le français plutôt que le bichlamar pour les textes à vocation religieuse ?

Finalement, les médias sont relativement variés au Vanuatu et ils laissent une certaine place à la langue française. Il faut cependant noter qu'une majeure partie d'entre-eux est dirigée par le gouvernement, si bien qu'à l'instar de l'enseignement et de toute la sphère publique, la production francophone est largement soumise aux aléas de la politique nationale<sup>1</sup>.

Toujours est-il que l'équilibre linguistique qui règne au sein de la télévision, de *Radio Vanuatu* et du *Vanuatu Weekly Hebdomadaire* ne reflète pas forcément la situation réelle du pays en matière de dynamisme culturel, mais sans doute davantage la volonté affichée du gouvernement – ce qui n'est déjà pas si mal. D'ailleurs, aucun journal libre en langue française n'existe dans l'archipel, alors que la force du *Trading Post* réside dans son indépendance. Il se déclare lui-même, sur la première page, le « *Vanuatu's Independent newspaper* » et on estime que grâce à cela, il saura faire preuve d'objectivité (ce qui est loin d'être forcément le cas...). Sans doute la création d'un équivalent francophone aurait-elle davantage sa raison d'être dans un autre contexte politique, mais il est regrettable qu'une telle initiative ne soit pas prise.

#### Les organismes francophones à vocation culturelle et le mouvement associatif

Au Vanuatu, l'essentiel des initiatives culturelles dans le domaine de la francophonie provient du secteur culturel de l'Ambassade de France et de l'Alliance Française (*cf. photo 9*). Si l'Ambassade de France, directement liée à la France, soutient les projets d'envergure, l'action que mène « l'Alliance » dans le pays semble d'autant plus intéressante que cette association de droit vanuatais a été fondée sur une

1. Jusqu'en 1992, il existait un bureau des médias au Vanuatu, entièrement placé sous la bannière du Premier Ministre. Depuis quatre a été créée la SRTV (Société de Radio-diffusion et Télécommunication du Vanuatu), société mixte qui permet – *a priori* – une plus grande liberté d'expression.

initiative locale. L'Ambassade agit plus largement au niveau financier, technique et administratif mais elle travaille pour la « mère patrie », et le rôle ambigu qu'elle a tenu au moment de l'indépendance contribue à maintenir une certaine méfiance à son endroit. L'Alliance Française apparaît au contraire « neutre » aux yeux du public et permet une présence francophone sur le terrain.

Le Service Culturel de l'Ambassade de France se préoccupe d'organiser des manifestations artistiques et culturelles tout au long de l'année, qui sont largement ouvertes au public puisque l'Ambassade est située en plein centre de Port-Vila. Sa grande salle d'exposition (par ailleurs la seule du centre ville), entourée de hautes baies vitrées, place les expositions au cœur même de l'effervescence urbaine et aux yeux des nombreux passants. Les expositions d'art, les campagnes de sensibilisation sur l'environnement, et la santé... sont visitées. On les annonce également avec zèle dans les journaux. Au sein de ces manifestations, la langue française est bien

sûr de rigueur, même si le bichlamar reste utilisé pour permettre une bonne diffusion de l'information quand cela s'avère nécessaire. Une fois par semaine, l'Ambassade offre également une séance de ciné-club, avec des films français ou en version originale sous-titrée en français. Cette distraction affiche souvent complet et semble être l'un des seuls centres d'attraction pour la population locale parmi les multiples activités mises en place par le service culturel. L'Ambassade est par ailleurs chargée de placer les coopérants au sein des divers organismes culturels et éducatifs de l'archipel, de soutenir certaines activités mise en oeuvre par l'Alliance Française ou d'apporter son appui à des initiatives nationales.

L'ORSTOM de Port-Vila et le CIRAD de Santo, rassemblent les chercheurs et scientifiques, mais ils ne sont pas accessibles à une large partie de la population.

L'Alliance Française de Port-Vila, a été créée en novembre 1992 à l'initiative de Vanuatais francophiles et de Français résidant au Vanuatu. Bien que l'actuel direc-



**L'alliance française** (photo 9)  
loue ses bâtiments à une association d'anciens combattants.

teur de cette organisation soit un Français – ce que certains francophones estiment anormal – cette autonomie est importante car les libres associations francophones sont fort rares au Vanuatu, et essentielles si la francophonie veut affirmer sa personnalité locale tout en laissant de côté la référence au passé colonial.

« A cause de l'appellation ' Alliance Française ', les Vanuatais ont mis un certain temps à pénétrer l'association, qui passait pour un club de Français uniquement. C'est pour cette raison qu'on l'a baptisée ' Amitié France-Vanuatu '. Il semblerait que ces deux dernières années, les Vanuatais aient compris que cet établissement était ouvert à tous. » (com. pers., G. Cumbo, directeur de l'Alliance Française)

Aujourd'hui, le fait qu'il y ait quelques Vanuatais y travaillant est un signe réel d'intégration nationale. L'Alliance, qui possède une petite antenne à Santo, propose des cours de français de divers niveaux, pour anglophones et francophones, mais aussi des cours de dessin, de bichlamar, de théâtre... Elle organise également des stages linguistiques (échanges d'étudiants avec d'autres alliances françaises de la région océanienne), met en place des conférences assez régulièrement, des concours, des excursions, etc. Durant l'année, de plus grandes manifestations sont organisées avec le soutien de l'Ambassade de France : la fête de la musique, du cinéma, le temps des livres...

L'association a également animé la « journée de la francophonie », fête internationale des pays francophones, qui avait lieu dans la capitale le 20 mars 1996. Les manifestations, lors de cette journée de la francophonie, se sont en fait limitées aux actions de l'Ambassade et de l'Alliance française. Ceci a donné lieu à de vives critiques de la part d'un certain nombre de francophones qui ont eu le sentiment que l'on minimisait cet événement.

L'inscription à l'Alliance Française est coûteuse pour les Vanuatais (2 000 VT/ an, soit près de 10 % du salaire mensuel d'un enseignant de primaire en début de carrière), mais elle n'est obligatoire que pour par-

ticiper aux cours ou emprunter des ouvrages à la bibliothèque (selon G. Cumbo, la bibliothèque comptait environ 300 livres il y a deux ans, et était classée la plus petite bibliothèque francophone du monde. Aujourd'hui, son fonds se monte à 3 ou 4 000 ouvrages). En fait, la porte est ouverte à tous. Membre ou non, chacun pénètre comme il l'entend, consulte des revues, lit ou vient juste pour discuter autour d'un café. Ainsi, s'il n'y a que 65 % de Mélanésiens parmi les membres inscrits, les gens de passage durant la journée sont à 80 % Vanuatais d'origine.

« Le mercredi et le vendredi après-midi, nous sommes au complet ici avec tous les scolaires. Il y a beaucoup d'étudiants qui viennent là pour travailler, parce qu'on a des dictionnaires, de nouveaux livres chaque mois et des revues qu'on ne trouve pas ailleurs. » (com. pers., G. Cumbo)

La situation centrale de l'Alliance Française – à proximité de l'Ambassade de France – en rend l'accès d'autant plus aisé.

L'organisme apparaît ainsi fort dynamique. Le taux d'inscription ne cesse d'augmenter depuis sa création (il a connu une hausse de plus de 86 % entre 1992 et 1993, de près de 61 % entre 1993 et 1994 et de plus de 30 % en 1995, où il y avait 587 inscrits). Cette année, les chiffres enregistrés jusqu'ici marquent également une nette progression, et on constate une présence importante des Mélanésiens aux cours de français.

« Ce sont essentiellement des anglophones qui y assistent, des gens de l'administration ou travaillant dans des entreprises qui veulent apprendre en plus la langue française. C'est pour une certaine sécurité de l'emploi... » (*idem*)

L'Alliance organise également des stages de français à la charge de l'administration ou des entreprises, destinés à leur personnel administratif (souvent financés par l'Ambassade de France) ou aux employés de certaines entreprises : stages de perfectionnement en langue, formations professionnelles, cours de français destinés aux employés anglophones.

Grâce à cela, la diffusion du français

dans la sphère économique et publique est facilitée.

Au total, une cinquantaine d'heures de cours par semaine est ainsi dispensée, malgré l'investissement (6 000VT / 30h) qui doit être réalisé par les Mélanésiens pour y participer. Bien qu'elle soit aidée par la France, l'association ne parvient guère à diminuer ses prix. Elle a toutefois pu organiser une formation à moindre coût grâce à l'assistance d'un enseignant bénévole. Au départ réservé au perfectionnement des enseignants francophones, d'autres Vanuatais se sont ensuite joints à ce cours, preuve que la demande existe.

En dehors de l'Alliance française, il n'existe guère d'association dispensant un soutien éducatif et une formation continue en français, organisant des événements culturels tout en se trouvant proche du public mélanésien. Beaucoup reste à faire dans ce domaine.

En outre, bien que de nombreux francophones insistent sur la nécessité de mettre en place des associations locales, aucun ne semble prendre cette initiative et la dynamique culturelle reste globalement dépendante des médiations françaises. Au lieu de production francophone, on devrait plutôt parler au Vanuatu de consommation en langue française... Or la francophonie n'est pas la France. Pour s'affirmer et s'ancrer dans l'âme du pays, la création culturelle se doit d'être autre chose qu'un apport étranger. La francophonie doit montrer son visage national, sa particularité, son identité propre. Elle doit être construite par les Vanuatais en premier lieu. La formation de journalistes au sein de la radio, de la presse et de la télévision est un premier pas dans ce sens, qui permet aux personnalités locales de créer « à leur manière ».

Mais les médias restent largement dominés par la politique gouvernementale et les « concepteurs » sont encore guidés par l'aide des coopérants. A ce niveau, rien ne remplace donc le mouvement de création issu des spontanéités individuelles.

## Production vanuataise et création francophone

« Je m'adresse à tout citoyen de ce pays quels que soient son milieu social, sa vie culturelle, sa vie politique, et ses ressources économiques.

« Notre pays est jeune et a besoin de nous. De jour en jour, notre identité s'affirme davantage, nous commençons à vivre notre propre histoire, à creuser notre différence parmi les autres nations. Mais, dans le domaine culturel, nous sommes en retard.

« J'encourage donc tout citoyen à se lancer dans l'écriture s'il ne l'a pas encore fait ; s'il s'est déjà lancé, à continuer d'écrire, afin qu'un jour, nous ayons notre propre littérature. »

Jacques GEDEON,  
*Poésies 2*, Nakamal, 1989.

Cette préface d'un des premiers recueil de poésies en langue française, publié dans l'archipel et écrit par un Vanuatais, montre combien l'élite francophone cherche à affirmer sa personnalité par le biais de l'outil linguistique qui lui a été donné.

L'émergence timide de l'écriture constitue le signe de la maturité d'une culture. Les Vanuatais souhaitent désormais que la francophonie soit un instrument de leur propre reconnaissance. Cette reconnaissance n'est pas liée à un désir de voir revenir la France, mais peut-être de pouvoir y aller, et surtout, de s'en faire comprendre. Passer en quelque sorte « *d'une francophonie française à une francophonie indépendante* » (com. pers., G. Cumbo).

Non seulement la francophonie ne doit plus être la France au Vanuatu, mais elle doit permettre au Vanuatu d'accéder au monde francophone, d'y affirmer sa présence et d'y arborer sa personnalité.

Les textes de Jacques Gedeon parlent tous de son pays, de la beauté des îles et des flots qui l'entourent, de la fierté de se savoir ici chez lui. La francophonie s'est « libérée » de toute tutelle : elle ne demande plus qu'à montrer son caractère.

Le Vanuatu forme l'une des composantes d'une immense civilisation de l'oralité. Pour cette raison, la création littéraire est marginale, aussi bien du côté anglophone

que francophone. Ce sont les membres de l'élite instruite et occidentalisée qui seraient le plus à même de participer à ce mouvement. Or, même eux ne le font que fort exceptionnellement. Accéder à la publication est en effet difficile, il faut de l'argent pour en supporter le coût et du courage pour utiliser cette langue qui n'est pas toujours parfaitement maîtrisée. Du côté des ouvrages littéraires, seul Jacques Gedeon à notre connaissance semble avoir publié en français (deux recueils de poèmes et un Mémoire sur le Condominium des Nouvelles-Hébrides au journal de la SEH (Société d'Études Historiques) de Nouvelle-Calédonie).

De nombreux écrits en français sont néanmoins édités dans le journal, ce qui permet aux futurs écrivains de s'exprimer facilement et sans investissement particulier. « Le Coin des Poètes » du *Vanuatu Weekly Hebdomadaire* permet à ces auteurs amateurs d'inventer, de raconter ou d'exprimer leurs opinions, ce qu'ils font volontiers. Parmi les réclamations et les remarques de la section « Opinion libre » ou de la page « Lettres » de ce même journal, certains Vanuatais choisissent de s'adresser à leurs compatriotes en français plutôt qu'en bichlamar, peut-être parce qu'ils estiment être plus crédibles en affichant un certain degré d'instruction. Peut-être également pour affirmer ce qu'il a fallu, à une période, cacher...

La création littéraire reste pourtant peu courante. Preuve en est que les trois imprimeries de Port-Vila (les seules de tout le Vanuatu) ne travaillent pas autant qu'elles le pourraient. La majeure partie de leur production découle de demandes d'édition faites par le gouvernement et lorsqu'un organisme ou un centre de recherche accepte de subventionner la parution d'un ouvrage, celui-ci est presque toujours en anglais, langue de travail de la plupart des organisations internationales. En outre, il s'agit alors de documents scientifiques ou didactiques réalisés en équipe, généralement sous l'égide d'expatriés, qui n'ont rien à voir avec une quelconque création personnelle locale.

Dans le domaine musical, la production est quelque peu supérieure. Les groupes de musiciens arrivent à se produire plus facilement et la création est ici synonyme de fête plus que de déficit. La musique est culturellement intégrée au mode de vie mélanésien, tandis que l'écriture est l'élément européen par excellence. Pourtant peu de formations chantent en français : le *string band*, la musique locale, se compose heureusement encore en bichlamar ou en langue vernaculaire. Seuls les groupes de musique *pop*, *reggae* ou de variétés écrivent leurs textes en anglais ou en français, mais la tendance actuelle place l'anglais plutôt en tête par rapport à la langue de Molière. Le Vanuatu ne déroge pas à la règle internationale et la déferlante de compositions venues des pays voisins contribue à maintenir cet état de fait.

Toutefois, les musiciens de Nouvelle-Calédonie ou ceux du monde francophone jouissent d'un certain succès parmi la jeunesse francophone, et l'organisation de la fête de la musique dans la capitale, une fois par an, permet tout de même aux jeunes artistes de « monter sur le podium ». Reste que les chants en français les plus connus au sein de la population francophone sont les chants religieux...

Les membres de l'élite francophone ont parfois écrit pour affirmer l'existence de leur communauté et revendiquer les droits qui lui revenaient. Si cela reste en partie vrai, la cause de la francophonie n'étant pas acquise, ils créent à présent en vue d'affirmer leur « totalité culturelle ». Le fait que l'on choisisse souvent la poésie comme mode d'expression montre qu'il y a un souci d'être reconnu pour la qualité de la production littéraire tout autant que pour le message véhiculé. Peut-être sommes-nous là aux débuts d'une expression francophone originale ? Dans tous les cas, seule la création permet de mettre fin à la question de l'impérialisme culturel, et elle seule apparaît comme un gage d'affirmation de l'identité francophone, à l'échelle nationale et internationale. Pour l'instant, peu d'efforts sont faits pour encourager la publication de ces écrits.

Les progrès en matière d'exposition et de production linguistiques sont fondamentaux car ils permettent de faire entrer la francophonie à l'intérieur même des lieux de vie et de l'existence quotidienne. Mais globalement concentrés autour de Port-Vila, encore faut-il que les organismes culturels – et notamment les médias – puissent assurer une diffusion correcte de ces produits en dehors des foyers urbains.

### **LE NOUVEAU PAYSAGE FRANCO-PHONE : LE DILEMME ENTRE TRADITION ET NATION**

Comme nous l'avons vu, l'ensemble des événements culturels suscités par les organismes francophones a lieu dans la capitale vanuataise ; c'est également là que l'on trouve les instances éducatives et religieuses majeures, les commerces, l'administration.... En tant que noeud de communication ouvert aux influences internationales et siège de la modernité, la zone urbaine apparaît en fait comme un centre francophone inventif et extraverti. Or dans un pays où la population urbaine est maigre<sup>1</sup> et où l'éclatement et le cloisonnement des régions rurales dominant, la question des échanges et de la diffusion entre la capitale et le « monde des îles » est essentielle. C'est en effet la plus ou moins grande perméabilité de l'espace qui déterminera les possibilités de propagation de la culture francisée issue du centre urbain et le dynamisme de la francophonie à l'échelle nationale.

Derrière le problème de la diffusion se cache dès lors celui de la modernité : en zone rurale, la francophonie s'est enracinée parce qu'elle a été adaptée et agglomérée à un projet politique « conservateur ». Aujourd'hui, la « francisation » des élites urbaines, la mise en place de la nation vanuataise et l'influence de la culture française sont autant de facteurs propres à

déstabiliser l'organisation traditionnelle. A une francophonie « coutumière » et morcelée s'oppose de plus en plus une francophonie urbaine, moderne et rayonnante.

### **L'opacité de l'espace et la francophonie dualiste**

Au Vanuatu, le problème de la diffusion culturelle tient autant à la faiblesse des réseaux de communication qu'au maintien de distinctions culturelles importantes. Ces deux forces de cloisonnement tendent à créer une « nation francophone » bipolaire.

### **Les lacunes dans la diffusion des biens culturels**

Les manifestations francophones (expositions, fêtes, théâtre, cinémas...), la production médiatique, les centres éducatifs et religieux sont strictement cantonnés au monde urbain. C'est en effet là que se concentre l'ensemble des organismes francophones qui élaborent les projets nationaux. Surtout, le pôle urbain est le lieu où coexistent les infrastructures majeures du pays et la plus grande concentration humaine, c'est à dire à la fois la demande, les moyens et les savoir-faire.

Les échanges qui ont lieu avec les provinces rurales sont aujourd'hui facilités par la présence de l'avion et la connexion des centres secondaires (administration régionale, missions, principaux établissements scolaires) aux réseaux téléphoniques, postaux, maritimes, aériens... En outre, si les manifestations culturelles restent circonscrites à la capitale, les médias, eux, forment des vecteurs idéaux dans les processus de diffusion culturelle et linguistique. Ils présentent l'avantage d'offrir une structure particulièrement souple puisque, *a priori*, il est aisé d'envoyer par avion ou bateau les journaux chaque semaine, de même que pour la radio, quelques émetteurs suffisent à distribuer l'information dans l'ensemble

1. En 1994, on compte seulement 37 400 citadins pour 164 200 personnes vivant sur l'archipel, soit 22,8 % de la population totale.



de l'archipel. Néanmoins, dans cet univers insulaire et cloisonné, il semble que même les médias ne puissent guère jouer un rôle étendu.

La télévision, depuis peu implantée sur le territoire, n'émet pour l'instant en direct que sur Port-Vila (des cassettes sont toutefois envoyées à Luganville, où la rediffusion est possible grâce à la mise en place d'un petit émetteur). Equiper chaque île d'émetteurs relais pour pallier à l'éloignement, installer dans chaque région d'autres émetteurs, permettant de diffuser en direct sur l'ensemble du territoire, tout cela demanderait un investissement prohibitif, estimé aux alentours de 200 à 300 millions de vatu. En outre, qui pourrait acheter une télévision là où il n'y a souvent même pas l'électricité ? La télévision reste en conséquence un média marginal, dont l'aire de diffusion ne dépasse guère la périphérie des zones urbaines. Pourtant elle offre un « spectacle » très apprécié lorsque l'installation de postes dans les écoles permet l'émission de cassettes vidéos (envoyées entre autre par le centre de production catholique de la capitale).

Concernant les journaux, le problème du coût de l'infrastructure est inexistant : on peut acheminer les journaux, conçus et imprimés à Port-Vila, par les avions ou les bateaux qui font régulièrement la jonction entre les îles. Néanmoins, la diffusion reste elle aussi minime. Sur un total de 2 195 exemplaires du *Vanuatu Weekly Hebdomadaire* distribués chaque semaine<sup>1</sup>, 1 692 sont vendus sur Port-Vila même et 283 sur Luganville, ce qui place la proportion des ventes en zone urbaine à environ 90 %, pour moins de 23% de la population ! En excluant les abonnements de l'étranger et une partie des abonnements nationaux (qui ne sont pas tous issus du monde rural) on n'a plus finalement que 3 % du total des journaux expédiés vers les îles. En outre, cette diffusion se fait inégalement : 40 exemplaires partent vers deux commerces distributeurs à Lakatoro (Mallicolo) et 10 vers le seul point de vente de Pentecôte (Melsisi).

*Le Trading Post* diffuse plus largement ses hebdomadaires vers le monde rural: environ 350 exemplaires par semaine partent en direction des îles (Ambae, Tanna, Mallicolo et les îles Banks), mais comme nous l'avons dit, ce journal n'est pas celui dont la production francophone apparaît la plus dense et la plus recherchée!

*Eklesia*, le bulletin de la communauté catholique, est vendu à seulement 942 exemplaires par mois, mais la répartition dans l'archipel paraît plus équilibrée. 400 exemplaires sont écoulés dans la capitale et 450 dans les îles (150 à Santo ainsi qu'à Mallicolo, 60 à Pentecôte, 40 à Tanna de même qu'à Ambrym, 10 à Ambae. Les 92 restant sont constitués par les abonnements Outre-Mer). La distribution se fait donc vers les îles traditionnellement affiliées à l'église catholique, où les catéchistes se chargent ensuite avec un certain zèle de la diffusion. Le réseau religieux ne cesse de prouver son efficacité...

*Radio Vanuatu* est en fait le seul organe médiatique dont la production « s'exporte » aisément. Alors que *France Inter* n'émet que sur Port-Vila, les programmes de la radio nationale sont diffusés sur l'ensemble de l'archipel. Seul impératif: avoir un poste récepteur. Mais là, la souplesse par rapport à la télévision réside dans l'existence des postes à piles ! Tout le monde n'a pas de matériel radiophonique en état de marche, loin s'en faut. Officiellement, on estime qu'un habitant sur 7,5 possède un poste récepteur au Vanuatu en 1991. Même si dans les régions les plus traditionnelles on est moins bien équipé, il y a en général une habitation par village qui en est pourvue. Les murs des cases étant fins, cela permet à tous d'en profiter... Quoi qu'il en soit, la radio est un média abordable. Il n'est pas difficile de se procurer des piles, en vente dans le moindre petit store de village. On trouve des postes peu coûteux que l'on peut acheter dans certains grands centres provinciaux ou dans la capitale. Tout le monde a au moins un membre de sa famille ou de

1. Ces chiffres, ainsi que ceux qui suivent, ont été fournis par les journaux eux-mêmes et correspondent à ceux de la première moitié de l'année 1996.

son entourage qui travaille « en ville » et pourra en envoyer un par avion ou bien l'apporter.

La radio et les journaux – dont la diffusion limitée est difficilement explicable – semblent finalement être les seuls médias dont le rayonnement n'est pas compromis par des problèmes de coût ou d'infrastructure.

Dans les mondes traditionnels, davantage tournés vers la réalité locale, c'est pourtant le vecteur humain et l'échange direct qui sont les plus efficaces. C'est par ce biais qu'on fait circuler les savoirs et les informations, les livres, les postes de radio, les cassettes audio... Par suite, pour assurer le déplacement des hommes et des produits à une échelle nationale, il convient que les liaisons routières, marines et aériennes soient appropriées. En fait, si les transports inter-insulaires sont aujourd'hui suffisamment organisés et sûrs, les connexions intra-insulaires continuent, elles, de poser problème. En dehors des côtes et de l'île d'Efate, le réseau des routes est généralement limité et le système de circulation traditionnel – la marche à pied – reprend ses droits. L'intérieur des îles et les points les plus retirés ont donc plus de difficultés à entrer en contact avec le monde extérieur, tandis que les centres secondaires littoraux sont plus extravertis et plus dynamiques.

Dans tous les cas, les communications aériennes soulèvent un problème majeur qui réside dans l'accessibilité financière. Ceci limite les échanges matériels et ne permet pas d'organiser des regroupements d'envergure. Ainsi, la plupart des grandes manifestations francophones organisées dans la capitale restent inaccessibles aux habitants du monde rural. Elles ne se révèlent pas suffisamment attractives pour occasionner un tel déplacement.

La diffusion de la culture francophone urbaine vers le monde rural semble donc relativement faible. Les connexions aux réseaux d'échanges modernes sont réduites et les transports restent encore inégalement accessibles. Ceci n'explique pourtant pas

pourquoi les journaux présentent une aire de diffusion aussi restreinte.

### Les freins culturels à la diffusion

Dans le cas du Vanuatu, les blocages qui touchent les processus d'échanges ne sont pas simplement la résultante directe de lacunes structurelles. Les lignes qui font la jonction avec Port-Vila sont plus ou moins bonnes mais elles existent. Les interlocuteurs, de part et d'autre, disposent en outre de deux langues pour communiquer: le bichlamar et le français. A partir de là, l'opacité de l'espace ne peut plus simplement s'expliquer par des freins de nature matérielle.

En fait, les obstacles à la circulation ont également des fondements culturels, d'ailleurs étroitement liés à l'insuffisance des lignes et réseaux de communication jusqu'à une date récente<sup>1</sup>. En effet, comme la liaison avec le monde moderne se fait de manière inégale et depuis peu de temps, les habitudes culturelles changent peu et les besoins ne se modifient guère en zone rurale. Ceci explique pourquoi les journaux n'ont qu'un succès relatif malgré les facilités de transport de tels vecteurs. Quand ils arrivent dans les magasins des centres provinciaux ou des missions, ils sont achetés par quelques cadres de l'administration, enseignants ou catéchistes, mais ne pénètrent pas les villages alentour et encore moins l'intérieur des terres. Les exemplaires envoyés dans les îles arrivent en nombre limité, non pas en raison de la difficulté de diffusion, mais plutôt de la rareté de la demande.

La radio, pourtant unique média à avoir un large champ de consommation, se trouve dans une certaine mesure soumise au même problème. Ce mode de communication est le seul qui ne subisse pas le problème de l'acheminement dans un univers non isotrope, et surtout, la civilisation orale traditionnelle en fait un vecteur culturel adap-

1. Les liaisons aériennes à travers l'archipel ne furent mises en place que dans les années 1960, et encore restèrent-elles très périlleuses jusqu'à ces dernières années.

té à l'univers mélanésien. De fait, parmi les 97 enfants interrogés au cours de notre enquête, 92 ont affirmé qu'ils écoutaient la radio à la maison. Néanmoins, l'efficacité de la diffusion des langues et cultures francophones modernes par cet organe médiatique reste à relativiser.

La consommation des émissions en langue française paraît en effet peu importante au regard de la place accordée au bichlamar. Sur nos 92 auditeurs, 27 seulement ont répondu qu'ils écoutaient les programmes en français, contre 89 pour le pidgin. S'il est vrai que la langue véhiculaire reste plus universellement et plus facilement comprise, d'un autre côté, 16 élèves francophones ont prétendu être consommateurs de diffusions en anglais, soit une proportion importante par rapport à celle relative au français. En outre, quasiment aucun jeune n'a affirmé être un auditeur *exclusif* des programmes francophones : certains écoutent le français et le bichlamar, d'autres les trois langues indifféremment.

Les réponses doubles ou triples découlent de ce que la radio fonctionne souvent en continu. On ne sélectionne pas les émissions, mais on allume le poste de radio à ces moments de la journée où il n'y a rien à faire. Au contraire des habitudes européennes, la radio n'est pas à proprement parler un centre d'intérêt pour les Mélanésiens : elle fonctionne car elle ne demande pas forcément une attention particulière – à la différence de la lecture d'un journal – et qu'elle agrmente la monotonie quotidienne d'un fond sonore apprécié. En conséquence, si la diffusion *effective* de la langue française grâce à la radio se fait bien, sa consommation *réelle* par les auditeurs est plus discutable.

L'insuffisant développement des réseaux de transports et de communications a donc créé un double frein à la diffusion des productions culturelles élaborées dans la capitale. Non seulement les échanges et les rencontres restent épisodiques, mais l'enclavement insulaire et la différenciation culturelle continuent de limiter la demande. On ne peut pas pour autant parler ici de fatalité. Il existe égale-

ment, dans le monde rural, une certaine force de résistance à l'égard des apports « étrangers ». Plus qu'un barrage imperméable, l'espace joue un rôle de filtre sélectif qui arrête ce qui ne s'intègre pas à l'existence locale, soit parce que les hommes, comme pour les journaux, le dédaignent, soit parce que les Mélanésiens eux-mêmes s'y opposent.

En fait, depuis près de 200 ans, les chefs n'ont cessé de lutter contre les apports culturels issus de l'extérieur. À l'origine, ils ont cherché à fermer leur monde au christianisme, jugé menaçant à l'égard de la coutume. Toutefois, la conversion religieuse a fini par être acceptée parce qu'elle n'empiétait pas sur la vie coutumière et apportait certains avantages, dont l'espoir d'accéder à la puissance des Blancs. Peu à peu, religion et coutume, langue vernaculaire et francophonie ont appris à vivre ensemble, non pas en se fondant dans un syncrétisme mais en respectant chacune les limites de la sphère d'extension de l'autre et leurs territoires respectifs.

Actuellement, la méfiance se tourne vers la modernité, qui constitue un nouvel élément inquiétant. Les *big man* doivent donc effectuer un « contrôle » des éléments qui pénètrent la vie villageoise (l'alcool par exemple, introduit par les Européens, fait des ravages en ville alors qu'elle reste marginalement diffusée dans bon nombre d'îles). Les jeunes en particulier sont très surveillés. Leur attitude doit refléter les principes de la vie traditionnelle, les restrictions vestimentaires, la position face au mariage ou au travail sont contrôlées et soumises à « amendes ». Le cloisonnement de l'espace joue donc ici en faveur du maintien de la coutume.

Finalement, les chefs désirent intégrer les éléments qui fondent le pouvoir des Blancs, mais ils ne veulent s'en emparer que pour maintenir l'indépendance et l'identité traditionnelles intactes. La francophonie, telle qu'elle existe dans les régions rurales, est d'autant plus intégrée à ce processus qu'elle est ce par quoi on peut parvenir à cette connaissance tout en conservant ses structures et son système culturels origi-

naux. La langue française permet l'accès au savoir occidental par le biais de la religion ou de l'école, elle est en même temps intégrée au monde mélanésien.

La francophonie est donc une notion équivoque : d'origine urbaine, elle est perçue comme un élément menaçant pour l'équilibre des régions rurales, au contraire, la francophonie traditionnelle doit permettre d'échapper à cette menace. L'une est étrangère au système culturel traditionnel, l'autre y est associée.

Apparemment, les Mélanésiens cherchent donc à conserver par rapport au monde urbain « déculturé » une certaine distance, cela en maintenant leur philosophie et leur organisation vivantes. « *Les chefs, ils favorisent 'la langue', car on risque de l'oublier à long terme* » (com. pers., N. Molkis, village de Tansip, Pentecôte).

Dans ce contexte, la francophonie éducative ou religieuse et les éléments de la culture francophone moderne ne peuvent s'intégrer que s'ils présentent un intérêt ou une valeur, sans menacer l'équilibre traditionnel. Comme le disait F. Aïssav.

« Il faut agir par rapport à la culture moderne un peu comme on le fait avec la télévision : celui qui ne veut pas voir un film, il n'a qu'à éteindre son poste de télévision ! En fait, c'est cela : il faut prendre ce qu'il y a de bon à prendre tout en faisant attention » (com. pers.).

L'éloignement à la capitale et l'opacité de l'espace tendent donc à maintenir un cloisonnement assez puissant pour préserver la vie et la culture coutumières. La différenciation qui existe entre les mondes rural et urbain peut ainsi subsister, tout en atténuant le choc des bouleversements.

### La francophonie bipolaire

A l'égard des innovations urbaines, les espaces insulaires semblent relativement clos, autant pour des raisons structurelles (absence de télévision, de téléphone, d'électricité, de routes...) que culturelles (désintérêt pour les produits écrits et pour un certain nombre de programmes culturels, méfiance à l'égard de la modernité). Ceci

laisse penser qu'à l'égard de la production francophone réalisée à Port-Vila, les régions francophones des îles sont des espaces marginaux.

Une capitale, un centre national où convergent les influences internationales, les hommes des diverses régions de l'archipel, les idées, les moyens et les talents, évolue nécessairement à un rythme plus soutenu que des zones davantage introverties et culturellement moins composites. Lorsqu'on se trouve en outre dans un espace géographique ne facilitant guère les échanges ni les déplacements, les régions les plus enclavées tendent à rester apparemment figées et refermées sur elles-mêmes. Ceci contribue à entretenir la dichotomie ancienne qui existe entre univers urbain et société rurale.

Lorsqu'on quitte Port-Vila et l'île d'Efate, on dit d'abord que l'on va « dans les îles », comme si l'archipel vanuatais était découpé en deux ensembles géographiques associés à deux mondes distincts. Ce fossé culturel est tout aussi perceptible dans les représentations que se font un grand nombre d'habitants des îles à l'égard du monde urbain. Pour eux, la « civilisation moderne » est proche en terme d'espace conçu ; tout le monde connaît quelqu'un à Port-Vila, certains y ont envoyé leurs enfants pour étudier. En même temps, elle est éloignée, car si les gens pratiquent des marches de plusieurs heures pour circuler d'une partie de l'île à l'autre, prendre l'avion constitue toute une aventure. Au-delà des rivages de l'île, c'est « l'extérieur », même parfois des lieux où habitent des « étrangers ».

Le complexe culturel de la francophonie est donc lui-même dualiste. S'il présente des différenciations d'une région de l'archipel à l'autre, il apparaît tout à fait double lorsque l'on considère le monde rural d'un côté et la zone urbaine de l'autre.

Le centre urbain réunit un certain nombre de traits de la francophonie rurale, en raison de la présence d'une population hétéroclite encore attachée à la terre natale. En revanche, il se trouve soumis à des influences allogènes qui font évoluer très

rapidement la culture francophone et la population citadine. Au contraire, la francophonie semble parfois s'étioler dans le monde rural, où elle est peu dynamique, issue de fondements anciens et profonds, freinée et filtrée par des forces « conservatrices » et générée essentiellement par l'institution scolaire.

Ainsi, la francophonie urbaine s'inspire profondément d'une culture occidentale qui place la langue comme un objet d'intérêt et de construction en soi : on cherche à produire des *écrits* en langue française, on tente d'assimiler cet héritage européen de la création journalistique ou littéraire. De son côté, le monde rural et coutumier reste bercé par une *tradition orale* qui ne se soucie guère de la littérature ou de la création en langue française.

Surtout, la francophonie des régions traditionnelles a été adaptée à un substrat coutumier préexistant. L'*acculturation* a permis à la fois le maintien de la tradition et l'enracinement des éléments culturels issus de la colonisation. La zone urbaine a au contraire comme fondement même le peuplement européen. L'absence d'un territoire et d'une organisation sociale autochtones préalables (ou plutôt leur destruction complète), les échanges contemporains d'idées, d'hommes et de techniques avec l'Occident, provoquent à bien des égards une déculturation qui affecte par à-coups la population mélanésienne plus ou moins déracinée et concentrée dans la capitale.

A cela s'ajoute une perception différente

du « pays ». Dans les régions de la francophonie traditionnelle, la conscience nationale est souvent moindre, l'introversion restant de mise et les relations à échelle locale primant sur celles issues du développement national.

Même au sein des territoires où la francophonie a eu, à l'origine, un fondement politique, seules quelques personnes occidentalisées ont amené la revendication locale vers la capitale et en ont fait un mouvement politique d'ampleur nationale. Dans les îles, la cohésion des petits groupes modérés s'appuyait en premier lieu sur des préoccupations régionales. Les « modernes » se sont contentés d'établir un lien entre des communautés dispersées. En fait, la plupart de ceux qui, dans les zones rurales, continuent de regretter l'indépendance, se bornent souvent à constater que l'école de leur village n'a plus d'argent ou que le dispensaire n'est plus aussi « luxueux » depuis le départ de la France. Ces personnes ne se préoccupent guère de la liberté qu'a acquis le Vanuatu depuis 1980, leurs préoccupations restent limitées aux horizons de l'île ou de la région, les frontières de leur pays ne coïncident pas avec celles de leur État.

En général, le « monde des îles » semble finalement vivre plus ou moins en marge des innovations et créations culturelles francophones. La distance qui le sépare de la capitale vient non seulement d'une géographie contraignante, mais surtout d'un fossé culturel qui ne semble pas vouloir se combler.

La différence qui existe entre univers

### La francophonie bipolaire : mondes ruraux et monde urbain

RÉGIONS	unité et organisation spatiales	territoire	langues	fondements culturels
<b>RURALES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. région francophone / région anglophone</li> <li>. mosaïque</li> <li>. cloisonnement et structure en réseau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>."traditionnel"</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. langue vernaculaire</li> <li>. langue française</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. culture orale et "populaire"</li> <li>. coutume</li> <li>. identité locale</li> </ul>
<b>URBAINES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. centre / périphérie</li> <li>. organisation bipolaire</li> <li>. extraversion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. urbain et aterritorialisé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. anglais</li> <li>. français</li> <li>. bichelamar</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. culture écrite et "élitiste"</li> <li>. modernité</li> <li>. identité nationale</li> </ul>

urbain et rural tend ainsi à créer un paysage francophone dual. Toutefois, si les éléments culturels issus de la sphère citadine ont des difficultés à pénétrer les mondes traditionnels, l'imperméabilité de l'espace s'estompe dans le sens inverse. Le Vanuatu s'affirme en tant que nation et la capitale devient de plus en plus attractive à mesure que l'aspiration à la modernité s'accroît. La francophonie acquiert ainsi une personnalité nouvelle, qui dérive de l'opportunité qu'elle offre d'accéder au centre occidental.

### **De la francophonie réticulée au modèle national. De la tradition à la modernité**

Bien qu'on ait identifié la francophonie comme un monde bipolaire, il n'y a pas en réalité deux types de « lieux » ni deux complexes culturels de la francophonie nettement différenciés. De même que les situations varient énormément suivant les régions de l'archipel, le passage entre les francophonies urbaine et rurale se fait suivant un *continuum* culturel. Plus on « s'éloigne », en terme d'accessibilité, de l'environnement urbain, plus la coutume semble reprendre ses droits.

La capitale vanuataise s'est implantée avec son cortège d'administrations, dont les directions de l'enseignement catholique et laïc. Elle est devenue le centre rassembleur des informations issues du monde rural et le foyer où sont élaborées les politiques nationales. Ainsi, les organisations religieuses et éducatives ont actuellement leurs « antennes » dans les îles et doivent entrer en relation avec l'univers rural.

A « mi-chemin culturel » entre le centre urbain et les communautés traditionnelles du monde rural se trouvent les petits centres littoraux, formés autour de l'administration provinciale, des villages missionnaires ou simplement des établissements scolaires les plus importants. Longtemps reliés entre eux par des connexions multilatérales, ces sites littoraux tendent à être de plus en plus reliés à Port-Vila de manière bilatérale. Melsisi ou Norsup en fournissent de bons exemples. Les centres ruraux ne

sont plus alors de simples pôles régionaux, ils se transforment peu à peu en centres secondaires d'une politique et d'un « programme social » élaborés à Port-Vila.

En conséquence, la géographie de la francophonie se présente dorénavant comme un organisme à trois niveaux :

- Port-Vila est le pôle de production et le centre décisionnel.
- Les échanges se font avec les centres provinciaux ou insulaires bien connectés aux réseaux de communication et qui constituent des périphéries fort localisées de la « francophonie urbaine ».
- Ensuite, la majeure partie des espaces insulaires forme une vaste étendue en marge des mouvements de communication et de diffusion culturelles directes.

L'opposition qui existait entre littoraux et intérieur des terres se maintient ; à celle-ci s'ajoutent les différenciations induites par l'émergence progressive d'un modèle de type centre-périphérie, caractéristique d'une nation moderne.

L'idée d'accéder au monde de la modernité et de bénéficier des avantages liés à la concentration, en un même point, de toutes les infrastructures scolaires, culturelles et professionnelles constitue les fondements d'un mouvement centripète, permis par « l'ouverture » de l'espace. Les jeunes, qui ont souvent un ami, un frère ou une soeur étudiant dans le centre urbain, sont particulièrement soumis à cette tentation. L'organisation du système éducatif a une grande influence dans ce domaine. En général, l'enseignement commence par une structure primaire proche du territoire natal, puis le collège est localisé à proximité d'un centre régional, enfin, le lycée se trouve dans la capitale. Les études supérieures donnent parfois lieu à un voyage à l'étranger. Les centres régionaux deviennent ainsi des « espaces-relais » entre les territoires ruraux et le monde urbain.

En outre, l'école insuffle la volonté de réussite aux élèves et leur offre l'espoir de s'insérer dans la société moderne. A mesure qu'un certain nombre de jeunes peuvent accéder aux institutions prestigieuses et au cadre de vie libéral de la capitale, les cama-

rades restés dans les écoles régionales ont le désir de pénétrer eux aussi cet univers.

Lorsque nous avons interrogé les élèves des écoles de Pentecôte et Tanna sur ce qu'ils souhaiteraient faire plus tard ainsi que sur le lieu où ils aimeraient vivre, nous avons pu constater que plus de 40 % d'entre eux désiraient habiter à Port-Vila ou dans une ville, parfois même à Nouméa ou en France. Tous ceux-là voulaient être secrétaires, enseignants, infirmiers... car ce sont des professions qu'ils côtoient dans l'environnement des îles et qu'ils admirent sans doute.

Par ailleurs, sur les 60 % de jeunes qui préféreraient résider dans leur île d'origine, plus de la moitié voulaient être enseignants, ce qui signifie de toute façon passer quelques années dans la capitale vanuataise. Enfin, parmi les 25 enquêtés restant, 20 souhaitaient exercer une profession salariée (mécanicien, magasinier, chauffeur, etc.), preuve que la culture du « jardin » ne fait plus vraiment recette au sein d'une population ayant déjà accédé au collège.

Ce phénomène est d'autant plus vivace que la mobilité s'accroît également au sein de la population enseignante. La titularisation des maîtres des établissements catholiques et laïcs des îles se fait non seulement à Port-Vila, mais les instituteurs sont même envoyés ensuite vers des régions dont ils ne sont pas originaires. En conséquence, les écoles sont de plus en plus dirigées par des individus « étrangers », qui ont déjà une certaine conscience nationale et ne sont plus simplement attachés à leur culture francophone locale. Ils diffusent un savoir et des valeurs qui sont le fruit d'une vision élargie de l'espace culturel.

La population des enseignants et des collégiens se trouve donc être celle qui prend le plus de distance vis à vis de l'univers traditionnel. En occupant de nouveaux territoires, en perdant pendant un temps le contact avec la structure villageoise, cette population hétéroclite acquiert un mode de vie et des préoccupations nouvelles. Ce sont

ceux qui ont « réussi » qui circulent le plus : enseignants, catéchistes, membres de l'administration ainsi que certains élèves. Aussi « la francité » touche-t-elle davantage les jeunes que les personnes âgées, plus proches du monde local en terme d'espace conçu.

Pour cette raison, les « nouveaux voyageurs » jouent un rôle très important dans la diffusion en milieu rural. Ils font le pont entre le monde de la modernité et celui de la coutume. Ils captent et véhiculent les éléments culturels externes, tout en les adaptant et en les inscrivant à l'échelle de l'univers villageois dont ils font partie.

Les valeurs francophones s'inscrivent aujourd'hui suivant deux échelles sociales, celle de la vie coutumière et celle du monde moderne. Les « chefs » des régions rurales n'aspirent pas à atteindre le cœur de la modernité, ils veulent s'emparer de celle-ci, l'intégrer et en faire une force contre le pouvoir déculturant des Blancs. Mais à l'heure actuelle, les hommes ayant le plus de prestige sont ceux qui occupent à la fois une place de choix dans la hiérarchie traditionnelle et dans celle de la société moderne<sup>1</sup>. La coexistence de cette double organisation sociale et géographique crée des tensions certaines. À mesure que la tendance nationale s'affirme et que les facilités de communication s'accroissent, la personnalité régionale semble remise en cause.

Aujourd'hui, beaucoup de jeunes fuient l'autorité et le conservatisme de la coutume qu'ils comparent à une « liberté » et un confort urbains attractifs. Le point d'équilibre entre les deux univers culturels paraît actuellement fragile. Tant que l'adhésion aux conceptions séculaires se maintiendra, les communautés des îles tenteront d'adapter la coutume et de remodeler la francité pour créer un système apte à maintenir les structures traditionnelles tout en tirant avantage de la « modernité ».

Mais la génération, des 30-40 ans semble déjà tiraillée entre les deux mondes.

Le cas est en effet fréquent de jeunes

1. Certains grands hommes politiques, à l'instar de W. Lini, ont su parvenir à un rang élevé dans la société coutumière tout en exerçant un rôle de chef politique dans la nation « moderne » et même de chef religieux.

adultes, fils de hauts gradés, qui partent vivre en ville après y avoir fait leurs études. Bien que le système d'organisation social traditionnel ne soit guère fondé sur des pouvoirs ou des privilèges héréditaires, les biens possédés par la famille et le prestige du clan doivent être entretenus. Ainsi, les jeunes citadins sont souvent « rappelés » par la coutume au bout de quelques années.

Comme nous l'a confié la femme d'un couple de Pentecôte ayant longtemps vécu à Port-Vila et rentré depuis peu au village :

« Il fallait quelqu'un ici pour s'occuper des affaires et de la terre des parents. On avait fait une proposition à mon mari pour travailler à Luganville mais il voulait revenir là. Avant, il était dans la politique et moi, j'étais secrétaire. Maintenant, je me retrouve ici à faire des paniers ! » *elle lance alors un regard affectueux vers ses jeunes enfants et continue* : « eux, je veux qu'ils aillent au lycée. Ils ne resteront pas ici pour faire le jardin... » (com. pers.)

La population des villages est de plus en plus faite de très jeunes et d'adultes déjà âgés. La tranche d'âge des 20-30 ans est attirée par la ville et la mise en place d'une administration centrale change donc progressivement l'espace réticulé en espace polarisé.

La francophonie est un acteur de ce bouleversement. Elle s'inscrit elle-même suivant deux échelles, l'une régionale, l'autre nationale. D'un côté, elle a un fondement traditionnel important – une religion qui se trouve inscrite depuis un siècle parmi les valeurs de la société locale, une idéologie politique qui a marqué le particularisme du groupe en même temps que son « histoire » – d'un autre, elle a un impact acculturant – la langue française est attachée au complexe culturel de la modernité et la structure qui permet sa diffusion, l'école, favorise un mouvement de désagrégation des structures villageoises. Cette double personnalité rend son existence instable. Si la francophonie a pu s'affirmer dans un contexte régional sur la base de racines religieuses ou politiques profondes, pourra-t-elle faire le poids face à l'anglais à l'ère de la modernité et de l'État-nation ?

## LA FRANCOPHONIE NATIONALE. PROBLÈMES ET PERSPECTIVES

Le maintien de la francophonie s'avère intimement dépendant de la politique étatique qui marquera ces prochaines années. Le gouvernement contrôle l'enseignement, les relations extranationales, les médias, une partie du marché de l'emploi. Or, dans un pays où la langue française n'est pas l'unique idiome international ni l'unique langue de culture, la francophonie n'est pas une fatalité et son existence est sans cesse remise en cause.

A l'heure actuelle et dans l'avenir, le statut de la langue française repose également sur la somme des représentations associées à l'idiome européen et sur l'attachement des communautés francophones à leur langue d'éducation. Cependant, les individus choisissent de plus en plus l'option francophone en fonction du rôle social qu'elle est susceptible d'attribuer au sein de la nouvelle nation vanuataise. La survie de la francophonie est donc en partie subordonnée à son plus ou moins grand dynamisme.

### Les problèmes de l'enseignement, menace structurelle au maintien de la francophonie

L'enseignement est un pôle culturel et un marqueur de la reconnaissance faite à la communauté francophone. Mais c'est également une promesse d'avenir, un outil qui doit permettre à l'individu d'accéder à la modernité, et par là même, à la communauté d'acquérir une puissance et une crédibilité au sein de la société vanuataise.

Le maintien de la francophonie, c'est à dire à la fois sa pérennité, son rayonnement et sa capacité à ouvrir l'accès aux postes stratégiques de l'État, tient à la mise en place d'une éducation performante et valorisante.

### L'ère Lini : réunification ou anglicisation du système éducatif ?

Après 1980, les structures éducatives du système unifié ont entraîné un affaiblissement substantiel de l'enseignement de langue



française. Elles traduisaient en fait un glissement vers le modèle d'instruction anglo-saxon et s'inspiraient des schémas et idéaux qui avaient eux-mêmes « forgé » l'élite anglophone dans les *skul*.

Outre la remise en cause de sa gratuité, l'enseignement de langue française prit le caractère élitiste du système anglo-saxon. Durant le cycle primaire, l'éducation impliquait non seulement le paiement de frais de scolarité, mais on redoublait par ailleurs facilement. L'entrée au collège était très sélective et n'y accédaient que les meilleurs, grâce à la mise en place d'un examen de fin de primaire dont le taux de réussite était conditionné par le nombre limité de places dans les collèges. Dans le secondaire, par contre, le but étant de former au plus vite une élite mélanésienne dans le cadre de la « localisation » des postes clés, il n'y avait plus aucun redoublement<sup>1</sup>.

Les francophones furent très désavantagés par cette nouvelle organisation car si l'enseignement français avait bien développé le cycle primaire, le nombre de places dans le secondaire francophone était fort réduit au regard de ce qu'offrait la filière anglophone :

« Pendant longtemps, il y a eu deux collèges francophones pour sept à huit anglophones. Déjà, durant onze ans, les débouchés pour les francophones étaient nuls dans l'administration, mais en plus on avait le prétexte de dire qu'ils n'étaient pas assez formés ! » (com. pers., M.B.)

Cette inégalité face à la réussite scolaire s'est avérée encore plus marquée dans l'enseignement supérieur. Il n'y eut aucun débouché régional au terme du secondaire de langue française avant 1988 – année de la création de l'Université Française du Pacifique – tandis que le Vanuatu avait rejoint le groupe des pays rattachés à l'Université du Pacifique Sud dès 1980 (com. pers., J.-P. Nirua, directeur de l'enseignement par correspondance à l'USP). En outre, même après 1988, les étudiants souhaitant accéder à l'UFP se voyaient

contraints de détenir le baccalauréat. Or, dès 1986, le départ des expatriés français laissait le lycée sans professeurs. Selon Cl. Macfeat, « aucun étudiant francophone n'est sorti de l'archipel entre 1986 et 1992 » (com. pers.). Il est difficile de vérifier l'exactitude de cette information, néanmoins, parmi les francophones que nous avons pu rencontrer, partis étudier à l'étranger à cette période, tous avaient été dans le système supérieur anglophone. L'opportunité de suivre une formation à Fidji ou en Papouasie permettait aux jeunes francophones de trouver des débouchés, mais elle développait aussi l'anglicisation des meilleurs éléments du Vanuatu...

En plus des difficultés structurelles liées au glissement du modèle français vers un système à base anglo-saxonne, des problèmes de fond de plus en plus lourds ont affecté la filière francophone, créant une grande détérioration de la qualité de son enseignement avec de graves conséquences à long terme. Outre l'insuffisance de professeurs titulaires – qui eut pour corollaire la dégradation de l'éducation dispensée par des instituteurs « improvisés » – les programmes mis en place à la fin des années 1980 ont négligé la spécificité de la langue et de la pédagogie françaises.

La création de programmes communs aux deux filières, du matériel pédagogique et des épreuves d'examen associés, avait été confiée au CRDP, institué en 1988-1989 sous l'égide de la Banque Mondiale et de l'Australie. Avec une équipe comprenant un expatrié français pour six australiens et dans le contexte de l'époque, il est évident que l'anglicisation était de mise. Des manuels et des épreuves d'examen furent conçus, qui se trouvaient généralement produits en anglais par des professeurs formés en anglais, puis simplement traduits en français, par des personnes non formées à la traduction... La qualité de la langue française en pâtissait. Dès lors, il paraissait clair qu'unification rimait avec uniformisation.

1. Un arrêté ministériel instaura l'« *automatic promotion* » au milieu des années 1980, qui reste appliquée aujourd'hui : les élèves passent automatiquement dans la classe supérieure durant le cycle secondaire.

Cet ensemble de changements fut à l'origine de la fermeture de certaines écoles et de la détérioration de l'enseignement de langue française. Les effectifs d'élèves scolarisés dans le système francophone connurent un déclin sans précédent : ils ne dépassèrent pas les 9 500 élèves de 1985 à 1991, contre un total de 13 000 à la fin des années 1970. En outre, le niveau général accusa une sérieuse baisse et les débouchés se trouvèrent réduits.

Au lieu d'unification et d'harmonisation, la situation de l'éducation n'avait jamais été aussi déséquilibrée et instable qu'elle le fut jusqu'en 1991. La filière francophone souffrait d'une relative inadaptation au contexte local, en raison du type de système éducatif mis en place par la France durant la période coloniale ; ses problèmes étaient en outre négligés voire aggravés par la politique d'exclusion émanant de la majorité au pouvoir. Le nouveau gouvernement allait devoir entreprendre de profondes réformes.

#### La réforme éducative. La « politique de rééquilibrage » de l'ère Korman

En 1991, un grand bouleversement s'était produit au sein du gouvernement. Pour la première fois, une coalition formée d'anglophones et de francophones était au pouvoir et dans ce contexte, la politique éducative prit peu à peu une orientation nouvelle. Il ne s'agissait plus de savoir quel « camp » on allait favoriser aux dépens de l'autre, mais plutôt de mettre fin à la division culturelle tout en assurant le respect des deux types d'instruction. Les vieilles querelles devaient donc laisser place à la réunion nationale.

La tâche prioritaire à laquelle devait s'atteler le « gouvernement francophone » consistait à redonner espoir à la communauté « minoritaire » et à redynamiser sa filière d'enseignement. Maxime Carlot et

son Ministre de l'Éducation, le francophone Romain Batick, ont ainsi amorcé un mouvement de multiplication des écoles francophones. Dès 1991, de nouveaux établissements ont été construits et d'autres « remis sur pied ». Les effectifs du cycle primaire francophone se sont débloqués, passant de 9 400 à 13 838 élèves entre 1991 et 1995.

Cette politique éducative soutint par ailleurs la multiplication des classes de collège dans les îles. Au sein d'un certain nombre d'établissements primaires, on continue à créer progressivement des classes de secondaire, au rythme d'une par an (classe de 6<sup>e</sup> la première année, de 5<sup>e</sup> la seconde...). Cette réforme permet donc de dénouer le goulot d'étranglement constitué par l'examen de fin de primaire. De fait, on dénombre 11 collèges francophones en 1995<sup>1</sup>.

La grande nouveauté du système éducatif a toutefois été sa gratuité pour le premier cycle. Ce point était une orientation essentielle du programme de l'UPM depuis les lendemains de l'indépendance, et on comprend pour quelle raison lorsque l'on sait combien les francophones tenaient à cette vieille tradition, perdue avec la fin du condominium. Le système unifié commençait à vouloir réintégrer certains éléments issus du système francophone.

Malgré ces réformes dynamiques, le problème s'avérait en fait plus profond qu'il n'y paraissait. Compte tenu des déséquilibres en matière d'examens et de qualité de l'enseignement, une réforme globale du système éducatif fut donc mise en place en 1994<sup>2</sup>, qui suivait un double impératif :

1. « le renforcement de l'apprentissage de l'anglais et du français pour atteindre à un *bilin-guisme généralisé* »

2. « l'*équilibre* entre les deux communautés linguistiques par le respect des deux filières d'en-

1. Pour ces statistiques générales et celles qui suivent, nous n'avons pas tenu compte des filières d'enseignement technique et professionnel. Ceci ne change guère les pourcentages concernant la répartition linguistique générale. Notons par ailleurs que tout « collège » ne dispose pas d'un cycle complet jusqu'à la 10<sup>e</sup> (3<sup>e</sup> française).

2. Cette réforme fut décidée par le Conseil des Ministres en juin 1994.

seignement et de leurs caractères spécifiques ».

Bien qu'elle fût nationale, il est clair qu'en visant l'« *équilibre* », cette réforme sous-entendait l'amélioration quantitative et qualitative de l'enseignement de langue française. Afin d'harmoniser le système éducatif, le gouvernement fit appel aux coopérants (en 1996), on compte ainsi six Français au Centre de Formation pour l'Éducation de Base, un conseiller technique auprès du Ministre de l'éducation et une conseillère auprès du Directeur de l'éducation de base, qui devaient agir dans deux domaines, la remise à niveau des enseignants non formés ou formés à un système anglophone durant les années 1980 et l'élaboration d'un programme et d'examens communs (mais non similaires).

- La formation des enseignants fut confiée au CFEB, nouvellement créé et chargé de l'ensemble de l'Éducation de Base (primaire et collège). Sa tâche prioritaire consistait à inculquer de plus grandes compétences à cette masse d'instituteurs francophones temporaires, qui exerçaient dans les îles depuis plusieurs années.

En réalité, depuis lors, on titularise les maîtres francophones presque systématiquement, s'assurant plus de la solidité de leur statut que de celle de leurs connaissances. Selon F. Vidal, chargé de la formation au CFEB :

« non seulement il y a beaucoup plus de temporaires du côté francophone qu'anglophone, mais en outre, ces enseignants pourraient se faire renvoyer du jour au lendemain si la politique éducative devait changer... Donc, notre but est d'abord de les titulariser. À moins qu'ils sachent à peine parler le français, ils réussissent le test de niveau ».

- Parallèlement, on a cherché à rationaliser les programmes des deux filières en mettant en place un nouveau « *programme unifié* » et des examens communs, afin que les « concours » de fin de primaire et de fin de 3<sup>e</sup> offrent les mêmes chances de réussite aux deux communautés linguistiques. En effet, si la multiplication des classes francophones permettait d'offrir davantage de

places dans les collèges, elle ne réglait pas le problème du rééquilibrage qualitatif.

Il n'était plus question de se contenter de traduire des programmes ou des épreuves d'examen d'une langue dans une autre, mais, comme on l'écrivit dans le document présenté au Conseil des Ministres en 1994 :

« On part des mêmes objectifs, on arrive aux mêmes compétences, *mais on ne chemine pas de la même manière* selon que l'on est anglophone ou francophone. Les pédagogies sont différentes » (Programmes unifiés de l'Éducation de Base, mai 1994).

Tout parut donc entrepris, dans la première moitié des années 1990, pour rénover l'éducation et la rendre plus juste et équilibrée. Toutefois, l'enseignement francophone, miné à sa base même, n'allait pas être si facilement relevé.

#### Les séquelles de l'éducation. L'impasse francophone ?

Le rééquilibrage qu'aurait dû amorcer la réforme éducative apparaît aujourd'hui de plus en plus illusoire, tant au niveau quantitatif que qualitatif. En dépit des efforts faits pour augmenter le taux de scolarisation dans le cycle primaire francophone, l'écart relatif qui existe entre les effectifs des deux types d'enseignement ne semble pas s'être resserré. Le nombre de jeunes inscrits dans la filière anglophone s'est considérablement accru – de plus de 73 % durant la période 1991-1995 ! – si bien que, finalement, la proportion d'élèves scolarisés dans l'un et l'autre types d'école est restée à peu près la même qu'elle l'était à la fin des années 1980 (*cf. schéma 7*). On a seulement évité une aggravation du déséquilibre.

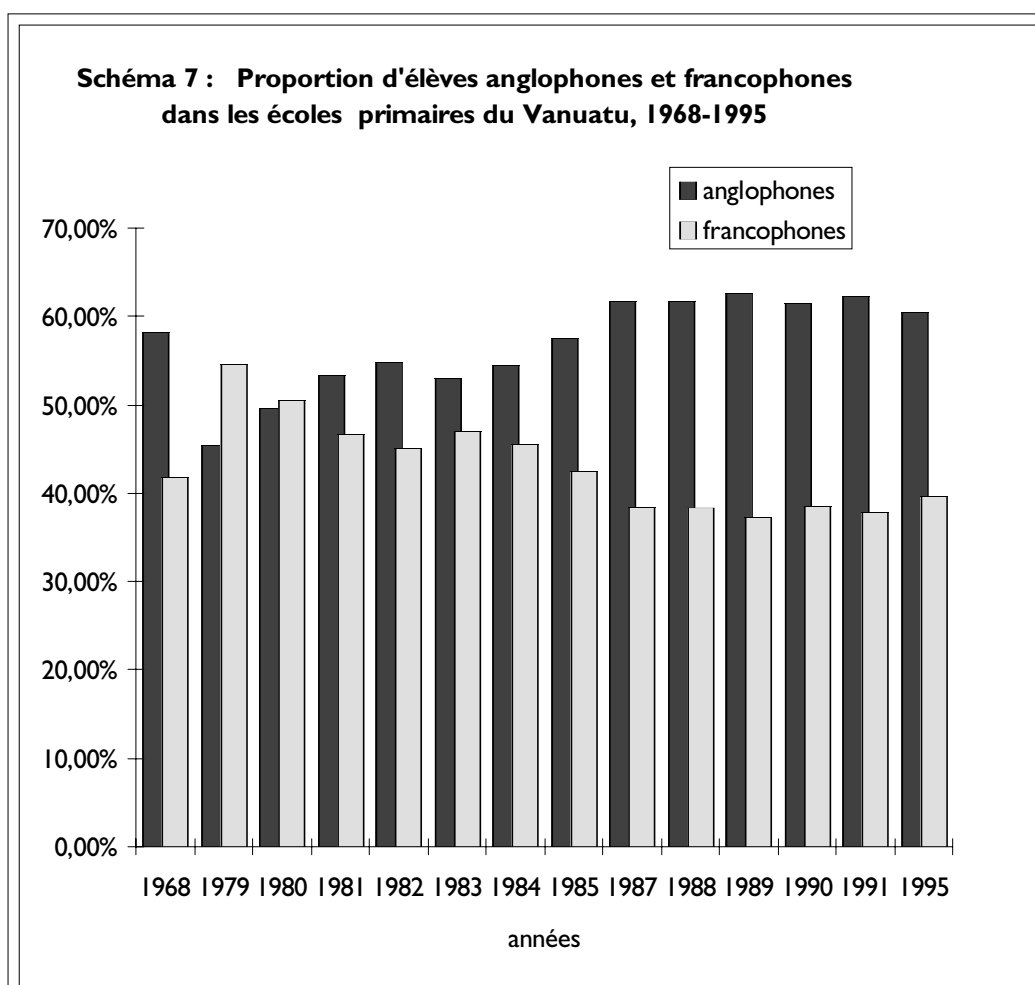
De même, les progrès réalisés pour le collège sont importants, mais le taux de réussite à l'examen de fin de primaire dépendant toujours des places offertes dans le secondaire, les 11 collèges francophones ne semblent toujours pas faire le poids par rapport aux 19 dénombrés dans la filière « rivale » (1995).

Pourtant, c'est principalement l'accès au lycée qui forme une barrière pour la jeunesse francophone. Là encore, la réussite à

l'examen de fin de collège est conditionnée par le nombre de places disponibles, si bien qu'avec trois lycées anglophones (Aore, Malapoa, Matevulu) pour un seul francophone (L. A. de Bougainville), les places offertes aux francophones sont moins nombreuses. En 1995, la proportion d'élèves scolarisés dans les lycées de l'archipel était très en faveur des anglophones puisque plus de 70 % des lycéens (355 élèves) étaient anglophones et seulement à peine 30% (152) francophones.

Si au niveau quantitatif, la politique de rééquilibrage reste incomplète – bien qu'elle ait amorcé des changements indispensables – l'équité en matière de programmes et d'examens se trouve encore moins assurée. Les programmes unifiés ne sont toujours pas appliqués dans le pri-

maire, et au niveau du collège, on continue d'utiliser des traductions, des *duplicata* de ceux élaborés en anglais dans les années 1980. Il y a quelques temps, on a cherché à réformer la méthode d'apprentissage de la langue française dans le primaire, qu'on jugeait trop désuète (les enseignants continuaient à travailler suivant le système qu'ils avaient eux-mêmes connu avant l'indépendance). Finalement, cette pédagogie s'est vue si radicalement transformée qu'elle paraît aujourd'hui inapplicable: en plus d'instruire les élèves, les enseignants doivent eux-mêmes être « éduqués ». Or, dans les îles, le soutien pédagogique direct est moindre et la distribution des manuels se fait difficilement. Pour cette raison, les enseignants continuent d'employer l'ancienne méthode et les moyens considé-



rables qui ont été débloqués pour cette réforme semblent vains. Pour le collège, au contraire, peu de choses ont changé. Selon Cl. Macfeat,

« depuis les années 1980, élaborer un programme unifié signifie conception et rédaction anglophones, puis traduction en français. Il a fallu redresser la barre ces dernières années, seulement les forces de résistance sont importantes. Au total, dans le second cycle, c'est toujours l'ancien système. Tout a été conçu par des anglosaxons puis traduit par eux. » (com. pers.)

Les économies budgétaires paraissent être la principale motivation de cette stagnation pédagogique. Il existe d'autres blocages, induits entre autre par la difficile cohabitation entre anglophones et francophones au sein des autorités concernées, et même parfois entre francophones tout court...

En conséquence, on a à l'heure actuelle un enseignement primaire basé sur la pédagogie francophone, une éducation, dès le collège, calquée sur le modèle anglo-saxon, et par ailleurs sanctionnée par des examens conçus par des anglophones.

Les enseignants francophones regrettent parfois l'ancien système français qui, malgré son profil très ambitieux, avait le mérite de dispenser une instruction solide.

« Le programme unifié n'est pas une bonne chose pour les francophones. Le niveau s'est affaibli et la façon de raisonner est devenue très différente. Si je m'écoutais, je ressortirais les livres français, mais on est obligé de suivre ce programme et de s'habituer à ce nouveau type de réflexion, à cause de l'examen... » (com. pers., un enseignant du secondaire, Melsisi)

De plus, au terme – difficile à atteindre – du cycle secondaire, il continue en outre d'y avoir beaucoup moins de débouchés dans la filière francophone. La seule faculté

implantée sur le territoire national reste l'USP de Port-Vila. Dans cet établissement, on peut préparer des diplômes de droit et de linguistique, ainsi que d'autres filières, accessibles dans diverses annexes de la région Pacifique<sup>1</sup>. Cette institution est relativement facile d'accès et les diplômes semblent aisément obtenus, on offre enfin un plus grand nombre de bourses du côté anglophone (149 ont été délivrées cette année par la Nouvelle-Zélande, contre une quarantaine du côté français).

Dans la filière francophone, les choses s'avèrent bien plus complexes. A la différence de l'USP, l'Université Française du Pacifique Sud fonctionne sur les normes européennes, et surtout, elle ne possède aucune annexe au Vanuatu. Depuis la suppression du baccalauréat en 1990, la seule solution pour les francophones est d'obtenir une équivalence du diplôme français. Ainsi a été mis en place le CSF (Cycle Supérieur de Formation), où il est possible d'entrer après le lycée pour suivre deux années de préparation à l'ESEUFP, Examen Spécial pour l'entrée à l'UFP<sup>1</sup>.

Toutefois, peu d'étudiants peuvent intégrer le CSF, dont les places sont limitées (l'an prochain, il y en aura une quinzaine pour les 46 élèves francophones du lycée de Bougainville arrivés au terme du secondaire cette année...). Encore moins réussissent ensuite l'examen d'entrée à l'université, et ceux qui parviennent à avoir une bourse pour se rendre à Nouméa, à obtenir ensuite un DEUG ou une licence sont forts rares. Cela d'autant plus que la politique actuelle consiste à retirer les étudiants de l'UFP après le DEUG pour en faire des enseignants du secondaire, susceptibles de travailler dans toutes les classes de collège nouvellement créées...

1. Douze pays anglophones de la région océanienne sont associés à l'USP, dont le centre principal est à Suva (Fidji). Le lac anglophone semble donc avoir trouvé là une organisation efficace...
2. En 1991, un système avait été mis en place sur la base d'une convention entre l'UFP et l'USP qui permettait de réunir sous le même toit les branches pré-universitaires francophones et anglophones. Cette organisation évitait la division géographique entre les deux filières dans le cycle supérieur en donnant la possibilité aux francophones d'être « hébergés » dans l'unique établissement universitaire du pays. La réforme du système éducatif a toutefois mis fin, en 1994, à cette organisation. Le CSF est aujourd'hui situé dans l'enceinte francophone du lycée L.A. Bougainville.

Pour tous les étudiants qui ne réussissent pas à intégrer le système universitaire français, il y a peu de solutions annexes, l'enseignement technique, quelques écoles professionnelles à Nouméa, le professorat, ainsi que... l'USP !

J.-P. Nirua l'a d'ailleurs confirmé :

« Ceux qui échouent, la première chose qu'ils font : ils viennent ici demander si on a des formations en français. On n'en a pas, alors ils ont le choix, soit ils ne font plus rien et rentrent chez eux, soit ils prennent des cours en anglais ici. On a donc quelques francophones à l'USP, et même un élève Ni-vanuatu qui a obtenu un bac à Nouméa. Faute de bourse, il est venu faire du droit en anglais... ».

Au total, en plus de la difficulté d'apprendre une langue seconde et du barrage que crée la nécessité de s'adapter à un système pédagogique anglicisé dès le collège, la sélection qui s'opère au fil des ans reflète une éducation profondément sélective pour l'ensemble des jeunes francophones. En raison du manque de débouchés dans l'enseignement supérieur, on en revient toujours au même problème : les exclus du système francophone prennent le chemin du « jardin » ou rejoignent la filière anglophone. La politique du gouvernement, visant à placer les meilleurs éléments de l'enseignement de langue française dans le professorat, semble de plus faire resurgir une vieille question au sein de la communauté francophone : qui seront les futurs cadres du pays, les enseignants francophones du secondaire ou les licenciés en droit et en sciences sociales de l'USP ?

#### La « crise de confiance ». La francophonie infériorisée

L'évolution de l'enseignement francophone apparaît pour le moins chaotique. Ces phases de prospérité et de déclin successives n'ont pas été sans déstabiliser la communauté de langue française. Elles ont largement contribué, en particulier, à faire naître des représentations qui, au fil du temps, ont abouti à miner la confiance de la

population francophone. Un sentiment d'infériorité tenace vis-à-vis des anglophones est apparu. En même temps, l'injustice a semblé de plus en plus grande à mesure que le fossé entre les deux communautés linguistiques s'élargissait.

Ce trait remonte à l'époque même de la mission puis du système scolaire colonial, et s'explique par la pédagogie qui était alors employée au sein des écoles. Les presbytériens, parce qu'ils voulaient former des cadres rapidement, éduquaient les jeunes anglophones dans un esprit conquérant. Ils n'hésitaient pas à faire l'éloge de leur supériorité, cela en vue de façonner une élite sûre d'elle et déterminée à prendre la nation en main. De leur côté, les catholiques avaient souvent une certaine dose d'humilité, eu égard à leur modeste situation matérielle mais aussi en raison des divergences entre catholiques et protestants en matière de philosophie religieuse. Quant à l'enseignement dispensé par les Français, il s'inscrivait au sein d'un vaste projet éducatif à peine balbutiant. Les Français s'évertuaient avant tout à parfaire l'éducation des Vanuatais suivant les critères de la métropole. Leur exigence et leur perfectionnisme n'avaient d'égal que l'ambition de leur projet éducatif.

Pour cette raison, francophones et anglophones ont eu, dès le départ, une représentation d'eux-mêmes et de « l'autre » fort différente. Les uns ne savaient voir que ce qui restait à faire (ce qui n'était pas sans satisfaire les visées françaises...), ils étaient peu sûrs d'eux et bercés par leur propre sentiment d'insécurité et d'incompétence, les autres, au contraire, voyaient ce qu'ils avaient déjà fait et avaient confiance en tout ce qu'ils pouvaient réaliser à l'avenir. Au total, les anglophones ont cultivé un sentiment de supériorité à l'égard de la communauté francophone, ce qui a davantage amené celle-ci à se replier sur elle-même. De leur côté, les francophones ont entretenu des représentations ambiguës à l'égard du groupe linguistique rival, une certaine admiration d'une part, mais surtout un profond senti-

ment d'injustice.

Ceci explique beaucoup de l'histoire du Vanuatu. Dans une certaine mesure, la raison pour laquelle l'indépendance s'est faite au profit des anglophones était liée à cette détermination et à cette confiance des anglophones en eux-mêmes : « *ils étaient prêts, pas nous* » nous ont expliqué un grand nombre de francophones. Pour eux, l'Angleterre a achevé son oeuvre de formation à l'égard des Mélanésiens, tandis que la France, plus ambitieuse, n'a fait que donner un début d'espoir à la population. En réalité, la formation anglo-saxonne a essentiellement été une préparation psychologique : ceux qui ont refusé l'indépendance se trouvaient toujours animés par cette idée qu'ils « *n'étaient pas prêts* ».

Finalement, les francophones ont développé un certain fatalisme, qui a peut-être contribué au fait qu'ils n'aient guère lutté pour leur cause – hormis quelques-uns – sous le gouvernement Lini (beaucoup de Vanuatais expliquent la passivité des francophones par ce biais). En accédant difficilement aux postes importants de l'administration, ils ont fini par croire qu'ils n'étaient pas capables, que leur éducation restait inaccomplie. Certains francophones se rappellent aujourd'hui que durant les 11 ans de gouvernement anglophone, les membres de leur communauté n'osaient même plus parler le français dans les lieux publics... (com. pers.)

La victoire de l'UPM aux élections de 1991 a donc été cruciale. En ayant enfin accès aux postes-clés de la nation, les francophones ont repris confiance en eux. Beaucoup ont alors pensé qu'on les avait assujetti psychologiquement en jouant sur cette représentation qu'ils se faisaient d'eux-mêmes. A partir de là, leur volonté a été de s'affirmer, de prouver aux anglophones qu'ils étaient leurs « égaux ». Leur sursaut identitaire n'avait en effet de poids que si « l'autre » les reconnaissait.

« Pendant 11 ans, j'ai travaillé pour les Australiens. Pendant 11 ans, on m'a mis dans le formol. Aujourd'hui, il faut montrer ce que les francophones sont capables de faire » (com. pers.,

G.F.).

En conséquence, les difficultés que connaît actuellement l'enseignement sont très mal supportées par la population francophone. Elles sont en fait vécues comme le résultat d'une politique fondée sur l'arbitraire. Nombreux sont ceux qui s'inquiètent de la politique éducative du gouvernement « bilingue » et continuent de penser que la suprématie anglo-saxonne est néfaste à leurs droits et à l'affirmation de leur identité.

Le sentiment d'infériorité à peine éradiqué semble resurgir parmi la jeune génération. Dans tout système éducatif, l'obtention d'un diplôme sanctionnant les efforts de plusieurs années d'apprentissage est non seulement une grande fierté mais surtout une marque de reconnaissance. Les problèmes qu'éprouvent les étudiants francophones à réussir avec succès leur cycle scolaire sont propices au jaillissement d'un sentiment d'injustice par rapport aux anglophones, qui parviennent à obtenir des diplômes (estimés) équivalents. Ils créent une certaine angoisse vis à vis de l'insertion dans la hiérarchie du monde moderne, sans parler du doute quant à la valeur de l'éducation et de la langue française. Nous notons ici une remarque faite par une jeune de 18 ans, encore enfant sous le gouvernement anglophone :

« Les francophones aiment bien les anglophones, mais les anglophones, eux, ils se sentent supérieurs ! Il faut dire qu'après l'indépendance, nous avons eu un ministre qui a favorisé les écoles anglophones, donc depuis, elles ont un meilleur niveau. Même pour trouver un travail, les anglophones sont favorisés » (com. pers., A. Virelala)

Les anciennes représentations sont toujours d'actualité.

### La suprématie de l'anglophonie dans la nation moderne

A l'heure actuelle, les langues européennes ne sont pas simplement des héritages de l'histoire. De plus en plus, elles apparaissent intégrées au monde urbain, à

l'univers de la modernité auquel les jeunes, qui suivent un enseignement porteur des valeurs culturelles occidentales, ne sont pas insensibles. Dès lors, c'est la capacité de la langue à assurer un rôle de levier vers la société moderne qui prévaut. La langue anglaise semble à ce titre plus prometteuse.

Même dans l'univers rural, pourtant situé « en dehors » de la sphère moderne, l'anglais semble davantage perçu comme un vecteur de l'ascension sociale. Lors de notre enquête dans les établissements de Pentecôte et Tanna, la question « *est-ce mieux, dans la vie, de savoir parler le français ou l'anglais ?* » a donné lieu à une écrasante majorité de réponses en faveur du français (67 contre 16). 14 jeunes ont répondu que le mieux était de savoir parler les deux langues.

Malgré la préférence accordée au français – qui apparaît logique pour un public francophone – cette réponse est à nuancer. Si on la compare avec celles faites aux questions : « *quel travail voudrais-tu faire quand tu auras fini l'école ?* » et « *où aimerais-tu vivre quand tu seras plus grand ?* », on constate que sur la totalité des jeunes (30) ayant jugé l'anglais comme la ou une langue utile, plus des deux tiers (21) désiraient en même temps faire un métier socialement et économiquement « valorisant » et vivre dans une ville ou un autre pays. En revanche, du côté des jeunes ayant opté pour la réponse favorisant ou intégrant la langue française (81), seulement un quart (19) avaient une certaine ambition professionnelle et désiraient se tourner vers la société urbaine.

On peut en conclure que si le choix du français s'explique facilement par un certain nombre de considérations liées à l'éducation ou à l'univers culturel des francophones, la réponse en faveur de l'anglais se justifie en premier lieu par la référence à la modernité et à la réussite financière. Ceci nous amène à penser que dans les représentations des jeunes gens voulant « réussir », l'anglais constitue, plus que le français, la

langue de l'ascension sociale. Est-ce lié à ce complexe d'infériorité persistant des francophones par rapport aux anglophones ? Les jeunes ont-ils conscience des avantages dispensés par le système d'enseignement anglophone ou encore de la suprématie des Anglo-Saxons dans la vie économique ? Quoi qu'il en soit, la lacune francophone au sein de la vie économique et les problèmes dont souffre l'éducation de langue française contribuent à encourager la persistance de ce type de représentations.

Aujourd'hui, lorsque les parents choisissent une école pour leur progéniture, outre les motivations d'ordre religieux, sentimental, politique ou même de proximité, trois tendances nouvelles apparaissent :

- Certains anglophones mettent un de leurs enfants à l'école de langue française pour en faire un individu bilingue qui sera assuré, quels que soient les changements en matière de politique linguistique, de trouver un emploi. C'est en outre la population bilingue qui accède actuellement aux professions les plus qualifiées et bénéficie des débouchés les plus divers.
- D'un autre côté, une petite proportion de francophones choisit l'école anglophone qui offre un plus grand nombre de débouchés professionnels.
- Enfin, beaucoup de francophones non catholiques sont inscrits dans les institutions confessionnelles de langue française : la DEC continue d'enregistrer, depuis les années 1980, les effectifs les plus importants de son histoire<sup>1</sup>. Ceci tient au fait que cet enseignement est aujourd'hui celui qui peut se targuer de détenir les résultats les plus brillants aux examens. Depuis quelques années, on ne choisit plus l'école de son enfant pour des raisons exclusivement religieuses. Le niveau de l'établissement, les débouchés qu'il est susceptible d'offrir comptent en premier lieu.

Dans ces trois cas, l'inclination fondée sur l'attachement culturel n'influe plus réellement. On connaît les avantages et les incon-

1. En 1996, 7 196 élèves sont inscrits dans des écoles religieuses, ce qui représente près de 44 % du total des élèves francophones de l'archipel. D'un autre côté, seulement 15 % des Vanuatais environ se déclarent eux-même de religion catholique.



vénients de telle ou telle filière et c'est toute une stratégie qu'on met en place, une sorte de pari pris sur l'avenir. Si la filière francophone est actuellement attractive pour des raisons évidentes d'« opportunisme politique » mais également dans la perspective d'atteindre un bilingue valorisant, l'anglais s'affirme comme un idiome plus « sûr ».

La langue française connaît donc une existence fragile, en raison de certaines représentations historiques mais aussi de réalités contemporaines. L'enseignement francophone a périclité et, dans un contexte régional où la culture et l'économie anglo-saxonnes dominent, le français semble doublement menacé : il n'assure pas à l'individu un avenir aussi sûr que la langue anglaise, et à un niveau national, les autorités sont conscientes que l'environnement anglo-saxon rend l'anglais plus apte à tisser des liens avec les voisins régionaux, voire à s'assurer un partenariat international.

Alors que l'enseignement francophone – plus exigeant en matière de qualité linguistique et dispensant des diplômes reconnus au sein des territoires occidentaux eux-mêmes – avait fait la preuve de sa distinction avant l'indépendance, l'école francophone est actuellement dans une phase de déclin. Elle ne peut plus miser sur la supériorité de sa formation et ne parvient toujours pas à rivaliser avec la filière anglophone en matière de débouchés supérieurs et professionnels. Aussi les francophones s'inquiètent-ils – à raison – du statut que pourra acquérir leur langue et surtout leur communauté dans le nouveau paysage national.

### **Le pluralisme francophone, un frein à l'affirmation nationale**

Derrière l'apparente union politique des francophones dans les années 1970-1980, la réaction au VAP a toujours eu un fondement local. C'est pour des raisons diverses que les francophones s'opposaient à la majorité. La naissance de la nation vanuataise s'étant faite sous un gouvernement anglophone, la francophonie a conservé son unité pendant un temps, assurant ainsi plus de poids à ses revendications. Néanmoins, il semble que les multiples composantes de la

francophonie politique se soient peu à peu affirmées par la suite.

### **La francophonie, entre union nécessaire et unité illusoire**

Dans les années 1970, l'émergence du Tan-Union constituait plus une réaction à l'égard des tendances hégémoniques du VAP que le reflet d'une unité idéologique réelle. En fait, la question de l'indépendance, au centre de la scène politique à cette époque, laissait les francophones divisés. Au contraire, le Vanua'aku Pati affichait une certaine cohésion, dont le fondement politique constituait la question des terres car tous désiraient s'émanciper à l'égard des Européens. Ainsi, le projet unificateur des anglophones fut en quelque sorte l'extension négative de leur cohésion. En fait, ceux-ci avaient déjà une conscience nationale, qui est en revanche assez récente au sein des communautés francophones.

Les francophones étaient pour la plupart sensibles à la question foncière, et un grand nombre d'entre eux se déclaraient favorables à l'indépendance. Mais ils réagirent davantage en fonction de leurs particularités identitaires respectives et de leurs intérêts locaux. Ces personnalités diverses s'unirent plus sur un principe d'opposition similaire que sur un projet commun. Les opinions divergentes des locuteurs de langue française reflétaient généralement la variété de leurs origines, de leurs sympathies religieuses, de leurs motivations et de leurs histoires propres :

- Certains s'affirmèrent comme des « *francophobes* », nationalistes, qui rallièrent le VAP dès les années 1970. Dans de nombreux cas, ils avaient souffert de la politique d'annexion foncière menée par la France et, comme R.M. Lienmal, ils souhaitaient avant tout y mettre un terme.

« Là où je vivais, le problème des terres était lourd. Moi, je me suis fait prendre mes terres par les Français à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Bébé, j'ai été bercé par les chansons pour l'indépendance, alors être au Vanua'aku Pati, c'était normal » (com. pers., R.M. Lienmal)

- Les *nationalistes francophones* du Tan-

Union avaient une vue plus nuancée. Ils désiraient préparer le pays à une indépendance rapide tout en continuant, eux, de défendre l'égalité entre anglophones et francophones. En revanche, ils refusèrent souvent de maintenir des liens avec la France, qu'ils soupçonnent toujours d'être hostile à l'autonomie du Vanuatu. Ceci explique pourquoi nombre d'entre eux se sont par la suite désolidarisés de l'UPM.

- Une large portion de la communauté francophone regroupait des *francophiles*, qui voyaient dans le maintien provisoire d'un lien privilégié avec la France un moyen de développer le pays et de se protéger de la domination politique et sociale des anglophones. Ils jugeaient alors que les francophones du Vanuatu n'étaient pas prêts à prendre le pays en main et que la « supériorité » qu'affichaient les anglophones risquait de compromettre leur propre intégrité dans une nation indépendante. Parmi eux se trouvaient des membres de religions et de régions diverses, qui continuent actuellement à encourager les liens avec les puissances étrangères, susceptibles d'apporter « quelque chose » au pays.

- D'autres francophones, cependant, se montraient rigoureusement *opposés à l'indépendance* dans les années 1970, d'ailleurs plus pour une question d'intérêt que d'idéologie. La réaction vis à vis des anglophones et des nationalistes allait de pair avec le soutien à la France, puissance qui apportait au pays richesses et connaissances. En fait, ils souhaitaient à la fois maintenir leur culture et bénéficier de certains avantages que leur offrait la présence française.

L'administration condominiale, située dans la capitale, n'avait en effet guère d'influence sur la vie locale. Cela permettait aux Mélanésiens de vivre selon leurs propres habitudes et leurs coutumes, nécessité que la suprématie anglophone compromettait par contre fortement. Ainsi,

l'unique présence française dans les îles avant l'indépendance s'exprimait par le biais des missions et des écoles. A ce niveau, les apports des maristes, des colons ou des enseignants semblaient supérieurs aux torts causés. Les pères étaient souples et tolérants, les planteurs apportaient la richesse et les clés du « développement », les *capman* construisaient des hôpitaux, les écoles étaient gratuites et logeaient, nourrissaient les enfants.

On prétend qu'une partie de ces francophones maintient toujours des relations étroites avec certains Français de Nouvelle-Calédonie... Toujours est-il qu'ils restent les éternels orateurs du « avant l'indépendance, c'était mieux ».

Finalement, excepté le premier groupe – fort minoritaire – favorable au Vanua'aku Pati, toutes sortes de mouvements d'opinion se sont regroupées autour du Tan-Union à la veille de la décolonisation. Chacun voyait un intérêt particulier dans cette union et concevait la « liberté » selon ses propres termes. A partir de là, les anglophones ont toujours eu tendance à croire que tous les francophones du pays étaient les représentants de la France au Vanuatu. Durant la décennie Lini, la discrimination a été systématique pour cette raison. Il y avait de temps en temps des rixes entre les *poken* et les *pikinini blong Franis*<sup>1</sup>, qu'on accusait de trahison envers la cause mélanésienne. Malgré tout, la francophonie politique elle-même ne correspondait ni à une langue, ni à une idéologie, ni à une religion unique. Elle était faite d'influences multiples et ne trouvait son unité que dans la sphère politique. D'ailleurs, même là, l'unité n'était en fait qu'une fédération, ne remettant pas en cause les personnalités diverses des petits partis.

Une fois l'indépendance acquise, la période 1980-1991 semble avoir vu la détérioration progressive des liens politiques qui existaient entre les franco-

1. Les *poken* désignaient la population anglophone et les *pikinini blong Franis*, « les fils de la France ». Il était courant que les francophones se voient affublés de ce sobriquet, qui sous-entendait leur soutien à l'ancienne métropole et leur participation aux affrontements de 1980 (on les appelait aussi, avec un certain mépris, les *puppet*, les marionnettes).

phones. Certains nationalistes francophones se sont désolidarisés de l'UPM, mais surtout, une très grande majorité de francophones ont entretenu un certain sentiment d'infériorité, voire de culpabilité, qui a contribué à leur faire perdre la volonté de s'affirmer sur le plan politique. Toutefois, si l'émergence d'un sentiment nationaliste entraînait certains bouleversements, la question linguistique, elle, restait propice à la réunion. Le groupe de l'UPM demeura soudé et le redressement de la francophonie devint le pôle central des revendications politiques à cette période. Dans les années 1980, la mise à l'écart des francophones de la vie publique leur a permis de prendre conscience de l'unique élément qui les rapprochait, la langue. On est alors passé d'un *compromis* débouchant sur l'*union* politique, à une *identité* fondée sur l'*unité* linguistique.

Sous le gouvernement Lini, les francophones se sont en effet tous trouvés égaux face à la discrimination linguistique. En zone rurale, chaque région semblait réagir au problème suivant son vécu et ses motivations propres ; là encore, les événements et les prises de conscience ne dépassaient guère l'extension du groupe local. Au contraire, la francophonie urbaine était un « melting-pot », où l'on pouvait concevoir ce phénomène comme une réalité nationale. Ainsi, à mesure que des entreprises disparaissaient, que des écoles et des lycées fermaient, que les gens perdaient leur travail et que la tension entre groupes linguistiques devenait pesante, les francophones faisaient l'expérience de leur communauté de destin et s'apercevaient de leur appartenance à une entité linguistique et culturelle particulière.

Quelques francophones convaincus commencèrent alors à reprocher leur passivité à la plupart des francophones et tentèrent de les mobiliser. Ils avaient en général leur idéologie politique, leur origine et leur religion spécifiques, mais chaque fois, la question linguistique se trouvait au centre des préoccupations parce qu'elle était le fondement de la crise sociale et le pilier d'une identité francophone unifiée.

Un comité nommé « Promotion de la francophonie à Vanuatu », créé à cette période, visait par exemple à encourager tous les francophones, divisés par leurs religions ou leurs options politiques, à se rassembler dans un vaste mouvement de solidarité pour soutenir la francophonie.

Cette association regrettait qu'« il n'y ait jamais eu de concertation sérieuse et constructive au sein de cette communauté locale pour stimuler ces Ni-vanuatu pratiquant la langue française à vraiment prendre conscience de l'**identité culturelle** qui se manifeste à travers ce dénominateur commun et de la puissance qu'elle peut représenter ».

Former un groupe de discussion détaché des préoccupations politiques était un gage de rassemblement : « l'affiliation politique de chaque francophone représente [...] un facteur de dissension au sein de ce **groupe linguistique** alors qu'elle ne devrait pas l'être [...]. La division de ce **bloc culturel** constitue un élément négatif à la Francophonie, l'empêche de s'affirmer, ralentit sa progression et nuit à son rayonnement » (Fridom mo Jastis, Port-Vila, 1989).

La francophonie devenait réellement une question culturelle et linguistique d'ampleur. Elle dépassait les désaccords et la multiplicité régionale, transcendait même les blessures du passé.

#### Le retour au pluralisme et la nouvelle donne politique

En fait, cette première prise de conscience de la place des francophones dans le paysage national et de leur unité de destin a été à l'origine de l'émergence d'un « nationalisme francophone ». A l'heure actuelle, une partie de la communauté de langue française ne regarde plus vers le passé mais vers l'avenir du pays. Elle se sent citoyenne du Vanuatu et cherche à y trouver sa place.

Depuis la victoire de l'UPM, les francophones de l'élite urbaine ne font plus référence à la question de l'indépendance à présent acquise, mais à celle de la nation. Ils insistent désormais sur la notion « d'unité nationale », en référence à la politique anglophone, nationaliste mais discrimina-

toire. L'UPM cherche ainsi à s'affirmer comme le premier parti véritablement « national » puisqu'il se veut l'instigateur du premier gouvernement pluraliste :

« La séparation anglophone / francophone, c'est fini ici depuis que l'UPM est au gouvernement. »  
(Com. pers., A. Noël, francophone, maire de Port-Vila)

Mais les clivages ne résident plus simplement dans la classique opposition entre anglophones et francophones. Les francophones eux-mêmes se trouvent divisés. Un grand nombre de citoyens bénéficient d'une conscience nationale, alors que ce n'est pas toujours le cas dans les diverses régions francophones. La « menace anglophone » étant plus diffuse, l'UPM des années 1970-1980 a laissé la place à une myriade de petits partis qui entrent en opposition.

« C'est parce que la francophonie politique a toujours été modérée qu'elle n'a jamais pu former un bloc soudé, comme l'ont fait les anglophones. » (com. pers., M. Kapalu)

Ainsi, un parti comme celui de V. Boukelone s'est désolidarisé du groupe francophone majoritaire parce qu'il s'y opposait sur la question de la souveraineté nationale et voulait construire un État réellement indépendant à l'égard des puissances étrangères, en particulier de la France et de la Nouvelle-Calédonie. Au contraire, de petits groupes politiques, tel que celui des protestants francophones (*le Fren Melanesian Parti*), ont quitté l'UPM parce que leur identité ne leur paraissait guère représentée au sein de la « faction catholique ». Certaines formations nouvelles ont également vu le jour, à l'instar du *Parti Independent Conservateur* qui cherche à protéger la francophonie au Vanuatu tout en maintenant une distance par rapport à la France (com. pers., A. Watt).

Il est clair que la francophonie continue d'être multiple, en partie parce que les préoccupations minoritaires (idéologiques, mais aussi religieuses et régionales) se maintiennent, tandis que d'un autre côté, la

conscience nationale s'affirme. La francophonie politique présente donc un visage double. La souveraineté du pays se trouvant conquise, un certain nombre de politiciens francophones tentent désormais de réaliser un compromis et d'intégrer l'idée de nation à leur philosophie politique ; d'autres revendiquent au contraire plus largement leur particularisme. De même, au sein de la population francophone, bon nombre de « vieux » restent proches de l'idéologie fondatrice et ne peuvent exprimer leur sentiment identitaire qu'à travers l'idée de décentralisation. En revanche, les adultes puis la génération de la période de l'indépendance, ont été de plus en plus amenés à voyager et à prendre contact avec des Vanuatais d'îles et de régions diverses ; ils adoptent une attitude qui tente d'établir un lien entre une identité à présent duale, régionale d'une part et nationale de l'autre.

Bien que la cohabitation politique entre anglophones et francophones permette d'assurer *a priori* une plus grande équité, la contrepartie de l'éclatement politique est que le système des coalitions rend l'ordre actuel fragile et les fondements idéologiques entre partis alliés superficiels. Aujourd'hui, la formation des alliances reflète des querelles plus personnelles qu'idéologiques. La division de l'UPM en deux factions rivales, à la veille des élections de novembre 1995, en fut la meilleure preuve. On se désolidarise des amis d'hier pour des questions de possession du pouvoir ou des désaccords mineurs, mais en retour, on fait alliance avec les anciens « ennemis ». A partir de là, la force dont jouit l'UPM est toute relative : le maintien de la francophonie reste dépendant des conjonctures politiques, qui peuvent parfois s'avérer déconcertantes...

Finalement, la nature composite de l'identité francophone représente pour beaucoup un danger certain :

« La politique actuelle du Vanuatu, ce sont des groupes qui ont un programme, puis une fois qu'on a voté pour eux, ils s'allient à des partis opposés, rendant ainsi l'établissement de leur programme impossible » (com. pers., A. Watt).

Même si l'unité ne prévaut pas non

plus dans le « camp anglophone », la désunion des francophones semble d'autant plus périlleuse que cette communauté ne bénéficie pas encore d'une représentation à la mesure de la portion de population qu'elle représente – tant par rapport à la reconnaissance de sa culture qu'à ses possibilités d'insertion dans la société moderne. Toutefois, cette désunion n'est peut-être que conjoncturelle : tant qu'une identité ne se sent pas menacée, elle perd en partie conscience d'elle-même...

### Francophonie et nation. En finir avec la division

Bien que le degré d'utilité de la langue constitue un facteur influent dans les choix du pays en matière linguistique, les évolutions historiques n'en ont pas moins marqué le statut des différents parlars, alimentant un certain nombre de représentations qui pèsent toujours sur les décisions politiques.

Depuis l'indépendance, la préoccupation majeure du Vanuatu est de mettre fin à la division nationale. Le gouvernement Lini avait voulu régler ce problème en instaurant un système fondé sur l'existence de deux langues – le bichlamar et l'anglais – qui auraient chacune eu une extension nationale, n'introduisant pas de partition au sein de la population. Au contraire, les francophones encourageaient le maintien de l'ensemble des langues présentes au Vanuatu, et par suite, l'équilibre et le consensus dans le pluralisme.

Actuellement, les solutions envisagées restent diverses et s'affrontent. Toutes les langues n'ont pas été introduites dans le même contexte socioculturel et n'ont donc pas les mêmes connotations. Toutes n'ont pas eu une extension géographique similaire et ne se veulent pas porteuses du même projet national. La situation en est d'autant plus complexe et ambiguë.

### Le débat linguistique national. Langues de division et langues d'unité

La première caractéristique du Vanuatu est sa spécificité linguistique. L'ensemble des langues présentes sur le sol national peut être réparti en trois niveaux, le niveau des langues vernaculaires, celui des idiomes européens, et enfin, celui du bichlamar. Hormis le niveau des langues vernaculaires, qui fragmente l'espace national en plus d'une centaine de groupes ethnolinguistiques différents, ce sont les langues européennes qui apparaissent porteuses de divisions. En outre, aucune nécessité d'ordre fonctionnel ne pousse au maintien de cet éclatement, lourd à gérer dans un pays déjà profondément diversifié traditionnellement.

L'existence de deux langues européennes apparaît donc en contradiction avec le projet national, et ce pour trois raisons :

- D'une part, elle *divise* la population en deux fractions culturellement opposées.
- En outre, elle a pris dès l'origine une forme éclatée, introduisant ainsi des dualismes à *échelle locale* qui favorisaient d'autant moins l'émergence d'une identité nationale.
- A cela s'ajoute une dimension importante du fait linguistique européen, son ampleur internationale. L'implantation des langues anglaise et française a non seulement accusé un certain nombre de divisions locales, mais elle a en quelque sorte « *exterritorialisé* » ces entités dispersées. Celles-ci sont apparues telles des mailles des réseaux anglophone et francophone, fait qui favorisait par dessus tout les tendances irrédentistes.

Au sein de la nation vanuataise, l'aire du bichlamar se situe à un niveau supérieur. Elle englobe *tous* les groupes ethnolinguistiques de l'archipel. Ceci ne signifie pas que tous les membres de tous ces groupes sans exception sachent parler la langue véhiculaire, mais plutôt que l'exception, quand elle existe, n'est pas un phénomène collectif, mais individuel (lorsque l'on ne parle pas bichlamar, c'est parce qu'on est trop vieux ou trop jeune, ou encore parce qu'on a vécu dans un environnement fermé sans beau-

coup de contact avec les autres communautés linguistiques, mais ce n'est pas parce qu'on appartient à tel ou tel groupe. On peut donc dire que le pidgin est la seule langue à avoir une extension nationale. Il réunit non seulement au sens linguistique du terme (il permet l'intercommunication entre groupes ethnolinguistiques différents), mais aussi au sens géographique (il n'introduit pas de partition spatiale).

Le bichlamar a en outre introduit une nouvelle dimension à la perception de leur environnement par les Mélanésiens : l'univers régional ou insulaire s'est élargi, le sentiment identitaire a acquis une autre amplitude. A travers l'utilisation du pidgin sur les plantations, à la radio, en ville..., les Vanuatais ont pris conscience qu'ils faisaient partie d'une même communauté nationale. Ils n'étaient plus seulement *man-Efate* ou *man-Tanna*, ils devenaient en même temps *man blong Vanuatu*. Ils pouvaient ainsi se démarquer des Européens et promouvoir leur « nationalité ». Depuis l'indépendance, le bichlamar incarne donc le peuple vanuatais dans sa totalité et en dépit de son hétérogénéité. La langue véhiculaire est chère à beaucoup – anglophones et francophones – car elle apparaît neutre dans le débat linguistique. Avec elle, la citoyenneté vanuataise prend un sens et grâce à elle, tous sont unis par un langage qui est perçu comme mélanésien malgré ses origines diverses.

En juillet 1995, il a été question de supprimer cette langue du *Vanuatu Weekly Hebdomadaire* pour des raisons budgétaires. Un vaste mouvement d'opinion a alors été déclenché. De nombreux Vanuatais ont publié des articles dans le journal pour exprimer leur désaccord : « *bislama hemi wan nasonal lanwis blong ol ni-Vanuatu !* » (« le bichlamar est la langue nationale de tous les Vanuatais ! »).

Pourtant, le bichlamar est lui aussi au centre de certaines polémiques. Pour certains, il n'est pas la « vraie » langue à laquelle ont droit les Vanuatais, il est perçu comme une « sous-langue », sans âme, sans culture et sans littérature. Dès les prémices de l'enseignement missionnaire, il semble que les Mélanésiens eux-mêmes aient revendiqué le

droit à une instruction dans la « langue des Blancs » (Charpentier, J.-M., 1979). A présent, les deux idiomes européens apparaissent pour beaucoup comme des langues de culture, statut dont ne jouit pas le pidgin. La création d'un enseignement en bichlamar se voit non seulement compromise par des problèmes structurels, mais encore par un refus de la part de nombreux Mélanésiens qui ne jugent pas ce parler apte à jouir d'une quelconque crédibilité sur la scène internationale.

Par dessus tout, quelques francophones voient le pidgin comme un simple trait-d'union visant à passer progressivement d'un parler à base lexicale anglaise à la langue anglaise elle-même (de fait, une tendance s'affirme qui introduit de plus en plus d'anglicismes au sein du bichlamar). L'idée d'une « stratégie anglophone » refait surface dans le débat linguistique : encourager l'utilisation du bichlamar reviendrait à promouvoir la suprématie anglophone.

La langue véhiculaire semble donc liée à l'identité nationale, mais son statut laisse percevoir combien cette identité nationale est en réalité fragile. À travers le pidgin se forme la revendication d'une particularité vanuataise, et en même temps, le bichlamar n'apparaît pas comme un véritable idiome d'identification. Il ne semble ni être une langue de culture, ni un parler susceptible de rassembler *effectivement* l'ensemble des communautés linguistiques de l'archipel. Pour certains, il est une langue qui réduit la richesse culturelle mélanésienne à un simple jargon allogène. Pour d'autres, il est la langue des anglophones qui vise à placer le français dans une situation marginale.

Les langues européennes sont prestigieuses mais elles sont aussi « étrangères ». Pourtant, les Vanuatais estiment que leur présence est nécessaire pour bâtir une éducation et former une élite solides, pour affirmer le Vanuatu sur la scène internationale et permettre les alliances avec l'extérieur. Ce qui a toujours posé problème est le maintien de deux langues européennes plutôt qu'une.

L'anglais, en s'affirmant comme « la langue de la libération nationale » a aspiré à étendre son influence sur l'ensemble du sol national. Dès lors, c'était le français, « idio-

me de la rébellion » et langue favorable à l'affirmation des particularismes locaux, qui apparaissait comme la langue de division. L'anglais, en se confondant linguistiquement (par son vocabulaire plus que par sa structure) et en se rapprochant culturellement (par sa personnalité nationaliste et sa volonté unitaire) du bichlamar, fait considérer la langue française comme l'unique source d'instabilité nationale. Il en résulte que les francophones se méfient parfois tout autant de la place faite au bichlamar que de l'hégémonie de la langue anglaise.

Le débat entre anglophones et francophones repose donc plus sur des représentations anciennes et tenaces que sur des arguments objectifs. Les langues européennes ont au départ été toutes deux des idiomes allogènes ; aujourd'hui, elles sont tant et si bien ancrées dans la culture du pays qu'il semble vain de mener plus loin cette vieille « guerre de 100 ans ».

« L'histoire avait déjà fait le partage ici: des îles comme Mallicolo ou le centre et le sud de Pentecôte, Tanna, Santo, Ambrym sont francophones depuis le temps des missionnaires. On ne peut tout de même pas modifier l'histoire ! » (com. pers., A. Noël)

« C'est vrai que le français et l'anglais ont au départ été imposés. Mais ce n'est pas vrai de dire que cela reste un danger pour notre culture. Aujourd'hui, les langues des colons sont à nous, elles font partie de notre culture » (com. pers., J. Sawia)

Pourtant, la question linguistique ne cesse de tirailler la jeune nation qui a besoin d'une langue susceptible d'exprimer sa personnalité et d'ouvrir des chemins d'alliance vers l'étranger. Faute de cela, elle se trouve munie d'un parler national qui n'apparaît pas encore comme l'élément d'une culture nationale propre, et de deux langues internationales dont les fonctions sont davantage en état de rivalité que de complémentarité, dont la coexistence est plus un choc qu'une rencontre.

Là où beaucoup veulent parler de « richesse linguistique » et de « carrefour des cultures », d'autres voient la source

d'un constant tiraillement. Le pidgin se distingue des langues locales comme nation et tradition entrent en contradiction, le bichlamar et l'anglais semblent vouloir jouer un rôle national que la langue française vient contrarier. En se trouvant associée, au cours de l'histoire, à l'idée de tradition, la francophonie ne s'est-elle pas placée comme un antonyme du concept de nation ?

**Le bilinguisme, nouvel espoir ou « menace » pour la francophonie ?**

Depuis le début des années 1990, la mise en place d'un gouvernement mixte a modifié les bases du problème francophone. La tendance modérée s'est établie et pour la première fois, le pays a dû accepter de vivre avec – et non plus en dépit de – sa pluralité linguistico-culturelle. Subitement, il a même commencé à vouloir en faire un atout. Le bilinguisme anglais-français est alors devenu la véritable idée fixe du nouveau gouvernement, sans doute parce qu'il est perçu comme l'ultime moyen d'en finir avec l'opposition entre anglophones et francophones et d'adapter la francophonie au nouvel environnement national.

Le bilinguisme national était la pierre angulaire des francophones depuis les années 1980, qui voulaient maintenir la diversité linguistique dans l'archipel. La notion de « bilinguisme généralisé » (cf. la réforme du système éducatif) montre au contraire qu'il y a désormais une volonté de faire de *chaque individu* un individu bilingue, donc d'unifier et de mettre fin à la division nationale qui mine le pays depuis un trop grand nombre d'années et, jusqu'ici, essentiellement aux dépens de la communauté francophone. Le système d'enseignement, qui intègre dès la 7<sup>e</sup> année (équivalent 6<sup>e</sup>) l'apprentissage de la seconde langue européenne, est la clé de voûte d'un projet destiné à constituer progressivement une population entièrement bilingue. Il ne s'agit donc plus de détruire le bilinguisme national mais plutôt de créer un pays où les deux complexes linguistiques et culturels auraient leur place et seraient équilibrés en étant intégrés par chaque

individu. On conserverait ainsi le double héritage colonial tout en y soustrayant la dualité.

En outre, la plupart des francophones voient dans le bilinguisme individuel une opportunité de tirer profit de leur identité linguistique et de jouir de cette supériorité de compétence à laquelle ils aspirent, unique compensation qu'ils puissent afficher à l'égard de « l'enseignement de masse » de la filière anglophone. En effet, le bilinguisme est beaucoup plus facile d'accès pour les francophones, qui sont largement plus nombreux à maîtriser à peu près les deux langues européennes que les anglophones. Ceci tient à plusieurs facteurs :

- D'abord le bichlamar permet d'intégrer un vocabulaire assez proche de celui de l'anglais simplifié utilisé dans l'archipel.
- De plus, la gymnastique intellectuelle à laquelle il est nécessaire de se plier afin d'assimiler les structures de la langue française est sans aucun doute plus ardue que pour l'apprentissage de l'anglais, où c'est essentiellement la richesse du vocabulaire qui pose problème.
- Enfin, les événements historiques que nous connaissons ont souvent poussé les francophones à s'initier à l'anglais, cela afin de s'adapter à l'environnement anglophone (pour étudier à l'étranger, trouver du travail ou garder le leur...).

Tout cela fait qu'actuellement, dans un contexte où l'anglais comme le français sont favorisés, les francophones pensent être avantagés pour accéder à certains postes administratifs ou directionnels. Ils misent sur la qualité de leur savoir, tandis que les

anglophones jouent sur la quantité de jeunes diplômés issus de leur filière.

Par ailleurs, il s'avère que la politique du bilinguisme généralisé est un habile compromis entre les deux idéologies – francophone et anglophone – qui cohabitent au sein de la coalition gouvernementale. D'un côté on a traditionnellement cherché à maintenir le bilinguisme, d'un autre on s'est essentiellement préoccupé de l'unité nationale. Sans doute la rencontre de conceptions politiques divergentes fait-elle évoluer les mentalités des deux factions en présence, mais pour certains francophones, la mise en place d'une telle politique n'est en fait que l'émanation de la volonté assimilationniste des anglophones : « *quand bilinguisme rime avec francophonie, c'est encore un francophone de plus qui entre dans le système anglophone...* » (com. pers., T.A.).

En outre, depuis les dernières élections, le ministère de l'éducation est redevenu « anglophone ». Le programme de Donald Kalpokas n'étant pas encore ouvertement annoncé, les inquiétudes au sein d'une partie de l'élite francophone sont vives. On ne peut pour l'instant s'en tenir qu'à quelques allusions, dont l'une d'elles a paru révélatrice : le ministre aurait demandé il y a quelques temps que l'on cesse d'employer l'expression « communautés linguistiques » pour lui préférer celle de « nation bilingue » (com. pers., D. Viart). Si personne ne nie que les Vanuatais forment une, et non deux nations, certains se méfient de l'idée d'une nation bilingue où il n'y aurait en fait qu'un bilinguisme, celui des francophones. Le gouvernement a bien su associer, au sein de







## Conclusion

sa nouvelle politique, les deux composantes idéologiques et culturelles de la société vanuataise, mais davantage de démocratie ne fait apparemment pas place à beaucoup plus de consensus...

**L**E VANUATU EST UNE ARÈNE CULTURELLE. Des langues et des identités diverses y cohabitaient déjà avant l'arrivée des Européens. L'introduction de parlers, de religions, de systèmes de valeurs dissemblables n'a fait que complexifier le paysage ethnolinguistique et exacerber les divisions. L'Angleterre et la France ne se sont effectivement pas contentées d'introduire un ensemble de biens et de savoirs au Vanuatu. À cette dot, elles ont également adjoint leurs préjugés et leurs rancunes personnelles. Le nouveau contexte national, permis par la banalisation du bichlamar, l'ouverture de l'espace et surtout la proclamation d'indépendance, devait déboucher sur l'unification. Au lieu de cela, il renforce le tiraillement social et la déchirure culturelle.

En fait, le Vanuatu n'est pas un banal état multiculturel. Il ne constitue pas un espace où l'identité est univoque et où les aires ethnolinguistiques sont simplement juxtaposées. Dans cet archipel, chaque individu s'assimile *en même temps* à trois systèmes culturels, à trois communautés et à trois espaces géographiques distincts. Les uns

sont de nature traditionnelle, les seconds sont « européens », enfin, les troisièmes, nationaux. Dès lors, la francophonie n'est pas venue s'ajouter à la complexité culturelle de la société mélanésienne. Elle y a *adhéré*.

Par son origine ethnique, tout habitant du Vanuatu se trouve d'abord attaché à une entité régionale bien déterminée, à un « territoire » auquel il est profondément ancré et à une culture à laquelle il s'identifie.

Mais à travers l'éducation qu'il a reçue, par sa religion ou l'histoire de son village, il est en même temps marqué de l'empreinte européenne, anglo-saxonne ou française. Cet héritage linguistique, religieux, politique, s'est enrichi au fil du temps, en partie au fil des affrontements. Il reste pourtant largement inscrit à l'échelle locale.

En effet, le propre de la géographie des langues européennes est d'être éclatée. À l'origine, l'anglophonie s'était constituée de vastes aires d'influence. Elle avait pour projet la mise en place d'un nouvel ordre social. Toutefois, en cherchant à s'implanter dans les zones où les missions anglicane et presbytérienne exerçaient un monopole, en soutenant les revendications locales, la francophonie a oeuvré dans le sens d'un démembrement de l'unité. Le paysage linguistique dessiné par les colons est donc devenu une structure en réseau: chacun de

ces deux espaces réticulaires regroupe un ensemble de petites entités dispersées sur le sol national. Pour cette raison, anglophonie et francophonie n'ont pas refaçonné la géographie culturelle ; elles ont juste conféré une autre ampleur, un second souffle aux antagonismes coutumiers.

Il en ressort qu'à l'heure actuelle, dans bon nombre de régions, les éléments culturels traditionnels et francophones participent à la même identité, un peu comme si la francophonie n'était qu'un prolongement – et non pas une rupture – dans l'histoire du groupe. A partir de là, pluralisme et atomisation continuent de dominer, mais surtout, les clivages européens peuvent devenir des barrières mélanésiennes.

Néanmoins, la communauté francophone ne se caractérise pas uniquement par son retranchement sur un territoire, une structure traditionnelle. Le conflit politique qui s'est amorcé dans les années 1970-1980 lui a permis de prendre conscience de son unité de destin. Elle s'est découverte une certaine personnalité, d'envergure nationale. Cette conscience élargie se voit renforcée par les liens qui ont pu se créer avec la France ou la Nouvelle-Calédonie au cours du temps.

Tout en accentuant les oppositions à l'échelle régionale, l'introduction des éléments européens a donc « exterritorialisé » les entités qui forment la « mosaïque vanuataise ». L'influence française a épousé la culture mélanésienne, elle a également bousculé ses frontières.

Le sentiment d'appartenir à un seul et même pays, fruit d'une histoire analogue, scellé par un parler et un État communs, est largement partagé par l'ensemble de la population, anglophones et francophones. Le problème est que la nation se déploie sur une racine anglophone : Elle s'est vue fondée par un gouvernement qui ne représentait qu'une seule communauté linguistique, et par dessus tout, elle a vu le jour dans la violence.

Le conflit entre tradition et nation prend ici toute son ampleur. Parce que les francophones ont été exclus du projet national et ont subi durant onze ans une politique discriminatoire, parce que la crédibilité de leur

éducation se trouve sans cesse compromise et que leur rôle social apparaît toujours précaire, la communauté francophone a du mal à se reconnaître dans la nation vanuataise. Les anglophones ont en quelque sorte « accaparé » la conscience nationale. Ils en ont fait le reflet de leur personnalité.

Aujourd'hui, l'identité francophone s'exprime donc à trois niveaux : à travers la mosaïque traditionnelle, dans l'opposition aux anglophones, et également au sein du conflit entre tradition et nation. Ceci explique l'ampleur qu'a pu prendre le conflit linguistique.

Le problème national ne semble pouvoir se résoudre que si l'unification prend un autre sens que l'homogénéisation qui a prévalu jusqu'ici. Depuis quelques années, la présence d'un gouvernement bilingue a à peine amorcé certains changements. Or, tant que l'équilibre ne sera pas institué, la tyrannie culturelle se maintiendra et les francophones continueront de se replier derrière leur particularisme.

Au contraire de certaines idées reçues, la communauté francophone n'est pas opposée à la mise en place d'une nation solide (la tendance actuelle, qui intègre davantage l'idée nationale dans les idéologies politiques des groupes francophones, en est la meilleure preuve). Elle y revendique uniquement sa place. Mais dans un contexte où la politique est soumise à de dangereuses fluctuations, cette place peut être gravement compromise.

Il est finalement mal aisé de dresser un bilan de la francophonie, et encore davantage d'en tirer des pronostics. A partir du moment où la francophonie ne se trouve pas favorisée par les autorités nationales, le maintien des liens avec la France semble bien sûr essentiel. Sans cela, le Vanuatu se « noiera » sans doute dans l'océan anglophone.

Pourtant, on ne peut s'empêcher de penser que ces liens seraient mieux perçus s'ils cessaient de faire du Vanuatu un champ de bataille. La francophonie ne doit pas être conçue comme une extension du prestige de

la France ou comme un nouvel impérialisme, celui-ci de nature culturelle. La francophonie représente d'abord un ensemble d'hommes et de femmes (des Vanuatais), une culture vivante et indépendante.

Par ailleurs, au sein de la nation vanuataise, la communauté francophone doit avoir le droit de jouer le rôle social auquel elle aspire. Peut-être est-ce là la condition véritable de l'indépendance à l'égard de la France... Or, seul un gouvernement stable et équilibré semble à même de le lui permettre, ce qui implique une certaine cohésion politique. En fait, si son fondement local a permis à la francophonie de devenir partie intégrante de la culture mélanésienne, cette

pulvérisation entrave en retour son affirmation dans un paysage national. Le système culturel hérité de la colonisation est constitué d'éléments extrêmement variés et les régions francophones sont toutes des unités particulières. A la différence des anglophones – qui, globalement, se regroupent autour d'un même attachement à la religion et d'un idéal national commun – les francophones, eux, sont divisés. Tantôt catholiques, protestants, laïcs ou « coutumiers », opposés par leur idéologie politique et leurs valeurs sociales, ils font difficilement bloc. Sans doute la communauté francophone est-elle prête à se rassembler en cas de crise, mais tant qu'elle ne s'exprimera pas



LISTE DES CARTES

<b>Carte 1</b> : Répartition des trois principales missions au Vanuatu, 1957. (d'après J. Guiart, 1957) .....	17
<b>Carte 2</b> : Répartition des élèves de l'enseignement primaire catholique, 1995 (données officielles, 1995) .....	52
<b>Carte 3</b> : Répartition des élèves de l'enseignement primaire laïc, 1995 (données officielles, 1995) .....	67
<b>Carte 4</b> : Répartition des élèves de l'enseignement primaire francophone par types d'écoles, 1995 (données officielles, 1995) .....	79

LISTE DES FIGURES

<b>Schéma 1</b> : Proportion d'adhérents aux principales religions au Vanuatu, 1967-1989 (données de la CPS & recensement national, 1989) .....	21
<b>Schéma 2</b> : Pourcentage de locuteurs de chaque langue, 1989 (données du recensement national, 1989) .....	23
<b>Schéma 3</b> : Pourcentage de voix et nombre de sièges au Parlement attribués à chaque parti aux élections nationales, 1979-1991 (d'après van Trease, H., 1995) .....	26
<b>Schéma 4</b> : Réseaux et aires d'influence culturelle dans le Pacifique Sud .....	31
<b>Schéma 5</b> : Proportion d'adhérents aux principales religions par régions, 1979 (données de la CPS, 1989) .....	65
<b>Schéma 6</b> : Résultats électoraux à Tanna, 1979-1991 (d'après van H. Trease, 1995) .....	70
<b>Schéma 7</b> : Proportion d'élèves anglophones et francophones dans les écoles primaires du Vanuatu, 1968-1995 (données : CPS, recensement, 1989 & Ministère de l'Education) ....	113

LISTE DES PHOTOS

<b>Photo 1</b> : Une procession à Tanna .....	53
<b>Photo 2</b> : La chapelle du village de Tansip .....	56
<b>Photo 3</b> : La mission de Melsisi .....	57
<b>Photo 4</b> : Les vestiges de l'abondance .....	73
<b>Photo 5</b> : Les blessures de la francophonie .....	74
<b>Photo 6</b> : L'école, royaume de la langue française .....	78
<b>Photo 7</b> : Coutume et modernité .....	86
<b>Photo 8</b> : Port-Vila. Les rues « françaises » .....	90
<b>Photo 9</b> : L'alliance française .....	97

## BIBLIOGRAPHIE

- Francophonie, linguistique et géographie des langues
  - BRETON (R.). *Géographie des langues*. Paris, PUF, Coll. Que sais-je ? n° 1648, 1995. 127 p.
  - CHAUDENSON (R.). *La Francophonie : représentations, réalités, perspectives*. Aix-Marseille I, Institut d'Etudes Créoles et Francophones, Ed. Didier-Erudition, Coll. Langues et développement, 1991.
  - DENIAU (X.). *La Francophonie*. Paris, PUF, Coll. Que sais-je ?, n° 2111, 1995. 127 p.
  - GARDNER-CHLOROS (P.) et TABOURET-KELLER (A.). *Plurilinguisme*. Encyclopédie Universalis, Corpus, t. 18, p. 496-501.
  - LAVONDES (H.). Problèmes sociolinguistiques et alphabétisation en Polynésie française. *Cahiers ORSTOM*, Série Sciences humaines, Paris, 1972, t. IX, n° 1, p. 49-61.
  - REY (A.). *Le français dans le monde. Situation d'une langue : le français*. Encyclopédie Universalis, Symposium, t. 2, p. 1658-1667.
  - VAROQUEAUX-DREVON (I.). Sentiments et comportements linguistiques, *Cahiers des Sciences Humaines*, Paris, ORSTOM, Traitement des langues. Nouvelles Techniques, nouvelles applications, 1995, vol. 31, n° 1, p. 83-101.
  - VENDRYES (J.). *Le Langage. Introduction linguistique à l'histoire*. Paris, Albin Michel, Coll. L'évolution de l'humanité, 1979.
  - LA FRANCOPHONIE DE A à Z. 135 mots-clés, Ministère de la francophonie, Ministère des Affaires étrangères, Paris, 1990, 64 p.
  - L'ANNÉE FRANCOPHONE INTERNATIONALE. ACCT et autres, Bibliothèque Nationale du Québec, Edition 1995.
  - BONNEMAISON (J.). *La Dernière île*. Paris, Arléa/ORSTOM, 1986. 404 p.
  - BONNEMAISON (J.). *Les fondements géographiques d'une identité. L'archipel du Vanuatu. Essai de géographie culturelle*. Livre I. Gens de pirogue et gens de la terre. Paris, Ed. ORSTOM, 1996. 460 p.
  - BONNEMAISON (J.). Passions et misères d'une société coloniale. *Journal de la Société des Océanistes*, Paris, Musée de l'Homme, 1986, n° 82-83, p. 65-84.
  - BRUNET (R.) (ed). *Géographie Universelle : Asie du Sud-Est, Océanie*. Saint-Amand, Belin/Reclus, 1995. ANTHEAUME (B.) et BONNEMAISON (J.), Livre Second : Océanie, p. 239-462.
  - DESCHAMPS (H.) et GUIART (J.). *Tahiti, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides*. Paris, Ed. Berger-Levrault, Coll. L'Union française, 1957. GUIART (J.), Nouvelles-Hébrides, p. 209-299.
- ### Histoire et géographie politiques
- BENOIST (H.). *Le Condominium des Nouvelles-Hébrides et la société mélanésienne*. Paris, Pedone, 1972. 240 p.
  - HUFFER (E.). *Grands hommes et petites îles. La politique extérieure de Fidji, de Tonga et du Vanuatu*. Paris, Ed. ORSTOM, 1993.
  - LINDSTROM (L.) et WHITE (G.). *Culture, Kastom, Tradition. Developing cultural Policy in Melanesia*. USP, Institute of Pacific studies, 1994.
  - Van TREASE (H.) et al. *La Politique mélanésienne. Stael blong Vanuatu*. Canterbury, University of Canterbury et USP, 1995. 523 p.
- ### Langues et francophonie au Vanuatu
- BIZET (A.). Problème de toponymie et d'éthnonymie moderne : Vanuatu. *La Banque des mots*, CILF, 1994, n°48, p. 101-105
  - CHARPENTIER (J.-M.). *Le Pidgin bislama(n) et le multilinguisme aux Nouvelles-*

- Hébrides*. Paris, SELAF, Coll. Langues et civilisations à tradition orale, n° 35, 1979. 375 p.
- CHARPENTIER (J.-M.). La francophonie au Vanuatu: concept juridique ou réalité sociologique ? In ROBILLARD (D. de) *et al. Le Français dans l'espace francophone*. Paris, Champion, Coll. Politique linguistique, 1993, p. 303-314.
- EHRHART (S.). *Le français langue seconde dans les écoles maternelles et primaires de la République de Vanuatu*. Mémoire de DEA, USP de Port-Vila et UFP, 1995.
- GUERRE (J.-C.). *De l'enseignement primaire à Vanuatu*. Mémoire de DEA, Nouméa, UFP, 1994.
- SANCHEZ (M.). *Un Lycée à Port-Vila*. Port-Vila, Club Publication du foyer socio-éducatif du lycée L.A. de Bougainville, 1979. 127 p.
- Recensements et documents officiels**
- Nouvelles-Hébrides. Recensement de la population non originaire*. Paris, INSEE, 1957.
- Vanuatu National Population Census. May 1989. Main report*. Port-Vila, Bureau des statistiques, 1991.
- Population of Vanuatu. Population monograph n° 2*. Nouméa, South Pacific Commission, 1989.
- Troisième plan national de développement, 1992-1996*. Bureau du plan, Port-Vila.
- Premier rapport spécial au Parlement. Respect du pluralisme linguistique*. Port-Vila, Bureau du Médiateur de la République du Vanuatu, 1995.
- Constitution du Vanuatu*, 5 octobre 1979.
- Rapport national sur le développement de l'Éducation. 1994-1996. République de Vanuatu*. Port-Vila, Ministère de l'Éducation du Vanuatu, 1995.
- Plate-formes politiques*, UPM.
- Journaux et écrits**
- Vanuatu Weekly Hebdomadaire*, Port-Vila.
- Trading Post*, Port-Vila.
- GEDEON (J.). *Poésies 1*. Port-Vila, Ed. Nakamal, 1988.
- GEDEON (J.). *Poésies 2*. Port-Vila, Ed. Nakamal, 1989.
- Père JAMOND. *Quelques souvenirs de mission aux Nouvelles-Hébrides*. Port-Vila.
- Cent ans de Mission, L'Église catholique au Vanuatu, 1887-1987*. Archevêché de Port-Vila, 1988.

## Résumé

**A**U VANUATU, la francophonie est d'abord l'héritage d'une colonisation singulière. La tutelle européenne, inaugurée par la venue des missionnaires à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et entérinée par soixante-quatorze ans de condominium franco-britannique, s'est officiellement achevée en 1980 avec la proclamation d'indépendance. Mais l'événement n'efface pas l'histoire. L'Etat vanuatais doit aujourd'hui son caractère à un double « choc culturel », fruit d'une rencontre entre la Mélanésie et l'Europe, et d'une confrontation entre deux cultures européennes, l'une britannique, l'autre française, que tout semble avoir opposé. De ces influences contradictoires, souvent rivales, a surgi une société plurielle au coeur de laquelle la francophonie, s'affirmant ou s'étiolant selon les périodes, s'est forgée une expression originale.

Le Vanuatu est moins un carrefour qu'une « toile » culturelle. La géographie de la francophonie (et de l'anglophonie) semble avoir obéi à l'organisation traditionnelle de l'espace mélanésien. La juxtaposition de nombreux groupes ethnolinguistiques, reliés par des « chemins » d'échanges, s'est maintenue, tandis que l'influence européenne adhérait à cette structure en réseau. Par conséquent, on ne

peut identifier dans l'archipel une seule région francophone. Ce fait éclaire en partie la raison pour laquelle il n'existe pas non plus une seule francophonie. Suivant l'histoire et les aspirations des groupes villageois, la francophonie est devenue une identité tantôt linguistique, tantôt religieuse, voire une éventuelle option politique. La pénétration irrégulière du catholicisme a dessiné un paysage francophone réticulaire où des régions majoritairement catholiques côtoient des îlots francophones « laïcs » ou disséminés dans des régions où une autre religion est majoritaire. Parallèlement, la culture de l'élite urbaine, empreinte de modernité, contraste avec celle des zones rurales où le legs européen s'est peu à peu fondu avec le mode de vie coutumier.

Cette géographie « éclatée », cette diversification culturelle du fait francophone se doublent de surcroît d'une cohabitation locale et institutionnelle avec l'homologue anglophone. Bien que le jeune Etat soit définitivement sorti de sa « guerre de cent ans » avec la « guerre » de décolonisation, il doit à présent relever un nouveau défi : construire une identité nationale sur un bloc composite. La communauté francophone, durablement marquée par la « décennie anglophone » des lendemains de



l'indépendance, paraît éprouver quelques difficultés à y imprimer sa marque et, finalement, à se poser comme une minorité de poids dans la société vanuataise. Sans doute la question de la pluralité culturelle consti-

tue-t-elle l'un des plus grands problèmes contemporains du pays. De la réponse qu'on saura lui donner dépendent largement le statut et l'avenir de la population francophone du Vanuatu.

